

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 66

SEPTEMBRE 1990

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél.: (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

SOMMAIRE

- LA FRANCE REÇOIT OFFICIELLEMENT LES DIRIGEANTS DE LA RESISTANCE KURDE D'IRAK**
- ANKARA «SUSPEND» LA CONVENTION DES DROITS DE L'HOMME AU KURDISTAN**
- SUEDE : UNE KURDE VICTIME DU TERRORISME IRANIEN**
- TURQUIE : DES DEPUTES KURDES PASSIBLES DE LA PEINE DE MORT POUR DELIT D'OPINION**
- EN BREF: LA REVUE DE PRESSE**

LA FRANCE REÇOIT OFFICIELLEMENT LES DIRIGEANTS DE LA RESISTANCE KURDE D'IRAK

Une délégation du Front du Kurdistan d'Irak composée de Sami ABDURRAHMAN, ancien ministre, Mohsen DIZEYEE, ancien ministre, (représentant personnel de Mesoud BARZANI), Dr. Mahmut OTHMAN et Jelial TALABANI, a été officiellement reçue par Paris. Cette visite officielle, considérée comme «une première» par la presse française, qui signifiait «un signal de Paris à l'intention de Bagdad», comme l'a précisé «un diplomate» à l'A.F.P., s'expliquait aussi par le souci de certains dirigeants français, tel M. Bernard KOUCHNER, de ne pas ignorer «ces oubliés de l'histoire...qui ont toujours clairement combattu en faveur de la démocratie et des droits de l'homme».

La délégation kurde a été d'abord reçue au Quai d'Orsay par Mme Edwige AVICE, ministre déléguée auprès de R. DUMAS, qui aurait expliqué, selon le journal *Libération*: «le gouvernement m'a demandé de vous recevoir. Je vous écouterai. Je

transmettrai ce que vous me direz aux plus hautes instances de l'Etat.» Au cours de cet entretien approfondi de près de deux heures, Mme le Ministre a longuement interrogé ses interlocuteurs kurdes sur le sort de la population civile, les violations des droits de l'homme et le problème des réfugiés. La délégation kurde a ensuite été reçue, dans une «atmosphère franchement chaleureuse» par M. Loïc HENNEKINE, conseiller diplomatique du Président de la République et par le directeur du cabinet de M. Laurent FABIUS, président de l'Assemblée Nationale. M. Bernard KOUCHNER, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire a offert, en présence de Mme Mitterrand, un déjeuner en l'honneur des dirigeants kurdes.

Ceux-ci ont expliqué lors de cette visite que leur but n'était pas d'obtenir une aide militaire, mais avant tout d'informer le gouvernement français du sort du peuple kurde en Irak et de solliciter un soutien politique et moral de Paris. Ils ont demandé

à la France, qui est l'un des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, et à ce titre garante de la paix et du droit international, d'intervenir, «pour que toute conférence internationale sur le Moyen-Orient inscrive aussi le problème kurde à son ordre du jour... car, une solution juste et globale doit inclure tous les problèmes de la région: le problème palestinien, le problème libanais, la crise du Golfe et tous les autres...». Au terme de cette visite, les dirigeants de la résistance kurde ont donné une conférence de presse au siège de la Fondation France-Libertés de Mme Mitterrand qui n'a pas ménagé ses efforts pour le succès de cette visite. La presse française et étrangère a accordé un assez large écho à cet événement (cf. notre revue de presse).

Cette première diplomatique signifie sans doute le début de la reconnaissance de la légitimité de la lutte des Kurdes irakiens pour leurs droits nationaux et la démocratie en Irak. Mais on ne peut s'empêcher, toutefois, de regretter avec Marc KRAVETZ, que dans une «France qui garda le silence même après le gazage des réfugiés kurdes irakiens en Iran, il aura fallu la crise du Golfe...pour que le tabou autour du problème kurde en Irak soit enfin brisé». Reste à espérer que d'autres pays vont suivre l'exemple de la France pour accorder aux Kurdes d'Irak, victimes depuis 22 ans de la terrible dictature de Saddam Hussein, toute l'attention et la considération qu'ils méritent.

ANKARA «SUSPEND» LA CONVENTION DES DROITS DE L'HOMME AU KURDISTAN

Quelques jours seulement après l'occupation du Koweït par l'Irak, la Turquie a décidé de suspendre l'application de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'«Est» et le «Sud-Est» du pays. «Le danger qui menace la vie de la nation turque» est, d'après Ankara, suffisamment grave pour avoir recours à cette mesure. Le représentant permanent d'Ankara auprès du Conseil de l'Europe a ainsi justifié le 6 août 1990, la décision de son gouvernement.

1/ La République de Turquie subit, au cours des derniers mois, les menaces sans cesse croissantes, susceptibles de mettre en péril la vie de la nation, correspondant à la situation définie par l'article 15 de la Convention européenne....

2/ La menace contre la sécurité nationale se fait sentir notamment dans les villes de l'Anatolie du Sud-Est (Elazig, Bingöl, Tunceli, Diyarbakir, Siirt, Hakkari, Batman, Sirnak) ainsi que dans les régions avoisinantes.

3/ Le gouvernement (turc) ne se trouve pas seulement dans l'obligation de déployer les forces de l'ordre pour faire face à l'intensité et à la multiplicité des actes terroristes, mais, il est aussi obligé de prendre des mesures nécessaires pour faire face à la campagne de désinformation qui est menée dans les autres

parties de la Turquie, voire dans les pays étrangers, encouragée par l'usage abusif des droits syndicaux.

4/ Le gouvernement turc a été obligé, pour y parvenir, de promulguer, le 10 mai 1990, conformément à l'article 121 de la Constitution, les décrets-lois 424-425. Ces décrets peuvent entraîner la suspension partielle des articles 5, 6, 8, 10 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme ... Le problème de la conformité de cette suspension avec la Constitution turque est actuellement en cours d'étude à la Cour Constitutionnelle de Turquie.

Cette «suspension» est passée presque inaperçue au moment où l'attention était polarisée par la crise du Golfe. En Turquie quelques personnalités ont protesté. Nevzat HELVACI, Président de l'Association turque des droits de l'homme a défini cette mesure comme une «honte d'Etat» et a ajouté : «On ne peut se passer des êtres humains sous le prétexte d'exterminer certaines choses». (*Cumhuriyet*, 14 octobre 1990).

Cette «honte» dure en fait depuis des décennies, car la Convention des droits de l'homme n'a jamais été véritablement appliquée dans les provinces kurdes. La «suspension» est tout juste une reconnaissance officielle de l'exclusion du Kurdistan turc du régime de la loi et du droit.

SUEDE: UNE KURDE VICTIME DU TERRORISME IRANIEN

A peine un an après la tuerie de Vienne qui a coûté la vie aux trois dirigeants kurdes dont A. GHASSEMLOU, secrétaire général du P.D.K. d'Iran, moins d'un après l'assassinat de K.RADJAVI à Genève et quatre ans après celui de B. JAVADI, militant kurde de nationalité suédoise à Larnaka, la machine terroriste iranienne a de nouveau été mise en marche, cette fois-ci dans la paisible ville de Vesteros en Suède. Mme Efat Ghazi, 53 ans, mère de deux enfants, a été tuée par un colis-piéché. Mme Ghazi était la fille de Ghazi Muhammed, Président de la République kurde de Mahabad qui avait été fondée en Janvier 1946 et écrasée dans le sang en décembre de la même année par les armées du Shah.

Selon l'enquête de la police suédoise, le colis-piéché était adressé à Amir Ghazi, époux de Mme Efat Ghazi, dirigeant d'une organisation indépendantiste kurde. Amir GHAZI devait se rendre à une réunion des partis politiques kurdes d'Iran, organisée à Dusseldorf en R.F.A. La police suédoise, dont certains éléments tentent d'étouffer l'affaire en suivant l'hypothèse d'un «conflit interne» se dit, d'après les explications du commissaire Sven-Ake KARLSSON, ne posséder aucune piste sérieuse. Les journaux suédois, quant à eux, mettent en cause les autorités de Teheran (cf. p:57-59 du bulletin). Les auteurs de ce nouvel acte criminel resteront-ils à leur tour anonymes et impunis comme leurs compères de Vienne...?

TURQUIE: DES DEPUTES KURDES PASSIBLES DE LA PEINE DE MORT POUR DELIT D'OPINION

Le 15 septembre la Cour de Sûreté d'Etat d'Ankara a demandé la levée de l'immunité parlementaire d'Ahmet TÜRK et Mehmet Ali EREN, députés du Parti du Travail du Peuple (HEP). Le parquet de la Cour de Sûreté d'Etat veut, en conformité avec l'article 125 du code pénal, requérir la peine de mort contre les deux députés kurdes.

Le parquet de la Cour a envoyé sa demande d'ouvrir le procès, dont le dossier d'instruction préparatoire est terminé, accompagné d'un résumé d'enquête judiciaire. Le procureur accuse les deux députés «d'avoir commis des actes en vue de détruire l'unité de l'Etat, et de soustraire à son administration une partie des territoires contrôlés par lui ; d'avoir propagé (à cette fin), dans un pays étranger, des informations sur la situation interne de l'Etat et d'avoir mené des activités susceptibles de porter atteinte aux intérêts nationaux». Le parquet de la Cour de Sûreté d'Etat avait ouvert, il y a quelques temps, une autre information contre les députés dans lequel il les accusait de «séparatisme». La Commission mixte de la Grande Assemblée Nationale de Turquie avait décidé alors de lever l'immunité de ces deux députés. L'Assemblée Nationale débattit de cette décision lors de sa prochaine session.

Le parquet de la Cour de Sûreté d'Etat se base, pour justifier sa demande de requérir la peine capitale contre les députés du H.E.P., Mehmet Ali EREN et Ahmet TÜRK, sur une édition de la revue *Kurdistan Press*, publiée en Suède, dont la diffusion en Turquie est interdite, ainsi que sur une information d'un quotidien (turc) qui avait publié des citations de la dite revue. D'après le résumé d'enquête du procureur, le reportage fait par *Kurdistan Press* avec les députés «a été vu et lu par le

journaliste (turc) au commissariat de police de Diyarbakir ; celui-ci a préparé la publication de certains extraits en vue d'informer (les lecteurs) de la vision que les deux députés avaient de la Turquie».

L'article 125 du Code pénal turc que le procureur veut appliquer dans le cas des deux députés du HEP, Ahmet TÜRK et Mehmet Ali EREN, prévoit la sanction suivante : «sera condamnée à la peine capitale, toute personne qui commet un acte en vue de faire entrer une partie ou la totalité des territoires de l'Etat sous la souveraineté d'un Etat étranger, ou de diminuer son indépendance ou de détruire son unité ou de soustraire à l'administration une partie des territoires qui sont sous sa souveraineté».

La première réaction des deux députés kurdes victimes de ces poursuites pour délit d'opinion a été la suivante : «Cette situation montre bien le niveau de la démocratie en Turquie». Ils ajoutent que «dès lors qu'ils ont été élus pour l'instauration et le développement de la démocratie, la dénonciation des pratiques anti-démocratiques ne peut que figurer parmi leurs devoirs. Nous avons dit et nous continuerons de dire que les méthodes de répression ne pourront résoudre aucun problème, et que seul le dialogue démocratique et la tolérance pouvait permettre la réalisation de l'unité, de l'égalité et de la fraternité».

Ils considèrent l'initiative de la Cour de Sûreté d'Etat d'Ankara comme une étape en vue d'obtenir leur silence. Ils croient qu'à la base des fonctions principales des députés se trouve le principe de la défense des droits de ceux qui sont lésés et opprimés.

REVUE DE PRESSE

- IRAKOPHILES SANS LE SAVOIR. (*L'Information Juive* . sept 90). p. 1.
- DECOUVRIR LA MUSIQUE DU KURDISTAN. (*L'Information Juive* sept 90). p. 1.
- NOUS LES KURDES, VRAIS VICTIMES DE SADDAM HUSSEIN. (*Corriere Della Sera* 3.09.90). p. 2.
- TALABANI RENCONTRE DES SENATEURS AMERICAINS : PEU DE RESULTATS. (*International Iran Times* fin 08.90). p. 3.
- ANKARA DECOUVRE UN NOUVEAU PEUPLE EN TURQUIE: LES KURDES. (*International Iran Times* fin 08.90). p. 4.
- L'OBSESSION NUCLEAIRE DE L'IRAK. (*Le Figaro* 3.09.90). p. 5.
- VIENNE A-T-ELLE ETE RANÇONNEE PAR TEHERAN. *Pogrom* 15.09.90). p. 5.
- PARFUM DE SCANDALE. Le régime irakien est un hitlérisme aux couleurs arabes, et il a bénéficié de nombreuses complicités en France. (*Le Monde* 4.09.90). p. 7.
- LES 19 KURDES EN GREVE DE LA FAIM A STRASBOURG METTENT UN TERME A LEUR MOUVEMENT. (*A.F.P.* 5.09.90). p. 8.
- UN JOURNALISTE TURC RISQUE 25 ANS DE PRISON POUR UNE INTERVIEW. (*Journal de Genève* 4.09.90). p. 9.
- MEDICO «INTERNATIONAL» DEMANDE A LA R.F.A. DES INDEMNITES POUR LES VICTIMES KURDES DES GAZ. (*Taz* 4.9.90). p. 9.
- POINT DE VUE : ADRESSE AU GOUVERNEMENT FRANÇAIS. (*Libération* 5.09.90). p. 11.
- LA DIPLOMATIE, STYLE SADDAM : CHERCHEZ LA BOMBE SOUS LES COUVERTURES. (*The Washington Post* 6.09.90). p. 12.
- QUAND SADDAM PLAISAIT TANT ... Ce n'est pas seulement pour les grands contrats d'armement que la France soutenait le régime de Bagdad. C'était aussi par aveuglement idéologique. (*Le Nouvel Observateur* 6-12.09.90). p. 13 & 14.
- UN DRAME MECONNU. Les Kurdes sont 20 ou 30 millions, suivant les sources, sur un territoire : le Kurdistan. Un drame humain, déserté par les Droits de l'homme et méconnu en Occident. (*24 Heures* 5 sept. 90). p. 14.
- UNE AMITIE ENCOMBRANTE. Les visées de l'URSS sur le Golfe remontent à l'époque des tsars. Il a fallu la «nouvelle pensée» de Mikhaïl Gorbatchev pour ne plus automatiquement prendre position en faveur d'un régime «progressiste» contre «l'impérialisme». (*Le Figaro* 6.09.90). p. 15.
- LES KURDES SANS VOIX. La Turquie au Comptoir Suisse. (*24 Heures* 5.09.90). p. 16.
- HOTE D'HONNEUR ... INDESIRE. Lausanne/Manifestation demain contre la Turquie. (*Tribune de Genève* 7.09.90). p. 16.
- LA POESIE DE GOETHE EN LANGUE KURDE. (*Rhein-Sieg-Seitung* 7.09.90). p. 17.
- L'OPPRESSION DEMENTE ET HAINEUSE DE HUSSEIN ENVERS LES KURDES. PLANTER LES GRAINES DE LA HAINE. (*Santa Barbara News-Press* 9.09.90). p. 18.
- MANIFESTATION KURDE A STRASBOURG. (*Républicain Lorrain, L'Alsace, Centre Dimanche Progrès, Var Matin, Marseillaise*. 9.09.90). p. 19 & 20.
- UN LEADER KURDE PARLE : «SI VOUS VOULEZ QUE SADDAM AIE FAIM, VOUS DEVEZ ATTENDRE UN AN». (*La Stampa* 9.09.90). p. 21.
- TERRORISME : LA FRANCE SUR SES GARDES. A l'intérieur comme à l'extérieur, les services français sont mobilisés pour faire face aux menaces à la suite de la crise du Golfe. (*Le Point* 10.09.90). p. 22.
- LA LANGUE INTERDITE EST TOUJOURS PARLEE. (*De Welt* 10.09.90). p. 23.
- FAIRE RENDRE GORGE AU BOURREAU DES KURDES. (*Le Nouvel Observateur* 6-12.09.90). p. 24.
- LES ENNEMIS DE MES ENNEMIS ..(*Libération* 12.09.90). p. 25.
- PROCHE-ORIENT : L'INTROUVABLE «NOUVEL ORDRE». Si l'intervention internationale dans le Golfe se fonde sur le respect du droit, il ne faut pas oublier qu'au Proche-Orient le déni du droit n'est pas l'apanage du seul Saddam Hussein. Le nouvel ordre mondial que l'on espère après la guerre froide devra dans cette région effacer quelques décennies de désordres, largement légués par la décolonisation et fortement entretenus depuis par les acteurs sur place. (*Libération* 12.09.90). p. 26 & 27.
- LA GUERRE DES DEUX TURQUIE. COCA-COLA CAN KATAR. La torture contre la démocratie. L'armée kémaliste contre la revendication kurde. L'identité islamique contre l'Europe : le conflit du Golfe aiguise encore les déchirures turques. (*L'Hebdo* 13.09.90). p. 28 à 31.

MBB SOUPÇONNE DE LIVRAISONS DE MATERIEL A L'IRAK. (A.F.P. 7.09.90) p. 50 & L'Antenne 13.09.90). p. 31.

GOLFE MINIATURE. Petit inventaire bibliographique sur la situation dans le golfe Persique. (Libération 13.09.90). p. 32.

AVENTURE EN TURQUIE DE L'EST. Loin des hordes touristiques, la Turquie de l'Est offre encore un parfum d'aventure aux confins de l'Iran, de l'Irak et de la Syrie. Du Mont Ararat à Harran, la Bible et le Coran en images. (Paris Normandie 15.09.90). p. 33 & 34.

POUR UNE CONFERENCE INTERNATIONALE. (Témoignage Chrétien 15.09.90). p. 35.

LA C.I.A. SOUTIENT LA LUTTE DES KURDES. (Sunday Telegram 16.09.90). p. 36.

ANKARA «SUSPEND» LES DROITS DE L'HOMME ET REHABILITE TROIS ANCIENS MINISTRES. (Libération 18.09.90). P. 37.

JEUDI, MANIFESTATION DE SOUTIEN AU REFUGIES KURDES ET TURCS EN EURE-ET-LOIR. (République du Centre 18.09.90). p. 37.

UN CONFLIT QUI RANIME LA FLAMME DE L'ESPOIR D'AVOIR UNE PATRIE. (Los Angeles Times 18.09.90). p. 38.

L'OCCIDENT NE REGARDE QUE LE PETROLE. (Il Manifesto 18.09.90). p. 39.

UNE DELEGATION DE LA RESISTANCE KURDE D'IRAK REÇUE JEUDI A DEJEUNER PAR LE SECRETAIRE D'ETAT A L'ACTION HUMANITAIRE. (A.F.P. 19.09.90). p. 40 & 41.

LES HOMMES DE SADDAM HUSSEIN. Ils sont kurdes, chiites, chrétiens, ou sunnites comme le président. Dans le Parti, l'armée et la milice, les trois piliers du régime, ils élaborent la politique irakienne. Voici le portrait des cinq hommes qui entourent et conseillent Saddam Hussein. (L'autre Journal 09.90). p. 42 à 44.

L'INTEGRATION AUX CHAMPS. L'intégration en milieu rural, ça existe. Exemple de réussite avec les Hmongs du Laos en Haute-Provence et les Kurdes d'Irak en Creuse. (Vie Publique 09.90). p. 45 & 46.

FAUT-IL MOURIR POUR LE KOWEIT ? L'Irak avait déjà essayé de s'emparer du Koweït à de nombreuses reprises. (B.I.P. 09.90). p. 47 à 49.

LE PEINTRE KURDE IRANIEN GHAZIZADEH A LA CHAPELLE ST-JEAN. (Toutes les Nouvelles de Versailles 5.09.90). p. 50.

CHIMIQUE : LA GRANDE MENACE. Des usines qui fabriquent des armes dévastatrices. A partir de technologies massivement importées. (L'Express 7.09.90). p. 51.

UNE FEMME KURDE A ETE TUEE PAR BOMBE. LA BOMBE ETAIT DESTINEE A SON EPOUX. LA POLICE SOUPÇONNE DES RAISONS POLITIQUES. (Fredag 7.09.90). p. 52 & 53.

VINGT ANS D'IRAKOPHILIE FRANÇAISE. «Les élans du coeur et de la raison». Vertus «jacobines» et «laïcité». Les «retours d'épices». (Le Monde 21.08.90) P. 54 & 55.

BAGDAD : «LA FIN DE L'AMITIE». (A.F.P. 21.08.90). p. 55.

ADIEUX AUX 24 MILLIARDS QUE L'IRAK NOUS DOIT. Bagdad saisit les avoirs de ses «ennemis». (France-Soir 20.09.90). p. 56.

LES KURDES CRAIGNENT DE NOUVEAUX ATTENTATS. (Svenska Dagbladet 8.09.90). p. 57.

LA RAISON PROBABLE DE L'ASSASSINAT DE Mme QUZI : DIVISION POLITIQUE. (Svenska Dagbladet 8.09.90). p. 58.

LA POLICE SECRETE SUEDOISE A LA POURSUITE DE L'ASSASSIN D'EFAT. (Lördagen 8.09.90). p. 59.

LES KURDES ONT PEUR DES AGENTS IRANIENS. (Aftonbladet 8.09.90). p. 60.

IRAK, MUSEE DES HORREURS D'AVANT-CRISE. Un document BBC, réalisé avant la crise du Golfe par l'Américain Charles Glass, montre de quelle violence Bagdad est capable. Faits rapportés par Amnesty dans l'indifférence générale. (Libération 10.09.90). p. 61 & 62.

LE PARQUET DE MUNICH OUVRE UNE INFORMATION CONTRE LE CONSTRUCTEUR AERONAUTIQUE MBB. (Le Monde 10.09.90). p. 62

LES DROITS DE L'HOMME NE CONCERNENT PLUS LES KURDES SELON ANKARA. (Gamk 20.09.90). p. 63.

POUR LA PREMIERE FOIS LA FRANCE REÇOIT UNE DELEGATION DE DIRIGEANTS KURDES D'IRAK. Manière de montrer que les Koweïtiens ne sont pas les seules victimes de Saddam Hussein. (Nord Littoral, Ouest-France, Dépêche du Midi, Liberté de l'Est, Libération, A.F.P. 19, 20 & 21.09.90). p. 64, 65 & 67.

EMEUTES DE LA FAIM EN IRAK. Le PC irakien dénonce la politique de terreur de Bagdad. Les Kurdes, éternelles victimes. (L'Humanité 20.09.90). p. 66.

LE «GOVERNEUR» DU KOWEIT : UN SPECIALISTE DE LA POLITIQUE DE «LA TERRE BRULEE». (Télégramme de Brest 20.09.90). p. 68.

UNE CINQUANTAINE DE TUES A MASOUL LE 9 SEPTEMBRE LORS D'EMEUTES, SELON UN DIRIGEANT KURDE IRAKIEN. (A.F.P. 20.09.90). p. 68.

LES KURDES PLAIDENT LEUR CAUSE. Une délégation kurde a été reçue hier par Bernard Kouchner et Edwige Avice. Cette visite est une lueur d'espoir pour ces éternels oubliés de l'histoire qui espèrent profiter de la crise du Golfe. (*Le Quotidien de Paris, Lyon Matin, Dépêche de Dijon, République du Centre, Gamk*, 21.09.90). p. 70, 72 & 73.

LA FRANCE DECOUVRE LES KURDES. (*II Manifesto* 21.09.90). p. 71.

PARIS REÇOIT LES KURDES SANS TAPIS ROUGE. Pour leur première visite officielle en France, ces opposants de longue date au régime irakien ont reçu un accueil mitigé côté gouvernement. Même si l'Elysée a rectifié une impression fâcheuse les oubliés du Proche-Orient ont précisé leurs objectifs. (*Libération, L'Express, 24 Heures, Le Soir, Le Monde, Var Martin, République du Centre, Courrier de Saône et Loire, l'Humanité, Courrier de l'Ouest, L'Union*, 21 & 22.09.90). p. 74 & 88.

LES KURDES DANS LE GOLFE : UN ROLE A JOUER. (*Courrier Picard* 21.09.90). p. 82.

A LA PREMIERE ATTAQUE LE REGIME SE DESINTEGRE. (*Corriere Della Sera* 22.09.90). p. 84 & 85.

«FAIRE RECULER SADDAM HUSSEIN C'EST POSSIBLE». Un entretien avec un dirigeant kurde d'Irak. (*L'Humanité* 22.09.90). p. 86.

LE ROLE VITAL DE LA TURQUIE DANS LE GOLFE LA RAMENE SOUS LES PROJECTEURS. (*International Herald Tribune* 21.09.90). p. 87.

LES KURDES : «PROTESTATIONS EN IRAK : 50 MORTS». (*II Manifesto* 21.09.90). p. 88.

CHASSEURS F-16 AMERICAINS ET REFUGIES DU GOLFE DANS L'EST DE LA TURQUIE. Le ministre français du Commerce extérieur à Istanbul pour développer la coopération économique avec la Turquie. (*Gamk* 22-23.09.90). p. 89.

L'OPPOSITION KURDE REÇUE A PARIS DEMANDE LE SOUTIEN POLITIQUE ET MORAL DE LA FRANCE. (*Gamk* 24-25.09.90). p. 90.

BAGDAD POURSUIT AU KURDISTAN SA POLITIQUE DE LA TERRE BRULEE nous déclare M. Sami Abdulrahman secrétaire général du Parti Démocratique Populaire du Kurdistan. (*Le Monde* 26.09.90). p. 91.

PREPARATION A LA GUERRE. LE PROCHE-ORIENT ET SANTA BARBARA. (*L'Opinione* 25.09.90). p. 92 & 93.

LES GAZ DE HALABJA. POUR 1000 BARILS EN PLUS. (*L'Opinione* 25.09.90). p. 94, 95 & 96.

LES ENNEMIS KURDES DE SADDAM HUSSEIN. Dans les camps de fortune installés au Sud-Est de la Turquie, les réfugiés venus du Kurdistan irakien rêvent de reprendre la guérilla séculaire contre le pouvoir baasiste en place à Bagdad. (*Le Figaro* 27.09.90). p. 97 & 98.

INSPECTION EUROPEENNE DANS LES PRISONS TURQUES. Le Comité européen contre la torture, institué il y a un an par dix-neuf pays membres du Conseil de l'Europe, vient de visiter les prisons turques Leur rapport constituera un test important de leur degré d'indépendance. (*France-Soir* 27.09.90). p. 99.

38 REFUGIES KURDES ET TURCS MENACES D'EXPULSION. Une manifestation de soutien a eu lieu devant la préfecture de Chartres. (*République du Centre* 28.09.90). p. 100.

LAMENACE DE L'ECHAFAUD CONTRE LES DEPUTES. (*Tempo* 16-22.09.90). p. 101.

LE PARQUET REQUIERT LA PEINE CONTRE TÜRK ET EREN. (*Cumhuriyet* 16.09.90). p. 102.

TALABANI SUR LA SCENE DANS LA CRISE DU GOLFE. (*Cumhuriyet* 21.09.90). p. 102.

LA FRANCE SOUTIENT LES KURDES. (*Tercüman* 21.09.90). p. 103.

SCANDALE A LAUSANNE, LE STAND TURC A LA FOIRE DU LIVRE SUSCITE DES PROTESTATIONS. (*Hürriyet* 11.09.90). p. 104.

INVITATION FRANÇAISE AUX KURDES. (*Milliyet* 22.09.90). p. 104.

L'INFORMATION JUIVE, sept. 1990

Irakophiles sans le savoir

par Laurent Greilsamer

Depuis une vingtaine d'années, soit presque une génération, les Français étaient irakophiles sans le savoir... Certes, notre méconnaissance en géographie est proverbiale mais voilà que nous découvrons, à la faveur de la crise du Golfe, les abîmes de notre inculture en matière de diplomatie d'Etat. Saddam Hussein était notre "ami" et nous l'ignorions !

Bien sûr, les lecteurs d'Information juive savaient. Mais l'opinion publique, elle, n'avait pas vraiment été avertie qu'à défaut d'être notre allié, au sens juridique du terme, l'Irak était devenu l'une des pièces maîtresses de notre politique étrangère au Proche et au Moyen Orient. Et cet aveu pèse si lourd que l'ensemble de la classe politique préfère aujourd'hui oublier ce passé.

Le Quai d'Orsay, devant l'épreuve des faits, est contraint, pour sa part, de réviser ses options et de reléguer vingt années de "relations très spéciales", parfois ombilicales, avec Bagdad, dans un coin de sa mémoire. Car la France, depuis l'invasion et l'annexion pure et simple du Koweït par l'Irak, redéfinit en effet sa stratégie dans cette région du monde.

Mais jusqu'à quel point ? Jusqu'où Paris acceptera-t-il de revenir en arrière sur une si longue parenthèse irakophile ?

L'Histoire est là pour nous rappeler que le renversement de la politique arabe de la France est intervenu après la guerre des Six jours. Les événements d'Algérie avaient jusque-là durablement empoisonné les relations entre Paris et les capitales arabes au début des années 60. Le général de Gaulle se proclamait alors "l'allié et l'ami" d'Israël. Par sa conférence de presse du 27 novembre 1967 - "les juifs [...] peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur" - il bouleverse la donne.

LA CONNIVENCE

Du Caire à Bagdad en passant par Damas, Paris redevient un interlocuteur privilégié. Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, à partir de cette reconnaissance, peuvent créer un axe franco-irakien particulièrement solide. Les voilà dans le rôle des héritiers du général, ravis de

"prendre pied" dans un pays anciennement sous la coupe de la Grande-Bretagne et menacé d'un tête-à-tête avec l'Union soviétique.

Cette politique-là marie tout à la fois la haute stratégie et les utilités commerciales. Jacques Chirac l'incarne à la perfection en revenant de Bagdad, fin 1974, les poches bourrées de contrats militaires et civils. L'Irak, durant dix années, caracole en tête du peloton des plus gros clients étrangers de la société Dassault.

A partir de 1980, la connivence se renforce pourtant encore. De partenaire commercial privilégié, l'Irak devient l'allié idéologique et militaire de la France en s'opposant aux "périls perse et fondamentaliste". Consacré "rempart" du monde arabe modéré, l'effort de guerre de Bagdad est appuyé au point que la France prélève sur ses propres armements, fin 1983, cinq avions Super-Etendard dotés de missiles Exocet pour les confier à l'Irak durant deux ans.

Pour le coup, il existe une osmose entre les politiques des deux pays dans cette région du monde. Certains observateurs vont jusqu'à parler de co-belligérance. A ce prix-là, Paris ferme les yeux sur les "bavures" irakiennes. A vingt ans de distance, les "pendus de Bagdad" de 1968 (quinze Irakiens accusés d'espionnage, dont neuf juifs, sont exécutés) et le gazage de populations kurdes en 1988 sont, en quelque sorte, pardonnés au nom de la raison d'Etat.

Plus profondément, les hommes politiques sont fréquemment séduits par les Irakiens qui revendiquent Babylone dans leur héritage. Tandis qu'à droite, on apprécie le côté "Prusse de l'Orient" de l'Irak ("un partenaire crédible, un pays dynamique et organisé"), on idéalise, à gauche, les vertus "socialistes, jacobines et laïques" du parti unique et tout-puissant au pouvoir, le Baas.

On comprend maintenant l'embarras singulier de la France après le 2 août. Quand bien même une grande puissance n'aurait jamais d'ami, selon le mot du général de Gaulle, il est dur de tourner brutalement le dos à ses proches. Encore plus dur de s'avouer ses erreurs et ses égarements, et d'admettre officiellement, le réajustement d'une politique ancienne et consacrée.

Le Monde de la Musique,

sept. 1990

KURDISTAN

Musique kurde

★★★

Selon une opinion courante, les Kurdes seraient les descendants des Mèdes de l'Antiquité ; la similitude entre le mode mélodique unique dans lequel se développe leur musique et le Dorien connu des Grecs ne serait ainsi pas le produit du hasard, si l'on en croit Christian Poché, l'auteur de ce disque. Réalisés en Syrie et au Liban, ces enregistrements démontrent l'identité culturelle d'un Kurdistan qui, même morcelé, a su résister à toute assimilation.

Contrairement à leurs voisins, les Kurdes n'ont jamais théorisé leur musique ; tout au plus la répartissent-ils en deux catégories en fonction de l'intensité sonore des instruments. Ainsi, les sonneries tonitruantes des hautbois *zorna* appartiennent-elles au répertoire diurne, alors que les flûtes et les instruments à cordes conviennent mieux à la nuit. Parmi ces derniers, les Kurdes affectionnent particulièrement le luth à long manche, dont deux types apparaissent ici : le grand *meydan saz* aux profondes résonances et le *tanbura*, plus petit et donc d'un timbre plus aigu. Un magnifique chant dans le style dit « mésopotamien » et deux longues improvisations instrumentales nous font apprécier les qualités expressives de trois remarquables virtuoses.

Laurent Aubert

1 Compact disc Auvidis « Unesco » D 8023.

CORRIERE DELLA SERA

LUNEDÌ 3 SETTEMBRE 1990

Storia della minoranza etnica perseguitata anche con le armi chimiche dal dittatore di Bagdad

Noi curdi, vere vittime di Saddam Hussein

di KENDAL NEZAN

Come quasi tutti i Paesi occidentali, l'Italia deve essere stata scossa dall'invasione irachena del Kuwait. Per anni si è lasciata andare alle delizie di un commercio lucroso, confessato solo in parte. Grazie allo spauracchio di Khomeini l'Italia ha persino potuto presentare le sue relazioni «colpevoli» con il regime nazional-socialista di Bagdad come un contributo alla lotta contro la minaccia dell'integralismo sciita.

L'Italia non si è posta la questione etnica più degli altri Paesi europei o della stessa Unione Sovietica. Tutte le potenze hanno rivaleggiato in zelo per aiutare Saddam a costruirsi una macchina da guerra temibile. Un arsenale che fino al 1980, quando scoppiò la guerra del Golfo, era stato utilizzato contro i quattro milioni di curdi il cui unico torto è stato quello di voler salvaguardare la propria identità culturale e di rivendicare l'autonomia curda nel quadro di un Irak veramente democratico. Nella visione di Saddam la minoranza curda era divenuta pericolosa quanto Israele per l'unità del mondo arabo. Fin dal marzo 1974 Bagdad ha quindi lanciato la sua guerra contro il popolo curdo. Dal 1976 ha messo in atto il suo piano di progressiva arabizzazione delle province curde come Kirkuk e Khanakin, che forniscono da sole il 77 per cento del petrolio iracheno.

Nonostante le difficoltà d'accesso a queste regioni, testimonianze sui crimini commessi nel Kurdistan dal regime di Bagdad hanno raggiunto l'opinione pubblica. Purtroppo le immagini dei civili bruciati al napalm, dei villaggi fatti saltare con la dinamite, delle sorgenti d'acqua «tappate» con il cemento e della vegetazione distrutta chimicamente, non sono

bastate a provocare la reazione dei governi che nel frattempo non cessavano di invocare i diritti dell'uomo.

Da sempre le guerre forniscono ai dittatori splendide occasioni per sbarazzarsi delle minoranze; Hussein ha usato tutti i mezzi possibili «per regolare definitivamente la questione curda in Irak». Per questo risultato sono stati rasi al suolo circa 4.500 villaggi in Kurdistan. Il bestiame curdo, sette milioni di ovini, abbattuto; la vegetazione in gran parte annichilita. Armi chimiche sono state largamente impiegate. Dei quattro milioni di curdi d'Irak, 400 mila sono stati costretti a rifugiarsi nei Paesi vicini, 1 milione e 600 mila sono internati nei campi iracheni. Alcune immagini della tragedia curda, come quelle della morte causata dai gas letali di 5.000 civili a Halabja nel marzo 1988, o i racconti dei superstiti della guerra chimica sono stati diffusi in Occidente e hanno scosso le coscienze, senza riuscire a smuovere l'inerzia dei governi.

Dall'America, «roccaforte della libertà», alla «patria del socialismo», passando per «i Paesi dei diritti dell'uomo», nessun governo del mondo civilizzato ha dato prova di un particolare rigore morale nei confronti del dittatore di Bagdad. Fino a che non ha toccato i grandi interessi petroliferi, l'intero mondo, compreso il Papa, lo ha ritenuto frequentabile.

L'Italia, in quanto ora alla presidenza della Cee, abbia il coraggio di prendere l'iniziativa per far sì che la comunità internazionale garantisca nell'Irak di domani il rispetto dei diritti del popolo curdo e gli conceda un aiuto economico per la ricostruzione del suo Paese.

Presidente Istituto Curdo di Parigi

stati. Hanno avuto autonomia solo una volta nella loro storia, in Unione sovietica dal '23 al '29. L'obiettivo dei curdi è quello di avere uno stato autonomo?

«Se dovessero essere consultati, i curdi approverebbero di certo a maggioranza la nascita di uno stato, che sarebbe di 25 milioni di abitanti e diventerebbe, grazie alla ricchezza in petrolio e agricoltura, uno tra i principali stati del Medioriente. Il nostro paese è stato diviso dalle potenze coloniali, Francia e Gran Bretagna, dopo la prima guerra mondiale. Ma oggi ci dicono che le frontiere sono intangibili, che non devono essere rimesse in causa. Quindi lottiamo per migliorare la nostra sorte, per ottenere autonomia regionale. Ma questo può funzionare solo in uno stato democratico. Per questo abbiamo alle spalle 30 anni di lotta armata.

Non pensa che, con i cambiamenti che sono in corso in Urss, i curdi possano sperare di avere qui uno stato autonomo?

«A fine luglio c'è stata in Urss la prima conferenza curda, dopo 70 anni. La creazione di una regione autonoma curda è stato il primo punto della risoluzione finale approvata a questa conferenza. Ma nessuno si fa delle illusioni. In Urss ci sono molti conflitti etnici, i curdi sono stati deportati da Stalin e in quei territori, che fanno parte dell'Azerbaigian, abita ormai da 30-40 anni altra gente. Comunque, rimane una rivendicazione. Il 4 settembre scorso una delegazione curda è stata ricevuta da Gorbaciov, il quale ha promesso la creazione di una commissione d'inchiesta che in questi giorni dovrebbe già essere al lavoro per esaminare la nostra richiesta.

INTERNATIONAL

Iran  Times

صفحه ۱۵ - مهال بیستم، شماره ۹۸۱، جمعه نهم شهر بورماه ۱۳۶۹

Talabani doesn't get far with senators

PROVIDENCE, Rhode Island -- Iraqi Kurdish opposition leader Jalal Talabani met with two prominent U.S. senators but apparently received no assurances of American assistance to help him topple Saddam Hussein.

Talabani, who heads the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), had come to the United States in hopes of finding financial backing and military aid in his struggle against the Iraqi government. He said that officials of the Bush administration were aware that he was in the country, but that he "did not request a meeting" with anyone at the State Department.

He declined to say whether he had requested a meeting with officials of other agencies. "They know I'm here," he said. "If they want, I'm ready for dialogue, consultations, discussions. It's up to them to decide. We're not begging anyone."

A State Department official told *The Washington Post* the administration would not meet with Talabani. "Our concern for the Kurds is for their human rights and not as a nationality to be broken off from a republic."

Talabani traveled to Rhode Island to meet with Senators Claiborne Pell, Democrat of Rhode Island, and John Kerry, Democrat of Massachusetts. Pell is chairman of the Senate

Foreign Relations Committee and Kerry is chairman of that panel's subcommittee on terrorism.

Talabani said he told the senators the international pressure being applied against Saddam Hussein strengthens the forces that oppose his rule. He maintained that even the Iraqi military sympathizes with the anti-Saddam movement.

The Kurdish leader did acknowledge, however, that the Iraqi opposition forces are now disorganized. During the Iran-Iraq War, the Kurds had received aid from Iran, but Talabani said Tehran cut off direct financial assistance to the PUK earlier this year.

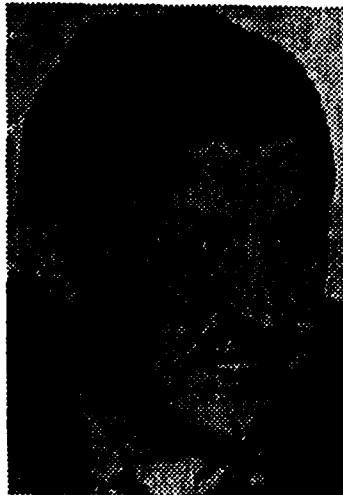
After the 40-minute meeting in Pell's Providence office, neither senator was willing to

endorse a Kurdish armed rebellion against Saddam Hussein. But Pell said, "We obviously encourage any process" that would oust the Iraqi leader.

Pell also was non-committal about whether he would support any efforts to get U.S. funding for Iraqi opposition groups. "I could see that occurring," he said. "It's occurred in the past, but I think those thoughts should not be discussed publicly."

Kerry added that official support for armed rebellion should not be implied from his and Pell's meeting with Talabani. He said members of the Foreign Relations Committee have traditionally met with all factions in foreign disputes in order to better understand their positions. "We're the place that has always been open for people to come and express those views," he said.

Talabani said that before he came to the United States, he attended a meeting in Damascus where a coalition of Iraqi opposition groups agreed to support a program to overthrow Saddam Hussein and hold free elections for a democratic government. He said the five Kurdish and four non-Kurdish groups in the coalition agreed that Iraqi Kurdistan would remain an integral part of a democratic Iraq, but the Kurds would be granted autonomy.



TALABANI
...emerges empty handed

Ankara discovers a whole new people in Turkey: Kurds

ANKARA — Turkey's main opposition party has called for a new government policy that would permit the country's estimated 10 million Kurds to speak their own language.

The Social Democratic Populist Party (SDPP), which perceives itself as the direct descendent of the political party established by Kemal Ataturk in the 1930s, released a report in July saying Turkey's Kurds should be allowed to express their Kurdish identity freely. In a major attack on a law that prohibits the use of Kurdish — and other minority languages — the SDPP said it was time to get rid of legislation that discriminates against citizens.

"This legal mechanism," said the SDPP report, "which denies the realities of our country and of our age, has ignored the fact that the peoples of the world as well as our own people speak in their native languages as well as the official language."

For the political heirs of Ataturk, who drafted the original language law and is regarded as the father of modern Turkish nationalism, this policy shift represented a virtual revolution in thinking. Inevitably, the SDPP report has stirred controversy in a country where until two years ago even mention of the word "Kurd" in the press could bring a jail term.

For nearly 60 years, the official policy has been to classify the Kurds, who comprise an estimated 20 percent of Turkey's population, as "Mountain Turks" who speak a dialect of Turkish corrupted with Arabic and Persian words. In effect, Turkey's official policy has



TURGUT OZAL
...what Kurds???

been to deny the existence of an ethnic minority.

The SDPP's strong advocacy of recognizing the Kurdish identity has engendered both praise and condemnation. Not the least confused have been members of the SDPP. Only last year, the party expelled seven of its members — elected deputies in the National Assembly — because they attended an international conference on Kurds that was held in France under the co-sponsorship of President Francois Mitterrand's wife.

Some conservatives have called for a state security court inquiry into the party, presumably for betraying nationalist ideals. The True Path Party, whose main ideology is unquestioning patriotism to Turkish nationalism, insisted that the SDPP didn't know what it was talking about.

"There is no language problem in the southeast," said Esat Kiratlioglu, a senior official of True Path. The southeast is the location of Turkish Kurdistan; it borders

the Kurdish-speaking areas of Iran, Iraq and Syria.

President Turgut Ozal was equally firm. Addressing the SDPP, he said: "The official language is Turkish. We must not stray outside this."

When pressed by reporters on whether Turkey's Kurds would ever be able legally to say they were Kurds, Ozal said: "This must be dealt with very carefully." He said that if the government relaxed language laws, then "other things," would be demanded, implying that the Kurdish minority might seek a separate state.

Rival political parties may be as much concerned about the SDPP's political fortunes as they are about its purported betrayal of nationalism. The SDPP's open advocacy of cultural freedom for the Kurdish minority could be a political boon, enabling it to capture enough votes from the politically disaffected Kurds to gain a majority of seats in the National Assembly.

The SDPP's position has emboldened some newspapers to discuss the Kurdish minority problem more freely. *Milliyet*, which has actually been using the word "Kurd" in print for the past two years, said it hoped "others will follow in the SDPP's path and create a constructive atmosphere for debate on the issue."

One weekly magazine, *2000'E Dogru*, was banned in June for featuring articles about the conditions of Kurds in eastern Anatolia. Former editor-in-chief Huseyin Karanlik has organized the prohibited magazine's staff for a new publication, *Yuzyil*, which he says will explore all aspects of the Kurdish problem, including the issue of autonomy.

Le Figaro, 3 septembre 1990

L'obsession nucléaire

IL faut toujours se méfier des apparences. Surtout au Proche-Orient. Ce n'est pas parce que l'impossible mission du secrétaire général de l'ONU a, comme prévu, échoué qu'il faut s'attendre davantage à une opération militaire américaine.

Ce n'est pas non plus parce que Saddam Hussein commence à relâcher quelques centaines d'otages que les chances d'une solution pacifique augmentent. « Si ce n'est pas la guerre, ce sera la paix », disent aujourd'hui les devins, qui, pour une fois, sont sûrs de ne pas se tromper. Il n'y a pas de logique de l'Histoire.

PAR FRANZ-OLIVIER GIESBERT

Il y a cependant une logique à cette crise du Golfe. Qu'elle ne crève pas tous les yeux, c'est bien normal. Qu'il semble étrange de mobiliser les armées comme les consciences derrière les féodaux opulents et archaïques du pétrole, c'est tout à fait compréhensible. Pourquoi, alors, l'Occident ne continue-t-il pas à vaquer tranquillement à ses occupations ?

Parce que les enjeux de cette crise sont considérables. A la surface des choses, il y a, bien sûr, le pétrole. Avec moins de 5 % de la population du globe, les États-Unis consomment un quart de la production mondiale. L'Europe n'est pas si vorace : le Français, par exemple, consomme deux fois moins de pétrole que l'Américain. Mais, tout étant relatif, ce sera

toujours plus que l'Africain ou le Chinois.

La fringale pétrolière de l'Occident ne peut cependant pas expliquer, à elle seule, sa crispation anti-irakienne. La preuve en est que l'absence subite du pétrole irakien n'a guère traumatisé le marché. A peine le trou était-il ouvert que l'Opep le rebouchait. Tant il est vrai que les réserves mondiales sont encore importantes.

Le fond de l'affaire, c'est, curieusement, ce dont on parle le moins : l'obsession nucléaire de Saddam Hussein. La crise ne serait sans doute jamais arrivée au paroxysme des derniers jours si le président irakien n'avait été en mesure de disposer, sous peu, de sa propre bombe atomique.

Comme tous les grands tyrans, Saddam Hussein fait toujours ce qu'il dit, et il dit toujours ce qu'il fait. Il a annoncé, depuis longtemps, la couleur. Il entend « réunifier » le monde

arabe. Et, comme il l'a déjà prouvé, il ne lésinera pas sur les moyens. Un homme qui peut utiliser des armements chimiques contre ses propres populations — lunades, en l'occurrence — est tout à fait capable de faire exploser, demain, une bombe atomique sur le voisin qu'il aura décidé d'annexer ou de détruire.

Mikhaïl Gorbatchev pourra toujours faire mine de prendre du champ. George Bush s'est tellement avancé qu'il ne peut plus reculer. Guerre ou pas, il est condamné à faire perdre la face au roi du pétrole de Bagdad, qui, au lieu de se construire des palais, ne fabrique que des casernes, des prisons, des grenades pour ses terroristes ou la bombe atomique pour ses prochaines conquêtes. Question de sécurité. De droit, bien sûr.

De morale aussi.

Nahost

pogrom 155. Sept./Okt. '90



Kurdenvührer Ghassemlou: Tödlicher Hinterhalt. Foto aus: SPIEGEL, 30.7.90

Ghassemlou-Mord/Wird Wien von Teheran erpreßt?

Juli 1989: In einer Privatwohnung des 3. Wiener Bezirks treffen sich der iranische Kurdenvührer Abd el-Rahman Ghassemlou und ein Vertreter der Teheraner Regierung, der Pasdaran-Offizier Mohammed Saharudi. Die Geheimverhandlungen, in die Ghassemlou große Hoffnungen für eine Lösung der Kurdenfrage im Iran gesetzt hatte, erweisen sich als tödliche Falle: Er und seine Begleiter werden durch Genickschüsse niedergestreckt (vgl. „pogrom“ Nr.150, Sept.'89: „Zur Person“). Am Tatort trifft die Polizei den schwerverletzten Saharudi und dessen Leibwächter Bosorgian an; ersterer wurde durch Querschläger an Kiefer und Arm getroffen.

Die nun folgenden polizeilichen Ermittlungen verliefen so stümperhaft, daß sie mit Dilettantismus nicht mehr erklärbar sind. Der Grünen-Abgeordnete Peter Pilz (Wien) behauptet gar, die Fahndung sei „von oben blockiert worden“. Die Witwe, Helene Ghassemlou: „Ich beschuldige die iranische Regierung, das Verbrechen geplant und durchgeführt zu haben. Und ich beschuldige die österreichische Regierung, die Aufklärung verhindert zu haben.“ Die tatverdächtigen Iraner wurden nicht erkennungsdienstlich behandelt. Erst nach 12 Stunden

wurden Schußhandprüfungen durchgeführt, viel zu spät, um festzustellen, ob sie selbst geschossen hatten. Der Leibwächter setzte sich nach der Tat — es erging zunächst kein Haftbefehl — in die iranische Botschaft ab; Saharudi wurde 11 Tage später ab Flughafen Schwechat in den Iran ausgeflogen.

In dieses Bild paßt auch die Klage des ermittelnden Richters Peter Seda, dem gravierende Widersprüche in den Aussagen der Verdächtigen vorenthalten worden waren und der bemerkte: „Weitere Informationen von der Polizei zu bekommen, war äußerst schwierig.“

Offenbar wurde von Teheran in dieser Angelegenheit enormer Druck auf die Regierung in Wien ausgeübt. „Wir haben“, so ein Beamter des iranischen Außenministeriums, „ihnen nur klargemacht, daß, wenn sie unsere Leute nicht schützen können, auch wir Österreicher im Iran nicht schützen können.“

Eine bessere Erklärung lieferte der bereits erwähnte Peter Pilz, der auf das von Saharudi häufig verwendete Pseudonym Rahimi Tari verweist: Unter diesem Namen verhandelte der Perser 1984 auf der Athener Waffenmesse „Defendoxy“ mit dem staatlichen Waffenhersteller „Norium“. Zahlreiche Spitzenmanager und — politiker sind vermutlich in den größten Waffenhandel-Skandal Österreichs verwickelt. Pilz sieht hier das Bindeglied: „Die österreichischen Behörden ließen die iranischen Mörder laufen, weil die Iraner mit der Veröffentlichung von umfangreichem Norium-Material drohten.“

Quelle: SPIEGEL, (Hamburg) vom 30.7.1990

pogrom

155, Sept./Okt. '90



Foto: epd-bild/Mehrl

:Protest in Dreieich

Demonstrationen

Gegen die Beteiligung deutscher Firmen an der Aufrüstung des Irak protestierte die Gesellschaft für bedrohte Völker am 10.08.90 mit einer Mahnwache vor dem Gelände der Firma Karl Kolb KG in Dreieich bei Frankfurt. Wie die Menschenrechtsorganisation mitteilte, hielten der amerikanische Geheimdienst und internationale Organisationen an dem Vorwurf gegen das Unternehmen fest, es habe Anlagen geliefert, die zur Giftgasherstellung geeignet seien. Die Firma Karl Kolb erklärte jedoch, die 1985 in Liquidation gegangene Firma „Pilot Plant“ habe Versuchungsanlagen geliefert, deren Verwendung Gegenstand staatsanwaltlicher Ermittlungen sei.

Quelle: epd

Türkei/Ismael Besikci ist frei

Ende Juli 1990 wurde Ismael Besikci, der einzige türkische Schriftsteller und Wissenschaftler, der sich immer wieder für die Kurden in Türkei-Kurdistan einsetzt, aus der Haft entlassen, nachdem er im März 1990 zum vierten Mal verhaftet worden war. Er hatte im Istanbuler Alan-Verlag ein Buch mit dem Titel „Internationales Kolonialland Kurdistan“ veröffentlicht, eine Ungeheuerlichkeit in einem Land, das die Exi-

stenz der Kurden und Kurdistan ablehnt. Besikci, der von den Kurden sehr verehrt wird, war bereits 1971 zu 13 Jahren Gefängnis verurteilt und nach der Generalamnestie 1974 freigelassen, dann 1979 — wieder wegen einer Publikation — erneut verhaftet und 1981 entlassen worden. Kurz danach wurde er wegen Kontakten zum Vorstand des Schriftstellerverbandes PEN wiederum festgenommen und zu 10 Jahren Haft verurteilt, und saß bis Mai 1987 ein. Vor Gericht berief er sich einmal als rein wissenschaftlich arbeitender Publizist auf den Prozeß gegen Galileo Galilei im Mittelalter. Wir werden in einer der nächsten Ausgaben näher auf ihn und seinen Lebensweg eingehen.

LE MOULIN

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

MARDI 4 SEPTEMBRE 1990

Parfum de scandale

par Kendal Nezan

LES informations publiées sur le lobby pro-irakien en France ont de quoi consterner les esprits les plus blasés. Voilà donc une cohorte d'hommes politiques, d'universitaires, de journalistes français se faisant depuis des années les chantres de l'une des plus sanglantes dictatures de la seconde moitié du vingtième siècle.

Le tyran de Bagdad, qui a assassiné, muselé ou contraint à l'exil l'intelligentsia irakienne, envoyé aux potences ses opposants, y compris ses propres camarades de parti, dévasté un pays, le Kurdistan - huit fois grand comme le Liban, - massacré plus de 200 000 Kurdes, en a interné dans des camps plus de 1,5 million, engagé son pays dans une aventure militaire ruineuse et extrêmement meurtrière, a donc pu trouver grâce aux yeux de certains Français, d'une certaine France.

Un hitlérisme aux couleurs arabes

On peut certes s'en indigner, mais mieux vaut s'interroger sur les motifs de cet acoquinement avec un régime qui, si l'on veut bien appeler les choses par leur nom, n'est qu'un hitlérisme aux couleurs arabes. Les uns, cyniques, avancent des raisons pécuniaires. Plus habile, et surtout infiniment plus riche que ses collègues Pol Pot et Ceausescu, Saddam Hussein a effectivement consacré une part considérable des revenus du pays, tirés en majeure partie du pétrole kurde, à sa redoutable machine de propagande planétaire.

La France a été l'une des cibles privilégiées de cette action visant à glorifier le maître de Bagdad, et surtout à obtenir le silence sur ses crimes. Si l'appât du gain a été l'argument décisif pour les marchands de canons et les milieux d'affaires, si maints personnages se sont laissés corrompre par l'argent facile et les avantages matériels, j'ai du mal à croire que l'irakophilie agissante de certaines personnalités ait été motivée par des intérêts financiers. Ou alors, si cela s'avérait être effectivement le cas dans la cinquième puissance économique du monde, il faudrait vraiment désespérer de tout !

Elles ont eu sûrement d'autres

raisons. On ose espérer que ces explications iront plus loin que la sempiternelle évocation des vertus jacobines ou laïques du régime de Bagdad. Ou alors ces messieurs-dames devraient aussi souscrire pour ériger en France des statues de Staline, grand jacobin et laïc devant l'Eternel.

L'ignorance de la barbarie d'un régime lointain, comme on l'a si souvent affirmé après la chute de Ceausescu ? Argument irrecevable, surtout depuis les terribles images du gazage de civils kurdes en mars 1988. Si cela n'a pu ébranler leur foi en Saddam, les organisations de défense des droits de l'homme devraient dès maintenant envisager d'affréter des charters pour emmener, après la chute du tyran de Bagdad, tous ces inconditionnels dans les campagnes dévastées du Kurdistan afin de mieux leur faire admirer les œuvres de leur idole.

Alors quoi ? La défense des intérêts supérieurs de la Nation, peut-être ? Jusqu'à preuve du contraire, c'est l'Etat qui s'en charge, et, en l'occurrence, il a gâté l'Irak plus que toute autre puissance occidentale, y compris les Etats-Unis qui, pourtant, possèdent dans la région des intérêts au moins aussi importants que ceux de la France.

On aimerait d'ailleurs savoir comment celle-ci a pu réconcilier certains de ces intérêts avec le respect de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen dont elle a si fastueusement célébré le bicentenaire il y a à peine un an. Doit-on comprendre que ces droits, tout comme la démocratie, seraient un luxe pour les peuples du tiers-monde ?

Les Kurdes ne sont sûrement pas les seuls à désirer ardemment des réponses à ces quelques questions. Nous sommes peut-être un certain nombre à trouver ces jours-ci que l'air de Paris exhale un parfum d'Irakgate. Sans rêver des procès-spectacles purificateurs à l'américaine, nous aimerions qu'une certaine France ait le courage de se regarder dans une glace et de faire son *mea culpa*, qu'un débat s'engage, y compris au Parlement, sur ce que l'on peut difficilement qualifier autrement que de scandale moral.

► Kendal Nezan est président de l'Institut kurde de Paris.

Monsieur le Rédacteur...

Stupéfiante cécité

► A propos d'un article de Francine Brunschwiler intitulé «Voyages à Bagdad tous frais payés» (24 HEURES du 30 août):

Ainsi, celui qui assumait le poste de «secrétaire permanent du Parti socialiste à Berne», dans les années 1970-1980, affirme que c'est «en 1982» qu'il a appris «la répression contre les Kurdes» d'Irak et qu'il constata, par la même occasion, que «l'Irak était devenu une fréquentation moins fréquente»...

A la bonne heure!

En vérité, stupéfiante clairvoyance pour un politicien, de surcroît chercheur à l'Université de Genève!

Malheureusement, les Kurdes d'Irak n'ont pas attendu 1982 pour se voir persécutés, bombardés au napalm et torturés (et cela continue). En atteste la photographie de ce jeune Kurde, Mejid Ahmed Hamid, torturé jusqu'à la mort, et qui date d'avant le premier voyage de

M. Métral en terre irakienne (1981). Le rapport médical, daté du 2 septembre 1972, note que le corps du jeune homme «était couvert d'hématomes et d'enflures», que «ses yeux étaient crevés» et «sa langue arrachée». Etc., etc.

En 1974, une pétition, adressée à M. el-Bakr, président de la République irakienne, et dont le vice-président était M. Saddam Hussein, était même partie de Suisse, signée par des socialistes et des non-socialistes suisses, afin de dénoncer ces pratiques et lui demander de respecter «les droits de l'homme».

Neuf ans après la mort barbare de Mejid Ahmed Hamid, «le secrétaire permanent du Parti socialiste» n'était «pas au courant» de la réalité des mœurs politiques en usage à Bagdad. Il «ignorait» que des enfants et des adolescents kurdes avaient été torturés et brûlés au napalm, alors qu'on le savait dans toutes les organisations humanitaires? Il est tellement plus confortable de «ne pas savoir».

(...) Je veux bien que tous les parlementaires suisses n'aient pas nécessairement le temps, ni le goût, de se plonger dans le *Monde diplomatique* ou dans les rapports d'Amnesty International. Ils y auraient découvert, dès les années septante, de solides dossiers sur la question kurde et les exactions du régime irakien. Priorité à la politique nationale, n'est-ce pas? Cependant, je ne peux m'empêcher de penser que, avant d'accepter une, deux, voire trois ou quatre invitations à Bagdad, M. Métral aurait peut-être pu lire, ne serait-ce qu'en diagonale, la rubrique de politique étrangère des journaux européens, romands... et même vaudois!

Il y aurait appris que les persécutions à l'encontre des Kurdes irakiens (et des démocrates arabes d'Irak) remontent... à 1968, l'année où le Parti baas (dit «laïc et socialiste», mais en réalité national-socialiste et raciste, prônant un panarabisme délirant) arriva au pouvoir à Bagdad suite à un coup d'Etat...

Je précise que mon mari, Nouredine Zaza, fondateur et président du Parti démocratique kurde de Syrie, lui aussi, fut invité à se rendre à Bagdad, en 1975. On m'offrait de l'y accompagner. La réalité, en Irak et au Kurdistan d'Irak, étant ce que nous savions, malgré la bonne volonté de certains Irakiens, nous répondîmes que nous attendions, pour donner suite à cette invitation, «le moment opportun».

J'attends toujours...

Quant à mon mari, il est mort le 7 octobre 1988, au moment même où ses compatriotes d'Irak se faisaient gazer... Cette horreur ébranla la conscience humaine du monde. Mais certains amis des Irakiens l'attribuèrent à «une campagne d'intoxication occidentale», laquelle est dans les mains — c'est bien connu — tant en Suisse qu'en France et aux Etats-Unis, des «sionistes» comme ils les appellent...

Si les gaz toxiques et le cancer tuent, le silence est aussi meurtrier.

Gilberte Favre-Zaza,
Bussigny

AFP - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. -

FRA0221 4 I 0182 FRA /AFP-PN33

Divers-Kurdes

Les dix-neuf Kurdes en grève de la faim à Strasbourg mettent un terme à leur mouvement

STRASBOURG, 5 sep (AFP) - Les dix-neuf Kurdes en grève de la faim depuis le 14 août devant le Palais des Droits de l'Homme à Strasbourg (Bas-Rhin) ont mis, mercredi, un terme à leur mouvement, a-t-on appris auprès de la communauté Kurdes.

Après 22 jours de jeûne, les grévistes ont décidé de se nourrir à nouveau, car ils ont estimé avoir réussi dans leur entreprise: sensibiliser l'opinion publique sur la situation des Kurdes.

Organisé par un "Comité de la grève de la Faim" qui regroupait notamment des sympathisants du Front de libération nationale du Kurdistan, le mouvement visait à obtenir "l'arrêt de toutes les aides militaires et économiques à la Turquie, la prise de précautions pour éviter un nouvel Halabja (ndlr: ville irakienne peuplée de Kurdes dans laquelle l'armée irakienne a utilisé en 1988 des armes chimiques, faisant plusieurs milliers de victimes civiles) et la reconnaissance du statut de réfugiés", selon un communiqué publié au début de la grève.

rz/but/pc

AFP 051319 SEP 90

JOURNAL DE GENÈVE, 4. 9. 1990

Un journaliste turc risque 25 ans de prison pour une interview

Dogu Perincek, un journaliste de grande réputation en Turquie, comparait actuellement devant un tribunal de Diyarbakir pour «propagande séparatiste». Dans l'hebdomadaire «Vers l'an 2000», qu'il a fondé à Istanbul en 1987, il a publié une interview sans précédent d'Apo Ocalan, dirigeant du PKK qui mène depuis 1984 une guérilla dans le Kurdistan turc.

PAR ARMAND GASPARD

Le journal «Vers l'an 2000» s'est distingué par d'autres reportages anticonformistes sur la question kurde, notamment sur des massacres et des déportations, ce qui lui a valu d'être plusieurs fois suspendu jusqu'à son interdiction définitive le 27 juin dernier. Quant à son directeur, il est passible de 25 ans de prison.

En Turquie, le journalisme est une profession à haut risque. Dans un rapport présenté à l'assemblée générale de l'International Press Institute en juin dernier à Bordeaux, Hasan Cemal, du quotidien «Cumhuriyet», relève que cinq journalistes ont été tués l'année dernière et que vingt-quatre autres sont en prison à cause de leurs écrits, certains d'entre eux étant condamnés à des peines cumulatives qui dépassent cent ans! En outre, une cinquantaine de publications ont été saisies. Au cours de la décennie écoulée, ce sont plus de mille organes de presse qui ont été confisqués par la police et trois mille journalistes poursuivis en justice.

La situation s'est encore aggravée depuis le mois d'avril dernier avec l'entrée en vigueur d'un décret qui permet de censurer toutes les informations et reportages concernant les huit provinces du sud-est soumises à l'état d'urgence à cause de la guérilla kurde. Un super-préfet résidant à Diyarbakir est chargé d'appliquer les lois d'exception. Toutes les associations de la presse turque ont protesté contre ce décret.

Ce n'est pas seulement à la liberté de la presse que le gouvernement d'Ankara porte de graves atteintes, mais aux droits de l'homme en général. Le rapport annuel d'Amnesty International publié en juillet était accompagné d'un supplément sur la Turquie dénonçant la torture dans les prisons et les commissariats. La sous-commission de l'ONU pour les droits de l'homme qui termine ses travaux à Genève cette semaine a entendu plusieurs interventions sur les violations de ces droits par la Turquie, notamment en ce qui concerne les Kurdes.

Manifestation à Lausanne

Enfin, une trentaine d'organisations suisses et d'émigrés turcs et kurdes préparent pour le 8 septembre une manifestation à Lausanne à l'occasion de l'ouverture du Comptoir suisse dont la Turquie est l'hôte d'honneur cette année. Les organisateurs demandent la libération de tous les prisonniers politiques, l'abolition de la peine de mort ainsi que le respect des droits de l'homme et de toutes les communautés nationales ou religieuses en Turquie.

TAZ, 4. 9. 1990

„Medico“ klagt Schadensersatz für kurdische Giftgasopfer von BRD ein

Berlin (taz) — Die Bundesregierung soll 500 Millionen Mark an die Opfer der irakischen Giftgasangriffe auf kurdische Siedlungen zahlen, bei denen im März 1988 mindestens 5.000 Menschen ermordet und weitere 5.000 verletzt wurden. Das will „Medico international“ jetzt mit einer Schadensersatzklage im Namen der Opfer vor Gericht erstreiten. Grundlage für die Klage gegen die Bundesregierung ist nach Auskunft der medizinischen Hilfsorganisation die „unmittelbare Beteiligung von Mitgliedern des Bundesnachrichtendienstes beim Aufbau und bei der Entwicklung von Giftgasanlagen im Irak“. Eine derartige Schadensersatzklage ist

eine bislang einmalige Initiative in der bundesdeutschen Rechtsgeschichte. Wie am Mittwoch berichtet — und bisher nicht dementiert — sollen zwei bereits verhaftete Mitarbeiter der Hamburger Firma Water Engineering Trading GmbH (WET), die giftgastaugliche Technik an den Irak lieferte, zugleich auch für den BND gearbeitet haben. Medico international folgert daraus, daß das Bundeskanzleramt, dem der BND direkt unterstehe, über die tödlichen Lieferungen in den Irak frühzeitig gewußt haben muß, sie eventuell sogar gebilligt hat. Dieses Wissen reiche als Rechtsgrundlage für die geplante Klage aus.

Dora

Fussball in den unteren Ligen

Anadolu heikle Probleme mit seinen Türken und Kurden



Anadolu beim Warmlaufen vor dem Spiel gegen Binningen. Am Sonntag spielten die Kurden des FC Anadolu. Ob nächstes Wochenende die Türken des Clubs auch zu ihrem Meisterschaftsspiel antreten?

Binningen/Basel. Der Mangel an aktiven Schiedsrichtern in der Region Nordwestschweiz hat den Verbandsvorstand und die Schiedsrichterkommission gezwungen, auf die Saison 90/91 hin einen harten Kurs einzuschlagen: Vereine, die keinen oder zu wenig Schiedsrichter stellen, mussten Mannschaften aus dem Spielbetrieb zurückziehen. Es ist dies keine überstürzte Massnahme. Schon lange wussten die Vereine Bescheid und hätten entsprechend reagieren, sprich Schiedsrichter rekrutieren können. In anderen Regionen hat man schon viel früher reagiert und Mannschaften tatsächlich aus der Meisterschaft zurückgezogen. Im Kanton Bern entschied sogar ein Gericht, dass eine gesperrte Mannschaft wieder am Spielbetrieb teilnehmen darf - für Zündstoff war also gesorgt. Auf die neue Saison hin hat der Verband nun also auch in unserer Region entsprechende Massnahmen getroffen: Alemannia (eine Mannschaft gestrichen), Anadolu (3), Baudepartement (1), Eintracht Kispi (1), Español (3), Internationale (2), Jugos (1) und der FC Münchenstein (1) waren die ersten von dieser Massnahme betroffenen Clubs. Natürlich blieben Reaktionen der betreffenden Clubs nicht aus, doch der Verband blieb konsequent. «Nur so», meint Max Schreiber, Vizepräsident des Verbandes, «werden die Vereine endlich begreifen, dass sie für die notwendige Anzahl von Schiedsrichtern verantwortlich sind. Wir haben es satt, immer nur zu mahnen und an die Vernunft zu appellieren. Jetzt mussten wir einmal handeln, so leid es mir um die betroffenen Vereine tut.»

Anadolu - spezielle Verhältnisse

Mit dem FC Anadolu traf es auch einen Verein mit speziellen Strukturen. Die Mannschaft A war schon in der letzten Saison in der dritten Liga, und auf die neue Saison hin konnte auch Anadolu B aus der vierten Liga aufsteigen. Doch da von Anadolu kein Schiedsrichter gemeldet ist, mussten gleich drei Mannschaften gesperrt werden. Mit zwei Drittligisten war der Konflikt vorprogrammiert. Erschwerend kommt dazu, dass Anadolu A und B wohl den gleichen Vereinsnamen tragen, aber sonst vollkommen autonom sind. In der Mannschaft A spielen vorwiegend Türken, die Mannschaft B besteht ausschliesslich aus Kurden, einer in der Türkei verfolgten Minderheit. Keine der beiden Sektionen wollte freiwillig auf die Teilnahme an der Meisterschaft verzichten, und Vorwürfe an die Adresse der anderen Sektion blieben nicht aus. Anadolu B ist der Meinung, dass der Vorstand des Vereins, ausschliesslich Türken, die Interessen der Kurden nicht vertrete. Auch sei die Information, dass der Verein unbedingt Schiedsrichter zu stellen hätte, nie an die Mannschaft B weitergeleitet worden. Die Verantwortlichen von Anadolu B haben sich dann auch mit Hilfe des Asylkomitees Baselland an den Verband gewandt und um Hilfe gebeten. Die Hilfe des Komitees wurde deshalb in Anspruch genommen, weil der Konflikt auch einen politischen

Hintergrund hatte, eben die Problematik Türken und Kurden. Vincenz Forelli, Präsident des Nordwestschweizer Fussballverbandes, versuchte dann auch, eine Lösung zu finden. So wird in den nächsten Wochen beim FC Anadolu eine ausserordentliche Generalversammlung abgehalten, bei der auch die Frage der Mitbestimmung der Kurden im Verein ein zentrales Thema sein wird. Eine weitere Möglichkeit besteht auch darin, dass Anadolu in der Vorrunde alternierend mit der Mannschaft A und B antritt. In der Rückrunde könnte dann Anadolu mit zwei Mannschaften an der Meisterschaft teilnehmen, weil bis dahin die neu von Anadolu gemeldeten Schiedsrichter auch aktiv sind, allerdings mit einem schweren Handicap: Die Spiele der Vorrunde werden für Anadolu B als Forfaitniederlagen gewertet, gestartet wird also mit null Punkten...

Im ersten Meisterschaftsspiel verzichtete Anadolu A auf ein Antreten in Muttenz. Das Spiel ging mit 0:3 Forfait verloren. Der Grund für das Nichtantreten sei Angst vor Massnahmen von Anadolu B gewesen, begründeten die Verantwortlichen das Fernbleiben. Anadolu B bezeichnet diesen Verdacht als absurd, Massnahmen seien keine geplant gewesen. Im zweiten Spiel der Meisterschaft musste oder durfte nun Anadolu B spielen. Die Mannschaft trat auch an und verlor mit 1:2 gegen Binningen. Vom Team A war niemand, anwesend und man darf gespannt sein, ob im nächsten Spiel Anadolu A auch wirklich antritt.

Heinz Treuer

Seite 2


 Nummer 9
 September 1990

Ismail Besikci, Türkei

Der im Oktober 1985 erstmals in dieser Rubrik dargestellte Ismail Besikci wurde 1939 in Iskilip bei Corum geboren. In der Hauptstadt Ankara begann er sein Studium der Politikwissenschaften und absolvierte 1960 in seinem dritten Studienjahr im Osten der Türkei ein Praktikum. Hier im kurdischen Stammland machte er die für sein künftiges Leben so bestimmende und folgenschwere Entdeckung der kurdischen Sprache und Kultur.

«Um sich mit dem Landrat zu verständigen, benötigten sie Dolmetscher. So erlebte und verstand ich, dass es in der Türkei ein gesellschaftliches Problem gibt», bezeugte er später. Das Problem des kurdischen Volkes liess ihn nicht mehr los. Kurdistan ist ein zusammenhängendes Gebiet von fast 500 000 Quadratkilometern, ein riesiges Bergmassiv mit dem Berg Ararat. Rund 20 Millionen Kurden wohnen hier, die eine jahrtausendalte eigenständige Sprache und Kultur haben. 1920 versprachen die Siegermächte des 1. Weltkrieges im Vertrag von Sèvres den Kurden hoch und heilig ihr Land. Aber nachher vergass man sie, und ihr Land wurde fünfgeteilt unter die Sowjetunion, Iran, Irak, Syrien und die Türkei. Besonders schlimm ist die Lage der etwa zehn Millionen Kurden in der Türkei.

Durch ein 1924 erlassenes Gesetz darf in der Türkei weder in Schulen die kurdische Sprache unterrichtet werden, noch sind kurdische Publikationen erlaubt. Ismail Besikci aber liess sich sein Interesse an der kurdischen Sache nicht nehmen, wurde Assistent der Soziologie und schrieb 1969 sein erstes Buch über die gesellschaftliche und wirtschaftliche Lage der Kurden in Ostanatolien. Er verlor deshalb seine Assistentenstelle in Erzurum und später auch seine Professorenstelle in Ankara. Hier schlossen sich die meisten

seiner Kollegen der offiziellen Ideologie an, die Kurden seien keine eigenständige Volksgruppe. So wurde er 1971 während des Ausnahmezustandes verhaftet, entkam einem Anschlag auf sein Leben, wurde 1974 im Zuge einer Generalamnestie freigelassen, blieb bei seinem in der Türkei so brisanten Thema und veröffentlichte 1977 sein Buch «Zwangsumsiedlung der Kurden». Dieses und ein weiteres Buch wurden sofort nach Erscheinen beschlagnahmt und der Autor zu drei Jahren Gefängnis verurteilt. 1981 folgte eine weitere Verurteilung zu zehn Jahren Gefängnis, weil er an den Präsidenten des Schweizerischen Schriftstellerverbandes geschrieben hatte. Nach seiner vorzeitigen Freilas-

Wir berichten in dieser Rubrik über das Schicksal eines Gefangenen, der in Verletzung der Menschenrechte in Haft ist oder war.

sung veröffentlichte er im Februar 1990 sein neuestes Buch «Kurdistan: eine innerstaatliche Kolonie». Darin sagt er, die Kurdenfrage sei kein Minderheitenproblem, sondern Kurdistan sei eine innerstaatliche Kolonie im Mittleren Osten, wie es im Kurdistan-Symposium in Lausanne zur gleichen Zeit betont worden ist.

Sein Buch wurde sofort beschlagnahmt und Dr. Ismail Besikci am 12. März erneut verhaftet und gemäss Artikel 142/3 des türkischen Strafgesetzbuches der «separatistischen Propaganda» angeklagt.

Beten wir für ihn und bitten wir in höflichen Briefen um seine Freilassung: Seine Exzellenz Herr Yildirim Akbulut, Premierminister, Bakanliklar, Ankara, Türkei. Kopie an: Son Excellence Aydin Yegen, Ambassador de la Turquie, Lombachweg 33, 3006 Bern.

Fritz Christian Schneider, Basel

LIBÉRATION

5 sept. 1990

POINT DE VUE

Adresse au gouvernement français

Si l'Irak a commis un crime au regard du droit international en envahissant le Koweït en 1990, il avait commis le même crime lorsqu'il avait envahi l'Iran en 1980. Or, il y a dix ans, loin de condamner Saddam Hussein, les dirigeants occidentaux l'avaient aidé à vaincre. Ils se sont tus devant le massacre des Kurdes en 1988. Ils n'invoquent la morale que dans les cas où celle-ci coïncide avec ce qu'ils estiment notre intérêt.

On peut penser en effet que Saddam Hussein serait moins disposé que les émirs koweïtiens à réinvestir les profits du pétrole dans les économies occidentales. Mais l'embargo qu'on a opposé au coup de force irakien a pour résultat, en créant la pénurie, d'entraîner une hausse sans doute durable du prix du baril, c'est-à-dire précisément ce que l'on affirmait réduire en premier lieu.

Le paradoxe n'est qu'apparent. Tout se passe en effet comme si l'opération internationale en cours sous l'égide des Nations unies n'était qu'un leurre.

Informés fin juillet, par leurs satellites d'observation, des concentrations de troupes et de chars irakiens à la frontière du Koweït, les Etats-Unis n'ont pris aucune des mesures préventives qui paraissent s'imposer, comme de garantir solennellement la frontière menacée ou d'évacuer les ressortissants américains; il semble qu'on ait plutôt incité les dirigeants koweïtiens à l'intransigeance. Il ne se serait pas agi d'éviter la crise, mais d'en profiter au contraire pour se débarrasser définitivement de Saddam Hussein et de la puissance militaire irakienne. L'invasion du Koweït risque d'apparaître comme une simple promenade militaire au regard de la brutale entreprise d'écrasement de l'Irak qui se prépare.

Certes, la mission que les Etats-Unis ont reçue des Nations unies se limite à une opération d'embargo. Mais qui, parmi ceux qui leur ont confié ce mandat, est encore en mesure d'empêcher le déclenchement d'un cataclysme aux conséquences imprévisibles et que nous aurons en quelque sorte accréditée d'avance? Nous posons la question à ceux qui nous gouvernent.

Pierre Bourdieu, Gilles Deleuze, Jérôme Lindon, Pierre Vidal-Naquet.

THE WASHINGTON POST

THURSDAY, SEPTEMBER 6, 1990

*Jim Hoagland***Diplomacy, Saddam Style***Look for the bomb under the robes.*

As they journey separately to and from the few Arab capitals that will receive them, King Hussein and Yasser Arafat should check their luggage for ticking sounds. Being an emissary or confidant of Saddam Hussein is a risky business. This time it could lead to the destruction of the kingdom of Jordan and of the PLO as well as Saddam's traveling salesmen.

Back in 1971, when invading Kuwait was only a twinkle in his eye, Saddam cut his political teeth on the rebellious Kurdish tribesmen of northeastern Iraq. A vice dictator in those days, Saddam sent a group of seven religious leaders from Baghdad to talk peace with Kurdish leader Mullah Mustafa Barzani.

One of the sheikhs agreed to a request from Saddam's security chief, Nazim Kzar, to strap a hidden tape recorder to his body so Baghdad could have a verbatim record of what Barzani said. Kzar showed the sheikh the button to push under his robes when he got close enough to record Barzani's voice. Kzar forgot to tell him that hidden inside the hidden tape recorder was a bomb.

Fate saved Barzani. The sheikh pushed the button just as a tea server moved in front of Barzani. The exploding sheikh and the tea server perished; the Kurdish leader survived to tell me the story two years later in the same room in his remote lair in the Zagros Mountains. It was an introduction to diplomacy, Saddam-style, that has stayed with me. When Saddam says he wants to talk peace or he needs your help, look for the bomb under the robes.

The pathological nature of Saddam's quest for power has been evident from the beginning of his rule. Those who have thought they could use Saddam for their own ends have been devoured by him. Kzar,

who had helped Saddam stage the hanging of Jews in the central square of Baghdad in 1969, was executed by Saddam in 1972. Hundreds of other executions and mysterious accidents have erased those who unwisely accumulated enough influence to make Saddam uncomfortable.

This is why Arafat and King Hussein are beginning to feel panicky. If Saddam goes down, so will his main accomplices in the brutal mugging of Kuwait. If Saddam's enemies don't get them, Saddam will. He will attempt to bring the temple down around him.

Saddam and Arafat are not long-lost brothers in pan-Arabism, as apologists would have it. They are protection-racket gangsters dealing in a particularly brutal way with a client who didn't pay up on time.

In the months leading up to the Aug. 2 invasion, Saddam made repeated demands for a \$10 billion payoff from Kuwait. In early July, when the Kuwaitis replied they could not come up with such a sum, Saddam's envoy, Sadoon Hamadi, responded with a detailed list of Kuwait's investment earnings abroad that could have come only from confidential bank records in Kuwait.

Palestinians hold key roles in Kuwait's banking system. It's doubtful the Iraqi dictator would have gone into Kuwait without seeking and obtaining assurances from Arafat that the Palestinian presence in Kuwait would help make an invasion pay off. The speed with which Western nations and Japan froze Kuwaiti funds has shown Saddam what Arafat's financial judgments are worth.

Arafat's support for naked aggression against a government that has bankrolled his organization and provided the Palestinian diaspora with well-paying jobs shows that his political judgment is just as faulty. He and

those who support him as PLO leader can never expect to receive another cent from the Saudis, Kuwaitis and other paymasters of the Arabian Peninsula. Even Arafat has finally run out of feet to shoot himself in, Arabists in Washington have concluded.

If Palestinians are to be accepted back into good jobs in the peninsula and if the PLO is to survive, it will have to be under a new Palestinian leadership that breaks with Saddam's invasion. The chances that a salvage operation will succeed grow fainter with each passing day that Arafat continues to seek understanding and sympathy for Saddam's war.

King Hussein appears now to be trying to dance back from the brink already passed by Arafat. Saudi Arabia and the other key Arab states have refused to let him come to their capitals to plead for "an Arab solution," the king's euphemism for an Arab buyout of Saddam's exposed position in Kuwait, and say they will never again help Jordan financially.

Belatedly the king has begun to try to cover his flank against Saddam. By rushing to meet President Bush in Kennebunkport and other Western leaders in their capitals, Hussein has been exploring for security guarantees against a move into Jordan by Iraq once Jordan started observing United Nations sanctions.

While he has been away, Hussein's younger brother, Crown Prince Hassan, has been making clear in interviews and other statements his own disagreement with Hussein's pro-Iraqi line as well as appealing for international aid to help Jordan. In this crisis, Hassan has shown leadership abilities that few suspected him of possessing. The PLO may not be alone in needing a change at the top in order to survive the disaster Saddam has created for himself and his emissaries.



Au nom de la modernité

le nouvel
Observateur

6-12 Sept. 1990

Quand Saddam plaisait tant...

Ce n'est pas seulement pour les grands contrats d'armement que la France soutenait le régime de Bagdad. C'était aussi par aveuglement idéologique

Nous étions au printemps 1984, au mois de mars. Les soldats semblaient dormir. C'étaient de tout jeunes gens à qui on avait raconté qu'ils allaient conquérir Jérusalem. Mais leur destin s'était arrêté là, dans les marais du sud de la Mésopotamie au confluent du Tigre et de l'Euphrate. Ils étaient ainsi des milliers, de jeunes Iraniens allongés sur le sol, les yeux tournés vers le ciel. Morts en douce, asphyxiés, discrètement fauchés par une arme qu'ils ne connaissaient pas. Il faisait beau. Pour la première fois dans l'histoire récente, un Etat venait d'utiliser ouvertement des gaz de combat prohibés depuis le Protocole de Genève signé en 1925.

L'argument de l'armée irakienne était simple : il fallait arrêter à tout prix ces enfants fanatisés, ces *bassidji*, ces volontaires de 15 ans envoyés à l'assaut des lignes irakiennes au cri de « *Allahou akbar* ». Et la fin justifiait les moyens. « *Ce sont des insectes* », nous avait dit le général Maher Abdel Rachid, commandant du front sud et futur vainqueur de la guerre Iran-Irak. Et que fait-on contre les insectes ? On vaporise de l'insecticide !

Autocritique : nous avons été peu nombreux, à l'époque, dans la presse, à prendre conscience de la terrible signification de l'utilisation par l'Irak de gaz moutarde contre les jeunes fantassins iraniens. Il faudra attendre le gazage de la ville kurde d'Halabja, en 1988, pour que le monde s'émeuve.

Pourquoi cet aveuglement ? Rappelons-nous les raisonnements de l'époque auxquels chacun, peu ou prou, souscrivait en Occident. Ne s'agissait-il pas d'opposer une digue à la déferlante islamique ? Surtout, le régime de Téhéran n'était-il pas mille fois plus obscurantiste que celui de Bagdad ? Certes, nous savions que Saddam Hussein était un assassin, qu'il mettait à mort quiconque critiquait le régime. Mais en Irak, disait-on, au moins les femmes étaient libres. Et le pays, un Etat moderne, un « Etat-nation » en devenir. Qu'il ait fallu défendre les « Etats-nations » contre l'islam fanatique, l'idée était partagée par tous, de la gauche à la droite, et de Claude Cheysson à Jacques Chirac. « *Entre deux régimes qui ne sont pas réputés pour être des modèles de démocratie, Paris opte pour le plus laïque et le plus moderniste, pour celui, aussi, qui*

risque le moins d'embraser complètement un Proche-Orient à feu et à sang », écrivait Paul Balta, journaliste au « Monde » et auteur de « Iran-Irak, une guerre de cinq mille ans » (aux Editions Anthropos). Paul Balta soulignait que le choix de la France, « *loin d'être purement économique, devint rapidement politique, voire idéologique* ».

Oui, idéologique ! Si la France a soutenu Saddam Hussein, ce n'est pas seulement pour des raisons économiques. Si Paris s'est retrouvé pratiquement cobelligérant dans la guerre contre l'Irak, ce n'est pas seulement à cause du « complexe militaro-industriel ». Et si une partie de l'intelligentsia a approuvé ces choix stratégiques, ce n'est pas seulement à cause de l'action habile du « lobby irakien ». Si nous avons fait tout cela, c'est aussi, disons-le, parce que nous pensions que Saddam était des nôtres. Parce que derrière la dictature, pensions-nous, il y avait la laïcité. Parce que derrière la poigne de fer, il y avait la modernité. Parce que derrière l'agressivité d'un régime, il y avait le « discours social » du Baas, qui fut longtemps membre de l'Internationale socialiste. « *Comment sauver Saddam Hussein ?* », titrions-nous même dans « le Nouvel Observateur », en avril 1982, à un moment où la fortune des armes ne lui était guère favorable. C'est que Saddam Hussein se battait pour nous !

« *Les intellectuels n'ont pas défilé pour Saddam Hussein comme ils ont défilé pour Castro et pour Mao ; il n'y a pas eu d'illusion lyrique pour l'Irak. Mais il y a eu une très forte illusion moderniste* »,



Après le gazage d'Halabja en 1988

explique Alain Chenal, universitaire et spécialiste du Moyen-Orient. Au début des années 80, les journalistes et les nombreux universitaires qui voyagent en Irak en reviennent impressionnés. Bagdad est un gigantesque chantier d'hôtels, d'autoroutes, de monuments aux lignes arabofuturistes qui montent à l'assaut du ciel. Les enfants sont alphabétisés, les routes tracées, et les anciens bédouins du désert logés. Les défis, « dans ce pays qui était une folie de Churchill qui avait voulu réunir deux puits de pétrole et trois peuples que tout séparait », étaient énormes. Le Baas irakien, tenu sans faiblesse par Saddam Hussein, leur paraît à la mesure de ces défis. Du Baas, on retient qu'il est anticonfessionnel et arabe. Qui se soucie que le Baas prétende au monopole et à

l'exclusivité ? Personne. « On acceptait le modèle autoritaire au nom des hôpitaux et de l'alphabétisation », souligne Alain Chenal.

Le 22 septembre 1980, l'aviation irakienne bombarde Téhéran. C'est le début du plus long, du plus sanglant et du plus coûteux conflit depuis la Seconde Guerre mondiale. Pour un résultat nul. Il est vraisemblable que si Bagdad ne s'était pas engagé dans la guerre contre l'Iran, l'Irak serait aujourd'hui l'un des rares pays du tiers monde en voie de décollage. Seulement voilà, le Baas, ce rêve d'intellectuels en lutte contre le colonialisme dans les années 40, est devenu un parti totalitaire au service des ambitions d'un homme. Et cet homme et ce parti ont suicidé leur pays.

PIERRE BLANCHET

24 Heures

5 sept. 1990

Un drame méconnu

Les Kurdes sont 20 ou 30 millions, suivant les sources, sur un territoire de quelque 500000 km²: le Kurdistan. Cette région située à cheval sur quatre Etats du Moyen-Orient, touche aussi l'URSS. A la recherche d'une autonomie ou d'une indépendance, la communauté kurde n'en finit plus d'être brimée, bafouée et utilisée comme bouc émissaire. Et les récents événements du Golfe ne sont que l'occasion de mieux la mater. Un drame humain, déserté par les Droits de l'homme et méconnu en Occident.

Divisé depuis le traité de Lausanne en 1923 entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, le Kurdistan rêve d'indépendance. Le rapport d'Amnesty International 1990 témoigne du prix que sa population doit payer pour cette velléité. Irak: «En 1988, villes et villages kurdes ont été bombardés, attaqués à l'arme chimique». Iran: «Des centaines d'opposants en lutte pour l'autonomie kurde ont été jugés inéquitablement, torturés ou exécutés». Pour la Syrie, Jacqueline Sammali, présidente de l'association Suisse-Kurdistan, parle de déportations et massacres. «Mais c'est dans ce pays que les Kurdes sont le mieux tolérés.»

Pas de problèmes

Côté diplomatique, on tient un autre langage. L'ambassade d'Iran à Berne répond: «Nous ne connaissons pas de problèmes de ce genre en Iran.» Et l'ambassade d'Irak: «Il y a des ministres kurdes en Irak. Et la langue kurde est officielle au Kurdistan.»

Reste la Turquie, qui lorgne sur l'Occident, via l'Europe unie, et se trouve être l'Etat le plus contesté pour le traitement qu'il réserve à sa minorité kurde. L'ambassade affirme que «selon la constitution, les Kurdes ne sont pas une minorité. Il n'y a pas plus de différence entre Turcs et Kurdes qu'entre Bretons et Normands. Artificiellement, les terroristes du PKK (Parti

communiste kurde) cherchent à créer un problème d'indépendance. A cause d'eux, durant les quatre dernières années, il y a eu 2400 attentats et 800 morts.»

«Faux discours»

Pour Jacqueline Sammali, ce discours est faux! «Les Kurdes sont de souche indo-européenne, ils ont une histoire, une culture et une langue propres. Or, le 3 mars 1924, un décret de Kemal Ataturk interdit la langue kurde, impose de changer les noms des villes et des gens.»

Là encore, le point de vue de l'ambassade turque diffère: «La langue officielle est le turc, tout le monde est donc censé le savoir. Mais personne n'est jeté en prison pour avoir parlé kurde!» Divers rapports relatent cependant des cas de kurdes condamnés à des peines de prison prolongées de plusieurs années, pour avoir refusé de parler turc au tribunal.

Même le Conseil fédéral se déclare «conscient de la situation difficile du peuple kurde» et intervient régulièrement auprès des autorités turques «pour essayer de leur faire comprendre que leur attitude provoque l'extrémisme». Ce qui n'empêche pas actuellement des dizaines de villages kurdes d'être rasés, sous prétexte d'impératifs défensifs contre l'Irak.

Knut Schwander

Une amitié encombrante

Les visées de l'URSS sur le Golfe remontent à l'époque des tsars. Il a fallu la « nouvelle pensée » de Mikhaïl Gorbatchev pour ne plus automatiquement prendre position en faveur d'un régime « progressiste » contre « l'impérialisme ».

MOSCOU :
de notre envoyé spécial

Il suffit de lire Pierre le Grand. Sans doute même l'ont-ils fait, Lénine ou Staline, Khrouchtchev ou Brejnev, Andropov ou Tchernenko. A sa mort en 1725, le tsar laisse des consignes qui n'ont rien perdu de leur actualité. « Pour dominer le monde, écrit-il dans son testament, il faut s'approcher le plus possible de Constantinople et de l'Inde et, par conséquent, provoquer des guerres continuelles non seulement en Turquie et en Perse et pénétrer autant que possible à l'intérieur du golfe Persique. »

Plus de deux siècles plus tard, en novembre 1940, Viatcheslav Molotov assure à l'ambassadeur d'Hitler en URSS que le Kremlin insiste pour que la région au sud de Batoumi et de Bakou — régions tournées naturellement vers le Golfe — soit reconnue comme centre d'intérêt prédominant pour l'Union soviétique.

Encore un demi-siècle, et la même Union soviétique fait passer sa « nouvelle pensée » gorbatchévienne avant les aspirations vers les mers chaudes supposées être, tant pour le Kremlin que pour Saint-Petersbourg, « la priorité des priorités ». Mais il a fallu Gorbatchev pour en arriver là. Nui doute qu'il y a dix ans encore, Leonid Brejnev aurait résolument pris parti pour l'Irak « anti-impérialiste » et contre « les visées américano-israéliennes dans la région ».

Si aujourd'hui le Kremlin peut qua-

lifier l'Irak de « régime prédateur », s'il peut exiger le rétablissement du Koweït pourtant pro-occidental dans sa souveraineté, si la presse soviétique peut comparer cette invasion à celle des États-Unis à Grenade, c'est qu'il y a eu un changement radical.

Cette « nouvelle pensée », toujours contestée en URSS même par les conservateurs et une bonne partie de l'armée, se fonde sur des postulats en contradiction totale avec ceux qui étaient à la base de la politique étrangère tsariste ou stalino-brejnévienne.

La force militaire, ne cesse d'affirmer Mikhaïl Gorbatchev, ne joue plus aucun rôle utile dans les relations internationales. Les valeurs communales à l'humanité, qu'elles soient économiques ou écologiques, priment sur l'expansionnisme tsariste ou la « lutte des classes » communiste. Les conflits régionaux ne peuvent être résolus que par voie de négociation. Les Nations unies en sont le meilleur forum. L'URSS enfin a suffisamment de problèmes d'ordre intérieur pour s'abstenir de toute aventure hors de ses frontières.

Un exemple de clientélisme

Avant d'en arriver là, les relations entre Bagdad et Moscou ont formé trente années durant l'exemple parfait de clientélisme que peut entretenir un empire avec un État stratégiquement important du tiers monde.

Dès la naissance de l'Irak actuel, au moment de la révolution de 1958,

Nikita Khrouchtchev avertit l'Occident de ne pas recourir à la force contre ce nouvel allié potentiel de l'URSS. La disparition d'une des branches de la dynastie hachémite évincée par le Baas amène une chute brutale de l'influence britannique dans la région. Malgré leurs visées, les Soviétiques ne réussissent que partiellement à combler ce vide.

Le traité de 1972

Trois décennies plus tard, les his-toriens en sont toujours à se demander pourquoi l'URSS n'a pas réussi à se substituer à Londres dans la région. Réalisme devant une tâche d'avance irréalisable ? Période de temporisation ? Dissensions au sein du Politburo ? Il faudra attendre l'ouverture, toujours hypothétique, des archives du Kremlin...

Le 9 avril 1972, le président Ahmed Hassan el-Bakr et le premier ministre Alekseï Kossyguine signent le « traité d'amitié et de coopération » qui, sur le papier du moins, est toujours en vigueur. C'est l'apogée des relations bilatérales entre une URSS dominatrice et un Irak totalement dépendant de son protecteur. Moscou obtient un accès aux bases navales et aériennes du nouvel allié, la compagnie du pétrole irakien est nationalisée au détriment des intérêts occidentaux et, en juin 1973, les communistes irakiens reviennent sur la scène politique et accèdent au gouvernement baassiste.

Les Irakiens se méfient pourtant des communistes : ils visent le pou-

voir, ils véhiculent une idéologie suspecte, ils représentent une superpuissance qui, tout en étant amicale, se révèle encombrante. Moscou de surcroît ralentit les livraisons d'armes utilisées contre les Kuddes. En 1978, le zénith atteint six ans plus tôt bas-kiens sont pendus sur la place publique. L'Irak et l'Union soviétique s'opposent sur une série de problèmes régionaux : le Yémen, l'Afghanistan, le rôle de la Syrie au Liban.

La guerre Iran-Irak ne viendra que compliquer la situation. Moscou, une fois de plus, ralentit les livraisons d'armes à Bagdad et tente d'observer une position de stricte neutralité, souvent en armant les deux adversaires. C'est donc avec soulagement que la fin des hostilités est accueillie à Moscou, et les bonnes relations avec l'Irak reprennent.

Six milliards de dette

Car il y a aussi un facteur économique non négligeable. Par la vente d'armes et les livraisons de pétrole irakien revendu à des États tiers, l'URSS fait des bénéfices chiffrés en milliards de dollars. La dette irakienne à l'égard de Moscou est évaluée à 6 milliards, et si les réformateurs les plus radicaux envisagent de la mettre en vente sur le marché international de la dette, c'est bien qu'ils ne comptent plus sur une nouvelle lune de miel avec Saddam Hussein.

P. B.

24 HEURES

5 SEPTEMBRE, 1990

La Turquie au Comptoir Suisse

Les Kurdes sans voix

La direction du Comptoir Suisse a rejeté une demande de l'Association Suisse-Kurdistan de pouvoir diffuser une documentation sur le problème kurde dans l'enceinte de la Foire nationale. Celle-ci, qui s'ouvrira samedi, accueillera la Turquie comme hôte d'honneur, au grand déplaisir des opposants kurdes.

Le 25 août, l'Association Suisse-Kurdistan avait déploré la présence au Comptoir Suisse 1990 d'un pays dont le régime nie le droit à l'existence de la minorité kurde; elle demandait l'autorisation de vendre un bulletin d'information dans le stand d'un organisme humanitaire.

«Doit-on accepter que la Turquie se présente, dans une Suisse pluri-lingue où diverses cultures se côtoient, sans mentionner l'existence sur son territoire de 12 à 15 millions de Kurdes porteurs d'une riche culture, possédant leur propre lan-

gue, interdite?» écrivait cette association. En date du 30 août, la direction du Comptoir Suisse a répondu qu'il lui était «impossible d'imaginer l'enceinte d'une foire économique et commerciale transformée en un forum d'opinions où différents mouvements exprimeraient des opinions».

La direction de la foire précise qu'elle est «fort au courant» du problème kurde. Elle a même encouragé, ce printemps, la tenue dans ses murs d'un séminaire sur cette question. — (ats)

Tribune de Genève, 7 sept. 1990

LAUSANNE / Manifestation demain contre la Turquie Hôte d'honneur... indésirable

Le Comptoir ouvre ses portes demain au palais de Beaulieu. On prévoit cependant des milliers de manifestants solidaires avec le peuple kurde.

Samedi après-midi, plusieurs milliers de personnes manifesteront à Lausanne contre la présence de la Turquie comme hôte d'honneur du Comptoir suisse. La manif montrera qu'en marge de la très officielle et très propre Turquie des salons du Palais de Beaulieu, une autre Turquie ne doit pas être oubliée: celle de la dictature, de l'oppression et de la violation des droits de l'homme. Plus que jamais, la communauté kurde de 20 millions d'oubliés fait les frais du régime sanglant d'Ankara.

Ironie de l'histoire, le calvaire du peuple kurde a commencé à Lausanne, le 24 juillet 1924. Ce jour-là, le Traité de Lausanne ne reconnaît pas le Kurdistan libre et unifié, que le Traité de Sévres, trois ans plus tôt, avait consacré. Les Kurdes auraient pu vivre en paix à l'est

de l'Euphrate et au sud du mont Ararat. Il n'en sera rien. Partagée entre la Turquie, l'Irak et l'Iran, avec deux excroissances en Syrie et en Transcaucasie soviétique, la population kurde n'a plus cessé de payer de son sang et des pires souffrances sa volonté d'indépendance,

Graves accusations

La semaine dernière, de graves accusations ont encore été adressées à Genève par une représentante kurde au gouvernement turc. Ankara profiterait de la crise du Golfe pour accentuer la répression. La mobilisation de troupes turques à la frontière avec l'Irak servirait à organiser la déportation des populations kurdes. Une manière efficace de mater définitivement la minorité kurde.

Jusqu'à quel point faut-il croire à ce sombre tableau? Très peu d'informations filent de Turquie. «Très souvent, constate pourtant François de Vargas, président du Comité suisse contre la torture, la vérité qu'on apprend avec un temps de retard dresse un tableau encore plus noir que les premiers témoignages».

La manifestation lausannoise a été of-

ficiellement autorisée. Ses organisateurs entendent qu'elle reste pacifique de bout en bout. Un service d'ordre indépendant de la police sera responsable des éventuels débordements. Des groupuscules alémaniques inconnus auraient fait part de leur mécontentement sur le sens trop conciliant de la manif; ils menacent de lancer des manœuvres de résistances.

La Turquie lorgne sur un fauteuil de membre de la CEE. De son côté, la Suisse entretient des relations commerciales importantes avec Ankara, où elle exporte notamment des armes. La manifestation ne manquera pas de le rappeler.

Le 25 août, la direction du Comptoir justifiait la présence à Beaulieu de la Turquie en vertu de la «politique d'ouverture au monde» de sa Foire. En date du 30 août, la même direction refusait une demande de l'Association Suisse-Kurdistan de pouvoir diffuser une information sur le Kurdistan dans l'enceinte du Comptoir, samedi après-midi. Encore une fois, le Kurdistan ne fait pas partie du monde.

Fr. M.

Rhein-Sieg-Zeitung

Freitag, 7. September 1990

Goethes Maigedichte in kurdischer Sprache

Kultureller Austausch in der Burg Wissem – Auftakt mit Lyrik und Gaumenfreuden

Troisdorf. (by) Zum besseren Kennenlernen und zum interkulturellen Austausch sind sie gedacht, die Kurdischen Kulturtage, die mit Musik und Literatur im Bilderbuchmuseum eröffnet wurden. Bis zum 22. September lädt die Kurdische Gemeinschaft Rhein-Sieg mit Unterstützung der ÖTV, der Flüchtlingsinitiative Rhein-Sieg und des Paritätischen Wohlfahrtsverbandes ein.

Den Auftakt machten am Mittwoch abend im stimmungsvollen Ambiente der Burg Wissem die kurdischen Autoren Huseyin Habas und Hasan Devran. Deutsche und kurdische Gedichte gaben die beiden Schriftsteller und Übersetzer, die in Deutschland leben, zum besten und ernteten von den vielen kurdischen und etwas weniger zahlreichen deutschen Zuhörern anerkennenden Applaus.

Die Themen gingen aus der Situation des in mehrere Staaten versprengten Volkes hervor, das seit langem um eine eigene staatliche Souveränität kämpft: Die Menschenrechtsverletzungen, denen die Kurden besonders in der Türkei ausgeliefert sind, aber auch Liebesgedichte in orientalischer Bildhaftigkeit und – für die kurdischen Zuhörer zum Schmunzeln – eine Übersetzung von Goethes Maigedichten ins Kurdische. Die kurdische Gruppe „Seydo“ unterhielt die Besucher mit Klängen aus ihrer Heimat.

Nach dem Kulturgenuß luden die Gastgeber zu lukullischen Gaumenfreuden ein: Die rund 100 Mitglieder des seit einem Jahr beste-



Mit Klängen aus ihrer Heimat unterhielt die kurdische Gruppe „Seydo“ die Besucher im Troisdorfer Bilderbuchmuseum. Fotos: Franz Riemer

henden Vereins hatten pikante Spezialitäten aufgeföhren. Daß sich die kurdische Kochkunst vieler Anhänger erfreut, zeigt der Kochkursus, der im Rahmen der Kulturtage am 11. September geplant ist: Bereits jetzt sind alle Plätze belegt.

Am Freitag, 14. September, diskutieren ausländische und deutsche Jugendliche im Café Bauhaus, Pfarrer-Kennentrich-Platz, über Probleme in Schule und Beruf. Bei Theater und Musik hoffen die Veranstalter auf rege Beteiligung. Die Menschenrechtsverletzungen in Kurdistan stehen bei einer großen Dis-

kussionsrunde am Dienstag, 18. September, 19.30 Uhr, im Bürgerhaus im Mittelpunkt. Auf dem Podium sitzen Vertreter von Amnesty International, Medico International, der Flüchtlingsinitiative Troisdorf, Rudolf Bindig (MdB SPD) und Angelika Beer (MdB Grüne) sowie engagierte Kurden.

Ein großes Kulturfest am Samstag, 22. September, im Bürgerhaus setzt den Schlußpunkt unter die Veranstaltungsreihe: Kurdische Musikgruppen aus Berlin und „einheimische“ Kräfte aus Troisdorf (CEM) sorgen ab 19 Uhr für Live-Stimmung.



Hasan Devran

Santa Barbara News-Press, Sunday, September 9, 1990

SUNDAY FORUM

Hussein's mad and heinous oppression of the Kurds

By Kanl Qulam

When the Iranian armed forces captured the city of Halabja in the Iraqi-occupied Kurdistan on March 18, 1988, they were shocked.

What they saw — and allowed Western reporters to witness — was a scene reminiscent of Hiroshima and Dresden. The Kurds of both sexes and all ages, not to mention their house pets, were gassed by the retreating Iraqi army. Many had dropped dead simply at their workplace; some children and their mothers were found embracing one another lifeless.

In total, 5,000 of my compatriots died in a few agonizing hours; 7,000 of them were treated by the Iranian doctors for burns and respiratory complications. The day has become a mourning day in my nation's history: A day that haunts the living Kurds with foreboding and nihilism. A day that we Kurds perished like flies while the world was nonchalant. A day that Saddam Hussein revealed his barbarity to the world and forced me to join the noted Holocaust writer Elie Wiesel in becoming an agnostic.

A student of philosophy, I wept over the fate of humanity and its perilous journey with the likes of Hussein, Hitler and those who approve of Machiavellian tactics in the conduct of international relations.

As if March 18 was not enough to darken my days, I found myself bewildered by the news that hundreds of thousands of my fellow Kurds had fled to Turkey and Iran to avoid the fate of Halabjans five days after the Iraq-Iran cease-fire which had taken effect on Aug. 20, 1988.

This time Saddam's veteran armed forces had headed north, to the land of Kurds, to exterminate them once and for all for daring to claim freedom, liberty and justice. To this day, no one can say with certainty how many more Kurds were gassed with his state-of-the-art chemical weapons, but there are reports that thousands of villages have been leveled and their survivors have been forced to resettle in the sultry desert to the south with the intention of easy control and quick assimilation.

The Baghdad government equates numbers with strength and views with contempt the fact that Kurds are a different nation and cannot be counted as Arabs. Its glorification of Arab nationalism and superiority is a mockery of reality, a pollution and saturation of the airwaves with nonsense.

Of the non-Arabs, the Jews have left ghost villages behind for the freedom in Israel. The Kurds and the Assyrians have become impatient of their yoke, defying the self-appointed masters of their land with the acts of civil disobedience or rebellion.

The Kurds of my generation who have either fled abroad or taken to the mountains, keep the hope and the dream of a liberated Kurdistan alive and kicking. Those of us who are here bask in the sunshine of freedom and feel our humanity. We



Paul Koisti

Sowing seeds of hate

marvel at the tree of liberty and innocently envy its fruit for our people as well.

Miles away from our homeland, with becoming pride, we say that we are Kurds and do not raise eyebrows. Some of us have adopted this country, others among us, with the idealism that prevails in the Peace Corps, would like to go back to our liberated country and impart the joys of human dignity.

At a meeting last month of the Kurdish National Congress in diaspora (held in Los Angeles), I was touched to discover that we had Kurds who had become the disciples of Jefferson and Patrick Henry. Listening to them, if only for a few seconds, I held the vision that my country, too, could indeed, one day be free.

I have always wondered at the ease with which an American takes a free country, a real passport and the civilization's greatest gift, liberty, for granted. These things cost blood in the occupied Kurdistan.

Our *Pesh Merga*, the death facer has taken to the mountains to realize one of President Wilson's 14 points that were denied to us and the Armenians in 1918: self-determination for the subject peoples.

The Kurdish freedom fighters, poor but aware of their righteous cause, have proven to friend and foe alike that when ideas and guns clash the first eventually prevails over the second. So far, from afar, I have commended the humanity of my compatriots' armed struggle for avoiding the ugly and barbaric game of taking hostages even though the oppressors of our lands are supplied by the weapons of the Western and Eastern powers.

The Kurds, a hospitable, forgiving, hardy and selfless people, are not opportunists. Reflecting the

maxim of Martin Luther King Jr., they know that "justice delayed is justice denied." Recognizing the indivisibility of peace, they are ready to exchange their machine guns for attache cases. Realizing that persuasion is the weapon of the weak, they feel that it behooves them to make an appeal to the world leaders to couple their power with a moral purpose and restrain Turkey, Iraq and Iran from endangering the Kurdish nation with the threat of extinction.

It is a historical axiom that injuries cause hatred and hatred will eventually find an opportunity for revenge. This, in a nutshell, sums up the plight of my people.

As one who is versed in history, I know too well that the fortune of nations is a very precarious thing. The mighty Carthage is no more and the eternal Rome is a historical joke. Knowing this, I entreat the nations that step on Kurds to lift and remove their bloody feet from our chests.

In this day of instant telecommunications, such a travesty of justice does not, cannot and will not go

unanswered. There are those who believe that liberty can only be purchased with the coin of blood. At times, I feel that they dominate the world. I hope I am wrong. I am afraid I am right.

Notwithstanding my pessimism — or realism, if you will — I beseech those in Ankara, Baghdad and Tehran who have been entrusted with the destiny of my 15 to 20 million people, through an accident of history or geography, for the sake of your own loved ones whose blood sustains your yoke on our shoulders, let us be free. Or else the Kurds — persecuted, for too long — will be provoked in a holy war.

We will not be susceptible to fear or remorse. The justice of our cause will harden us against the feeling of humanity, and we will be compelled to revenge your fathers' wrongs on your children.

Kani Qulam is a recent graduate of UCSB who earned a bachelor's degree in history. He now resides in Goleta.

RÉPUBLICAIN LORRAIN, 9 sept. 1990

Manifestation kurde à Strasbourg

STRASBOURG. — Quelques 350 Kurdes ont manifesté samedi à Strasbourg, pour «dénoncer les massacres et les déportations du peuple kurde perpétrés par le régime turc», selon un communiqué distribué par l'Union des travailleurs patriotes du Kurdistan en France.

«Aujourd'hui, sous prétexte que la Turquie appuie la politique de l'Europe contre Saddam Hussein, elle se permet de perpétrer le même génocide contre les Kurdes de Turquie, comme l'avait fait Saddam Hussein à l'encontre des Kurdes d'Irak», explique le communiqué qui précise :

«Le peuple kurde veut reprendre son destin entre ses propres mains».

Encadrée par un service d'ordre composé de travailleurs kurdes résidants dans la région, la manifestation, qui s'est déroulée dans le calme, rassemblait environ 350 personnes. Le cortège qui a fait le tour du centre-ville, comprenait outre une majorité d'hommes, une trentaine d'enfants, habillés en costume traditionnel et entourés de femmes jouant de la musique sur des instruments de leur pays.

L'ALSACE 9 sept. 1990

Strasbourg Manifestation kurde

Aux cris de «kurdistan, solidarité!», 350 Kurdes environ ont défilé hier en début d'après-midi dans les rues de Strasbourg. Venus de tout l'Est de la France, ils manifestaient contre l'occupation turque du Kurdistan. De nombreux enfants et adolescents, souvent en costume folklorique, faisaient partie du cortège qui était précédé par une grande banderole «Personne ne pourra empêcher la lutte des peuples turc et kurde». A noter que c'était là l'une des premières manifestations dans les rues strasbourgeoises des Kurdes, qui, pendant des années avaient préféré d'autres actions pour attirer l'attention, notamment l'occupation d'agences de presse ou de radios.

CENTRE DIMANCHE PROGRES

9 sept. 1990

Manifestation kurde à Strasbourg. — Quelques 350 Kurdes ont manifesté lundi, à Strasbourg, pour «dénoncer les massacres et les déportations du peuple kurde perpétrés par le régime turc». «Aujourd'hui, sous prétexte que la Turquie appuie la politique de l'Europe contre Saddam Hussein, elle se permet de perpétrer le même génocide contre les Kurdes de Turquie, comme l'avait fait Saddam Hussein à l'encontre des Kurdes d'Irak», explique un communiqué qui précise : «Le peuple kurde veut reprendre son destin entre ses propres mains».

VAR MATIN, 9 septembre 1990

Les Kurdes de France : Turquie et Irak, même combat...



Quelque 350 Kurdes ont manifesté, hier à Strasbourg, pour « dénoncer les massacres et les déportations du peuple kurde perpétrés par le régime turc », à l'appel de l'Union des travailleurs patriotes du Kurdistan en France.

« Aujourd'hui, sous prétexte que la Turquie appuie la politique de l'Europe contre Saddam

Hussein, elle se permet de perpétrer le même génocide contre les Kurdes de Turquie, comme l'avait fait Saddam Hussein à l'encontre des Kurdes d'Irak », explique le communiqué qui précise : « Le peuple kurde veut reprendre son destin entre ses propres mains ».

Encadrée par un service d'ordre composé de travailleurs

kurdes résidants dans la région, la manifestation s'est déroulée dans le calme. Le cortège, qui a fait le tour du centre ville, comprenait outre une majorité d'hommes, une trentaine d'enfants, habillés en costume traditionnel et entourés de femmes jouant de la musique sur des instruments de leur pays.

(Photo A.F.P.)

MARSEILLAISE 9 sept. 1990

Strasbourg : manifestation kurde contre la Turquie

Quelque 350 Kurdes ont manifesté, samedi à Strasbourg, pour « dénoncer les massacres et les déportations du peuple kurde perpétrés par le régime turc », selon un communiqué distribué par l'Union des travailleurs patriotes du Kurdistan en France.

« Aujourd'hui, sous prétexte que la Turquie appuie la politique de l'Europe contre Saddam Hussein, elle se permet de perpétrer le même génocide contre les

Kurdes de Turquie, comme l'avait fait Saddam Hussein à l'encontre des Kurdes d'Irak », explique le communiqué qui précise : « le peuple kurde veut reprendre son destin entre ses propres mains ».

Encadrée par un service d'ordre composé de travailleurs kurdes résidants dans la région, la manifestation, qui s'est déroulée dans le calme, rassemblait environ 350 personnes.

LA STAMPA

DOMENICA 9 SETTEMBRE 1990

VA. INVECILO DI...
CONTRIBUTO...
L. CLASSE POSTALE...
DISTRIBUZIONE...
DIRETTORE...
REDAZIONE...
ABBONAMENTI...
COSTO...
PUBBLICITÀ...
STAMPATO...
DISTRIBUZIONE...
COPERTINA...
CANTIERE...
CONTRIBUTO...
L. CLASSE POSTALE...
DISTRIBUZIONE...
DIRETTORE...
REDAZIONE...
ABBONAMENTI...
COSTO...
PUBBLICITÀ...
STAMPATO...
DISTRIBUZIONE...
COPERTINA...
CANTIERE...

Parla un leader kurdo
*«Se volete affamare Saddam
dovrete aspettare un anno»*

PARIGI

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

«Europa e America non s'illudano di affamare l'Iraq con l'embargo. Nelle settimane precedenti l'invasione, Baghdad ha rastrellato viveri un po' ovunque sui mercati internazionali. Quella attuale è, semmai, penuria da accaparramento: la gente svuota i negozi per farsi una riserva domestica. Al regime piangere sull'emergenza alimentare torna comodo, ma Saddam Hussein ha risorse per almeno 12 mesi. Inoltre la frontiera con l'Iran sta divenendo permeabilissima: tè, zucchero, vestiti giungeranno via Teheran».

Quarantun anni, fisico nucleare, Kendal Nezan presiede l'Istituto Kurdo, la più celebre «ambasciata» in Occidente di un popolo - spiega - «da 65 anni ostaggio iracheno». «L'Anschluss subita dal Kuwait e che indigna il mondo la subimmo nel 1925, quando Baghdad ci incorporò. Capisco l'angoscia dei cittadini stranieri tratti a forza, sotto continue minacce, da Saddam, perché un milione e mezzo di kurdi si trovano in condizioni analoghe, reclusi nei "campi". Loro si pagheranno con la fame questo blocco, prime vittime innocenti. Ma anche gli altri due milioni e mezzo rimasti "liberi" sono come ostaggi: il regime vieta loro di lasciare il Paese e non li chiama alle armi temendo insubordinazioni».

In questa crisi i Kurdi potrebbero rappresentare il «secondo fronte» di Baghdad, insidiosissimo, forse decisivo. La guerriglia riesploderà?

Attendiamo un segnale. Per esempio che i Dodici e l'America - o l'Onu - si impegnino, crollato il tiranno, a indire nel Kurdistan iracheno referendum sull'autodeterminazione. Allora la rivolta divamperebbe, fatale per il dittatore. Desidero però ricordarle che mentre l'Occidente, Italia inclusa, aiutava i mojaheddin afgani nella loro lotta contro l'invasore, non ha mai smesso di armare a nostre spese l'occupante Saddam Hussein. La sua offensiva dell'88 contro i partigiani kurdi - armi chimiche, villaggi rasi al suolo, 800 mila profughi in Turchia - era una prova generale per l'intervento in Kuwait. Baghdad ha visto che, malgrado le peggiori brutalità, l'Occidente non reagiva. «Dunque, posso ritentare il

colpo a man salva" deve essersi detto Saddam. Bisognava fermarlo all'epoca, oggi è molto più difficile, ma i kurdi accettano la sfida. Non saremo tuttavia i mercenari di nessuno, arruolarci a suon di dollari è fuori discussione: il popolo kurdo vuole libertà, non finanziamenti stranieri.

Il conflitto nel Golfo, a suo giudizio, è risolvibile diplomaticamente?

Immagino che Saddam Hussein possa venire indotto a fare qualche concessione. Ma sarebbe un arretramento tattico. Osserviamo la sua strategia degli ultimi anni. Un elemento balza agli occhi: quest'uomo di guerra ha la pace facile ove intuisca che in questo modo guadagnerà tempo per armarsi meglio. Ai kurdi offerse una tregua magnanima quando il suo esercito non superava i 20-30 mila uomini, salvo ripresentarsi qualche anno dopo con i gas e spalleggiato politicamente dall'Urss. Dovete essere molto vigili in questo campo.

Se Daladier, Chamberlain, Roosevelt e Stalin avessero letto per tempo «Mein Kampf», forse si evitava la seconda guerra mondiale. Anche l'espansionismo di Saddam Hussein era così prevedibile, tappa dopo tappa?

Basterebbe esaminare i suoi discorsi, ma le Cancellerie occidentali chiudevano gli occhi. I programmi tipo "Liberemo Gerusalemme" o le invettive contro altri Paesi arabi li hanno liquidati per anni come "propaganda a uso interno". Nel frattempo, lui incaricava esperti tedesco-orientali di organizzare i servizi segreti, rafforzando il Baas. Oggi questo partito unico, vero nocciolo duro, fa da intercapedine tra Saddam e un Paese tutt'altro che unito dietro al suo leader visto che - oltre i kurdi - troviamo refrattarie le grandi comunità sciite e i cristiani d'origine assiro-caldaica. I tessarati sono 450 mila, con grandi privilegi: seguiranno il "capo" fino all'ultimo.

Il saddamismo sopravviverà a Saddam?

Sì. Eliminato fisicamente Hussein, potrebbe instaurarsi una dittatura militare. Ma farà meno paura, come l'Iran del post-Khomeini. E comunque l'Iraq ha conosciuto a più riprese il multipartitismo: questa tradizione ci fa ben sperare.

Enrico Benedetto

LE POINT, 10 septembre 1990

Terrorisme : la France sur ses gardes

A l'intérieur comme à l'extérieur, les services français sont mobilisés pour faire face aux menaces.

Plus la crise du Golfe se développe, plus les spécialistes craignent que Saddam Hussein n'utilise, contre l'Occident, l'arme sournoise du terrorisme. Pour l'instant, on en est encore en France à des opérations de propagande ou à des tentatives de manipulation de la communauté islamique. Ce qui n'empêche sans doute pas l'Irak de réactiver dans l'ombre les réseaux activistes « dormants » et de figurer une liste de cibles et d'objectifs.

Une période « chaude » qui favorise les alliances les plus inattendues. Ainsi, dernier allié totalement imprévisible de l'Irak, le PKK (Parti des travailleurs kurdes de Turquie), groupe très violent qui défend par tous les moyens la cause kurde. Son chef, Selim Ocalan, vient de prendre publiquement fait et cause pour Saddam Hussein. Un engagement inouï en raison des massacres perpétrés par l'Irak contre les populations civiles kurdes : plusieurs milliers de civils gazés par l'armée de Bagdad. L'engagement du PKK s'explique probablement par les convictions marxistes radicales du principal leader du mouvement, qui entend ainsi combattre « l'impérialisme américain ». Cet engagement paraît également confirmer une thèse soutenue par plusieurs services secrets occidentaux, qui voyaient dans le PKK un « faux nez » des services spéciaux irakiens.

Une déclaration de guerre en tout cas redoutable, car le PKK est connu pour l'efficacité de ses actions clandestines. S'il est surtout implanté en Allemagne, en raison de l'importance de la communauté turque, il a procédé dernièrement à un règlement de comptes interne en exécutant dans la Seine-Saint-Denis un « traître » au mouvement, sa trésorière, Guzide Arkis. Bref, les services antiterroristes occidentaux se seraient bien passés d'un nouvel et encombrant « ennemi ».

Pour faire face à ces diverses menaces, le gouvernement français a mis en place plusieurs structures de renseignement ou de riposte. Ainsi, le ministère de l'Intérieur a créé un « pool spécial » Renseignements généraux (RG) - Direction de la surveillance du territoire (DST), chargé spécialement d'observer l'activité des quelque 1 700 ressortissants irakiens vivant sur le sol français.

Sur le plan intérieur, la DST s'intéresse particulièrement, on s'en doute, à l'ambassade d'Irak à Paris, rue de la Faisanderie, ainsi qu'à ses différentes annexes : le consulat, rue du Général Appert ; l'agence de presse Iraqi News, rue Copernic, et surtout le « Bureau militaire » de l'avenue Foch. C'est l'ambassade, par exemple, qui est à l'origine des manifestations parisiennes de soutien à l'Irak. Manifestations peu suivies par la communauté maghrébine et qui ont finalement été interdites par la Préfecture de police. Les RG avaient noté qu'un manifestant qui essayait de lancer un slogan religieux appelant à la guerre sainte avait été aussitôt expulsé par les participants eux-mêmes. Un signe de plus que la communauté islamique en France ne s'est pas mobilisée pour l'affaire du Golfe. Les Renseignements généraux attendaient, pour tester la communauté, le retour au pays des travailleurs immigrés partis en vacances en Algérie, au Maroc ou en Tunisie...

En attendant, les RG, la DST et les Voyages officiels sont également chargés de la protection des « personnalités sensibles » - 109 policiers suivent ainsi comme leur ombre les 27 militaires irakiens « retenus » en France. D'éventuelles cibles d'attentats sont également sous haute surveillance : l'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Paris, par exemple, et des hommes d'affaires très liés à l'Irak. Sans compter les passages à Paris de Yasser Arafat et du roi Hussein de Jordanie, qui ont mobilisé chacun près de 300 policiers et l'usage de véhi-

cules spéciaux. Un record.

Sur le plan extérieur, la DGSE et la DST ont recensés les groupes terroristes susceptibles d'être utilisés par Bagdad (voir Le Point n° 936). Au sinistre hit-parade du danger, elles placent en tête le Fatah Commandement révolutionnaire (CR), dirigé par Abou Nidal, qui serait, dit-on, réfugié à Bagdad. Ce groupe « leader » est suivi de près par le Front de libération arabe, organisme directement fabriqué par les Irakiens, et par le groupe du colonel Hawari, proche de la fraction la plus dure de l'OLP. Ces deux dernières officines pourraient disposer en France de « planques » armées ou d'« agents dormants ».

Cependant, les services français excluent pour l'immédiat - avec la prudence de rigueur - une action directe sur notre territoire. Elle est trop difficile à monter en si peu de temps. Ils songent plutôt à un coup porté contre des intérêts français à l'étranger, particulièrement en Afrique. L'Irak entretient en effet d'excellentes relations commerciales, par le biais de l'industrie du pétrole, avec plusieurs pays africains membres de la Ligue arabe. Il utilise, par exemple, au Soudan, en Mauritanie, en Somalie ou à Djibouti, une nombreuse main-d'œuvre locale, véritable vivier qui pourrait lui servir d'appui pour des opérations terroristes.

Face à la grande guerre qui se prépare peut-être dans le Golfe, les hommes de l'antiterrorisme sont, eux, déjà mobilisés, prêts à faire face à une « attaque » qui peut éclater à tout moment, n'importe où. Il n'y a pas de front dans la guerre secrète. ●

JEAN-MARIE PONTAUT

Escorte officielle de protection
Même les VO sont sur le pied de guerre



STEVENS-GAMMA

Brisantes Politikum: Neuer Vorstoß zur Legalisierung des Kurdischen in der Türkei

Halim Aras, stellvertretender Präsident der türkischen Nationalversammlung, könnte Ärger mit der Justiz bekommen: die Ankläger des Staatssicherheitsgerichts in Ankara prüfen, ob gegen den Parlamentarier ein Ermittlungsverfahren eingeleitet werden muß. Die mutmaßliche Straftat: Aras hat öffentlich dafür plädiert, den Gebrauch des Kurdischen nicht länger unter Strafe zu stellen. „Man kann nicht mehrere Millionen Menschen ins Gefängnis stecken, weil sie Kurdisch sprechen,“ meinte der konservative Politiker.

Die Sprachenfrage ist für die Türkei ein brisantes Politikum. Rund acht bis zehn Millionen Kurden leben in der Türkei. Damit gehört fast jeder fünfte Bürger der türkischen Republik dieser ethnischen Minderheit an — einer Minderheit, die es allerdings nach vorherrschender Lesart gar nicht gibt: nicht von Kurden ist im offiziellen Sprachgebrauch die Rede, sondern von „Ostbürgern“ oder „Bergtürken“.

Bücher und Zeitungen in kurdischer Sprache sind ebenso verboten wie Schallplatten und Kassetten mit kurdischen Volksliedern. Sogar der Gebrauch des Kurdischen im Alltag steht unter Strafe: ein 1983 von den damals regierenden Militärs erlassenes Gesetz verbietet, irgendeine an-

Verbotene Sprache wieder im Gespräch

Zehn Millionen Einwohner ihrer Kultur beraubt

gehört das Kurdische heute zu den vom Aussterben bedrohten Sprachen. Weil die Geschichte der Kurden eine Geschichte der Fremdherrschaft und der Unterdrückung ist, und weil sich diese Unterdrückung stets auch gegen die Sprache richtete, hat sich nie eine nennenswerte literarische Tradition des Kurdischen entwickeln können. Zwar hatten die Kurden seit jeher ihre Dichter, doch sie schrieben, unter dem Druck der Achtung des Kurdischen, meist im Exil und fast ausschließlich in anderen Sprachen: Türkisch, Persisch oder Arabisch.

Kurdisch, oder, so die Bezeichnung der Sprachwissenschaftler, Kirmandschi, gehört zur Familie der westiranischen Sprachen. Die Hauptdialekte sind das Nord- und das Südkirmandschi. Ersteres wird von den Kurden in der Osttürkei und Syrien, das Südkirmandschi überwiegend in den kurdischen Siedlungsgebieten von Iran und Irak gesprochen.

Der offiziellen Theorie zufolge stammen die Kurden, wie alle „Grauen Wölfe“ der Steppen Zentralasiens ab. Daß sie, was schlechterdings nicht zu leugnen ist, eine andere Sprache sprechen, wird damit erklärt, sie hätten in Vorzeiten das Türkische, ihre eigentliche Muttersprache, „vergessen“.

Obwohl von schätzungsweise zwanzig Millionen gesprochen,

Während in der türkischen Hauptstadt Ankara unter Offiziellen die Meinung vorherrscht, eine Legalisierung des Kurdischen sei undenkbar, weil dies den separatistischen Autonomiebestrebungen der „Kurdischen Arbeiterpartei“ Vorschub leiste, gibt es seit einiger Zeit wachsenden Druck, der kurdischen Minderheit den Gebrauch ihrer Muttersprache zu gestatten. Parlaments-Vize Halim Aras, übrigens ein Mitglied der bisher keineswegs durch Reformen aufgefallenen regierenden „Vaterlandspartei“, war nicht der erste, der sich für eine Aufhebung des Sprachverbots einsetzte. Zu ähnlichen Schlußfolgerungen kommt der inoffizielle „Kurden-Bericht“ der oppositionellen „Sozialdemokratischen Volkspartei“.

Mittlerweile prüfen nun die Ankläger des Staatssicherheitsgerichts wegen dieser Initiativen die Möglichkeit einer Anklage: „Wir gehen der Frage nach, ob durch die Veröffentlichung des sogenannten Kurden-Berichts Straftatbestände erfüllt wurden“, erklärte der Chefankläger Nusret Demiral. Halim Aras scheint von den heftigsten Aktivitäten der Staatsschützer kaum beeindruckt: „Die Türkei darf nicht länger ein Land der absurden Verbote sein“, meint er.

Gerd Höhler

le nouvel Observateur

Numéro 1348, du 6 au 12 septembre 1990

Faire rendre gorge au bourreau des Kurdes

PAR KENDAL NEZAN (*)

Les Kurdes luttent depuis soixante-cinq ans ils sont en guerre depuis trente ans pour l'instauration d'une démocratie parlementaire, pluraliste et pour leur autonomie. Ils ont eu à combattre tous les régimes irakiens successifs et celui de Saddam Hussein depuis vingt ans. Depuis le début de sa carrière de chef d'État, le machiavélisme et la cruauté de Hussein étaient évidents. Exemple : en mars 70, après deux ans de combats vains contre les maquisards kurdes, Saddam Hussein demande à rencon-



Kendal Nezan

trer le chef de la résistance, le général Barzani. Il lui tend une feuille blanche où il lui demande d'inscrire lui-même les modalités d'un cessez-le-feu. Il signe, sans discuter.

Profitant de ce répit sur le front de la guérilla, il s'allie avec l'URSS. Son armée ne comptait alors que 20.000 ou 25.000 soldats, et il avait besoin d'armes et d'argent. Fort de cette alliance, il occupe les provinces kurdes et s'empare du pétrole. Et, en 74, il déclare la « guerre totale » au peuple kurde. Des centaines de villages seront systématiquement détruits, bombardés au napalm, les survivants seront emmurés vivants dans des grottes, torturés, brûlés vifs. Pour finir, on bétonnera les puits et du défoliant sera répandu sur les cultures. Des photos et des témoignages de cette extermination ont été diffusés dans le monde entier. Mais les gouvernements et les institutions internationales se sont tus. Les revenus du pétrole, extraits à 77 % du Kurdistan, servaient en grande partie à financer l'achat de chars, avions et bombes soviétiques, Mirage, missiles et hélicoptères français ; armes et munitions fabriquées et vendues par les démocraties occidentales, utilisées alors exclusivement contre la population kurde.

Les Occidentaux, en l'aidant à asseoir sa puissance militaire, ont permis à un dictateur en herbe de devenir grand. Il n'a jamais caché ses visées expansionnistes, son grand dessein d'une unité arabe dirigée par l'Irak, son panarabisme agressif et destructeur, ce national-socialisme aux couleurs arabes. Personne n'ignorait la nature de la dictature du parti Baas. Ceausescu, en comparaison, était un enfant de chœur. Les opposants étaient emprisonnés et pendus ; Saddam Hussein s'est débarrassé un à un de tous ses amis du Conseil du Commandement de la Révolution. Il règne par la terreur, avec une police politique omniprésente et toute-puissante, capable

d'aller jusqu'à éliminer les opposants en exil. La France, à ce jeu-là, a été particulièrement empressée et volontairement aveugle.

En mars 88, quand 5.000 villageois kurdes ont péri, empoisonnés par les gaz toxiques ; en août-septembre 88, quand 8.000 civils de la région de Barzani ont été exécutés, 4.500 villages rasés, 70 enfants et adolescents abattus, qui s'est indigné ? A part Mme Mitterrand, Bernard Kouchner, les sénateurs américains Kennedy et Pell et les organisations de défense des droits de l'homme, personne. Aucun Etat n'a protesté.

L'administration américaine a manœuvré pour empêcher l'application d'une résolution du Sénat demandant des sanctions contre le régime de Bagdad. Elle est même allée jusqu'à accorder une nouvelle ligne de crédit d'un milliard de dollars à l'Irak. La France a convoqué une conférence internationale sur les armes chimiques. Celle-ci n'a pas voulu entendre les doléances des Kurdes ni prononcer une condamnation symbolique. Saddam Hussein, dès ce moment-là, pouvait compter sur le silence de l'Occident et mettre au point ses projets expansionnistes.

Les défenseurs occidentaux de l'Irak avançaient deux arguments en leur faveur : la laïcité du régime irakien et la nécessaire lutte contre l'intégrisme musulman. La laïcité n'est pas une garantie de vertu. Il existe des dictatures laïques (Staline, grand laïque et jacobin devant l'Eternel ; Pol Pot, etc.) et des monarchies libérales, des républiques idéales et des républiques sanguinaires, comme en Afrique. Quant à l'intégrisme, tout le monde sait maintenant que c'est principalement l'Arabie Saoudite et pas seulement l'Iran, qui finance les divers mouvements intégristes notamment les Frères musulmans dans le monde.

On ne devrait pas considérer, comme certains hommes politiques français, que la démocratie, dans ces régions-là, est un luxe. Là-bas aussi, des gens se sont dressés contre les tyrans locaux. Il faudrait remettre les choses à plat désormais, revenant, en matière de politique étrangère, aux valeurs essentielles : la liberté et la démocratie. Il est temps de donner une dimension morale à la politique internationale des grandes puissances, sinon nous courons à la catastrophe. Si les résistants kurdes avaient bénéficié d'autant de soutien que les moudjahidin en Afghanistan, le problème Saddam Hussein ne se poserait pas aujourd'hui.

Les choses étant ce qu'elles sont, ce qu'il faut maintenant, c'est faire rendre gorge à Saddam, renverser son régime, récupérer le Koweït et instaurer la démocratie. De force, s'il le faut. Pour une fois, la force servirait la liberté. Il faut tout remettre à plat. Cela implique également de prendre à bras-le-corps le problème palestinien. Pour l'instant, la stratégie des Occidentaux est une stratégie de défense des intérêts immédiats, qui va laisser des traces dans le monde arabe. Comment s'étonner dès lors que le discours occidental sur la défense des droits de l'homme paraisse hypocrite et si peu convaincant aux populations du Proche-Orient ?

Propos recueillis par Marie Muller

(*) Président de l'Institut kurde de Paris.

Libération

● MERCREDI 12 SEPTEMBRE 1990

COMMENTAIRE

MARC KRAVETZ LES ENNEMIS DE MES ENNEMIS...

Proche-orientale, la crise du Golfe est riche de ces renversements d'alliance dont la région semble avoir le secret et dont elle est en tout cas l'inépuisable théâtre. Saddam Hussein a montré l'exemple en offrant à l'Iran, avec la paix, tout ce que Téhéran lui réclamait en vain et dont la négociation, conduite dans les mêmes termes aussi réalistes que généreux, aurait épargné aux deux pays huit années de guerre, un million de morts et d'innombrables destructions. Ses adversaires ne sont pas en reste. L'annexion du Koweït a rassemblé sous une commune bannière anti-irakienne (notamment) *marines* américains et soldats du président Hafez al Assad. C'est donc très logiquement que le secrétaire d'Etat, James Baker, va se rendre à Damas pour y rencontrer le président syrien.

La Syrie n'en est pas moins toujours inscrite à Washington au tableau (noir) des États terroristes. Mais comme l'a dit James Baker à Bruxelles, tout est utile dès lors qu'il s'agit de « souligner l'isolement de l'Irak ». Rien en effet ne doit

être négligé qui renforce le camp des défenseurs du droit international contre celui qui le bafoue ouvertement et cyniquement, comme l'a fait le régime baasiste de Bagdad. La non-reconnaissance des frontières ou de la souveraineté d'un voisin parce qu'héritées du colonialisme n'est pas un argument recevable, nous dit-on. C'est pourtant avec le même motif que la Syrie a toujours refusé de reconnaître le Liban, « province syrienne » détachée de la mère patrie par le colonialisme français. Au nom de quoi 30 000 soldats syriens occupent le Liban pour tenter d'y faire régner la *pax syriana*. Ce qui vaut pour le Koweït sera-t-il déclaré caduc s'agissant du Liban, État souverain, siégeant à l'ONU et membre fondateur de la Ligue arabe ?

Du pragmatisme certes, mais qui gagnerait à ne pas déraiper dans la *realpolitik* usuelle. Défense du droit international ? Soit. Au Koweït comme au Liban. Et si la défense des droits de l'homme en est inséparable, l'unité contre la dictature de Bagdad devrait aussi démontrer la solidarité avec ses victimes, qui ne sont pas seulement koweïtiennes. Les Kurdes d'abord. Ne serait-il pas temps de leur accorder un peu de l'attention qui leur fut constamment refusée y compris après les bombardements chimiques de mars 88 ? Par exemple, en recevant officiellement, pour la première fois, leurs représentants à Paris.

Liberation

● MERCREDI 12 SEPTEMBRE 1990

Proche-Orient: l'introuvable « nouvel ordre »

PAR MARC KRAVETZ

Quels qu'en soient le nom ou la forme, la nécessité d'un « nouvel ordre international » s'inscrit comme un impératif de l'après-guerre froide, et la fin de l'ordre bipolaire qui assurait (plus ou moins bien) la gendarmerie planétaire depuis 1945 ne le rend que plus actuel encore. L'invasion du Koweït par l'Irak n'a fait qu'en souligner l'urgence. Américains et Soviétiques sont parfaitement d'accord entre eux et avec le bon sens : laisser l'aventure irakienne impunie, c'est évidemment créer un précédent qui ne restera pas longtemps isolé.

Mais il ne suffit pas de « punir » Saddam Hussein pour résoudre la réalité du problème posé. Non pas seulement celui de l'« impérialisme » régional irakien, mais celui de l'accès à la mer d'un Irak avec ou sans Saddam ou de la gestion des richesses pétrolières. Autant il est légitime de refuser toute discussion qui entérinerait le fait accompli, autant refuser d'imaginer dès maintenant l'« après-crise » relèverait de la politique de l'autruche. Admettons avec optimisme qu'il y ait une solution un jour pas trop lointain, qui préserve à la fois « la paix et le droit » comme disait François Mitterrand : celle-ci devrait marquer non pas la fin mais le commencement d'une longue et difficile remise en ordre du monde.

La guerre froide avait ses règles. Celles du jeu d'échecs pour organiser l'« équilibre de la terreur » entre les deux super-puissances, celles du jeu de go pour gouverner les « conflits régionaux » où s'exprimaient leur rivalité par client et protégés interposés. S'agissant de dominer le monde, il n'était pas question de laisser à des acteurs indépendants les moyens d'y intervenir à leur guise. Entretenus, les conflits locaux étaient tout autant contenus. La paix mondiale était à ce prix. La concurrence américano-soviétique a du même coup gelé les situations nées du démantèlement des empires coloniaux. Avec la fin de la guerre froide les seconds rôles si longtemps muselés se découvrent une énivrante liberté. Résultat : il suffit d'énumérer quelques-uns des multiples cas de frontières mal ou pas définies, d'ambitions régionales affichées ou pas (encore), de minorités nationales opprimées et de droits collectifs bafoués, pour que la carte du monde ne soit plus qu'un catalogue de séismes prévisibles. Et le « droit international » dont on fait ces jours-ci grand cas apparaît au grand jour pour ce qu'il était, la consécration d'un état de fait hérité pour l'essentiel des décisions prises par les anciennes puissances tutélaires.

Les Etats africains ont eu la sagesse d'inscrire dans la charte de l'O.U.A. la reconnaissance préalable des frontières héritées de la colonisation. Pour diverses raisons, dont le présumé idéologique de l'unité arabe n'est pas la moindre, la charte de la Ligue arabe est muette sur le sujet.

Or les frontières inter-arabes, si elles résultent toutes ou presque de décisions extérieures, sont toutes aussi le résultat mêlé, plus ou moins heureux, du passé ottoman, de la (ou des) stratégie(s) britannique(s), des marchandages entre puissances, anglo-français surtout, avec ça et là quelques traces de la patte russe, voire quelques souvenirs italiens ou allemands, le tout confronté aux exigences locales généralement ignorées, mais toujours présentes.

Ainsi quand Saddam Hussein désigne l'Arabie saoudite comme « le Nedjd et le Hedjaz », il n'est pas seulement désobligeant à l'égard du roi Fahd, il rappelle qu'avec la complicité des autorités britanniques ou plus précisément au bénéfice des intérêts contradictoires de la Grande-Bretagne en Orient, la tribu des Saoud, qui régnait sur le Nedjd, a pu s'emparer du Hedjaz, fief des Hachémites, où sont situés les Lieux saints de l'Islam, La Mecque et Médine. Hussein de Jordanie peut donc revendiquer le titre de « Chérif » de La Mecque, que portait son arrière-grand-père le Chérif Hussein dont l'un des fils Fayçal guerroyait avec Lawrence d'Arabie contre les Ottomans avant d'être installé sur le trône de Bagdad. Si la dénomination « Arabie Saoudite » est entrée dans le langage courant elle n'en désigne pas moins le résultat de ce qu'on peut considérer comme une usurpation.

L'histoire contemporaine du Proche-Orient est d'abord celle d'engagements bafoués, de promesses trahies, de peuples rassemblés de force sous des bannières étatiques qu'ils n'avaient pas choisies ou même ouvertement refusées, comme les Kurdes en Irak. La détermination du mouvement sioniste a permis de faire naître un Etat d'Israël sur la promesse britannique d'un « foyer national juif », dont la Grande-Bretagne n'avait pas plus déterminé les frontières que le statut définitif, ayant promis alors aux Arabes un royaume uni dont elle avait par avance vendu quelques parcelles à d'autres. Mais ce faisant, avec la



Si l'intervention internationale dans le Golfe se fonde sur le respect du droit, il ne faut pas oublier qu'au Proche-Orient le déni du droit n'est pas l'apanage du seul Saddam Hussein. Le nouvel ordre mondial que l'on espère après la guerre froide devra dans cette région effacer quelques décennies de désordres, largement légués par la décolonisation et fortement entretenus depuis par les acteurs sur place.

au nord. En 1925, les mêmes Britanniques qui excipèrent de leur accord de 1899 avec l'émir du Koweït, *Caïmacan* de la sous-préfecture irako-ottomane qui appartenait au villayet (province) de Bassorah, pour fonder un Etat autonome sous leur protection, se firent accorder par la SDN l'intégration du Kurdistan méridional, le villayet de Mossoul, à l'Irak dont ils étaient puissance mandataire, malgré l'opposition résolue et manifestée des Kurdes.

En foi de quoi, les différents régimes irakiens qui se sont succédé depuis 1932 n'ont cessé de réclamer le retour de « leur » province koweïtienne, que le reste du monde leur refuse, mais c'est en toute légalité internationale qu'ils ont pu réprimer avec les moyens que l'on sait la revendication kurde. A l'époque, Mossoul, revendiqué par la Turquie kémaliste avec le soutien de l'Urss, était également promis aux Français. Mais dans cette région également, autour de Kirkouk, du pétrole avait été découvert. La « Turkish petroleum » devint l'Irak Petroleum Co, la fameuse IPC dont l'histoire se confond avec celle de la région. La

complicité de la communauté internationale, l'ancienne puissance mandataire repliait son drapeau en laissant derrière elle une population spoliée et des motifs pour une guerre dont on ne voit pas la fin. De ce mélange indissociable de calculs cyniques, d'inconscience coloniale et — parfois — de bonne volonté, est née une carte du Proche-Orient où les lignes de plus grande pente conduisent toutes ou presque à des désastres.

Le cas irakien, qui n'a rien d'exceptionnel, est de ce point de vue exemplaire. Aussi inacceptable soit l'annexion d'un Etat souverain, reconnu par l'ONU et la Ligue arabe, la souveraineté du Koweït n'en reste pas moins le résultat d'une décision britannique qui n'a pas plus tenu compte de la géographie que de l'histoire ou du droit des gens, à moins d'identifier le « peuple » koweïtien avec la tribu des As-Sabah, de l'Emir actuel Jaber As-Sabah. Mais l'Irak qui pourrait avec de bons arguments défendre « son » dossier koweïtien aurait tort d'oublier que « victime » du colonialisme au sud, il en a bénéficié

France en eût sa part et la conserva. Mais quand il fallut choisir entre le pétrole et les Kurdes, la question fut aussitôt résolue.

Un « nouvel ordre international », si justement il ne veut plus (et ne peut) être seulement la consécration du rapport des forces antagonistes entre les grands de ce monde, ne pourra indéfiniment consacrer le statu-quo post-colonial. Un crime ne pouvant en justifier un autre, on a évidemment raison de ne pas accepter avec Saddam Hussein d'intégrer la question koweïtienne dans un examen global des dossiers explosifs du Proche-Orient. Cela dit, si l'on oublie le nom de l'auteur, il n'est pas injustifié avec les mêmes critères et les mêmes exigences de se confronter à la question palestinienne et à la question libanaise.

Une fois rappelé que l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza par Israël résulte d'une guerre où Israël n'était pas l'agresseur (contrairement à la présence israélienne au Sud-Liban), que l'occupation syrienne du Liban peut se prévaloir d'une sorte de consensus international à défaut de légalité, l'une comme l'autre, facteurs permanents de déséquilibre et de tension, constituant pour autant de parfaits exemples de déni du droit, celui d'un peuple privé d'identité nationale dans un cas, d'un Etat incapable d'exercer sa souveraineté dans l'autre. Dans les deux cas, il est clair également que toute solution passe par un engagement massif et suivi de la communauté internationale, politique, économique et vraisemblablement militaire. Rien ne se fera sans mal ni sans risque, mais que serait ce « nouvel ordre » s'il n'était justement construit à ces fins ?

S'il est juste de condamner Saddam Hussein, faut-il au profit de l'actualité immédiate faire preuve à ce point d'amnésie en oubliant que le dictateur irakien a bénéficié de toutes les complaisances occidentales, et bien au-delà du supportable, justement parce que nous, Français, Américains, Anglais, Allemands, Japonais, missions sur un régime peut-être détestable, mais qui incarnait une sorte de modernité au Proche-Orient, non seulement face à l'intégrisme chiite et iranien mais aussi aux Emirs du Golfe. Lui aurait-on, à temps, signifié que tout n'était pas permis et avec la même fermeté qu'aujourd'hui, l'aurait-on sanctionné pour l'utilisation de son arsenal chimique aussi bien dans la guerre que contre des populations civiles, on se serait probablement épargné la crise actuelle. Et plus encore on aurait privé Saddam Hussein du soutien que lui vaut le fait de poser comme le porte-parole des « pauvres contre les nantis ». Pour que le « nouvel ordre international » soit efficace, il le faudrait crédible, donc pas seulement, comme le bon vieux ordre disparu, dicté par les seuls intérêts des consommateurs de pétrole et des marchands d'armes. La référence à la morale fait en général sourire les diplomates, sauf en cas de crise. Donc trop tard. Puisque le sommet d'Helsinki a donné à chacun le temps de la réflexion, ce pourrait être utilement celui de tirer les leçons.

L'HEBDO, 13 SEPT. 1990

REPORTAGE CHEZ L'HÔTE DU COMPTOIR

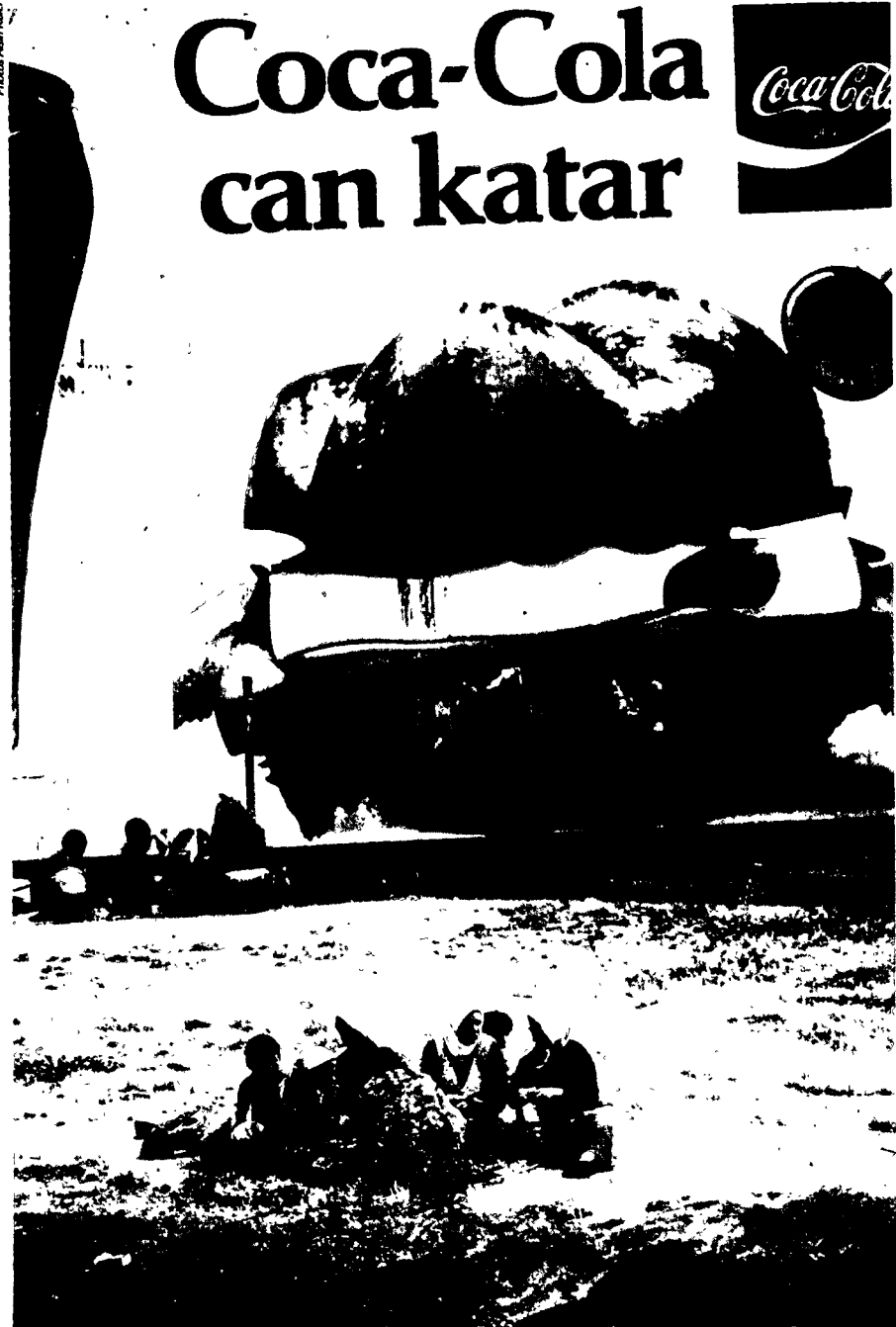
La guerre des deux Turquie

*La torture contre la démocratie.
L'armée kémaliste contre la
revendication kurde. L'identité
islamique contre l'Europe: le
conflit du Golfe aiguise encore les
déchirures turques.*

Les nappes sont grises de vieille crasse. Un haut-parleur affreusement grésillant hurle une mélodie presque familière. «C'est ce que les Grecs nous ont légué...» sourit Bülent l'ingénieur. Aux tables voisines, un Philippin qui parle tout seul et un Britannique avec interprète poussent de la fourchette des morceaux de viande dans une sauce noire en se demandant s'ils vont vraiment manger ça. Leur ambassade ou leur consulat les a dépêchés là, à Cizre, pour accueillir des compatriotes sortant d'Irak. Habur, le poste-frontière, est à moins de 40 kilomètres et on dit, ce 2 septembre, que 200 000 Asiatiques naufragés du Koweït s'entassent encore sur la route du désert. Sur la place devant le restaurant, encombrée de poids lourds au chômage, une auto-mitrailleuse dépasse une patrouille étirée de huit hommes en tenue de combat. On a croisé, à l'entrée de la ville, le canon d'un blindé immobile.

Ce ruban de bitume qui descend vers Bagdad, c'est l'ancienne route de la soie. Le doux nom aujourd'hui semble absurde: là, tout n'est que désordre, angoisse et apreté. Cizre, aplatie par le soleil entre ses dunes brunes qui cachent l'Irak et la Syrie, est le nœud des déchirements et des plaies de la Turquie. La mélodie grecque contre les femmes de l'Islam voilées de noir dont on ne voit même pas les yeux. La crise du Golfe qui cogne à Habur. Une misère, dans ce Sud-Est anatolien, qu'on n'osait pas imaginer. Une guerre surtout, à laquelle Ankara aimerait qu'on ne croie pas, mais qui s'affiche ici sans fard: celle des Kurdes pour leur reconnaissance ou leur indépendance; celle de l'armée turque et de ses «özel tim» (forces spéciales anti-guérilla), pour leur écrasement.

Y a-t-il vraiment 60 000 habitants dans Cizre, ce bourg dilaté? Même la rue principale, bordée d'échoppes loqueteuses, n'a pas de revêtement; elle a



Istanbul, entre Orient islamiste et Occident consumériste

été tellement labourée par les véhicules qu'on dirait le lit d'une rivière asséchée. Au bout de la rue, après les dernières maisons, commence la frontière de guerre. C'est comme si un morceau du rideau de fer démantelé avait été transplanté là. En direction de l'Irak, et le long de la frontière syrienne, sur des centaines de kilomètres, l'armée turque a établi une double barrière de hauts

barbelés, de miradors construits tous les deux cents mètres, délimitant un no man's land qu'on dit miné. Dès que le soleil se couche, des phares s'allument tout le long de la frontière pour éclairer le barrage. La Turquie, par cette ahurissante ligne de front, prétend arrêter les infiltrations de la guérilla du parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK. Et c'est comme si elle voulait prouver que

sa guerre kurde est une subversion importée. Le chef du PKK, Abdullah Öcalan, a établi son quartier général dans la plaine libanaise de la Bekaa, sous contrôle syrien, et d'autres camps dans les régions frontalières kurdes d'Irak et d'Iran. Damas le soutient ou le tolère, parce que le PKK est un moyen de pression permanent entre les mains d'Hafez el-Assad, qui n'a jamais accepté la perte du port d'İskenderun (l'ancienne Alexandrette), et abhorre les grands barrages que les Turcs construisent sur l'Euphrate, menaçant de lui couper l'eau. De cet outil, le Syrien joue avec un machiavélisme tortueux. Ces jours, parce que les deux pays se retrouvent dans la même alliance contre l'Irak, Assad retient un peu les Kurdes: il y a deux semaines, dans la Bekaa, dix-huit combattants du PKK qui voulaient monter vers la frontière turque ont été tués par l'armée syrienne au cours d'un accrochage.

La thèse turque de la guerre importée, bien sûr, ne tient pas. Et depuis mars, la longue barrière aux miradors est ridicule. Au début du printemps, pour la première fois depuis le déclenchement de la lutte armée il y a cinq ans, la population kurde des villes du sud-est, malgré la présence massive de l'armée, s'est soulevée contre l'oppression, la négation de son identité, de sa langue, de sa culture, de ses noms, contre la politique d'assimilation forcée que la Turquie kémaliste poursuit depuis les années 20. Le mouvement avait commencé le 14 mars, dans la ville de Nusaybin, collée à la frontière syrienne, à l'ouest de Cizre.

Mecit Akgün en était. Dans le petit local du parti socialiste (extrême gauche), peau foncée, barbe de trois jours, il raconte. Treize combattants du PKK avaient été tués la veille à Savar, près de Mardin, plus au nord. Cinq étaient de Nusaybin, et un cortège s'est formé pour aller chercher les corps à la morgue de Mardin. On n'en a trouvé que deux, promenés ensuite en procession. L'armée, qui avait établi un barrage devant un village, a ouvert le feu, tuant un

adolescent. Nusaybin s'est embrasé: 9 blessés, 300 personnes arrêtées, presque toutes rapidement relâchées. Le procureur Ziya, pour prix de cette mansuétude, a été exilé; et le muhtar (maire), Müslim Yildirim, destitué pour avoir fait le récit des événements au micro de la BBC, affirmant que les manifestants se réclamaient du PKK. Aujourd'hui, à Nusaybin, la rue est calme depuis des semaines. Mais on y sent une tension qui rappelle Gaza sous l'Intifada. Les véhicules de l'armée, chargés de soldats camouflés dont les armes sont dirigées vers l'extérieur, roulent lentement dans les rues, s'arrêtent souvent. Dans l'artère principale, un transport de troupe long et bas s'est immobilisé devant une épicerie, et des soldats en descendent. Derrière son comptoir, le marchand les fusille du regard comme s'il avait ainsi le pouvoir de les empêcher d'entrer chez lui. Les troupes, presque tous non kurdes, viennent de l'ouest. Le PKK renvoie toujours ses cadres, une fois formés, dans leur propre village.

La flamme de mars a ensuite couru à Cizre. Le 20, l'armée a tué quatre manifestants au premier rang d'une marche: «Un lac de sang!» dit Bakhi, journaliste,

qui y était. Trois jours plus tard, ils étaient 15 000 dans la rue. L'avocat Orhan Dogan a défendu la moitié des 93 personnes arrêtées ce jour-là. «La plupart de mes clients ont affirmé avoir été torturés, et ont présenté des certificats médicaux.» Dans son bureau tapissé faux bois, il a mis derrière son fauteuil — par précaution? — un grand portrait de Kemal Atatürk. Il se refuse au moindre commentaire politique, mais ses silences ne montrent guère de sympathie pour le PKK. Il dit quand même qu'au tour de Cizre, onze villages ont été vidés de leur population par l'armée, pour les soustraire à l'influence de la guérilla. «Les gens avaient le choix: accepter l'exil, ou devenir protecteurs de village.» Le gouvernement a cherché à récupérer les villageois dans cette milice plutôt bien payée, qui est devenue la cible privilégiée du PKK, sans quartier: les familles des protecteurs, souvent, y passent; et le gouverneur spécial du Sud-Est, Hayri Kozakçioğlu, qui dispose depuis les événements de mars d'un droit de censure absolu sur l'information de cette guerre, ne manque pas d'annoncer avec tapage ces massacres. Certains semblent avérés, d'autres moins.



Des soldats turcs arrêtent plusieurs membres du PKK



A Istanbul, Hagip Duran, conseiller politique au quotidien «Cumhuriyet» — proche des sociaux-démocrates — a entrepris de réunir, avec quelques confrères, les éléments d'enquête dont ils n'ont pas le droit de faire état dans leurs journaux, mais qu'ils publient en fascicules trimestriels. Ils se sont ainsi intéressés au village de Çevrimli, où l'armée avait dénoncé un massacre de la guérilla; ils ont découvert que sur 27 morts, 9 étaient des parents de combattants du PKK, et qu'aucun des 16

►►► «protecteurs» n'avait été tué. Ils ont aussi établi, à coup sûr, que 16 villages proches de la frontière irakienne ont été vidés de leur population, chiffre bien inférieur à ce qu'avance le PKK, mais trois fois supérieur à ce que dit le gouvernement. C'est «Cumhuriyet» aussi qui a révélé l'expédition d'une unité de l'armée à Yesilyurt, où le major Cafer Caglayan, ayant réuni les villageois, les avait contraints à manger leurs excréments. Le major, transféré à Ankara, a dû payer une amende...

Chacun semble croire, en Turquie, que la torture est pratiquée à grande échelle dans les treize départements de l'est placé depuis trois ans sous état d'urgence. Et dans le reste du pays? Le président Turgüt Özal voudrait bien qu'on croie que l'intégrité des personnes arrêtées y est mieux respectée. Mais écoutez ce commerçant sexagénaire, assis au fond d'un restaurant dans une ruelle du vieil Istanbul. Il chuchote: «Ne parlez pas de cela ici! Si je critique le président, il pourrait bien arriver qu'on me dénonce, qu'on m'emène au poste. Et je sais bien le traitement que j'y subirais...»

Bülent, ingénieur à Diyarbakir, qui a perdu son emploi à cause de cela, a été, lui, vraiment arrêté, pour «propagande séparatiste». «Ils m'ont suspendu, nu, par les bras, m'ont promené des électrodes sur le corps, m'ont bastonné la plante des pieds: on appelle ça la falaka.» Que voulaient-ils? «Rien. M'effrayer. Mais maintenant, nous n'avons plus peur. Je vous parle...» Il est assis sur un petit tabouret d'un des jardins de thé presque chinois qui s'alignent sous les arbres le long d'Inönü Cad. Sur le trottoir, un marchand de journaux vend «Yeni Halk Gerçeği», dont chacun sait que c'est la nouvelle mouture, après de nombreuses interdictions, de l'organe officiel du PKK. Dans les étroites ruelles surpeuplées et mercantiles de Diyarbakir, cette ville enfermée dans ses murailles noires et qu'on croirait échappée d'un autre siècle, le parti clandestin doit être comme un poisson dans l'eau. Le commandement militaire, sévèrement gardé, est pourtant logé juste sous l'enceinte. Mais dans la nuit du 3 septembre, un commando armé a attaqué un poste de police en pleine ville, tuant deux agents.

A cause de Dogü Perinçek? La tête grisonnante de ce bel homme est collée, en posters souvent arrachés, sur les murs de Diyarbakir. Depuis plus d'un mois, il est enfermé dans la prison de la ville. Perinçek — qui n'a rien de kurde — est une sorte de Robin des

Bois intellectuel et charismatique de l'extrême gauche turque. Dans les années 70, il était le leader mao local, préparant dans les camps palestiniens les combattants de la guérilla qui devait faire basculer la Turquie dans la révolution. Pris avant le coup d'Etat militaire de 1980, il a été libéré en 1984, créant alors avec d'autres intellectuels progressistes l'hebdomadaire le plus remuant de Turquie, «İkibin'e Dogru» (Vers l'an 2000), souvent saisi, souvent poursuivi, pour avoir publié un dossier sur la vie sexuelle du Prophète, ou donné la parole à Öcalan, chef du PKK. En juin, le journal était définitivement interdit, en vertu des pouvoirs spéciaux accordés aux autorités locales après les événements de mars; c'est la «loi SS», comme on dit dans l'opposition, parce qu'elle étend la censure (sensür) et permet le bannissement (sürgen). Perinçek lui-même, recherché pour des conférences données dans le sud-est en faveur de l'autodétermination des Kurdes, avait passé dans la clandestinité. Il a été arrêté quand il s'est présenté à Diyarbakir, le 7 août, pour son procès.

La censure est impitoyable, mais en même temps elle est souple. «İkibin'e Dogru» a aussitôt reparu sous un autre titre, «Yuzylil» (Le Siècle), dont un des rédacteurs, Turan Dursun, chroniqueur des affaires religieuses, vient d'être assassiné à Istanbul, peut-être bien, comme un éditorialiste d'«Hurriyet» au début de l'an, par un groupe fondamentaliste. Faik Bulut est un de ceux qui ont repris le flambeau de «Yuzylil». Vieux compagnon de Perinçek, il fut de ceux qui partirent dans les camps palestiniens. Pris par les Israéliens, il partagea pendant deux ans la cellule du Suisse Bruno Bréguet, un lieutenant de Carlos. Désormais, il se bat pour la démocratie en Turquie: «Il y a deux pays dans ce pays, dit Bulut. L'Ouest est comme la Grèce, l'Est comparable au Bangladesh. Cette division a été créée par la force, par l'oppression des Kurdes. C'est pour cela que le problème ethnique, à nos yeux, est fondamental en Turquie. Le PKK, dont nous n'approuvons pas toute l'action, a le mérite d'avoir imposé que la question

kurde soit désormais mise sur la table.» Il n'est désormais plus interdit, en effet, d'en parler. Le trouble a gagné les rangs du parti populiste social-démocrate, et même des éléments kurdes du parti de la Mère patrie de Turgüt Özal, au pouvoir: il faut faire quelque chose pour le sud-est. Mais sept députés populistes qui avaient participé l'an dernier à un colloque de l'Institut kurde à Paris ont été exclus de leur parti et ont formé un nouveau groupe à l'Assemblée.

La revendication kurde, en fait, reste un épouvantail dans la plupart des



Abdullah Öcalan, chef du PKK et le journaliste Faik Bulut

Dogü Perinçek

couches dirigeantes. Même un esprit qui se proclame libéral et ouvert, comme Bedrettin Dalan, l'ancien maire d'Istanbul, se ferme au mot de kurde. «Ce n'est qu'un outil, aux mains de forces extérieures et intérieures, contre l'unité de la Turquie, s'échauffe-t-il. Nous avons vécu ensemble pendant des siècles, sans problèmes. Pourquoi maintenant?» Mais la langue, la culture kurdes enfouies? «Les travailleurs turcs en Allemagne, il faut bien qu'ils parlent allemand quand ils ont affaire à un fonctionnaire.»

A Ankara, on voit déjà en Bedrettin Dalan un rival et un successeur possible de Turgüt Özal. Il s'est brouillé avec le président, a quitté son parti, qu'il avait cofondé, pour créer un centre-démocrate. Motif officiel du divorce: le penchant, électoralement intéressé, qu'Özal — on le dit membre de la puissante confrérie des Nakshibendis — aurait pour les fondamentalistes: n'ont-ils pas obtenu récemment que l'interdiction du voile dans les écoles et les universités soit levée? «C'est un terrible danger, dit Dalan. L'Europe est notre seule porte de salut. Elle se fermera si nous nous éloignons d'une position strictement laïque.»►►►



Turgüt Özal, le premier ministre turc

►►► L'Islam contre l'Europe? Pour s'en convaincre, il suffit d'écouter Ismet Özal. Ce poète, venu de Marx lui aussi — *«Le marxisme, interconnecté au judéo-christianisme, est une aberration pour un musulman»* — est pourtant un modéré du courant islamiste turc (15% de l'opinion probablement). *«L'occidentalisation, pour nous, c'est encore la métropole qui contrôle la périphérie. Dans l'Europe, la Turquie ne serait qu'un garçon, un serviteur. Elle peut faire le choix d'être un homme! Si l'Europe est possible pour nous, cela voudra dire que la Turquie n'est plus dans le monde, qu'elle renonce à son identité, à ses traditions, à son organisation, qui viennent — que cela vous plaise ou non — de l'Islam. Ce serait, ajoute Özal sans sourire, comme une femme qui veut tenir le rôle social de l'homme: un castrat!»*

Turgüt Özal, qui lui plus que tout autre court après l'Europe, sait que l'obstacle est là, bien plus que dans le retard économique de son pays. En 1987, il a présenté une demande d'adhésion à la CEE, comme un coup de poker. Bruxelles, avec passablement d'arrière-pensées, lui a dit de repasser après 1993. L'engagement pro-américain du président dans le conflit du Golfe, c'est un autre coup de dés: coller à l'Ouest au point de devenir indispensable. Özal a même voulu forcer la main du Parlement pour envoyer des troupes en Arabie saoudite. Il a dû faire machine arrière. Et l'opinion est plus circonspecte. Elle n'est pas loin d'approuver Tariq Abdul Jabbar Jawad, l'ambassadeur d'Irak à Ankara, quand il avertit le président: *«Les Américains s'en iront. Nous, nous serons encore vos voisins pour des siècles...»* ■

Alain Campiotti

L'Antenne, 13 sept. 1990

MBB SOUPÇONNÉ DE LIVRAISONS DE MATERIEL A L'IRAK

Le constructeur aéronautique ouest-allemand MBB (groupe Daimler-Benz) est soupçonné de livraisons illégales de matériel militaire à l'Irak.

Une organisation humanitaire ouest-allemande, la Société pour les peuples menacés (GfbV), avait accusé la semaine dernière MBB de s'appêter à livrer à Bagdad des pièces de rechange d'hélicoptères, en violation de la réglementation ouest-allemande sur les exportations de matériel militaire et de l'embargo des Nations-Unies contre l'Irak.

Deux responsables de la GfbV s'étaient introduit dans des hangars de MBB à Hohenkirchen (près de Munich), et avaient, devant les caméras de RTL télévision, ouvert six caisses de pièces détachées destinées, selon eux, à l'armée de l'air irakienne.

Par ailleurs, l'organisation a accusé MBB d'avoir livré à Bagdad depuis 1978 cinquante hélicoptères civils de type BK 117 et BO 105. Ils transitaient selon la GfbV par la firme autrichienne Denzel et l'espagnole Casa (associée avec MBB au programme Airbus), qui les transformaient en appareils de combat. Ces engins, poursuit la GfbV, ont notamment été utilisés lors du bombardement chimique contre les Kurdes à Halabja le 28 août 1988.

Un porte-parole de MBB a confirmé vendredi que la société avait livré 60 hélicoptères civils à l'Irak depuis 1978, démentant que les appareils aient été armés avant d'arriver à destination. Cinq techniciens de MBB, basés à Bagdad pour la maintenance des hélicoptères, sont aujourd'hui bloqués en Irak, a précisé le porte-parole.

LIBÉRATION, 13 sept. 1990

Golfe miniature

Petit inventaire bibliographique sur la situation dans le golfe Persique

Le conflit israélo-palestinien et le drame libanais ont fourni chacun son lot d'ouvrages, savants ou polémiques, éphémères ou durables. On ne peut pas en dire autant de la guerre Iran-Irak, ni de la situation géopolitique dans le golfe Persique. A consulter les rayonnages de la bibliothèque de l'Institut du monde arabe, les ouvrages consacrés aux pays du Machrek (le monde arabe oriental, autrement dit le Proche-Orient) sont rares et, surtout, publiés en langue anglaise.

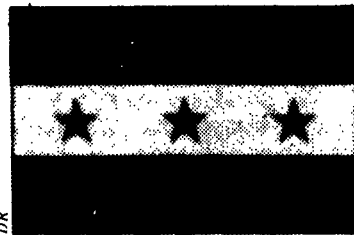
A défaut, on peut évidemment se plonger, si l'on souhaite des perspectives historiques plus abyssales, dans les ouvrages de Jacques Berque (notamment *Langages arabes du présent*, Gallimard, 1974) ou de Jean Bottéro, l'auteur de *Naissance de Dieu* et de *Mésopotamie* (Gallimard), pour qui la civilisation et le destin de l'homme moderne se jouent en grande partie entre le Tigre et l'Euphrate. Moins connus sont les ouvrages de Wilfred Thesiger, un des derniers explorateurs, héritier de Lawrence d'Arabie, qui vécut sept ans parmi les Bédouins du Sud de l'Arabie Saoudite (dans le fameux Empty Quarter) et autant parmi les tribus de pêcheurs des marais de l'embouchure du Tigre et de l'Euphrate: expériences racontées dans *les Arabes des marais et le Désert des déserts*, dans la collection « Terre humaine » chez Plon.

Pour une « présentation des Arabes » en général, selon les propres termes de l'auteur, *les Arabes* (PUF, 1979) de Maxime Rodinson restent l'un des plus utiles. Le sociologue et historien y définit l'ethnie arabe dans le présent et dans le passé, et décrit les étapes à travers lesquelles, dans chaque région, « l'arabité » a été acquise. Le passage de l'arabité au nationalisme arabe a été l'œuvre pour une large partie du Baas (le parti de la Renaissance), et notamment de Michel Aflaq, Syrien d'origine grecque, chrétien-orthodoxe avant sa conversion à l'islam, qui

prônait dès 1940 une seule nation arabe et laïque, débarrassée de l'impérialisme (on trouvera un large choix de textes politiques du monde arabe dans la *Pensée politique arabe contemporaine*, d'Anouar Abdel-Malek, Seuil, « Points/politique », 1980).

L'homogénéité de la nation arabe est problématique, si l'on en croit le précieux ouvrage d'Alain Gresh et Dominique Vidal, *les Cent Portes du Proche-Orient* (Autrement, 1989) ou l'étude historique de Georges Corm, *le Proche-Orient éclaté* (La Découverte, 1988), qui couvre la période de 1956 à 1982. Pour ce chercheur d'origine libanaise, les Arabes, sous la double pression d'Israël et de leurs régimes politiques en mal de légitimité, sortiront difficilement du manichéisme. D'autant plus que le pétrole a détruit les bases productives de l'économie du Proche-Orient.

Dans *Politique et Minorités au Proche-Orient* (Maisonneuve et Larose, 1984), Laurent et Anne Chabry tentent même d'expliquer toute la vie politique des pays arabes à travers le



fait minoritaire, ethnique et religieux. Un ouvrage qui permet notamment de comprendre les traditionnelles oppositions entre sunnites et chiïtes, ou entre chiïtes et wahabites (très puissante secte fondamentaliste saoudienne). Sur le problème kurde, l'ouvrage collectif dirigé par Gérard Chaliand (*les Kurdes et le Kurdistan*, Maspero, 1981) reste sans doute l'un des mieux documentés: on y rappelle que ce peuple, à cheval sur quatre pays (Iran, Irak, Turquie et Syrie), est l'une des sources du contentieux entre

l'Iran et l'Irak.

Sur ce conflit irako-iranien, signalons le livre intéressant, bien qu'il semble épouser le point de vue pro-irakien, de Paul Balta, *Iran-Irak, une guerre de cinq mille ans* (Anthropos, 1987). Sur les raisons du conflit irano-irakien et sur la situation intérieure de l'Irak au moment où la guerre commence, on lira avec profit le livre de Jean-Michel Cadiot, *Quand l'Irak entre en guerre, la Qadissiyah de Saddam* (L'Harmattan, 1989). Pour Jean-Michel Cadiot, la guerre trouve avant tout ses raisons dans les blocages de la société irakienne, que Saddam Hussein tente de contourner par la fuite en avant, et dans une lutte mortelle pour l'hégémonie idéologique et militaire dans la région. Jean-Michel Cadiot prophétisait que, la guerre finie, la pression irakienne s'exercerait tout naturellement sur les pays arabes voisins...

On s'est souvent étonné que l'annexion du Koweït par l'Irak se soit transformée en « guerre sainte » de Saddam Hussein contre les traîtres et les Infidèles. Jean-Paul Charnay, dans *Principes de stratégie arabe* (L'Herne, 1984), rappelle fort opportunément que le même Saddam Hussein, accusé d'athéisme par Khomeiny en 1980, reprit alors à son compte l'idée d'une guerre sainte contre les païens perses: « C'est le jour de votre djihad », lançait-il à ses troupes dès le début de la guerre.

Sur le Koweït, un seul livre: *le Koweït*, de Habib Ishow (L'Harmattan, 1989). Sur la société irakienne elle-même, quasi rien. Signalons cependant le seul roman irakien à notre connaissance traduit en français, celui de Fouad al-Takarli, *les Voix de l'aube*, publié en 1985 chez Lattès. Une chronique de la vie quotidienne à Bagdad en 1963, à la veille du renversement du général Kassem par une conspiration dont faisait partie un certain Saddam Hussein.

Antoine de GAUDEMAR et
Jean-Baptiste MARONGIU

Aventure en Turquie de l'Est

PARIS NORMANDIE
15 SEPT. 1990

Loin des hordes touristiques, la Turquie de l'Est offre encore un parfum d'aventure aux confins de l'Iran, de l'Irak et de la Syrie. Du Mont Ararat à Harran, la Bible et le Coran en images.

■ Ce n'est peut-être pas le moment rêvé pour accomplir un voyage en Turquie de l'Est, ce pays ayant 300 kilomètres de frontières communes avec l'Iraq ! Actuellement, vous ne risquez que des coupures d'air conditionné, dans les rares hôtels qui le possèdent. Si vous désirez quitter les mangeoires à touristes et la foule de la côte égéenne, trouver un calme relatif et un parfum d'aventure, la Turquie des steppes, des Hittites, de la Bible et du Coran, d'Alexandre et de Bohémond d'Antioche vous attend à l'est d'une ligne Samsun - Ankara - Adana, en passant par la Cappadoce. Prévoyez un parapluie, pour les bords de la mer Noire, un gros pull pour la région d'Erzurum (1.950 mètres d'altitude), un chapeau et plusieurs litres d'eau (en bouteilles capsulées), pour la visite de la Haute-Mésopotamie, un pantalon pour les hommes, une jupe et un foulard pour les dames, si vous voulez pénétrer à l'intérieur des mosquées et mausolées.

Sur les pas d'Abraham et de Marco Polo

Une visite à l'est commence, habituellement, par les impressionnants sites hittites de Bogazkoy, Yasilikaya et Alaça Höyük. Le musée des Civilisations anatoliennes d'Ankara constitue une excellente introduction à ce périple. A Samsun, vous atteignez les rives de la mer Noire, d'où Kemal Atatürk organisa la lutte pour l'indépendance de son pays. Vous rencontrerez Atatürk partout : sur les billets de banque, les timbres, les places publiques, où il est représenté à pied, à cheval, en général, en civil, en chapeau, sans chapeau... Il ne reste presque plus rien des splendeurs de l'Empire byzantin de Trabzon

(Trébizonde), sinon l'église Sainte-Sophie, aux fresques ruinées, et, surtout, aux environs, le monastère de Sumela. Malheureusement, comme il pleut souvent et abondamment, la montagne, complètement pourrie, a une certaine tendance à descendre sur la route !

A la frontière soviéto-turque, ne manquez pas la visite de la ville morte arménienne d'Ani. Il est nécessaire de demander une autorisation de visite, à la police de Kars, capitale de Vilayet. Le site d'Ani surplombe les gorges grandioses de l'Arpa Cayi. En contrebas, un pont coupé a été emprunté, par Marco Polo, pour se rendre en Perse. Un détour par le lac de Tortum et Erzurum vous fera pénétrer dans la Turquie asiatique profonde, austère, secrète et fascinante. Célèbre par ses écoles coraniques et sa mosquée ancienne, à sept nefs, Erzurum est une ville intégriste, qui ne s'offusque pas du tourisme, au demeurant très réduit. Sur la route de Kars au mont Ararat, vous touchez la Bible du doigt, à condition que les nuages, permanents, au sommet du volcan de 5.165 mètres, veuillent bien s'éclipser, un instant, pour en dégager les neiges éternelles. Mais l'Arche de Noé demeure introuvable... La Bible est présente, dans ces hauts lieux de la Genèse, que sont Urfa (l'Edesse des Croisés) et Harran (l'antique Charan), où Abraham vécut les 74 premières années de sa longue expérience.

Les « must » de la Turquie de l'est

Perdu dans des montagnes déchiquetées, à quelques kilomètres de la frontière iranienne, de l'Ararat et de Dogubayazit : le fastueux palais du gouverneur kurde

Ishak Pacha, un des « must » de la Turquie de l'est. Cette résidence d'été opère une synthèse entre les formes architecturales perses, arméniennes, ottomanes, seldjoukides et géorgiennes. Dans son splendide isolement, ce palais défie encore le temps, malgré les déprédations et les tremblements de terre.

Ces mêmes tremblements de terre ont décapité les statues gigantesques du sanctuaire funéraire d'Antiochos I^{er} de Commagène, au Nemrunt Dagi, à plus de 2.000 mètres d'altitude : un petit roi s'est divinisé au milieu d'un panthéon gréco-perse. La bouche ouverte de la tête émouvante de l'Apollon de la terrasse Ouest semble vouloir nous adresser un message de l'au-

delà. Malgré l'éloignement, deux heures de pistes poussiéreuses et une montée à pied, ne croyez pas que le lieu soit désert. A partir de 5 heures du soir, minibus et land-rover grimpent des centaines de touristes, au sommet, venus assister à un coucher de soleil grandiose. Les paysans des bords de piste n'apprécient guère cette noria...

Autre coucher de soleil, peut-être encore plus beau : celui que l'on peut admirer, sur le lac de Van, du haut de l'acropole ourartéenne de Tushpa. Toute la région arménienne et kurde, comprise dans le rectangle Van - Diyarbakir - Mardin - Hakkari est notre préférée. Mossoul et Ninive, en Iraq, ne sont qu'à 120 kilomètres de la frontière !



Impérieuse forteresse kurde d'Hosap, mosquée Ulu Adilcebaz de Van, Bible en « bandes dessinées » de l'église arménienne de l'île d'Athar-mar, vestiges impressionnants de la citadelle ourartéenne de Cavustepe, les gorges du Zab, aux confins de l'Iraq ; citadelle dominant une falaise, à Bitlis ; remparts de Diyarbakir - la-noire où, dit-on, se situait le Paradis terrestre, la ville la plus intégriste et la plus kurde et Turquie ; monuments musulmans (et puissante station d'écoute de l'armée) de Mardin-la - blanche, salon de réception et chambre à coucher du patriarche de Damas, au monastère jacobite de Derzafaren, entretenus par les deux seuls moines qui y demeurent.

Ici, rien n'est comme ailleurs, jusqu'aux chats, aux yeux vairons de Van, et à son lac — sept fois le Léman — dont les eaux, chargées de bicarbonate de soude, empêchent toute vie aquatique.

Avant de rejoindre les hôtes touristiques de l'admirable Cappadoce, la calme Antioche - sur-Oronté (Antakya) ne vous décevra pas, si vous savez savourer les richesses de son musée de mosaïques, la douceur exceptionnelle de son climat, le bourdonnement de ses ruelles marchandes, tout en pensant que cette ville fut un des flambeaux de la chrétienté.

Christian GOUBAULT

TEMOIGNAGE
CHRETIEN
15 SEPT. 1990

POUR UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE

Les larges sourires de satisfaction de George Bush et de Mikhaïl Gorbatchev après les sept heures de discussion qu'ils ont eues à Helsinki, dimanche dernier, sont éloquentes. C'est une image que les historiens garderont. Après la guerre froide qui succéda si vite à la sanglante Deuxième guerre mondiale, où Américains et Soviétiques étaient dans le même camp, après quarante longues années de tensions entre les deux blocs, ce 9 septembre 1990 est le début d'une ère nouvelle. Non seulement l'Ouest et l'Est ne s'opposent plus mais ils marchent ensemble. Sans doute n'ont-ils pas, sur tous les sujets, les mêmes positions mais ils sont décidés à œuvrer en commun au service de la paix. Et l'Onu, qui avait tant déçu nombre de ceux qui avaient salué sa naissance avec enthousiasme, retrouve une nouvelle jeunesse, une autorité et un prestige qu'elle avait perdus.

Nous saluons cet événement considérable.

Mais, pour l'heure, il convient de trouver une issue au conflit du Golfe. Sur ce sujet les deux Grands ont publié une déclaration conjointe. Elle est sans ambiguïté et elle débute par une affirmation en forme de profession de foi : « *Nous sommes unis pour estimer que l'agression par l'Irak ne doit pas être tolérée. Aucun ordre international pacifique n'est possible si des Etats plus importants peuvent dévorer leurs voisins plus faibles.* »

Cette déclaration confirme le soutien des deux Grands à l'Onu et affirme que leur préférence va « *à une résolution pacifique de la crise.* » Ainsi peut-on penser que les velléités américaines d'engager une opération militaire s'éloignent.

Enfin la déclaration rappelle « *qu'il est essentiel de travailler activement à la résolution de tous les conflits subsistant au Moyen-Orient et dans le Golfe persique.* »

L'embargo, tout l'embargo, rien que l'embargo, voilà donc où nous en sommes pour contraindre Saddam Hussein à libérer le Koweït.

Cela ne veut pas dire que tous les risques de guerre soient éliminés. Aux Etats-Unis, les partisans d'une opération visant à renverser Saddam Hussein demeurent nombreux. Israël et le lobby sioniste, en France et dans les pays occidentaux, voudraient que soit brisé par la force le potentiel militaire irakien. Des dirigeants égyptiens et saoudiens sont favorables à une opération chirurgicale qui « *débarrasserait le monde arabe de Saddam Hussein.* » C'est ce qu'a pu noter Claude Cheysson au Caire et à Ryad. Et l'Amérique ne peut pas ne pas se poser la question : que faire de ces milliers



par
**Georges
Montaron**

de soldats et de ces armes sophistiquées qui ont été déployés en Arabie Saoudite ?

Si, dans les médias français, la vague militaro-cocardière a heureusement perdu, au fil des jours, de sa virulence, chacun sait qu'elle peut déferler à nouveau à tout moment avec force. Les lobbies américains, sionistes, antiarabes sont toujours prêts à la réveiller.

Exiger l'évacuation du Koweït et s'imaginer que demain tout redeviendra comme avant l'agression irakienne, c'est rêver.

La décision, inacceptable, de Saddam Hussein d'envahir le Koweït n'était pas, comme certains voudraient nous le faire croire, la lubie tragique d'un dictateur à la recherche de coups d'éclat. Elle s'intégrait dans un contexte politique et elle était la conclusion d'une médiation avortée menée à l'initiative de la Jordanie trois mois avant l'invasion.

De même Saddam Hussein dispose de cartes essentielles qui lui confèrent une autorité réelle auprès des masses arabes et au sein des peuples qui souffrent des exploitations de l'impérialisme américain. Ainsi en est-il quand il réclame justice pour les Palestiniens chassés de leurs terres par l'armée

israélienne et condamnés depuis quarante ans à l'exil, quand il demande pour son peuple une ouverture sur la mer, quand il présente la note de la guerre qu'il a menée pour l'Occident et le monde arabe contre l'intégrisme fanatique de Khomeiny. Il n'a pas alors seulement le soutien de ces peuples, il interpelle aussi la conscience des Occidentaux.

S'il est vrai que l'Irak doit se retirer du Koweït — c'est une exigence fondamentale — il faudrait aussitôt après et sans délai réunir une Conférence internationale. Il importe en effet d'aller au-delà de l'épreuve de force que représente l'embargo. Il est nécessaire de rechercher des solutions aux problèmes qui sont la cause de ce conflit. Que le Koweït retrouve son indépendance, que les frontières entre les deux pays soient ajustées — le Koweït ne peut plus être un coin enfoncé dans le ventre irakien et un barrage empêchant Bagdad d'avoir accès au Golfe arabo-persique — et qu'il établisse avec Bagdad des liens de coopération.

Qu'au Liban, l'Irak cesse de soutenir la rébellion du général Aoun et que soit mis en œuvre le processus prévu par les accords de Taëf. Qu'Israël libère les territoires occupés et que soit créé un Etat palestinien. Que soit trouvée une solution juste au problème posé par les Kurdes qui vivent au sein de plusieurs Etats de cette région. Voilà quelques-unes des questions qu'il faudra mettre à l'ordre du jour de cette Conférence sur le Proche-Orient que nous appelons de tous nos vœux.

Après avoir reçu le roi Hussein et Yasser Arafat le Premier ministre, Michel Rocard, s'est contenté de dire qu'il avait enregistré leurs propos et leurs suggestions. Dans sa conférence de presse, François Mitterrand a dit qu'ils avaient été « *écoutés* » mais, a précisé le président de la République, « *nous ne pensons pas que nous soyons en mesure d'emboîter le pas.* »

D'accord ! Mais qu'au moins la France ne se contente pas de se couler dans le moule de l'Onu et d'appliquer ses décisions. Qu'elle ait une politique pour le Golfe et pour l'ensemble du Proche-Orient. Qu'elle la fasse connaître. Nous serions plus forts si, en même temps que nous soutenons l'embargo, tout l'embargo, nous avions des propositions à faire pour l'avenir.

Alliés des Etats-Unis, amis de tous les pays arabes quelles que soient leurs options face au conflit du Golfe, nous pouvons jouer un rôle de médiateur.

Encore faut-il que notre objectif ne soit pas limité au seul retour à la case départ.

SUNDAY TELEGRAM

SEPTEMBER 16, 1990

CIA backs Kurdish fight

THE Central Intelligence Agency has begun a covert operation to revive and intensify the long-standing struggle by Iraq's four million Kurds against President Saddam Hussein's government.

The last big uprising, two years ago, was crushed when the Iraqi army bombed and shelled Kurdish villages with toxic chemicals, killing hundreds.

However, the US believes a resurgence of Kurdish guerrilla attacks on Iraqi forces in the north of the country would add significantly to the pressures on Saddam.

CIA sources have disclosed that a team of agents has been in touch — in Syria and possibly by now in Iraq — with leaders of the Iraqi Kurdish resistance.

This has been made possible by Syria's decision to co-operate with the US in a programme to destabilise the Iraqi government. Such co-operation is unprecedented and would have been unthinkable before the invasion of Kuwait.

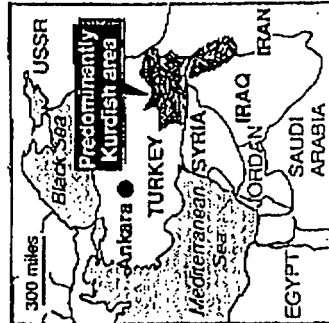
The US has consistently condemned Syrian violations of human rights. It broke off rela-

by Adrian Porter
WASHINGTON

tions from 1986 to 1987 because of the Syrian government's connection with the attempted bombing of an El Al aircraft in London and still regards Syria as a leading sponsor of international terrorism.

However, Washington has changed tactics following the invasion of Kuwait. Last week's visit to Syria by Mr Baker, the Secretary of State, was merely further evidence of a rapprochement of the most pragmatic kind.

As part of its overtures to the



United States the Syrian government, through its military intelligence agency — the Shu'ba al-Mukhabarat — secretly approved a visit to Washington recently of Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, the most important group of the Kurdish resistance in Iraq.

Thought the Syrian government has had disputes with its own Kurdish community from time to time, it has been giving Talabani covert financial and military assistance.

According to a CIA official, Talabani made "informal contacts" with the agency during his time in Washington and sought support for the Kurdish guerrillas. He asked for anti-tank and Stinger anti-aircraft missiles and protective clothing against chemical weapons.

The CIA obviously regards the Kurds — who have been fighting for autonomy since the end of the First World War — as natural allies in the conflict with Saddam but its willingness to support them is a politically sensitive issue.

For one thing, the Turkish government, which is closely associated with American and United Nations efforts to

blockade Iraq, has been in conflict with its own Kurdish minority for many years. Iran, too, has been fighting Kurdish guerrillas almost as fiercely as the Iraqis at times.

As the Bush administration does not want to upset its Turkish allies and still hopes that Iran may take a stronger stance against Iraq, it fears that any CIA attempts to finance or arm the Kurdish community would be taken amiss.

The operation has been tentatively codenamed Nineveh, after the ancient Assyrian city in the Kurdish part of Iraq which now exists only as a ruin.

LIBÉRATIN
18 SEPT. 1990

Ankara « suspend » les droits de l'homme

Ankara suspend l'application de la Convention européenne des droits de l'homme au Kurdistan : les autorités turques viennent de le faire savoir par lettre à Catherine Lalumière, la secrétaire générale du conseil de l'Europe, l'institution garante de la Convention. Ankara motive sa décision par un souci de « sécurité nationale ». Selon la lettre, confidentielle, adressée au conseil de l'Europe, la Convention européenne des droits de l'homme est jugée incompatible avec les décrets 84 et 85 adoptés en mai dernier par le gouvernement turc pour lutter contre la guérilla kurde. Les deux décrets instituent l'état d'urgence en Anatolie du sud-est et donnent pleins pouvoirs au gouverneur militaire, qui peut notamment interdire toute publication suspecte, déplacer des villages entiers, censurer la presse, interdire l'accès de la région aux journalistes étrangers. Il s'agit en particulier, indiquent les autorités turques à Catherine Lalumière, de « neutraliser une campagne de désinformation tendancieuse auprès du public lancée de l'étranger » sur la situation en Anatolie orientale.

Ankara invoque l'article 15 de la Convention qui permet à tout Etat contractant de suspendre son application en cas de guerre ou de crise grave. Paris et Londres l'avaient utilisé dans le passé en Nouvelle-Calédonie et en Irlande du Nord.

Francesco CERRI

...et réhabilite trois anciens ministres

Le gouvernement turc a officiellement réhabilité, lundi, les trois ministres pendus après le putsch de 1960. Adnan Menderes, alors président du Conseil, et deux de ses ministres, Fatin Rusdu Zorlu et Hasan Polatkan, furent jugés et condamnés pour « trahison et corruption » par la Cour suprême, puis exécutés. L'armée, gardienne du dogme « kémaliste », leur reprochait une politique trop libérale qui cassait le régime laïc, étatiste et semi-autoritaire créé en 1923 par Mustapha Kemal.

Leur réhabilitation, annoncée le 12 septembre, a d'autant plus de portée symbolique qu'elle arrive exactement dix ans après le coup d'Etat de septembre 1980, le troisième en vingt ans. La Turquie de Turgut Ozal, premier Président civil depuis deux décennies, conservateur en politique mais ouvertement libéral en économie, veut ainsi montrer que les temps ont changé et tourner la page sur ces interventions répétées des militaires « pour rétablir l'ordre ». C'est aussi une façon de faire oublier que son arrivée au pouvoir se fit avec la bénédiction de l'armée avant de recevoir les votes des électeurs.

Les restes funéraires des trois victimes du coup d'Etat du 27 mai 1960 doivent être transférés en grande pompe dans un mausolée construit en leur honneur vingt-neuf ans après leur pendaison dans la prison de l'île d'Imrali, près d'Istanbul. Cette réhabilitation intervient à un moment où l'opinion publique turque débat d'une demande de poursuite judiciaire contre les auteurs du coup d'Etat de 1980, déposée récemment au Parlement.

AFF

RÉPUBLIQUE
DU CENTRE
18 SEPT. 1990

EN BREF

Jeudi, manifestation de soutien au réfugiés kurdes et turcs

Le Comité de solidarité avec les réfugiés kurdes et turcs d'Eure-et-Loir pour la défense du droit d'asile appelle le jeudi 27 septembre à un rassemblement devant la préfecture.

« Chaque jour, en Turquie, des milliers d'opposants politiques sont emprisonnés, torturés et exécutés. C'est pour échapper à la répression que nombre de ces opposants viennent en France où ils croient trouver la terre des droits de l'homme. Trente-huit d'entre eux sont aujourd'hui menacés d'expulsion en Eure-et-Loir », expliquent les organisations dans un communiqué.

(...) La situation faite aux trente-huit ressortissants kurdes et turcs incombe totalement au gouvernement. Lui seul a le pouvoir de régulariser leur situation. »

« Défendre le droit d'asile, c'est défendre les traditions vivantes de la Révolution française, la démocratie, c'est défendre toutes les libertés démocratiques. »

« C'est la mobilisation unitaire du mouvement ouvrier et démocratique qui a permis d'obtenir le titre de séjour pour le réfugié kurde Ibrahim Er. »

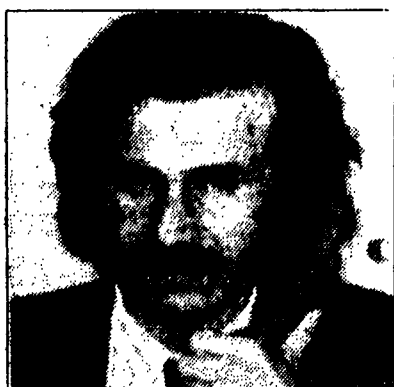
Jeudi 27 septembre, 18 heures rassemblement devant la préfecture.

Pour tout contact : D. Moreau, ter, rue Philarète-Chasles, 28301 Mainvilliers.

Los Angeles Times

September 18, 1990

PARIS



Kendal Nezan

Conflict Raises Kurdish Hopes for a Homeland

By RONE TEMPEST
TIMES STAFF WRITER

“You have a few thousand hostages in Iraq,” said Kendal Nezan, chairman of the Kurdish Institute in Paris. “We have 4 million.”

Nezan, 41, is a molecular physicist with an Albert Einstein hairdo. He holds a doctorate from the elite Faculte des Sciences d’Orsay outside Paris. But he is also a leader of the large Kurdish refugee population in Europe. For him and the other 25 million Kurds in the world, mostly found in the mountainous region where Turkey, Iraq, Iran and the Soviet Union converge, the prospect of a U.S. military confrontation with the regime of Saddam Hussein gives new life to the dream of a homeland called Kurdistan.

If Hussein can be eliminated and his army crippled, they reason, then the 4 million Iraqi Kurds could set up house as an independent nation in the oil- and water-rich lands of northern Iraq where the Kurdish population is centered.

“We are like people caught in a storm without a roof,” said Nezan, a soft-spoken native of the Kurdish region in eastern Turkey. “Of course, we are ready to accept even a morsel of land in Iraq. Since we have no land, anywhere we have a chance to get some is already a start.”

Kurds—there are 70,000 in France, 600,000 in all of Europe—have fought valiantly against successive Iraqi governments for decades. They are hawks on Iraq even though they fear that thousands of Kurds might die in a war. No one has forgotten 1988, when Iraqi forces destroyed 3,479 of 5,086 Kurdish villages in Iraq and used chemical weapons on their populations, killing more than 5,000 people in the city of Halabja alone.

The American forces, Nezan advised, should ignore the hostage problem and “rapidly bomb the strategic centers in Iraq.”

“The hostages complicate the situation,” Nezan said during an interview at his office in a working-class Paris neighborhood, “but no one should have the illusion that Saddam is going to let them all go. Iraq knows it is going to lose in this unavoidable war and that it risks causing many deaths.

“There will certainly be human losses, but they will not just be for the oil or so that the emirs can reinstall themselves in their palaces in Kuwait. They will also help restore democracy and resolve the Kurdish and Palestinian problems. Our hope is that this tense crisis in the gulf will focus attention on all the big problems in the region, the first being the Kurdish problem.”

il manifesto

martedì 18 settembre 1990

CURDI/INTERVISTA**«L'Occidente guarda solo al petrolio»***Kendal Nezan denuncia le atrocità di Saddam Hussein, armato dagli europei*

Il governo turco ha deciso di sospendere l'applicazione della convenzione europea dei diritti umani nell'Anatolia sud-orientale, cioè il «Kurdistan turco». La decisione è stata notificata al segretario generale del Consiglio d'Europa. Considerandosi in «stato di guerra» (nel Golfo?), la Turchia può così prendere misure straordinarie per spostare interi villaggi e impedire l'accesso alla regione ai giornalisti stranieri. Ancora nessuna reazione da parte dei governi europei.

di Anna Maria Merlo

PARIGI

Kendal Nezan è il direttore dell'Istituto curdo di Parigi. Da vent'anni vive in Francia, dove si è laureato in fisica. È nato nel Kurdistan turco e come migliaia di altri curdi ha dovuto emigrare (la diaspora è di 700mila persone in Europa occidentale). Combatte per i diritti dei popoli, oltre il suo. In Iraq i curdi sono stati massacrati da Saddam Hussein: 5mila morti in due minuti nel marzo '88 a Halabja, bombardati con i gas, ma le vittime curde del dittatore iracheno sono circa 200mila. Ma di fronte a tutto questo le reazioni del mondo, a Est e a Ovest, sono state meno che minime.

Signor Nezan, siamo di fronte a un nuovo esempio del fatto che le vite umane valgono infinitamente meno del petrolio?

«Evidentemente, il matrimonio tra politica e morale non ha mai funzionato. L'Occidente ha preso le difese dei diritti umani solo quando interessi economici importanti venivano minacciati. Anche per il Kuwait, se fosse stato privo di risorse, ci sarebbero state reazioni verbali, ma nulla più. La tragedia curda in Iraq dura da anni. Tutti sapevano che i villaggi curdi erano stati distrutti, la popolazione deportata, la gente gasata. Decine di migliaia di cittadini occidentali

hanno lavorato in Iraq in imprese civili e militari. Dato che in Iraq si guadagnavano denari con facilità grazie alla vendita di armi, nessun paese ha avuto il coraggio di rompere il silenzio e di condannare il regime di Saddam Hussein. Nel marzo '88 le televisioni hanno diffuso immagini terribili, ma il Consiglio di sicurezza dell'Onu non è stato convocato, né ci sono state reazioni. Anche il papa (la maggioranza dei curdi sono musulmani sunniti, il 30% sciiti, con minoranze cristiane e ebrei) non ha detto niente. Il fatto è che il caso curdo è al limite perché i curdi non sono né con l'Urss né con gli Usa, siamo divisi tra stati che hanno alleati sia a Est che a Ovest. I curdi, inoltre, si sono sempre rifiutati di praticare il terrorismo a scopi pubblicitari, come il mettere bombe, dirottare aerei. C'è stato un caso, quando sono stati rapiti tre tecnici italiani in Iraq, nell'ottobre '87, poi liberati dopo qualche settimana, che aveva appunto avuto come scopo di sensibilizzare l'opinione internazionale. Insomma, né la patria del socialismo, né la grande democrazia statunitense, né la patria dei diritti umani, come vuole sentirsi la Francia, né la Gran Bretagna, culla del parlamentarismo, nessuno ha avuto il coraggio di prendere le distanze dall'Iraq quando Saddam Hussein spingeva l'immoralità al punto di comprare armi da usare contro



Arbat, un campo profughi curdo a nord dell'Iraq

foto ap

i curdi, con i guadagni del petrolio del Kurdistan.

Che cosa succederà ai curdi adesso, con l'intervento nel Golfo, divisi tra paesi nemici, 12 milioni in Turchia, 8 in Iran, 4 in Iraq, 1 in Siria?

«La Turchia ha un posto importante nel dispositivo Usa. In questo paese si sta aggravando la repressione nella regione curda. Abbiamo paura che vengano inviate delle truppe contro i 30mila rifugiati che sono fuggiti dall'Iraq. I turchi adesso dicono che i curdi iracheni possono tornare a casa e combattere Saddam Hussein. Tutto dipenderà dalla volontà della coalizione anti-irachena. Se questi paesi, tra cui gli Usa, si accontenteranno del blocco e vogliono soltanto il ritiro dal Kuwait, allora sarà come una nuova Monaco. Forse l'Iraq si ritirerà, ma solo per guadagnare tempo. Se non viene distrut-

to il suo potenziale militare, l'Iraq rimarrà un pericolo.

Ma non crede che una guerra non farebbe che peggiorare la situazione?

«Noi curdi, vede, la guerra la viviamo da 30 anni. Siamo costretti a subirla, anche se noi vorremo una società democratica. Nella logica attuale, credo che il conflitto militare sia inevitabile. O avverrà adesso, con un certo numero di perdite, oppure tra 2-3 anni, in condizioni ancora più gravi. Non è un regime che si ritira quello iracheno. Dopo l'invasione dei Mongoli, nel XIII secolo, non c'è più stato un regime più feroce nella regione. E nella zona - la Siria, l'Iran, l'Arabia saudita medioevale, e la Turchia più repressiva di come sia stato Pinochet in Cile - non c'è un solo esempio di regime tollerabile. Ma nessuno è peggio di Saddam Hussein.

I curdi sono divisi tra vari

A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P.

FRAD484 3 I 0351 FRA /AFP-WX19

France-Irak-Kurdes

Une délégation de la résistance kurde d'Irak reçue jeudi à déjeuner par le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire

PARIS, 19 sept (AFP) - Une délégation de hauts dirigeants de la résistance kurde d'Irak sera reçue officiellement jeudi à déjeuner par le secrétaire d'Etat français à l'Action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a-t-on appris de source autorisée à Paris.

Cette délégation, invitée en France par l'association humanitaire France-Liberté présidée par Mme Danielle Mitterrand, devait être également reçue mercredi soir par Mme Edwige Avice, ministre délégué aux Affaires étrangères.

Le ministère s'est cependant refusé à donner la moindre indication ou à faire le moindre commentaire sur cette rencontre. "Nous ne nions pas que des personnalités kurdes seront reçues par des personnalités françaises, dont Mme Avice", se bornait-on mercredi à déclarer officiellement au quai d'Orsay.

Malgré la discrétion dont elle est entourée, cette visite constitue clairement, selon un diplomate, un signal à l'intention de Bagdad, d'autant plus visible que lors d'une conférence sur le problème kurde à l'automne dernier à Paris --déjà organisée par France-Liberté-- aucun responsable de la résistance kurde irakienne n'avait été officiellement reçu par des membres du gouvernement.

"Oubliés de l'Histoire, les Kurdes méritaient depuis longtemps que l'on s'intéresse à eux", a souligné pour sa part mercredi M. Kouchner interrogé par l'AFP, "d'autant qu'ils ont toujours clairement combattu en faveur de la démocratie et des Droits de l'Homme".

La délégation kurde est composée notamment de MM. Samy Abdurrahman, secrétaire général du Parti démocratique du peuple du Kurdistan d'Irak, ancien ministre, M. Mohsen Dizyee, représentant personnel du président du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak Massoud Barzani, ancien ministre, Mahmoud Othman, dirigeant du Parti socialiste du Kurdistan d'Irak, et Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak.

Ces quatre mouvements nationalistes font partie du Front du Kurdistan d'Irak.

lma/bp

AFP 192021 SEP 90

A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P.

RFR

FRAD193 4 PI 0240 FRA /AFP-SS08

France-Kurdes

Une délégation de dirigeants kurdes d'Irak en visite en France

PARIS, 19 sept (AFP) - Une délégation de dirigeants kurdes d'Irak séjourne en France et tiendra une conférence de presse jeudi au siège de la Fondation France-Libertés, que préside Mme Danielle Mitterrand, apprend-on mercredi à la Fondation.

Les membres de la délégation, indique-t-on de même source, rencontreront plusieurs membres du gouvernement dont Mme Edwige Avice, ministre-délégué aux Affaires étrangères, et le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire Bernard Kouchner. Ils seront reçus d'autre part par M. Loïc Hennekine, conseiller diplomatique de la Présidence de la République, et par M. Jean-Claude Colliard, directeur de cabinet du président de l'Assemblée nationale Laurent Fabius.

Au quai d'Orsay, on se refusait mercredi à toute indication sur cette visite.

Les quatre dirigeants kurdes qui interviendront à la conférence de presse sont M. Samy Abdurrahman, secrétaire général du Parti démocratique du peuple du Kurdistan d'Irak, ancien ministre, M. Mohsen Dizyee, représentant personnel du président du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak Massoud Barzani, ancien ministre, le Dr. Mahmoud Othman, dirigeant du Parti socialiste du Kurdistan d'Irak, et M. Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak.

Ces quatre mouvements nationalistes font partie du Front du Kurdistan d'Irak.

cc/ave idf-fr

AFP 191304 SEP 90

L'AUTRE JOURNAL

setembre 1990

COULFE

Les hommes
de Saddam Hussein

Ils sont kurdes, chiites, chrétiens, ou sunnites comme le président. Dans le Parti, l'armée et la milice, les trois piliers du régime, ils élaborent la politique irakienne. Voici le portrait des cinq hommes qui entourent et conseillent Saddam Hussein.

« En Irak, vous pouvez tout critiquer, sauf le président et l'armée », conseillait aux journalistes une personnalité du parti Baas. Un conseil que les hommes politiques irakiens ont parfois ignoré, à leurs dépens. Car avoir la confiance du maître de Bagdad constitue la condition *sine qua non* pour prétendre à une carrière politique. Les purges successives qui ont ensanglanté ces vingt dernières années la vie politique du pays en apportent la preuve.

Mais la peur n'est pas l'unique levier du pouvoir de Saddam Hussein. Avec le Parti, fort de 700 000 hommes, l'armée et les milices (400 000, en majorité baasistes) constituent les trois piliers du régime. Les rapports entre les civils et les militaires n'ont jamais été très simples. Il a fallu attendre l'arrivée, en 1979, de Saddam Hussein à la tête du Conseil de commandement de la révolution (CCR) pour voir l'influence des militaires se réduire dans la plus haute instance politique ; cette perte s'est encore accentuée avec la disparition dans un accident d'hélicoptère, en juillet dernier, du général Adnan Khair-Allah Teflah, cousin et beau-frère du président et ministre de la Défense. Prévenir plutôt que réprimer toute velléité putschiste : telle est la devise du raïs. Dans toutes les casernes et

bases militaires du pays, des officiers politiques sont chargés de surveiller les militaires trop ambitieux. Outre l'interdiction de toute activité politique pour les gradés, à moins qu'ils soient membres du Parti, Saddam Hussein a eu recours, dans la pure tradition arabe et tribale, aux alliances matrimoniales pour contrôler l'armée : par exemple, son premier fils, Oudaï, a épousé, en 1987, une des filles du général Maher Abdul-Rashid, chef de la redoutable troisième armée.

Dans un pays traversé par des dissensions confessionnelles et ethniques, où l'identité régionalotribale n'a pas totalement disparu, l'appartenance du chef de l'Etat à la communauté sunnite pèse sur toutes les structures du pouvoir (70 % des officiers sont sunnites). Quant au Parti qui contrôle le pays, il fonctionne plutôt comme une tribu dont les membres sont soudés contre un danger réel ou supposé. Les postes clés sont pour la plupart détenus par les sunnites, dont beaucoup sont originaires de la région de Bagdad, du Takrite, de Mossoul (la deuxième ville du pays), du centre ou du centre-ouest du pays. La communauté chiite, majoritaire et composée historiquement de tribus arabes, est divisée entre ceux issus de milieux modestes, dont beaucoup ont rejoint le Parti dans les années 50 et 60 pour ses idées égalitaires et socialistes, et ceux qui continuent de faire allégeance à la direction spirituelle de la communauté, installée à Najaf, la première et la plus importante ville sainte du chiisme.

La guerre avec l'Iran a aussi renforcé le sentiment nationaliste de cette communauté, en particulier parmi les citadins qui forment l'épine dorsale des classes moyennes et commerçantes irakiennes. Ils ne sont attirés ni par le baasisme historique ni par le populisme islamiste de l'Iran, alors que le régime irakien leur offre depuis quelques années la possibilité de s'enrichir grâce aux mesures de libéralisation économique. L'entourage de Saddam Hussein est aujourd'hui le reflet de tous ces rapports de force, ces alliances et ces équilibres.

TAHA YASSIN RAMADAN

La discrétion n'est pas l'unique qualité de l'incontestable numéro deux du régime. Ses proches insistent sur son intransigeance et sa fidélité au raïs. Trois traits de caractère essentiels pour se maintenir au sommet du pouvoir irakien et échapper aux purges. Sa fidélité à Saddam Hussein est effectivement sans faille. Il ne refuse aucun sacrifice, même quand il s'agit de perdre 50 kilos (il est passé de 120 à 70 kilos à la suite d'un conseil présidentiel demandant aux officiers supérieurs de faire un régime !).

Depuis sa première rencontre avec Saddam Hussein en 1966 et sa participation au coup d'Etat de 1968, Ramadan s'est imposé comme l'homme des missions difficiles. Ancien officier de l'armée, il se chargea de l'organisation des milices du parti Baas. Sans diplôme, il a cependant, à force de travail et de ténacité, montré qu'il était capable de gérer les problèmes les plus épineux, ce qui lui a valu d'être nommé responsable des dossiers arabes, en particulier ceux de la Syrie et des pays du Golfe. Très écouté par le raïs, il est une des rares personnalités politiques du régime qui puisse exprimer ses opinions en public sans en référer directement au président.

Né à Mossoul en 1939, il ne mentionne jamais ses origines kurdes ni son vrai nom, al-Jazrawi, qui désigne la région située entre l'Euphrate et le Tigre, près de la frontière syrienne. Nationaliste arabe pur et dur et opposant farouche à une autonomie de la région kurde du nord, il garde une blessure de sa participation à la guerre contre son peuple, en 1963. Cet ancien caissier de la banque el-Rafidaïn voue depuis toujours une haine profonde aux émirs du Golfe. En mars dernier, il déclarait dans un hebdomadaire arabe : « *Le temps est venu de s'occuper des rois du pétrole.* » Déclaration qui avait aussitôt déclenché les protestations des Saoudiens.

SAADOUN CHAKER

Il est né en 1939 à Takrite, région dont sont originaires le président Saddam Hussein et une grande partie des responsables de la sécurité.

Sa fidélité au raïs est totale. Ensemble, ils ont traversé toutes les épreuves, de la clandestinité à l'exil, en passant par le coup d'Etat de 1968. C'est à lui que le maître de Bagdad a confié la responsabilité de la sécurité intérieure, et plus tard le ministère de l'Intérieur.

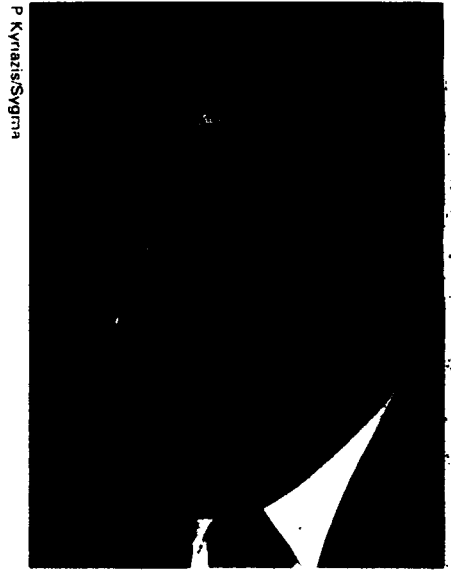
Son éviction du gouvernement en 1987, à la suite des troubles au Kurdistan, avait été interprétée trop hâtivement comme un éloignement du commandement, car il s'occupe toujours au sein du Parti, en tant que membre de la direction nationale, de la sécurité et conserve sa place au CCR dans le débat sur la révision de la Constitution.

SAADOUN HAMDADI

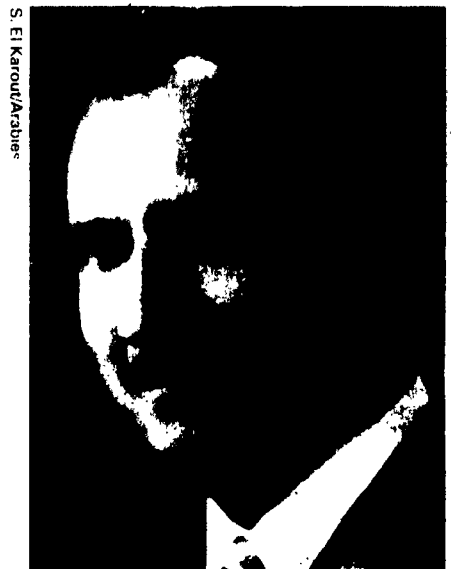
Un des plus anciens membres du parti Baas et certainement le plus respecté par les militants nationalistes arabes (il est marié à une Palestinienne). Malgré sa taille moyenne et sa modestie, il ne passe pas inaperçu. « *C'est un véritable homme d'Etat* », affirment ses admirateurs, parmi lesquels on compte surtout des admiratrices. A l'opposé de tous ceux qui occupent la direction du pays, il a su se forger une image d'homme calme et tranquille : aucune de ses biographies ne mentionne sa participation à une action militaire.

Né en 1935 à Karbala, la deuxième ville sainte du chiisme, Hammadi est le représentant type de l'intellectuel chiite issu d'un milieu modeste, aspirant au changement de l'ordre établi, suivant la pure tradition historique de cette confession. Il a été responsable de l'implantation du parti Baas en Libye, au début des années 60, à l'époque de la dynastie d'al-Sanoussi. Arrêté et expulsé, il trouva refuge en Syrie puis au Liban, avant de terminer ses études aux Etats-Unis où il obtint un doctorat en économie.

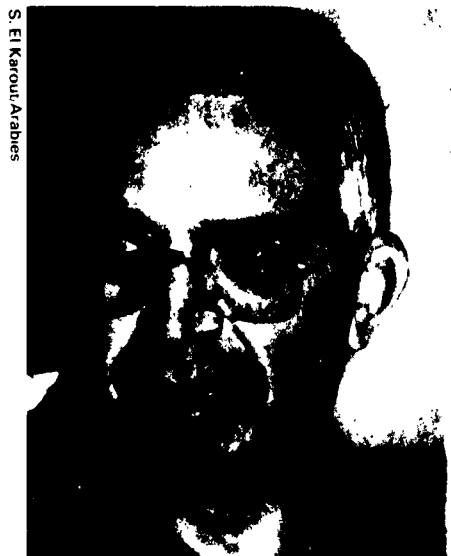
Membre du Commandement national du Parti (il s'agit de la direction panarabe) et responsable de la planification économique au CCR, il a tenu à plusieurs reprises le portefeuille du ministère des Affaires étrangères. Son remplacement à ce poste en 1983 avait été interprété comme une victoire de la tendance



Taha Yassin Ramadan



Saadoun Chaker



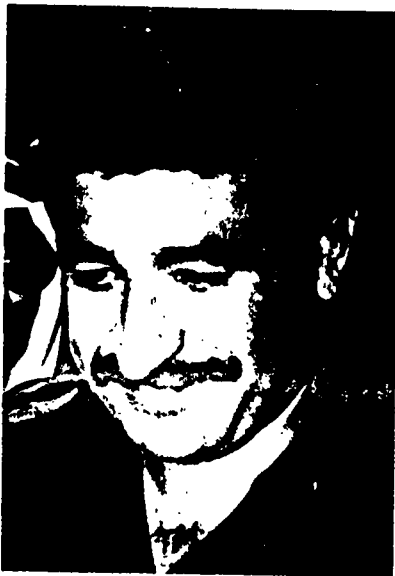
Saadoun Hammadi



Tarek Aziz

J. Pavlovsky/Sygnma
 dure du régime (menée par Ramadan) qui prônait la poursuite de la guerre et l'utilisation de missiles capables d'atteindre les villes iraniennes. Modéré, insensible à la propagande, il avait tenté dès 1981 d'organiser une rencontre entre Saddam Hussein et l'imam Khomeiny, sans succès. Ces divergences avec les autres membres du CCR ne semblent pas l'avoir affaibli politiquement. « Le président entretient avec Hammadi des relations fondées sur le respect mutuel », affirment ses proches. Et, de fait, il participe toujours pleinement à l'élaboration des décisions importantes du pays.

TAREK AZIZ



Hussein Kamel

S. El Karoui/Arabic
 De son vrai nom Mikhaïl Yuhanna, né à Mossoul en 1936, il est considéré comme la tête pensante du régime. Evoquant l'époque où il dirigeait le quotidien du Parti, *al-Thawrah* (la révolution), ses amis le comparent volontiers à M. Haykal, le grand chroniqueur égyptien confidant de Nasser, mais sa réputation remonte à son exil politique dans les années 60, alors qu'il occupait à Beyrouth le poste de directeur du bureau de Gebran Majdalani, une figure historique du parti Baas. Son influence au sein du Parti n'a cessé de grandir, depuis son adhésion à quatorze ans jusqu'à son élection au Commandement régional, la deuxième instance politique du pays après le Conseil de commandement de la révolution, dont il fait également partie. Il passe pour avoir assumé avec succès toutes les missions qu'on lui a confiées, ce qui constitue en Irak le critère fondamental de longévité des hommes politiques.

Licencié et spécialiste de littérature anglaise (tout comme sa femme, qui enseigne à l'université de Bagdad), il a la réputation d'être un homme de dossier et un bon analyste de l'Occident et des relations internationales. C'est une des raisons pour lesquelles il a été nommé ministre des Affaires étrangères et est devenu le principal artisan de la diplomatie irakienne. Sa nomination à ce poste en pleine guerre avec l'Iran, en 1983, s'explique également par le fait qu'à l'époque Bagdad recherchait l'appui

de l'Occident, sans pour autant céder du terrain ou paraître trop affaibli. Connu pour être très « offensif et d'un caractère très solide, M. Aziz convenait mieux pour remplir cette mission », contrairement à son prédécesseur, Saadoun Hammadi, jugé trop modéré.

De confession chrétienne, dans un pays à majorité musulmane, il se trouve contraint de limiter ses ambitions politiques, ce qui explique sa relative discrétion, même s'il est assuré du soutien du Parti. Pour mieux manifester sa fidélité à Hussein, il n'a pas hésité à prénommer son fils Saddam.

Porte-parole infatigable du régime auprès des puissances étrangères, il passe pour être le principal conseiller politique de Saddam. Il participe à l'élaboration de toute décision concernant la politique intérieure aussi bien qu'extérieure. Il a été le premier instigateur du projet d'autonomie de la région kurde que Bagdad avait institué en 1974 pour mettre fin à la guerre. Contrairement à Taha Yassin Ramadan, il est apparu comme un farouche défenseur du pluralisme politique au cours des discussions portant sur la nouvelle Constitution, en élaboration depuis deux ans.

HUSSEIN KAMEL

C'est l'étoile montante. Gendre du président et officier, il prépare actuellement l'école de guerre pour devenir général, tout en occupant le poste de ministre de l'Industrie militaire, fer de lance de la stratégie irakienne. Certains responsables voient en lui le futur ministre de la Défense, un poste central au sein de l'équipe dirigeante qui était occupé, avant sa mort, par le cousin et beau-frère de Saddam Hussein, le général Khaïr-Allah. Cependant, bien qu'en haut lieu on affirme le préparer pour de nouvelles fonctions, sa promotion rapide et son jeune âge (quarante-deux ans) ne lui permettent pas d'avoir le consentement d'une partie suffisante des hauts et anciens dignitaires de l'armée, consentement dont le rais se passera, semble-t-il.

JEAN DABAGHY

Immigration

VIE
PUBLIQUE
septembre 1990

L'INTÉGRATION AUX CHAMPS

***L'intégration en milieu rural, ça existe.
Exemple de réussite avec les Hmongs du Laos en Haute-
Provence et les Kurdes d'Irak en Creuse.***

En 1975, des milliers de Hmongs fuient le nouveau régime communiste du Laos. Agriculteurs semi-nomades vivant en communauté, ils rejoignent la Thaïlande, où ils sont parqués dans des camps. Le gouvernement français en recueille six mille. Pendant ce temps, en France, les préfets cherchent des communes rurales acceptant d'accueillir ces réfugiés. Annot, petit village des Alpes de-Haute-Provence de 850 habitants, est un de ceux-là. En septembre 1977, il reçoit quatre-vingt sept Hmongs. Ils sont logés pendant quatre mois dans l'ancien local des Éclaireurs de France, et pris en charge par l'État.

C'est le temps de l'adaptation à la vie du village. *«Il a fallu tout leur apprendre, y compris comment s'habiller, car ils mélangeaient les vêtements d'hiver et d'été»*, dit-on à la mairie. Les femmes du pays ont apporté leur concours, bénévolement. Des cours de français et d'alphabétisation, complétés par des stages de formation en entreprises, ont facilité l'intégration à la vie locale. Mais cette formation a surtout bénéficié aux hommes. Les femmes surtout peu, les enfants servent d'interprètes à leur mère.

D'emblée, la municipalité s'est mise en quête de logements. Une partie des fa-

milles, toutes nombreuses, avec au minimum huit enfants, ont trouvé de grands appartements dans les Hlm du village. Les autres familles ont dû être relogées dans le pays, chez des propriétaires privés, ou au Fugeret, un village voisin qui n'a pas deux cents habitants.

L'emploi a été plus difficile à trouver. Les Hmongs se sont trouvés en concurrence directe avec les gens du pays. Cependant, *«leur application au travail»* est si appréciée qu'un chef d'entreprise, qui donne la priorité aux habitants du village, emploie aujourd'hui dix-sept Laotiens sur quatre-vingt salariés. Au travail comme ailleurs, les réfugiés n'ont provoqué aucun rejet. *«Peu bruyants, discrets, ils restent entre eux»*, dit-on au village.

Pourtant, leur mode de vie a surpris les Annotains. Méconnaissant la propriété privée, habitués à tout partager, il leur a fallu quelque temps pour comprendre que les arbres fruitiers n'appartenaient pas à tout le monde. *«Toutes les familles ont loué un lopin de terre, pour le jardiner»*. Le maire et les autorités locales ont dû interdire la culture du pavot, interdiction qui a depuis toujours été observée. *«Ils vivent toujours sans meubles, préférant encore dormir tous ensemble par terre, sur des nattes»*. Signes d'intégration : ils achètent les derniers modèles de vidéo, les chaînes

Hi-Fi et de belles voitures !

La grande famille traditionnelle a éclaté. Les jeunes, même s'ils continuent à se marier entre eux, préfèrent disposer d'un appartement. Et si les conflits sont encore tranchés par le conseil des anciens, certains savent faire valoir la loi française lorsqu'ils y ont intérêt. Ainsi, un amant pris en flagrant délit d'adultère n'a pas hésité à saisir la gendarmerie, pour éviter la réparation de 6 500 francs qu'il aurait dû verser au mari offensé !

Les Hmongs ignorent la propriété privée

L'entente entre les deux communautés n'a pas été entamée. Les Hmongs ont contribué à la survie du village menacé de désertification. A Annot, le nombre d'habitants a augmenté.

Résultat : les services n'ont pas fermé leurs portes, l'école s'est développée. Le soutien scolaire, prévu au départ pour les enfants laotiens, profite depuis une dizaine d'années aux jeunes originaires du pays. Les cours spéciaux d'apprentissage du français sont dispensés à tous les enfants qui rencontrent des difficultés scolaires. Au point que la suppression du poste d'instituteur spécialisé, prévue à la prochaine rentrée, a provoqué en avril dernier une manifestation des parents,

des élus et des enseignants réunis devant la préfecture. Le choc des cultures n'a pas eu lieu. C'est au contraire un enrichissement réciproque. «Les Hmongs, éparpillés dans la région, se réunissent en costume au cours d'une fête annuelle, où ils offrent leurs spécialités et dansent devant nous, leurs invités».

«Les enfants kurdes sont bien élevés»

Les habitants de Mainsat (Creuse, 750 hab) ne sont pas prêts non plus d'oublier l'arrivée de soixante-deux Kurdes, le 15 octobre dernier. «Ils sont descendus du car, leur balluchon à la main. Tout de suite des enfants ont ramassé de l'herbe, pour la manger. Une grand-mère s'est mise à pleurer...» se souvient Gaston Rimareix, le maire du village.

Sollicité par la fondation Danièle Mitterrand pour les accueillir, le conseil municipal de Mainsat n'a pas hésité. «Nous ne sommes pas riches, mais nous sommes prêts à panser les plaies».

Pourtant, l'arrivée de réfugiés dans un village où l'emploi est rare inquiète les habitants. Inquiétude que la section du Front national de la Creuse s'est employée à transformer en peur. Une lettre circulaire envoyée à tous les maires du dé-

partement, signée madame de la Chapelle, s'interroge sur le comportement de «ces rudes montagnards moyen-orientaux qui ont toujours vécu les armes à la main, sur l'intégration de «ces musulmans (...) à la vie rurale française d'inspiration chrétienne (...) et sur le «poids» que représentent «trente enfants analphabètes (...)» pour la scolarité des enfants du village... Heureusement, la municipalité avait informé les habitants de sa décision, par voie de presse et au cours de différentes réunions. «Je tiens personnellement à répondre aux questions que vous êtes en droit de vous poser», annonçait le maire, rappelant que ces Kurdes irakiens avaient fui les persécutions.

Les élèves de l'école ont eux aussi été préparés, en visionnant une vidéo-cassette. Dès leur arrivée, les Kurdes ont été logés au village de vacances. Trois jours après, leurs trente enfants allaient étudier le français et les mathématiques à l'école du village, encadrés par deux instituteurs spécialisés. Il a fallu installer deux classes supplémentaires en préfabriqué (payées par le département) et réorganiser l'école pour mélanger tous les enfants pendant les cours d'éveil. «Ils ont fait des progrès considérables en six mois, les plus petits ont pu rejoindre les classes normales».

En revanche, les cours d'alphabétisation organisés par les associations de formation professionnelle (A.f.p.a et Greta) n'ont pas donné au début «les résultats qu'on aurait souhaités ; les adultes se considèrent de passage, le rythme d'apprentissage est lent». En fait, tout s'est débloqué lorsqu'ils ont suivi des stages d'insertion professionnelle, dans les mêmes conditions que n'importe quel demandeur d'emploi. «Maintenant, l'apprentissage du français leur sert à quelque chose». Certains d'entre eux font déjà leur stage en entreprise.

Les femmes, par contre, plus soumises aux traditions, restent chez elles pour élever leurs enfants. A l'issue de l'hébergement au village de vacances, la commune a trouvé sept maisons individuelles et un appartement, sous-loués, dans un premier temps, par l'association Mainsat-Kurdistan, pour rassurer les propriétaires. Mais les Kurdes ont favorisé eux-mêmes leur insertion : «ils sont courtois, parlent volontiers, leurs enfants sont bien élevés».

Selon le maire, seuls 10 % des habitants de Mainsat demeurent hostiles à cette intégration, 10 % restent mobilisés en leur faveur, mais 80 % des gens sont inquiets, bien que bienveillants. ●

FRANÇOISE DEGERT

Arrivée de familles kurdes en France.



B.L.P. sept. 1990

LE POINT DE L'ACTUALITE

FAUT-IL MOURIR POUR LE KOWEIT ?

I. L'IRAK AVAIT DEJA ESSAYE DE S'EMPARER DU KOWEIT A DE NOMBREUSES REPRISES

Faut-il mourir pour le Koweit ? La question rappelle singulièrement celle que les Français se posaient en 1939 : faut-il mourir pour Dantzig ? Loin de nous de faire un parallèle historique, d'autant plus que Dantzig venait après Munich et qu'en ce moment, on ne sait pas encore si les hommes d'Etat ont vraiment tiré les leçons de l'histoire pour refuser de faire à Saddam Hussein des concessions comme celles que leurs prédécesseurs, les Chamberlain et Daladier, avaient faites à Hitler.

En réalité, ceux qui connaissent l'histoire des pays du Golfe seraient plutôt tentés de penser que le conflit actuel ne mérite sans doute pas que l'on sacrifie éventuellement des otages, des soldats et des milliards de dollars pour un Etat et surtout pour son Emir. Nous évoquerons, dans un second article, l'histoire du Koweit pour montrer qu'elle a été marquée par les trahisons, les retournements diplomatiques et l'extrémisme de ses dirigeants. Mais tout d'abord, il y a lieu de rappeler que l'annexion du koweit par l'Irak à laquelle nous avons assisté a été l'aboutissement de toute une série de tentatives de Bagdad pour mettre la main sur son petit et riche voisin.

Le comportement critiquable des gouvernants du Koweit ne doit pas cacher le véritable problème tel qu'il se pose aux puissances non-arabes du monde : ce n'est pas uniquement la sauvegarde d'une matière aussi indispensable et stratégique pour l'économie mondiale qu'est le pétrole qui est en jeu.

Washington, Londres, Tokyo, Paris et vraisemblablement Moscou sont apparemment bel et bien d'accord sur la nécessité de barrer la route à un dictateur sanglant qui a certainement d'autres ambitions que de s'assurer enfin un intéressant accès à la mer et de mettre la main sur le pétrole du Koweit. C'est la raison pour laquelle il sera extrêmement difficile de trouver une solution par la négociation avec Saddam Hussein. Car un compromis élaboré aujourd'hui risquerait fort bien de n'être qu'une étape dans la marche de l'Irak vers la conquête de tout le Proche-Orient, et vers l'élimination d'Israël, avec comme objectif à long terme la création d'un empire islamique qui menacerait le monde occidental tout entier.

Si nous sommes arrivés à une telle perspective, la faute initiale en incombe entièrement à la politique insensée menée par le gouvernement travailliste britannique qui a succédé à Winston Churchill quelques années après la seconde guerre mondiale. Voulant mettre fin, pour des raisons apparemment idéologiques, au colonialisme tout en faisant l'économie de toutes les dépenses qu'une présence militaire aurait pu entraîner (prétexte fallacieux car les Emirats de l'ancienne Côte des Pirates, Abou Dhabi en tête, qui souhaitaient cette présence, avaient offert de contribuer financièrement au maintien des forces de sa Majesté la Reine d'Angleterre), le Foreign Office a instauré la politique du retrait de l'Est de Suez alors que tous les riverains du Golfe, Iran excepté, étaient jusque là dans sa zone d'influence.

Première conséquence de cette stratégie : Aden, dont il est inutile d'évoquer l'importance stratégique, est tombé dans les mains d'un régime marxiste à la solde de Moscou. Un peu partout, y compris en Irak, les partis communistes ou des mouvements inspirés, financés et armés par l'Union Soviétique ont cherché à prendre le pouvoir. La guerre civile qui a longtemps sévi à Oman en a constitué un exemple flagrant.

Le régime hachémite prit fin en Irak en 1958 à la suite d'un coup d'Etat dirigé par le général Kassef, sous l'influence de l'Egyptien Nasser. Ce n'était que le début d'une longue période de bouleversements politiques sous l'égide du parti Baath dans un pays dont les populations étaient beaucoup moins homogènes que dans les autres pays arabes : si les sunnites dominent, il y existe également une minorité chiite et une importante implantation kurde sur laquelle nous reviendrons plus loin.

Les liens de l'Irak avec l'URSS et le parti communiste datent du temps d'Ahmed Hassan al-Bakr, président du pays (au terme d'un putsch militaire) de 1958 à 1979, auquel succéda lors de sa démission Saddam Hussein. Ils ont été établis en 1968 pour déboucher en 1972 sur une véritable alliance. Ce qui n'a pas empêché Saddam Hussein d'éliminer le parti communiste. Un grand nombre de ses dirigeants fut exécuté sans, d'ailleurs, compromettre la collaboration avec Moscou qui - ironie suprême - permit au chef d'Etat irakien de mettre fin à la menace kurde après une longue période de guerre, les Soviétiques coupant les vivres au chef des Kurdes, Mustafa al-Barzani. La répression fut terrible et des milliers de Kurdes furent déportés dans des régions désertiques.

Ayant "régulé" le problème du parti communiste et des Kurdes, Saddam Hussein avait les mains libres pour s'attaquer à son ennemi héréditaire, l'Iran. Après sa victoire à la Pyrrhus qui ne permit pas à Bagdad d'atteindre ses objectifs tout en s'endettant à l'extrême, il ne restait plus sur l'agenda des actions urgentes de Bagdad qu'à mettre fin à un autre contentieux, celui avec le Koweït.

L'Irak et le Koweït faisaient jadis partie de l'Empire Ottoman. Un des prétextes avancés par Bagdad pour justifier sa mainmise sur l'Emirat est précisément que ces deux pays n'en faisaient jadis qu'un, réunis dans la même wilaya, ce qui est d'ailleurs contesté. Toujours est-il que Koweït, au départ, fut le seul Emirat sur toute la côte du Golfe dont les frontières firent l'objet d'un accord international les délimitant avec exactitude en chargeant, aux termes d'un accord datant de novembre 1914, la Grande-Bretagne de sa protection. En 1961, les accords de 1899 (assurant la protection des Emirats et du Koweït) et de 1914, ont été déclarés caducs par accord mutuel et le Koweït accéda à l'indépendance.

Dès 1938, le roi d'Irak, Ghazi ibn Faïçal, avait préconisé une réunification des deux pays qui avaient des liens économiques très serrés. A l'époque, l'Irak était riche et le Koweït très pauvre, donc favorable à la fusion. Mais cette initiative avorta du fait de l'opposition du gouvernement britannique pour qui et l'Irak et le Koweït étaient encore de simples protectorats. C'est seulement en 1958 que cette question d'une réunification revint de nouveau à l'ordre du jour. Cependant les choses avaient fondamentalement changé entre-temps puisque les richesses pétrolières du Koweït, mises au jour dans les années 1950, faisaient que celui-ci n'avait plus aucun intérêt à se joindre à son grand voisin.

La révolution en Irak par un régime qui se proclamait socialiste et qui mit fin en 1958 à la monarchie enleva à l'Emir Al-Sabah toute envie de consentir

à une telle union. Enfin, en juin 1961, lorsque les Britanniques acceptèrent formellement l'indépendance totale de Koweït, Karim Kassem exprima, une fois de plus, son intention d'incorporer l'Emirat dans sa République. Son argument : l'Irak étant le successeur de l'Empire Ottoman, le Koweït lui revenait de droit.

En fait, le Koweït n'était pas un district de la wilaya de Bassorah mais une "qaza" (district) autonome. De plus, la validité de ses frontières avait été reconnue par Bagdad en 1932. Pour faire échec à une agression de Bagdad, un convoi de troupes britanniques, remplacé par la suite par une force constituée par des soldats venant de l'Arabie Saoudite, de l'Egypte et de quelques autres Etats arabes, empêcha Bagdad de passer aux actes. Toutefois, le général Kassem ne renonça jamais publiquement à sa volonté d'annexer l'Emirat. Ses successeurs reconnurent cependant la souveraineté du Koweït et des frontières confirmées en 1932 en obtenant, en contrepartie, un prêt de 85 millions de dollars ainsi que l'engagement de l'Emir de mettre fin à son accord avec Londres à la première occasion favorable.

La question des frontières du Koweït fut de nouveau posée en 1973. Auparavant, les relations entre les deux Etats étaient revenues au beau fixe quand le Koweït, en mai 1968, mit fin à son accord de défense avec la Grande-Bretagne. Petit à petit, les choses commençaient toutefois à se gâter, Bagdad reprochant notamment au Koweït de donner asile aux réfugiés politiques irakiens. En représailles, le gouvernement irakien dépêcha des troupes à la frontière. Le 20 mars 1973, des tanks irakiens, soutenus par l'infanterie, attaquèrent deux postes frontières. L'Arabie Saoudite envoya des troupes pour soutenir l'Emirat et la Ligue Arabe appela les deux parties à trouver un compromis. Bagdad n'ayant pas encore les moyens militaires suffisants pour imposer sa volonté, les troupes irakiennes se retirèrent au début d'avril. D'après les observateurs, le versement par l'Emirat de plusieurs millions de dinars koweïtis à l'Irak avait dû faciliter le repli de Bagdad.

A la suite de quoi des négociations eurent lieu en mars 1978 entre les deux pays. L'Irak proposa un traité, qui prenait d'ailleurs la forme d'un véritable ultimatum, stipulant qu'il soit autorisé à construire et à faire fonctionner des pipelines sur le territoire koweïti jusqu'à un terminal. De même, des facilités analogues seraient accordées pour la construction et la gestion de stations-service, de raffineries, de dépôts pétroliers, d'aéroports et de chemins de fer. Le tout sans versement de redevances. L'Irak avait en effet l'intention d'aménager un terminal pétrolier sur l'île de Bubiyan et on ne se faisait pas d'illusions à l'époque : toute la zone, dans un délai plus ou moins long, deviendrait un territoire irakien, donnant au pays un large accès à la mer. Le traité contenait également une clause offrant les mêmes avantages à un tiers. Implicitement, celle-ci concernait l'URSS qui aurait, par ce biais, également obtenu un accès au Golfe. Bien entendu, le gouvernement koweïti rejeta cet ultimatum.

Depuis cette affaire, l'Irak s'était abstenu de toute nouvelle revendication à l'égard du Koweït, sans doute en premier lieu parce que les deux pays s'étaient rejoints au sein de l'OPEP dans la grande offensive contre le monde occidental à propos du prix du pétrole (Koweït et Bagdad menaient alors le même combat). Ensuite parce que l'Irak envahissait l'Iran. C'est seulement cette année que la nouvelle situation dans le Golfe devait ressusciter les convoitises de Saddam Hussein à l'égard de son voisin. En effet, ayant échoué malgré sa victoire sur l'Iran à s'ouvrir un large accès au Golfe, se retrouvant les caisses vides, Bagdad a cherché une compensation. On sait la suite.

Nous évoquerons dans un second article l'étrange histoire du Koweït.

AFP. - AFP. - AFP. - AFP. - AFP. - AFP. - AFP. - AFP. -

SEF0335 3.F 0290 RFA /AFP-LF60
Trsp.-Ind.

MBB soupçonnée de livraisons illégales à l'Irak

MUNICH (RFA), 7 sept (AFP) - Une enquête judiciaire a été ouverte vendredi sur le constructeur aéronautique ouest-allemand MBB (groupe Daimler-Benz), soupçonné de livraisons illégales de matériel militaire à l'Irak, a annoncé un porte parole de la firme à Ottobrunn (près de Munich, sud de la RFA).

Une organisation humanitaire ouest-allemande, La Société pour les peuples menacés (GfbV), avait accusé jeudi MBB de s'apprêter à livrer à Bagdad des pièces de rechange d'hélicoptères, en violation de la réglementation ouest-allemande sur les exportations de matériel militaire et de l'embargo des Nations-Unies contre l'Irak.

Deux responsables de la GfbV s'étaient introduit jeudi dans des hangars de MBB à Hohenkirchen (près de Munich) et avaient, devant les caméras de RTL télévision, ouvert six caisses de pièces détachées destinées selon eux à l'armée de l'air irakienne.

Par ailleurs, l'organisation a accusé MBB d'avoir livré à Bagdad depuis 1978 cinquante hélicoptères civils de type BK 117 et BO 105. Ils transitaient selon la GfbV par la firme autrichienne Denzel et l'Espagnole Casa (associée avec MBB au programme Airbus), qui les transformaient en appareils de combat. Ces engins, poursuit la GfbV dans un communiqué, ont notamment été utilisés lors du bombardement chimique contre les Kurdes à Halabja le 28 août 1988.

Un porte-parole de MBB a confirmé vendredi que la firme avait livré 60 hélicoptères civils à l'Irak depuis 1978, démentant que les appareils aient été armés avant d'arriver à destination. Cinq techniciens de MBB basés à Bagdad pour la maintenance des hélicoptères sont aujourd'hui bloqués en Irak, a précisé le porte-parole.

fd/hm

AFP 071944 SEP 90

TOUTES LES NOUVELLES DE VERSAILLES, 5 sept. 1990

A la chapelle St-Jean : **Le peintre iranien Ghazizadeh**

Pour sa reprise d'activités, la société artistique présente un peintre kurde. Né en Kurdistan d'Iran en 1946, Nassereddin Ghazizadeh a fui le régime iranien et s'est installé en France et plus précisément à Fontenay-le-Fleury où il a son atelier.

Sa carrière artistique débute dans son pays natal où il passe sa licence de peinture à l'université et devient professeur d'arts plastiques à la faculté des beaux-arts ; il la poursuit en France en obtenant une maîtrise d'arts plastiques à l'université de Paris 8 et un D.E.A. à la Sorbonne. Il prépare actuellement un doctorat en arts plastiques.

Peintre figuratif à ses débuts (portraits, nus, dessins) il abandonne l'académisme pour un style plus dépouillé, très personnel, aux formes stylisées et d'une intense polychromie. Ghazizadeh expose à Paris (F.I.A.P., institut kurde, maison de la radio), en Allemagne (Bonn, Dortmund), à Londres et en province. Au salon de printemps il participait avec une toile remarquée.

Exposition ouverte du 8 au 16 septembre. Chapelle ouverte les dimanches de 14 h 30 à 18 h 30, les mercredis, jeudis et samedis, de 16 h à 19 h. Entrée libre.

L'Express

7 septembre 1990

Chimique : la grande menace

*Des usines qui fabriquent des armes dévastatrices.
A partir de technologies massivement importées.*

On a peut-être oublié, tant traîne en longueur ce conflit entre l'Irak et l'Iran, les soldats de Khomeini victimes de la guerre chimique déclenchée par Bagdad. Mais on se souvient de ces terribles images de mères et d'enfants kurdes gazés par l'aviation de Saddam Hussein, en 1988, à Halabja, au nord de l'Irak. Le dictateur de Bagdad n'est sans doute pas fâché que le monde connaisse tout à la fois l'efficacité de son armement chimique sur les populations civiles et l'étendue de sa férocité. Il ne se fait pas faute, aujourd'hui, de brandir, dans ses discours, une menace qui fait la fortune des fabricants de masques à gaz ; l'Arabie Saoudite, les Emirats, Israël s'équipent massivement, au cas où...

La recherche et la production irakiennes sont concentrées dans quatre unités principales : le centre de Salman Pak — également impliqué dans le développement des armes biologiques — et les usines de Samarra, d'Akashat et d'Al-Fallujah. La plupart des armes sont stockées à Samarra, Balad, Karbala et Fao. On peut les répartir en deux catégories : les vésicants, telles l'ypérite (le gaz moutarde, de triste mémoire) et la lewisite, qui, inhalées, provoquent des troubles graves, souvent suivis d'une mort lente ; et les neurotoxiques, aux effets foudroyants : Sarin, soman et tabun.

En avril dernier, Saddam Hussein a annoncé que l'Irak fabriquait désormais, à l'égal des supergrands, des armes chimiques binaires, composées de deux éléments inoffensifs lorsqu'ils sont séparés et qui se combinent, au moment du choc, pour former un mélange toxique. L'Irak maîtrise également la technologie de l'« épaissement » des liquides et aérosols chimiques, laquelle retarde leur évaporation par grande chaleur, stabilise leur formule chimique et accroît leur persistance.

J. DETERLUND-BLUE/GAMMA



Kurdes gazés à Halabja, en 1988.

Le missile de fabrication irakienne Al-Abbas a sans doute la capacité de délivrer l'arme chimique à 900 kilomètres de distance. Mais le vecteur privilégié de cette arme demeure à l'évidence l'aviation. Utilisée selon les règles tactiques en vigueur au sein du Pacte de Varsovie : attaque par vagues de trois à six appareils, volant en formation serrée, à basse altitude et à vitesse réduite. On peut donc raisonnablement estimer que, en l'état actuel du dispositif occidental (et israélien), une telle attaque aurait peu de chances d'être couronnée de succès.

Cela dit, il faut souligner à quel point la seule menace de l'arme chimique a d'effets sur le déploiement des troupes : on considère que le port d'un équipement protecteur, dans le contexte du désert saoudien, réduit de près de 80 % l'efficacité de l'infanterie.

Les Français, qui ont beaucoup à se faire pardonner en matière d'assistance militaire et nucléaire à l'Irak, se plaisent à souligner qu'ils n'ont jamais « trempé » dans le développement de l'arsenal chimique de Bagdad. Dont acte. L'Irak a été aidé dans son entreprise principalement par l'URSS, qui a fourni des conteneurs spéciaux pour l'épannage d'aérosols ou de liquides à partir d'appareils tels que le SU 624 ou le Mig 23 ; par la RDA, qui a détaché plusieurs dizaines de spécialistes pour former les forces irakiennes à l'utilisation d'agents chimiques — la Nationale Volksarmee a en particulier installé, au milieu des années 80, un vaste polygone d'entraînement à ce type de guerre ; enfin, par la RFA, dont une dizaine d'entreprises, mettant à profit le laxisme de Bonn en matière d'exportation de technologies sensibles, ont aidé l'Irak, de manière déterminante, à installer et à faire fonctionner ses unités de production. Le gouvernement allemand prenant conscience — mais un peu tard — de l'ampleur des dégâts, procès et arrestations se multiplient, outre-Rhin, depuis quelques mois, dans le milieu de la chimie ouest-allemande.

Dans l'ensemble, les états-majors occidentaux, en possession des données techniques du problème, restent relativement froids devant l'exploitation de la menace chimique par la propagande de Bagdad. Mais, si Saddam Hussein voulait une preuve des effets psychologiques causés par son discours « apocalyptique », la « Saudi Gazette », peu suspecte de sympathie à son égard, lui en donnait récemment une belle illustration, en écrivant, à l'intention de ses lecteurs : « Si vous êtes, au moment d'une attaque chimique, hors de votre maison, et en plein air, vous n'avez rien d'autre à faire qu'à accepter votre destinée. » J. D. ■

DAGENS NYHETER.

Politiskt död misstänkt, Polisen talar med släktingar till den kvinna som döddes vid bombattentatet i Västerås. Bomben kan ha varit avsedd för hennes make.

Kvinna dödad av bomb

En 54-årig kurdisk kvinna från Iran mördades på torsdagen med en bomb vid sitt hem i Västerås. När hon öppnade brevlådan briserade en kraftig sprängladdning.

Polisen tror att kvinnan föll offer för ett politiskt attentat. Hennes make var det tilltänkta offret. Det framgår av pappersrester från brevbomben.

Kvinnan var dotter till den första presidenten i den självständiga republik som kurderna försökt utropa i Iran. Fadern blev avrättad.

Hennes make är en före detta framträdande politiker i det kurdiska partiet KDP. Han lämnade partiledningen 1982 men har även senare varit politiskt aktiv. Partiets ledare mördades förra året i Wien, enligt vissa uppgifter av iranska agenter.

Den mördade kvinnans make och två barn har fått polisskydd.

Bomben var avsedd för maken

Av BO WESTMAR

VÄSTERÅS. Bomben som dödade den iranska kvinnan låg i ett brunt vadde-rat kuvert av den typ som postverket säljer. Bomben var avsedd för hennes make. Det framgår av de pappersrester som polisen tillvaratagit på platsen för explosionen.

Brevbäraren som passerade kl 10.15 på torsdagsmorgonen har vid polisförhör sagt sig ha ett svagt minne av att han sett en försändelse av den aktuella typen i en av brevlådorna, berättade Västeråspolisens vid en presskonferens sent på torsdagskvällen. Ingen av grannarna har sett något misstänkt.

— Vi arbetar fortfarande helt förutsättningslöst, säger spaningsledaren, kriminal-

kommissarie Sven-Åke Karlsson. Det som gör mig mest upprörd är att bomben lika gärna kunde ha dödat någon av familjens två döttrar.

Mannen har för polisen uppgett att han känt sig hotad av sitt gamla hemland Iran. Enligt TT har han också varnat sina barn för att öppna post som varit adresserad till honom.

Explosionen som dödade hans make var mycket kraftig. Hon fick svåra skador i huvudet och buken och avled på sjukhuset efter tre timmar utan att ha återfått medvetandet. Skadorna tyder på att bomben exploderade så snart kvinnan sträckte ned handen i brevlådan och vidrörde det bruna kuvertet.

Rikslarm gick ut vid 18-tiden. Det innebär bland annat att gränsbevakningen har skärpts. □

Kvinna sprängd till döds

Polisen misstänker politiska motiv bakom brevlådebomb

AV GUN FÄLTH

Efat Ghazi, maka till ledaren för Kurdistans parti för självständighet, sprängdes på torsdagen till döds vid ett attentat i Västerås.

En bomb placerad i en brevlåda detonerade och skadade den 54-åriga kvinnan så allvarligt att hon senare avled på sjukhuset.

Efat Ghazi som har iransk-kurdiskt ursprung var inte själv politisk aktiv. Men hon var dotter till presidenten i den kortlivade kurdiska Mahabad-republiken som utropades i Iran 1946.

Politiska motiv

Polisen befarar att politiska motiv ligger bakom mordet.

Det ligger för närvarande närmast till hands att utgå från det. Maken har varit politiskt aktiv. Och varken

han eller hustrun förekommer i kriminella sammanhang. Därför är det inte sannolikt att attentatet är en uppgörelse eller hämndaktion i den undre världen, säger kriminalkommissarie Sven-Åke Karlsson till DN.

Efat Ghazis make, Emir Ghazi och två barn, 10 och 17 år gamla, har förts till en hemlig adress och bevakas nu av polisen.

Sprängningen inträffade klockan 12.45 i ett tätbebyggt bostadsområde. Efat Ghazi som bodde i ett kedjehus på Syrenvägen var på hemväg från sitt arbete. När hon öppnade brevlådan detonerade bomben.

Demolerades

Sprängladdningen var så kraftig att hela den ställning som kvarterets brevlådor var monterade på demolerades. Träbitar slets loss från en intilliggande vägg.

Grannar larmades av den öronbedövande smällen. Efat Ghazi hade då kastats till marken. Hon fördes till sjukhus där hon avled knappa tre timmar senare.

Ännu återstår en fullständig teknisk utredning. Men redan nu tycks det som om bomben legat i ett brev.

När detta placerats i familjens brevlåda är inte klart. Men enligt Sven-Åke Karlsson har det sannolikt lagts dit någon gång under förmiddagen.

Polisen har inga spår efter förövaren eller förövarna. Sven-Åke Karlsson hoppas dock att operation dörrknackning ska ge resultat.

Tättbefolkat

Området är tätbefolkat och flera barn och vuxna var ute under förmiddagen. Chansen finns att någon har observerat mördaren.

Den mördade Efat Ghazi hade kvar sitt iranska medbor-

garskap men hade uppehållstillstånd i Sverige sedan 1985. Hon har bott flera år i Sverige där hon återförenades med sin make från vilken hon av politiska skäl levde åtskild ifrån under lång tid.

Både hennes och makens liv har präglats av de tragedier som följer i spåren av en befrielsekamp. Hennes far, presidenten i Mahabad-republiken avrättades tillsammans med två släktingar av shahen den 31 mars 1947.

Efat Ghazi studerade juridik i Iran och arbetade som lärare, ett arbete hon fortsatt med i Sverige.

Känd släkt

Maken, från en känd kurdisk släkt och mycket känd personlighet i den kurdiska befrielsekampen var tidigare politbyråmedlem i KDP.

Han lämnade partiet 1982. Han behöll kontakten med partiets ledare Ghassemilou

som mördades i Wien den 13 juli förra året. Han är svensk medborgare och arbetar som hemspråklärare och har jäm- sides med sitt arbete fortsatt sin politiska aktivitet i Sverige.

Som ledare för ett nytt parti, Kurdistans parti för självständighet, har han fortsatt sin politiska verksamhet i Sverige. Partiet har medlemmar både i Iran, Irak och Turkiet och har enligt Hussein Kurdi- neiad, som är vän till Efat och Emir Ghazi, ingen militär verksamhet på programmet.

— Vi är övertygade om att bomben var avsedd för Emir Ghazi. Hans hustru var inte politisk aktiv. Vi tror att dådet utförts av iranska agenter. Och vi hoppas nu att utredningen kommer att visa det, säger Hussein Kurdi neiad till DN.

Säpo har informerats om attentatet och kommer att delta i utredningen. □

Vingt ans d'irakophilie française

C'était hier et cela semble déjà si loin ! Par charters, des dizaines d'intellectuels et d'hommes politiques français revenaient de Bagdad plus irakophiles que les Irakiens. En tenue militaire, nos écrivains se faisaient photographier devant Bassorah assiégée, rempart contre les « hordes » intégristes de Khomeiny. Et Jacques Berque, professeur honoraire au Collège de France, l'un de nos arabisants les plus illustres, saluait sur la ligne de front le courage des « poilus » de Saddam.

Dûment convoyés, chaperonnés, ces braves « touristes » venaient admirer la nouvelle Babylone « laïque et progressiste ». Charles Saint-Prot, biographe inconditionnel de Saddam Hussein, se rappelle ces femmes françaises — « Mme Papon, Alice Saunier-Seïtè, Solange Troisième » — tout émues de « l'émancipation des femmes irakiennes ». Tel pape du nouveau roman s'inclinait devant Sumer.

« Avion, séjour, tout était offert, se souvient Lucien Bitterlin, l'un des pionniers des relations franco-arabes. On repartait avec un tapis, une pièce d'artisanat. » Rituellement, le Tout-Paris politique et industriel — quelque quatre mille personnes — se donnait rendez-vous le 17 juillet pour célébrer, dans les salons de l'ambassade d'Irak à Paris, la renaissance de cette nation « sérieuse, dynamique ».

« Des réceptions énormes, se souvient un habitué, parmi les plus courues de Paris ». « Les Irakiens ratissaient très large, raconte François Heisbourg, directeur de l'Institut international d'études stratégiques de Londres. A la fin des années 70, ils avaient un très bon ambassadeur, remarquablement introduit dans les milieux politiques ». Il fallait y être et Jacques Chirac, Jean-Pierre Chevènement, André Giraud, le général Jacques Mitterrand — pour ne citer que ceux-là — y étaient.

Serge Dassault et Jean-Luc Lagardère, respectivement PDG de Dassault-Breguet et de Matra, entourés de leurs directions internationales, côtoyaient les représentants de la délégation générale pour l'armement ; nos officiers supérieurs — « très admiratifs devant les soldats irakiens » — fréquentaient les publicistes gagnés au baasisme irakien.

L'idylle aura duré quelque vingt années. « Le virage en faveur des pays arabes a été pris par le général de Gaulle après la guerre de six jours, rappelle Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères. Georges Pompidou et Michel Jobert ont concrétisé cette politique en brisant, notamment, le

tabou libyen ». Dès 1968, il est question d'une première vente de Mirage à l'Irak.

Paris s'efforce alors d'oublier le sinistre épisode des « pendus de Bagdad » — quinze Irakiens dont neuf juifs, accusés d'espionnage au profit d'Israël, sont exécutés en janvier 1969. Des gaullistes comme Louis Terrenoire et Philippe de Saint-Robert, plaident auprès des dirigeants français en faveur de l'Irak, cet obscur Etat pétrolier, encore à la recherche de son ambition, cet ancien « sief britannique » grouillant de conseillers soviétiques et rêvant de non-alignement.

« Les élans du cœur et de la raison »

La voie est libre, ouverte. « Ce n'est pas un hasard si nous avons choisi de déclencher notre révolution un 14 juillet », soulignent à tout moment les officiels irakiens. A l'heure du pétrole roi, la diplomatie française va ainsi rompre le tête-à-tête entre Moscou et Bagdad. Et Jacques Chirac, premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing de 1974 à 1976, exaucera à la perfection les désirs du Quai d'Orsay.

« Entre Saddam Hussein et lui, il y a eu une séduction naturelle réciproque », se souvient un diplomate. « Le réflexe gaulliste était de se précipiter là-bas pour sortir de nos terres traditionnelles et monter des coups », explique Alain Chenal, universitaire spécialiste du monde arabe.

En 1975, les caricaturistes croqueront le président du RPR, retour d'Irak, assis en tailleur sur un tapis volant. L'époque de la signature des grands contrats militaires et industriels s'ouvre dans les fastes : en dix ans, cent trente Mirage « cousus sur mesure » sont livrés à l'armée irakienne, premier client de la société Dassault. Et Bagdad, soutenu par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), négocie sans encombre l'achat d'un centre nucléaire à des « fins civiles ».

Jamais les relations ne seront aussi chaleureuses. « Beaucoup ont éprouvé les mêmes élans du cœur et de la raison que Jacques Chirac, explique un diplomate arabisant. Il y a là-bas un aspect révolutionnaire fascinant. Ce pays fonctionne, ça marche. » Les irakophiles vont jusqu'à prétendre que l'Irak est le seul pays arabe sauvé de la corruption, oubliant au passage les commissions généreusement abandonnées par les entreprises françaises au Baas irakien, le parti unique.

Vertus « jacobines » et « laïcité »

« On était leurs chouchous ! » résume Lucien Bitterlin, président de l'Association de solidarité franco-arabe. Leur président n'avait dit que son pays, à qualité égale, achèterait français même à 10 % plus cher. Du coup, Gilles Munier, actuel secrétaire général des Amitiés franco-irakiennes, organise avec succès des visites d'hommes d'affaires et de chefs d'entreprise à Bagdad.

Mais cela ne suffit pas. Bagdad s'efforce de donner à ces relations commerciales une assise culturelle, voire idéologique, et débloque des fonds. En 1977, un centre culturel irakien emménage dans un hôtel particulier appartenant à la famille Dassault. « Ils avaient un gros budget, raconte un habitué. Ce qu'ils voulaient, c'était du monde. » Sous prétexte de symposiums sur le gaullisme et de conférences sur le non-alignement, le voyage à Bagdad devient une promenade politique appréciée.

La majorité d'alors encourage cet élan. L'axe Paris-Bagdad est devenu stratégique. Des cercles militent ouvertement pour le maintien et le développement de ces « relations très spéciales ». « Un vrai lobby s'était constitué, explique Alain Chenal, ce qui est rare. Des gens actifs avec pour relais des publications, des associations, des agents stipendiés. Ils ont assez méthodiquement investi les différents champs d'influence : le militaire, le politique, l'économique, mais aussi le culturel. »

Il n'y a guère que l'opposition pour dénoncer, avant 1981, cette « politique mercantile irresponsable » (communiqué du bureau exécutif du Parti socialiste du 29 octobre 1980). Encore faut-il avoir conscience qu'il ne s'agit là que d'une aimable déclaration destinée à la galerie ! La gauche endossera en effet la politique post-gaulliste dès les premières semaines de son accession au pouvoir.

Face à Khomeiny, une véritable stratégie d'« endiguement » est adoptée par Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, et l'Elysée. Le danger islamiste est tel pour le Golfe et plus largement le monde arabe, explique un diplomate, que l'Irak fait désormais figure de « rempart contre le péril perse ». « Il y a eu très peu de débats à cause des Iraniens », se souvient François Heisbourg, alors conseiller technique au cabinet de Charles Hernu, ministre de la défense.

Mais, au-delà de cet impératif lié à la Realpolitik, un autre motif éclaire l'adhésion des socialistes à la politique irakophile de leurs prédécesseurs. Très judicieusement, le lobby pro-irakien exalte alors les vertus « jacobines » de l'Irak et sa « laïcité ». « Après 1981, il y a eu

une espèce d'épanouissement de nos relations avec Bagdad, raconte Alain Chenal. Ce qui n'était que commercial et politique est devenu un courant de pensée.»

Les «retours d'épices»

Des myriades de faveurs roses parent ce renouveau des relations franco-irakiennes. La France honore les dernières tranches de ses contrats d'aéronautique militaire et s'engage à livrer de nouveaux Mirage avec capacité de ravitaillement en vol. Pour faire bon poids, on dote Bagdad de quatre-vingt-dix canons de 155 mm à grande cadence de tir. La France trait-elle trop vite, trop loin ?

A ceux qui doutent de cet «ami», à ceux qui émettent quelques réserves sur la dictature de Saddam Hussein, on rétorque dans les sphères du pouvoir que «l'Irak est la Prusse du Proche-Orient, un partenaire crédible, une République moderne et centralisée».

L'entente idéologique semble à ce point parfaite entre les deux partenaires que l'on commence à murmurer, sans preuve dans un cas comme dans l'autre, que le RPR ne serait pas le seul parti politique à

bénéficier des largesses de Bagdad. Le courant de Jean-Pierre Chevènement au sein du PS, mais aussi le PSU, auraient leur part de ce qu'un spécialiste appelle joliment «les retours d'épices»...

En tout cas, l'ambassade d'Irak à Paris favorise la diffusion d'un thème promis à un bel avenir : on est fermement prié de deviner derrière Bagdad Babylone, derrière le «baasisme» l'ancienne Sumér. Du haut de la puissance militaire de Saddam Hussein, une très ancienne civilisation nous contemple...

Charles Saint-Prot, militant irakien, esquisse ainsi avec émotion un portrait de Saddam Hussein dans cette veine : «Je l'ai fréquemment rencontré. Ce n'est ni Hitler, ni le grand méchant loup. C'est un babylonien. Cet homme a dix, quinze mille ans d'histoire derrière lui!» Sur un mode mineur, Jacques Berque, qui situe son action «sur le plan académique», rappelle un vieux dicton arabe : «L'Égypte écrit les livres, le Liban les édite, l'Irak les lit.» Conclusion : la culture est du côté de Bagdad.

L'Association des amitiés franco-irakiennes, fondée en 1984, reprendra cette antienne avec constance. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, Philippe de Saint-Robert, écrivain, Paul G. Depis, ancien ambassadeur de France à Bagdad, Jacques Berque, Paul Balta, journaliste et écrivain, Alain Mayoud, député UDF, qui sont quelques-uns de ses membres fondateurs, plaident ainsi efficacement depuis des années en faveur d'une politique volontariste vers l'Irak.

Encore ne faut-il pas tout confondre, selon eux, et notamment un soutien désintéressé avec une action concertée de lobbying.

Bagdad : «La fin de l'amitié»

Dans une déclaration concernant la France, diffusée par l'agence officielle de presse INA, le porte-parole du parlement irakien a annoncé la «fin de l'amitié avec la France». «Jusqu'à hier, indique ce communiqué, nous considérons la France comme un pays ami, mais maintenant après qu'un porte-parole du ministère français des affaires étrangères eût déclaré que la France allait participer aux côtés des Etats-Unis à l'imposition du blocus, qui est un acte de guerre, nous mettons fin à notre amitié avec la

France, et nous annonçons que nous allons traiter les ressortissants français comme les ressortissants américains, si les Français mettent en pratique leurs déclarations. Nous exhortons le peuple français ami à résister à la politique du gouvernement qui a déclaré la guerre contre un Etat et un peuple ami».

De son côté, au cours d'une conférence de presse réunie à Amman, M. Tareq Aziz a précisé que «depuis février, l'Irak recevait des signaux négatifs concernant ses relations avec la France». Mais, a-t-il ajouté, «je crois que la France peut avoir de bonnes relations avec le monde arabe». - (AFP.)

«Quand ils veulent acheter des Mirage, ils ne passent pas par nous», relève Philippe de Saint-Robert.

En somme, Paris n'aurait agi qu'en fonction de ses intérêts nationaux y compris, fin 1983, lors de l'envoi en Irak de cinq Super-Etendard dotés de missiles Exocet prélevés sur les forces armées françaises. La décision avait été prise après une réflexion approfondie et un conseil restreint à l'Élysée. La naïveté aura seulement consisté à «habiller» ce prêt en une formule de vente afin d'éviter que Téhéran puisse accuser Paris de co-belligérance...

Un Français se souvient parfaitement de la fureur des Américains et des Britanniques au cours d'une réunion de diplomates près d'Oxford, en décembre 1983 : «Vous allez foutre le feu au Golfe», avaient protesté les Anglo-Saxons. Et il est vrai que Paris avait permis à l'Irak «de passer de la guerre sur terre à la guerre sur mer», note un spécialiste.

Réticences et prudences

Un tel soutien ne se dément pas du jour au lendemain. Mauvais payeur, Bagdad est choyé jusqu'à la fin de son conflit avec Téhéran. Il n'est pas d'usage, durant toute cette période, de rappeler que Saddam Hussein est le responsable du déclenchement de cette guerre ; pas d'usage non plus de s'indigner trop fortement de l'utilisation par les «poilus» de Saddam d'armes chimiques redoutables.

Lorsque l'Irak retournera ses gaz de combat contre sa minorité kurde, en mars 1988, il se trouvera du reste encore des «politiques» pour expliquer qu'il ne faut pas juger trop rapidement cet Etat

jacobin. Dans le secret des conciliabules, certains socialistes n'hésiteront pas à excuser ces massacres au motif que la France révolutionnaire, elle aussi, eut ses «Vendécens»...

Mais la grande époque des relations franco-irakiennes a vécu. Simultanément, Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, tente de renouer des rapports sereins avec l'Iran et Pierre Bérégovoy, au ministère de l'économie et des finances, marque à l'intention de Bagdad les limites à ne pas dépasser en matière d'endettement. Voilà plus qu'une coïncidence.

Les propagandistes français irakiens, qui se récrient lorsque l'on parle de lobby, désignent de plus en plus fréquemment leur «ennemi» : le lobby pro-kurdes, voire le lobby des militants des droits de l'homme. Peut-être le gazage de populations civiles kurdes, notamment dénoncé par l'association France-Libertés présidée par M^{me} Danielle Mitterrand, a-t-il finalement éclairé Paris sur les méthodes et les ambitions de Saddam Hussein ?

Les réticences ou prudences françaises ne datent cependant pas toutes d'hier. Ainsi François Mitterrand ne s'est-il jamais rendu en Irak, en dépit de la réalité de l'axe Paris-Bagdad, alors que ses visites officielles l'ont conduit, entre autres, à Damas. Sur un mode mineur, les observateurs ont également noté que Jacques Chirac n'a pas honoré de sa présence, depuis maintenant deux ans, l'ambassade d'Irak à l'occasion de sa réception annuelle. La «belle» amitié franco-irakienne, avant d'être dénoncée mardi 21 août par Bagdad, s'était donc déjà singulièrement refroidie.

LAURENT GRELSAMER

France-Soir 20 septembre 1990
CRISE DU GOLFE



BAGDAD SAISIT LES AVOIRS DE SES « ENNEMIS »
Adieu aux 24 milliards
que l'Irak nous doit

C'est la loi des représailles qui prévaut. Furieux de ne pouvoir mettre la main sur tout le pactole que représentent les avoirs koweïtiens gelés par la plupart des gouvernements occidentaux sur les territoires desquels ils se trouvaient, Bagdad a saisi, hier, les intérêts en Irak de ces pays.

Saddam n'en démord pas : les biens de l'Emirat annexé et, bien sûr, ceux, colossaux, de la dynastie As-Sabah, sont désormais irakiens. Il faut dire que l'affaire est d'importance : les avoirs koweïtiens à l'étranger sont évalués, bon an mal an, à quelque 200 milliards de dollars, soit plus de 1000 milliards de francs, soit encore les trois quarts du budget de la France.

La loi promulguée par le Conseil de commandement de la Révolution de Bagdad concernerait environ cinq cents sociétés étrangères implantées en Irak, parmi lesquelles 67 ouest-allemandes, 61 italiennes, 51 françaises, 50 japonaises, 32 britanniques et 13 américaines. Une décision unilatérale, bien dans la manière de celui qui gouverne l'Irak d'une poigne de fer depuis près de deux décennies.

BRUTALITÉ. Quel en est l'impact pour la France ? A vrai dire, marginal. La plupart de nos grandes entreprises ne possèdent, en effet,



Elles manifestent à Bagdad et sont déterminées à « mourir dans la lutte contre les Américains ». Photo A.P.

ni locaux ni usines sur les terres de Saddam, et les banques avaient déjà fait leur deuil de leur mise. Les 24 milliards de francs de dettes irakiennes à l'égard de la France ne seront sans doute jamais honorés. Depuis plusieurs années, les institutions bancaires avaient classé l'Irak comme « pays à risques » et provisionné dans leurs comptes une éventuelle défection de sa part.

En tout état de cause, ce nouveau forfait commis par Saddam montre, si besoin, qu'il a fait du Koweït une affaire quasi personnelle. A

preuve, il a placé à la tête de l'ancien Emirat un homme sûr, celui-là même qui se fit connaître pour sa brutalité au Kurdistan et qui fut directement responsable des bombardements chimiques des villages kurdes en 1988, en pleine guerre avec l'Iran.

Ce n'est certainement pas avec un tel gouverneur que les rafles d'Occidentaux vont cesser. Deux nouveaux ressortissants français et trois Allemands viennent d'être littéralement kidnappés par les troupes irakiennes et conduits vers une destination inconnue, mais qui, à coup sûr, ne peut être qu'un de ces lieux stratégiques que Saddam cherche à protéger de son fameux « bouclier humain » contre une possible attaque aérienne.

En attendant, la politique d'étranglement des Occidentaux se poursuit sans faille. Côté français, les préparatifs de départ des 4 000 hommes s'accroissent, tout comme l'envoi de matériel, tels Mirage et missiles. Le contingent américain se renforce en Arabie Saoudite, même s'il ne bénéficie pas, comme on l'a cru un temps, de l'appui logistique soviétique. En outre, le blocus va bientôt s'étendre au trafic aérien. Le Conseil de sécurité de l'O.N.U. pourrait voter, vendredi, une résolution dans ce sens. Et Moscou, comme depuis le début de la crise, sera, du côté occidental.

Kurder fruktar nytt attentat

Familjer placeras på hemlig adress i Norrland

● Nu går kurderna under jorden. Efter mordet på Efat Ghazi i Västerås är rådslan stor för nya attentat.

– Jag har skickat hela min familj till Norrland. Där skall de stanna på hemlig adress i en månad, säger Houssein, andreman i Kurdistans parti för självständighet.

– Flera andra kurder gör samma sak. Risken är överhängande för ett nytt attentat.

Möte i Düsseldorf

Houssein vill inte att SvD publicerar hela hans namn eller hans bostadsort. Den bomb som dödade Efat Ghazi var med all säkerhet avsedd för hennes make, den iranske kurden Amir Ghazi. Han leder Kurdistans parti för självständighet och var en av dess grundare.

Attentatet utfördes på torsdagen. På fredagen var det meningen att Amir Ghazi skulle resa till Düsseldorf för att träffa andra ledande personer, som kämpar för en kurdisk stat.

– Amir Ghazi försöker få olika kurdiska partier, som kämpar för ett fritt Kurdistan, att gå samman. Det kan uppfattas som ett stort hot av regimerna i området, säger Houssein.

Amir Ghazis brorsdotter, också hon bosatt i Västerås och medlem i partiet, är djupt orolig efter torsdagens bombdåd.

"Iran ligger bakom"

– Vi har aldrig ens vågat tänka oss att en sådan här sak skulle kunna inträffa i Sverige, säger hon. Av rädsla för represalier vill hon inte att

SvD publicerar hennes namn.

Polisen utesluter inte att den politiskt laddade resan till Düsseldorf har ett samband med attentatet. Houssein hävdar att det är den iranska regimen, som ligger bakom bombdådet.

– Amir Ghazi är själv starkt övertygad om att det är iranierna, som gjort det, säger han och förklarar att torsdagens attentat i Västerås ingår i en serie iranska attacker mot regimkritiker utomlands.

Sköts ihjäl i Wien

Houssein pekar på en rad attentat mot medlemmar – ofta högt uppsatta – inom iranska organisationer som Mujahedin och KDPI, Kurdistans demokratiska parti i Iran.

I mitten av juli i fjol sköts Abdel Rahman Ghassemlou, ledare för KDPI, ihjäl i Wien tillsammans med två medarbetare, Abdulla Ghaderi-Azar och Fadeh Mala Mahmoud Rasoul.

Amir Ghazi tillhörde i flera år politbyrån i KDPI och är betade då nära Ghassemlou.

I augusti samma år mördades Bahman Javadi i Larnaca på Cypern. Bahman Javadi var en framträdande ledare för iranska kommunistpartiet. Han var inte själv kurd, men arbetade med motståndsrörelsen i Kurdistan. Javadi var bosatt i Malmö sedan han 1984 kommit till Sverige som politiskt flyktning.

I våras dödades Kazem Rajavi av en fönnmördare.

Han tillhörde Mujahedin och mördades i Genève.

– När världens uppmärksamhet nu är riktad mot Irak och Kuwait har Iran valt att slå till igen, säger Houssein.

– Terroristerna organiseras av den iranska ambassaden i Stockholm. Det får inte gå till på det sättet. Svenska politiker måste ingripa.

Amir Ghazi har bott i Sverige i cirka tio år. Houssein träffade honom i polishuset i Västerås på fredagen och han sade då att attentatet inte kommer att få honom att sluta med politiken.

– Vi fortsätter kämpa för ett Kurdistan. Terroristerna skall inte få skrämra oss.

MATS KNUTSON

Politisk splittring troligt motiv

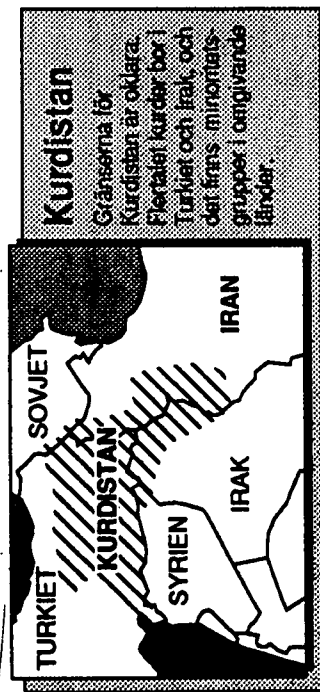
● Motiv bakom mordet på den kurdiska kvinnan Efat Ghazi i Västerås var med största sannolikhet att söndra, splittra och försvaga de irankurdiska organisationer och politiska partier som kämpar för ett fritt Kurdistan.

Polisen är nu nästan säker på att brevbomben var avsedd för Efat Ghazis make, den svenske medborgaren Amir Ghazi, 42 år. Han skyddas dag och natt av polisen och vistas på hemlig ort. Den iranska säkerhetstjänsten är sannolikt mordarens uppdragsgivare.

Starka intressen

Kurderna är med sina 20-25 miljoner den fjärde största folkgruppen i Mellanöstern. Det är endast araber, turkar och perser som är fler till antalet. Trots att kurderna är så många har de inte nått liknande politiska framgångar som t ex palestinierna, PLO, eller de svarta i Sydafrika, ANC. Orsaken är att det är många och starka intressenter, som bekämpar tanken på ett självständigt Kurdistan.

Kurdernas tragik är att deras kamp för ett fritt och oberoende Kurdistan berör fem länder. Det territorium som politiskt aktiva kurder gör



ken och har aldrig använt våld utanför omstridda områden.

Fadern hängdes

Den nu mördade kvinnan Efat Ghazi och maken Amir Ghazi var kusiner. Släkten är mycket känd i Iran. Efat Ghazis far, Mohammed Ghazi, valdes till president i den kurdiska republik i Iran, som med stöd av Sovjet utropades 1946. Året därpå anföll Iran den kurdiska republiken som därmed krossades. Irans regering lät därefter hänga Mohammed Ghazi. Stora delar av släkten Ghazi har under åren varit verksamma inom KDP.

Vil ha väpnad kamp

KDPI(r) vill ha ett snabbare förlopp än KDPI och är mer inriktat på en väpnad kamp, dock inte utanför Iran. Partiet, som leds av Jalil Galdan, lär verka i största hemlighet inne i Iran. Partiet uppger ha medlemmar i Sverige.

I början av 80-talet bildade Amir Gazi i Västerås Kurdiska självständighetspartiet i Sverige tillsammans med några goda vänner. Partiets chef är bosatt i Uppsala och uppger sig heta Hussein. Främste motståndare är Iran och dess säkerhetstjänst.

Bland grannar och vänner hade Amir Ghazi en låg profil, men enligt säkra uppgifter till SvD är Amir Ghazi ytterst verksam i den kurdiska befrielsekampen. Kurdiska självständighetspartiets medlemsantal är hemligt, liksom medlemmars identiteter och i vilka länder partiet är verksamt.

SUNE OLOFSON

1988 sprack KDP i två delar: KDPI och KDPI(r).

KDPI har sitt säte i Paris. Medlemsantalet är okänt. Dess förste chef var Abdul Rachman Ghassemlou, som under en fredsförhandling i Wien mördades i mitten av juli 1989. Bara någon vecka före mordet besökte Ghassemlou Stockholm, där han tidigare också bott, och deltog i socialistinternationals kongress. Amir Ghazi var mycket god vän med Abdul Rachman Ghassemlou. De arbetade tillsammans inom

allierade med Syrien, kurdirarier med Iran och kurdiranier med Irak. I det utdragna kriget mellan Iran och Irak slogs kurder på båda sidor och vid freden blev kurderna fredens förlorare.

Flera partier

Förutom det i Sverige välkända PKK, Kurdistans arbetarparti, som i första hand är verksamt i Turkiet, finns flera iranska kurdiska partier. Medlemmarna är i princip dömda till döden av Irans säkerhetstjänst.

Den kurdiska befrielsekampen i Iran hade sitt starkaste fäste i KDP, Kurdistans demokratiska parti, som är det äldsta irankurdiska partiet. KDP var ett parti med tydliga demokratiska förtec-

anspråk på löper in i Sovjetunionen, Iran, Irak, Turkiet och Syrien. Dessa länders säkerhetstjänster bekämpar de individer och organisationer som inom och utom de fem länderna arbetar för ett fritt Kurdistan. Ett klassiskt sätt är att infiltrera bland grupperna i exil och iscensätta inbördes konflikter, som sedan spränger partierna och därmed försvagar befrielsekampen.

Inbördes motsättningar

Den kurdiska kampen har också försvagats på grund av att kurderna i praktiken stått emot varandra. Många kurder har anpassats till till exempel det turkiska samhället och vill inte delta i väpnad kamp och vägrar att tala kurdiska. Men andra kurdturkar är

Lördagen den 8 september 1990 ★ EXPRESSEN

Säpo tar upp jakten på Efats mördare

Av LOTTA BYQVIST

VÄSTERÅS (Expressen). Efat Ghazi, 54, kom hem ovanligt tidigt från jobbet som hemspråklärare i torsdags.

Schemat för terminen var ännu inte klart.

Därför föll hon offer för den brevbomb som var avsedd för hennes make, Amir Ghazi.

I dag tar Säpo över jakten på mördaren.

Familjen Ghazi på Syrénvägen i Önsta Gryta utanför Västerås hade som de flesta familjer för vana att den som först kom hem tog in posten.

Efat och Amir Ghazi åkte till sina jobb som hemspråklärare vid åttatiden i torsdags morse.

Äldsta dottern, 17 år, tog en titt i brevlådan innan hon gick till skolan klockan kvart i tio.

Brevlådan var då tom.

En halv timme senare, när brevbärare Mats Kankainen kom med posten, låg redan ett vadderat kuvert i familjen Ghazis brevlåda.

Om Efat Ghazi, som kom hem klockan 12.45, hann öppna kuvertet eller bara ta i det, vet polisen inte.

Allt som finns kvar av brevet, som var adresserat till Amir Ghazi, är brända rester.

Vid explosionen skadades Efat Ghazi svårt i buken och ansiktet.

Ena handen slets av.

Ett stort hål slogs upp i träväggen bakom brevlådorna.

Tre och en halv timme efter attentatet dog Efat Ghazi på lasarettet i Västerås.

Rikslarm utfärdades först klockan 19.37 – mer än sex timmar efter explosionen.

– Tyvärr vet vi inte vad vi ska leta efter, säger kriminalkommissarie Sven-Åke Karlsson till Expressen.

Polisen är säker på att bom-

ben var menad åt Efat Ghazis make Amir. Han är ordförande för Kurdistans självständighetsparti. Från och med i dag tar säkerhetspolisen över spaningen efter Efat Ghazis mördare.

– Det är ju så det går till vid terroristbekämpning, säger polismästare Hans Högberg.

De kurder Expressen talat med menar att Irans regering ligger bakom dådet, något som Irans ambassad i går kväll förnekade.

Under hela gårdagen fortsatte ett 30-tal poliser att knacka dörr och höra vittnen.

– Men det har inte lett till något konkret, säger Sven-Åke Karlsson.

I dag och i morgon obduceras kroppen efter Efat Ghazi.

Teknisk undersökning

Sprängladdningen, eller vad som finns kvar av den, är inlämnad på teknisk undersökning. Redan nu står det klart att anordningen utlösts på elektrisk väg.

Efat Ghazi bröt en strömkrets, vilket satte i gång tändanordningen.

– Sprängladdningen var ovanligt kraftig och måste ha gjorts i ordning av proffs, säger Sven-Åke Karlsson.

Efat Ghazi var enligt vänner

och släktingar inte politiskt aktiv. Hennes far, Ghazi Mohammed, utnämndes till republikens Kurdistans förste och hittills ende president. Efter elva månader vid makten avrättades han av shahen år 1948.

– Efat tillhörde den kurdiska aristokratin, säger en man som vill vara anonym till Expressen.

Efat och Amir Ghazi var kusiner och gifte sig 1961.

Amir, som var politbyråmedlem i den iranska grenen av Kurdistans demokratiska parti, KDPI, bodde i långa perioder i Sverige under mitten av 70-talet och början av 80-talet.

Uppskattade bland eleverna

1985 flyttade han hit permanent. Hustrun och döttrarna, som då var 6 och 12 år, kom till Sverige två år senare. Samtidigt som Amir blev svensk medborgare.

Makarna Ghazi hade båda studerat juridik. Efat var dessutom lärare, och Amir tog en fil kand i Sverige. Som hemspråklärare i Västerås blev de snabbt uppskattade bland elever och arbetskamrater.

Efat var enligt sina vänner en glad och positiv person.

– Hon hade jämt tid att ställa upp, berättar Amir Ghazis brorsdotter för Expressen.

Enligt brorsdottern trivdes Efat Ghazi inget vidare i Sverige.

– Men hon försökte trivas för barnens skull.

Begravningen av Efat Ghazi sker troligen i mitten av nästa vecka i Västerås. Då väntas, enligt kurderna själva, 15 000 kurder från hela världen delta.

AFTONBLADET
Lördag 8 september 1990

Kurderna i skräck för Irans agenter

VÄSTERÅS. Med gråten i halsen säger den mördade Efât Ghazis make Amir Ghazi till Aftonbladet:

- Det är så svårt att prata. Men jag ska fortsätta den kurdiska kampen - jag måste det.

Samtidigt fruktar hans närmaste man Hussein att bli nästa offer.

- Jag står nog överst på dödslistan nu.

I går skickade Hussein hela sin familj till en hemlig adress i Norrland.

Samtidigt anlände kurder från hela Sverige till Västerås för att stödja Amir Ghazi, 52, i hans sorg.

På kurdiska föreningens lokaler tog Amir under ett par kvällstimmor emot

hundralet kurdiska vänner som försökte trösta honom.

Många grät öppet. Ingen ville säga hela sitt namn eller vågade bli fotograferad.

- Det här var ännu ett dåd av Iran, säger Amir. Det visar att vi inte är trygga ens i Sverige.

Amir vill också tacka alla som hjälpt hans två chockade döttrar, 10 och 17 år.

- Grannar, klasskamrater, lärare - alla har ställt upp. Jag är så tacksam för det.

Både Amir och döttrarna bevakas dygnet runt av polis.

Säpo tar över utredningen

I går övertog Säpo polisutredningen sedan Västeråspolisen konstaterat att

Efter brevbomben:

Nu skickar de sina familjer till hemlig ort

mordet troligen har politiska orsaker och att Västeråspolisen inte har några kunskaper om sådant.

Hittills har polisen hunnit konstatera att brevbomben var adresserad till Amir och att den placerades i brevlådan vid familjens radhus på Syrenvägen i Önsta Gryta mellan klockan 09.45 och 10.15 i torsdags.

- Klockan 09.45 gick familjens äldsta dotter till skolan och tittade först i brevlådan, säger kriminalkommissarie Sven-Åke

Karlsson. En kvart över tio såg brevbombaren det tjocka kuvertet när han la ner den vanliga posten. Hade dottern tagit upp bombbrevet för att titta på det, hade i stället hon sprängts i bitar. Vittnen har iakttagit en del mystiska personer och bilar i området.

- Men vi har inte den ringaste uppfattning om vad vi ska leta efter. Det var ett proffsjobb, säger Sven-Åke Karlsson. Hela eftermiddagen i går satt Amir Ghazi hos

polisen för att berätta om sin politiska kamp och bakgrund.

Dotter till presidenten

Hans hustru Efât, 54, var inte politiskt aktiv, men mycket känd i kurdiska kretsar.

- Hon var dotter till den 1:e presidenten Chazim Mohammed i kurdrepubliken Mohabbad i Iran, berättar Hussein. Han dog 1947.

Amir Ghazi har känt sig hotad i många år. Han bildade för ett halvår sedan det nya Kurdistanens självständighetsparti som i dag har anhängare både bland iranska, irakiska och turkiska kurder.

Amir och hans hustru Hussein betonar för Aftonbladet att partiet, som ledes från Sverige, tar avstånd från

både PKK och all väpnad kamp.

- 25 miljoner kurder har traditionellt kämpat för ett fritt Kurdistan med vapen i händerna. Vi är ett demokratiskt parti som vill alliera oss med hela den demokratiska världen för en internationell lösning av kurdfrågan.

Hussein är kritisk mot den svenska regeringen.

- Vi kräver att regeringen ser till att Irans ambasad fungerar som en diplomatisk beskickning - inte som en terroristcentral.

Till begravningen av den mycket populära hemspråklärarinnan Efât Ghazi nästa helg väntar Hussein en massiv kurdisk manifestation.

- Det kommer säkert mellan 10 000 och 15 000 kurder till Västerås.

Bengt Michanek

Libération, 10 septembre 1990

M6, 22H15

Irak, musée des horreurs d'avant-crise

Un document BBC, réalisé avant la crise du Golfe par l'Américain Charles Glass, montre de quelle violence Bagdad est capable. Faits rapportés par Amnesty dans l'indifférence générale.

Autant prévenir, l'excellent reportage de Charles Glass, *Irak, la République de la peur*, que l'on vous souhaite vivement de voir ce soir, ne doit rien à l'actualité récente. Sa diffusion, en revanche, doit tout à l'invasion du Koweït par l'Irak et la crise qui s'ensuit. Grâce à quoi, un programme en urgence ce document diffusé il y a déjà un certain temps par la BBC, mais inédit en France. Saddam Hussein étant désormais promu ennemi public international numéro un, on peut exposer sur une antenne française l'un des plus sinistres palmarès contemporains en matière de droits de l'homme et ouvrir le procès de l'un des seuls régimes au monde où la torture des prisonniers politiques (pardon, des « traitres ») et le châtiment collectif de leurs familles ont force de loi.

Sur le premier point, c'est Saddam Hussein qui répondait par un « oui » sans ambiguïté à la question de journalistes de la BBC (encore eux) posée en 1981. « *Quiconque collabore avec un puni par la torture et l'exécution.* » Sur le second, le témoignage difficilement réfutable d'un réfugié irakien de Londres, frère du chef spirituel des chiites irakiens, Mohamed Bakr Hakim, réfugié, lui, en Iran, rappelle comment, pour faire taire ce dernier, Saddam a



Les pendus de Bagdad.

permanant sur leur sol. Plus de cent mille d'entre eux ont trouvé refuge dans les pays voisins, Iran et Turquie, mais l'immense majorité a été déportée dans les régions désertiques tandis que leurs villages étaient bombardés puis rasés, leur bétail confisqué ou abattu. Des milliers de Kurdes ont été sommairement exécutés, des familles entières empoisonnées (on entendra dans le document un des rares rescapés du thallium, un composant de la mort-aux-rats, injecté dans les yaourts destinés à la

consommation kurde). Et, au profit de la guerre Iran-Irak, Bagdad n'a pas hésité à utiliser son arsenal chimique contre des concentrations de réfugiés, comme à Halabja, plus de cinq mille morts, en mars 1988.

Comme le note Charles Glass, l'un des meilleurs télexjournalistes américains au Proche-Orient, où il travaille pour la chaîne ABC (il le payait même, un temps, d'une détention en otage au Liban), tous ces faits étaient connus, largement rapportés par les organisations humanitaires comme Amnesty

International, dénoncés par la commission des droits de l'homme de l'ONU et même par le département d'Etat américain. Nul n'en a jamais demandé compte à Saddam Hussein, nul « n'a cherché à isoler l'Irak », comme disait Glass dans un reportage diffusé sur ABC en décembre 1989.

Les Etats-Unis, alors devenus principal partenaire commercial de l'Irak, venaient de lui accorder un milliard de dollars en prêts agricoles et allaient augmenter la mise le mois suivant. Américain, réalisant le documentaire que nous allons voir pour une chaîne britannique, le journaliste balaya énergiquement devant sa porte. On ose espérer que le présentateur Charles Villeneuve aura l'honnêteté de rappeler à son tour que la France fut le deuxième partenaire militaire de

l'Irak après l'URSS, sans oublier « nos » juteux contrats civils, et que, dans le silence général qui accorda une parfaite impunité à Saddam des origines au 2 août 1990, le silence français ne fut pas le moins assourdissant. Roland Dumas souriait récemment au journaliste qui lui demandait si les personnalités politiques n'avaient poussé un peu loin la complaisance en ignorant la vrai visage de la dictature saddamienne. « J'avais pour ma part quelques soupçons », répondit le ministre des Affaires étrangères. MM. Chirac et Chevènement, comme on sait, n'en avaient aucun, mais M. Dumas, comme ses prédécesseurs, ne manifesta jamais les siens. Sauf bien sûr depuis qu'en violation flagrante du droit international, Saddam Hussein a fait main basse sur le coffre de l'émir Jaber.

Il était « licite » de gazer les Kurdes, mais s'emparer du Koweït, non, mille fois non. Gageons que, sans cette intolérable atteinte au droit, le reportage de Charles Glass n'eût pas non plus franchi les frontières de la BBC. Sa diffusion ce soir annonce-t-elle que, désormais, on ne fera plus cadeau aux satrapes de leur satrapie, même s'ils sont les meilleurs amis de la France officielle ?

Marc KRAVETZ

Le Monde 10, sept. 1990

Livraisons illégales
d'armes à Bagdad

Le parquet de Munich ouvre une information contre le constructeur aéronautique MBB

BONN

de notre correspondant

Une information a été ouverte contre le constructeur aéronautique ouest-allemand Messerschmidt-Bölkow-Blohm (MBB), filiale de Daimler-Benz, accusé d'avoir illégalement vendu des hélicoptères à l'Irak.

Ces hélicoptères, officiellement destinés aux sauvetages et aux transports des personnalités, étaient transformés en engins militaires après un passage dans les usines Denzel en Autriche ou Casa en Espagne.

Selon la « Société pour la défense des peuples menacés », une association allemande qui défend, entre autres, la cause des Kurdes d'Irak, ces hélicoptères auraient été utilisés le 28 décembre 1988 lors d'une attaque de l'armée irakienne contre 3 000 Kurdes et chrétiens assyriens fuyant les zones de combat.

Le porte-parole de MBB assure de son côté que les hélicoptères livrés à l'Irak n'étaient pas adaptés à un usage militaire et que la livraison de pièces de rechange a été suspendue depuis les résolutions d'embargo prises par l'ONU.

L. R.

20, sept. 1990



LES DROITS DE L'HOMME NE CONCERNENT PLUS LES KURDES SELON ANKARA

La focalisation de la communauté internationale sur la crise du Golfe avec la diabolisation de Saddam Hussein ne sont pas faits pour déranger certains Etats qui, en joignant leurs voix à l'indignation mondiale concernant la violation du droit international par l'Irak, vont avoir désormais les mains libres pour entreprendre des actions n'ayant qu'une relation très lointaine avec le droit. Cela va de pays qui, comme l'URSS, mettent à profit la situation dans la région pour normaliser leurs relations avec des pays comme l'Arabie saoudite, lundi 17 septembre, ou qui obtiennent, en contrepartie de leur fidélité aux Nations Unies et aux Etats-Unis, des compensations financières et militaires non négligeables. Il y a ceux enfin, qui, comme la Turquie, jouent un peu sur tous les tableaux.

Son adhésion immédiate aux résolutions de l'ONU, son engagement dans un processus militaire au risque de rompre sa traditionnelle neutralité, le 5 septembre dernier, quand son parlement avait voté les pleins pouvoirs au Premier ministre et confirmé par la permission accordée aux Etats-Unis de déployer des avions-radars Awaks dans les régions frontalières de l'Irak, cette série de facteurs a donné un nouveau souffle au rôle stratégique de la Turquie dans l'OTAN, éclipsé par la détente Est-Ouest. En contrepartie de cet engagement couteux, puisque il occasionnerait un manque à gagner proportionnel au volume de ses échanges avec l'Irak, la Turquie devrait obtenir des subventions de la part de la communauté internationale.

Mais au nom du respect du droit international au Koweït, la Turquie met également la situation de crise

pour bafouer ouvertement les droits de l'homme sur son territoire, d'autant plus ouvertement que les protestations occidentales sont peu probables. C'est ainsi que l'on apprend qu'Ankara a suspendu l'application de la Convention européenne des droits de l'homme au Kurdistan, comme il l'a fait savoir par courrier à Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, l'institution garante de cette Convention. Ankara motive cette décision par un souci de «sécurité nationale».

En effet, selon la lettre confidentielle adressée au conseil de l'Europe, la Convention européenne des Droits de l'Homme est jugée incompatible avec les décrets 84 et 88 adoptés en mai dernier par le gouvernement turc pour lutter contre la guérilla kurde. Les deux décrets accordent ainsi des pouvoirs d'exception aux autorités, en instituant l'état d'urgence en Anatolie du Sud-est. En vertu de ces décrets, le gouverneur militaire des régions concernées se voit accorder les pleins pouvoirs, notamment pour interdire toute publication suspecte, déplacer des villages entiers, censurer la presse, interdire l'accès de la région aux journalistes étrangers.

Lé décision turque a pour objectif, indiquent les autorités turques dans leur lettre à Mme Lalumière, de «neutraliser une campagne de désinformation tendancieuse auprès du public lancée de l'étranger» sur la situation en Anatolie orientale. Les milieux turcs qui plaident en faveur d'une reconnaissance, même relative, du fait kurde, seraient pourtant directement visés, y-compris les formations parlementaires qui, comme le SHP, avaient fait l'objet de vives critiques de la part du gouvernement

pour être allé dans ce sens.

La crise du Golfe aura donc permis à Ankara d'en finir avec les préoccupations humanitaires d'une Europe à laquelle il veut pourtant adhérer, puisque c'est l'article 15 de la Convention qui est invoqué, en vertu duquel tout Etat contractant peut suspendre son application en cas de guerre ou de crise grave. Il est peu probable que cette décision suscite l'émotion des Occidentaux, et singulièrement des Américains, dont la Turquie est «le fidèle allié», comme l'a rappelé M. Bush, le mois dernier. Le rapprochement entre Washington et Damas, malgré le contentieux sur les dossiers du Liban et du terrorisme, illustrent assez la capacité d'oubli des Américains, face à une situation de crise nécessitant des alliances nouvelles.

Une fois de plus, les Kurdes paieront donc le prix de leur délicate situation géopolitique, et verront leur cause utilisée au gré des convulsions de la région. Alors que l'Occident, ligé contre l'Iran pendant la guerre Iran-Irak, n'avait que du bout des lèvres exprimé son indignation face au gazage de milliers de Kurdes irakiens par Saddam Hussein, se souvient aujourd'hui, l'Irak étant devenu l'ennemi public numéro un, des 5 000 morts de Halabja. La Turquie avait d'ailleurs mis à profit cet autre conflit du Golfe pour recueillir avec une ostentatoire magnanimité, les réfugiés Kurdes d'Irak, dont la plupart continuent à croupir dans des camps insalubres dans l'indifférence internationale, redorant ainsi son image démocratique. Si on parle aujourd'hui des Kurdes d'Irak, qui va avoir le courage de parler de ceux de Turquie ?

G.

Nord Littoral, 20 septembre 1990

UNE DÉLÉGATION DE DIRIGEANTS KURDES D'IRAK EN VISITE EN FRANCE

PARIS - Une délégation de dirigeants kurdes d'Irak séjourne en France et tiendra une conférence de presse jeudi au siège de la Fondation France-Libertés, que préside Mme Danielle Mitterrand.

Les membres de la délégation rencontreront plusieurs membres du gouvernement dont Mme Edwige Avice, ministre-délégué aux Affaires étrangères, et le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire Bernard Kouchner.

OUEST-FRANCE

21 septembre 1990

● **KURDES.** Plusieurs membres de l'opposition kurde au régime de Bagdad ont été reçus hier par Mme Edwige Avice, ministre délégué aux Affaires étrangères et par plusieurs autres responsables français. La délégation, composée de Jalal Tabalani (Union patriotique du Kurdistan d'Irak), de Sam Abdourahman (Parti du peuple du Kurdistan), de Mahmoud Osman (Parti socialiste kurde), et de Mohsen Dizeyes (Parti démocratique d'Irak) a révélé que le 9 septembre, à Mossoul, l'armée irakienne avait ouvert le feu sur des manifestants, tuant au moins cinquante personnes. La population de cette ville kurde protestait contre les pénuries alimentaires.

DEPECHE DU MIDI

21 septembre 1990

Les opposants kurdes reçus à Paris

Une délégation du Front du Kurdistan d'Irak (opposition) a été reçue, hier, pour la première fois à Paris par des membres du gouvernement et des officiels français. Elle préconise une conférence internationale sur le Proche-Orient incluant le problème kurde et souhaite le renversement du « régime dictatorial irakien ».

Liberté de l'Est 21 septembre 1990

Pour la première fois

La France reçoit l'opposition kurde irakienne

Pour la première fois, une délégation du Front du Kurdistan d'Irak (opposition) a été reçue hier à Paris par des membres du gouvernement et des responsables officiels français, à qui elle a demandé le soutien "politique et moral" de la France à la cause des Kurdes, a déclaré à Paris l'un des responsables du Front, Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union Patriotique du Kurdistan d'Irak.

A la suite d'une "invitation officielle du gouvernement français", a précisé M. Talabani lors d'une conférence de presse, une délégation du Front a été reçue par Edwige Avice, ministre délégué aux Affaires étrangères, Loïc Hennekine, conseiller diplomatique à la Présidence de la République, ainsi que le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner.

La délégation a également eu des entretiens au cabinet de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale.

Le Front du Kurdistan d'Irak groupe quatre formations, le Parti démocratique du peuple du Kurdistan, le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, le Parti Socialiste du Kurdistan d'Irak et l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak.

La délégation a également demandé au gouvernement français, en sa qualité notamment de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'O.N.U., que "toute conférence internationale sur le Moyen-Orient inscrive le problème kurde à son ordre du jour (...), car une solution juste et globale (au Moyen-Orient) doit inclure tous les problèmes, le problème palestinien, le problème libanais, celui des Kurdes, la crise du golfe et tous les autres", a estimé le dirigeant kurde.

Paris accueille des Kurdes irakiens

Première en France, une délégation de nationalistes kurdes est reçue aujourd'hui. Manière de montrer que les Koweïtiens ne sont pas les seules victimes de Saddam Hussein.

Pour être moins spectaculaire que l'envoi de nouvelles troupes dans le Golfe, la réception aujourd'hui à Paris à un niveau gouvernemental d'une délégation du Front du Kurdistan d'Irak, composée de quatre dirigeants des principaux mouvements nationalistes kurdes irakiens, marque un véritable tournant de la diplomatie française à l'occasion de la crise du Golfe. Aussi surprenant que cela puisse paraître, jamais en effet dans l'histoire contemporaine, la France officielle n'avait accepté de recevoir des représentants kurdes, pas plus ceux de l'Irak, que de l'Iran ou de la Turquie, les trois pays où vivent quelque 25 millions de Kurdes dont 4 pour le seul Kurdistan irakien.

La délégation du Front, composée de Jalal Talabani, pour l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak (UPK), le Dr Mahmoud Othman, au nom du Parti socialiste kurde, Sami Abdulrahman du Parti du peuple du Kurdistan (PPK) et Mohsin Dizayee représentant de Massoud Barzani — Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK) —, sera reçue aujourd'hui au Quai d'Orsay par Edwige Avice, ministre déléguée auprès de Roland Dumas puis par Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. Elle rencontrera également Bernard Kouchner et, jeudi matin à l'Elysée, Loïc Hennekin, conseiller diplomatique de François Mitterrand. Des rendez-vous ont été demandés également avec les principales formations politiques.

Une « première » donc. La « question kurde » n'était pas ignorée, mais toujours débattue en privé et comme frappée d'un quasi-tabou dans toute expression publique. Même après le « gazage » de réfugiés kurdes irakiens en Iran à Halabja en mars 1988 qui fit plus de cinq mille victimes, la France garda le silence. A l'automne de 1989, Paris avait hébergé une Conférence internationale sur les Kurdes, à l'initiative de l'Institut Kurde et de l'association France-Libertés que préside Danielle Mitterrand. Mais la pression conjuguée et plus ou moins discrète des « amis » irakiens ou turcs avait alors dissuadé nombre d'invités français, à l'exception de Bernard Kouchner.

« On ne parle pas assez des Kurdes parce que nous n'avons jamais pris d'otage, jamais détourné un avion », constatait le Dr Ghassemlou, le plus connu des dirigeants kurdes, secrétaire général du Parti démocratique kurde d'Iran. Assassiné à Vienne le 13 juillet 1989 par les « négociateurs » iraniens avec lesquels il discutait d'une solution politique pour le Kurdistan d'Iran, Abdulrahman Ghassemlou ne verra donc pas la consécration de ses efforts pour que soit accordée aux Kurdes le minimum d'attention dont ont bénéficié d'autres mouvements de « libération nationale », telle l'OLP de Yasser Arafat. Il aura donc fallu que la crise du Golfe pour que le tabou soit brisé. Modestement certes, la visite de la délégation kurde n'a fait l'objet d'aucune annonce ou déclaration officielles.

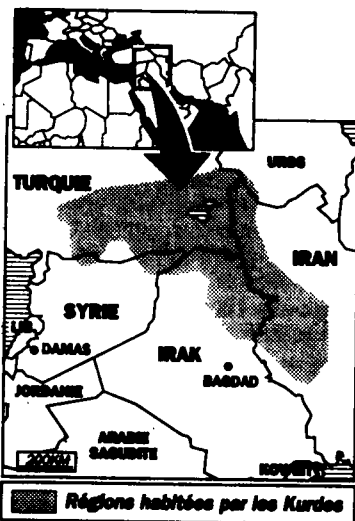
Si son objet semble avant tout l'in-

Les Kurdes ont quelques arguments à faire valoir dans ce domaine. En Iran et en Turquie, certes, mais ces dernières années plus encore en Irak ils payent plus que durement les errements d'une géopolitique dessinée par les anciennes puissances coloniales dans les années 20 sur les ruines de l'empire ottoman. Leur revendication était connue et même reconnue et y compris par le président américain, Woodrow Wilson, qui dans son projet de pacte pour la « Société des Nations » recommandait la création d'un Etat kurde.

En 1925, une commission mandatée par le Conseil de la SDN, conclua que « sept huitième de la population » des régions visitées souhaitaient un « Etat kurde indépendant ». La Grande-Bretagne passa outre au prétexte que « sans le pétrole et les richesses agricoles du Kurdistan, l'Irak ne pourrait pas être économiquement viable ». Ce souci n'alla pas jusqu'à accorder à l'Irak un accès à la mer, réservé au Koweït, décrété protectorat britannique indépendant. L'Irak arabe, qui a longtemps revendiqué « sa » province koweïtienne, avant de l'envahir et de l'annexer en août 1990, n'a pas pour autant accordé aux Kurdes les droits qu'il s'arroge au nom de la liquidation du passé colonial.

De 1932, fin du mandat britannique, à aujourd'hui l'histoire des Kurdes d'Irak est celle d'une lutte ininterrompue pour la reconnaissance de leurs droits nationaux, une suite de guerres ponctuée de rares trêves. Les vingt dernières années, celles du régime baasiste à Bagdad auront été, après quatre ans de « ni paix, ni guerre » qui avaient suivi le traité signé entre le général Barzani, chef du mouvement kurde et le vice-président (alors) Saddam Hussein, les pires de toutes. Quant à la période la plus récente, marquée par le bombardement chimique de Halabja, dont Irakiens et Iraniens se rejettent la responsabilité et la destruction systématique des villages et des cultures du Kurdistan irakien par les troupes de Saddam Hussein, il n'est pas excessif d'y voir une véritable tentative génocidaire. Voilà ce que vont expliquer les dirigeants kurdes d'Irak à leurs interlocuteurs français. Ils ne leur apprendront probablement rien, mais cette fois, il n'est au moins plus question de faire semblant de l'ignorer.

Marc KRAVETZ



formation des dirigeants français et de l'opinion publique sur la situation, particulièrement tragique des Kurdes d'Irak, elle pourrait aussi s'inscrire dans une réévaluation de notre politique globale au Proche et Moyen-Orient dès lors, comme l'avait déclaré Roland Dumas que l'action de la France dans la crise actuelle veut se placer dans le cadre du droit international autant que des droits de l'homme. C'est en tout cas une manière de montrer que les Koweïtiens ne sont pas les seules victimes de la politique de Bagdad.

L'HUMANITÉ, 20 septembre 1990

Le PC irakien dénonce la politique de terreur de Bagdad

EMEUTES DE LA FAIM EN IRAK

DES émeutes de la faim se sont produites la semaine dernière dans plusieurs villes d'Irak, particulièrement touchées par le blocus décidé par l'ONU, et où la population manque des produits de première nécessité notamment de pain. Les manifestations les plus importantes se sont produites à Mossoul (nord-est) et à Bassorah (sud). La répression, violente, a fait cinquante-huit morts, selon le Parti communiste irakien dont nous avons rencontré un représentant. « L'état d'esprit des gens à l'intérieur du pays est à l'inquiétude, indique-t-il. La perspective d'une nouvelle guerre, les nouvelles privations qu'ils doivent subir ne les enchantent pas. »

« Les manifestations que l'on voit à la télévision, téléguidées par le pouvoir et organisées par le parti Baas, ne reflètent pas les sentiments réels de la population. Même si l'embargo est loin d'être total, il fait déjà sentir ses effets sur la vie économique et de nombreuses entreprises ont dû fermer leurs portes faute de matières premières ou de pièces de rechange. L'approvisionnement com-

mence aussi à poser des problèmes. Pas tellement à Bagdad où les choses sont assez bien organisées, mais dans certaines villes de province, notamment dans l'extrême nord et l'extrême sud. De plus, l'absorption du Koweït pose de sérieux problèmes et se révèle plus difficile que prévu. »

« La résistance est réelle, même si elle n'est pas encore de grande ampleur, et elle reçoit l'aide de déserteurs et d'opposants au régime irakien qui lui fournissent des armes. Il y a surtout une campagne de désobéissance civile que l'armée irakienne n'a pas réussi à briser : les employés des administrations, des banques, des services publics refusent de se rendre à leur travail malgré les appels et les ordres reçus de la part des forces d'occupation. »

« L'Irak n'est pas parvenu à trouver des collaborateurs, même au sein de l'opposition koweïtienne. C'est un échec pour Saddam Hussein. C'est pourquoi il a décidé d'employer les grands moyens et de nommer Ali Hassan Majid gouverneur de Koweït. C'est son cousin, donc

quelqu'un du « clan », en qui il a confiance, mais c'est aussi celui qui avait été chargé de la répression au Kurdistan, dont il a été gouverneur à partir de 1985. C'est lui qui a inventé et mis en œuvre la politique de déportation des Kurdes, brûlé les villages frontaliers et remplacé la population par des Arabes, généralement des bédouins amenés du sud. C'est l'homme des moyens expéditifs, au point qu'on l'avait surnommé « le boucher du Kurdistan ». Il est en train d'utiliser les mêmes méthodes au Koweït : on terrorise les gens pour les obliger à partir et on les remplace par des Irakiens. Mais on garde les jeunes pour qu'ils n'aient pas rejoint la résistance ou une armée adverse. »

« Saddam a mené exactement la même politique avec les Kurdes et avec les Chiites. Il va ainsi changer complètement la composition démographique du Koweït. Ça peut être fait en un mois. Après ça, il pourra même se payer le luxe d'organiser un référendum pour prouver que le Koweït veut faire partie de l'Irak. »

Propos recueillis par FG-R

LES KURDES, ETERNELLES VICTIMES

Békir Uabir, universitaire, spécialiste du Kurdistan, revient de Turquie et d'Irak, où il a passé les six dernières semaines. Il fait part de ses observations à notre journal :

« Du côté irakien, les villages sont totalement détruits sur une profondeur de huit à quinze kilomètres. C'est le résultat de la guerre sans merci menée par Saddam Hussein contre les Kurdes, et où il est allé jusqu'à utiliser les armes chimiques (en 1988 contre Halabja). Un peu plus loin, on constate une modification de la population des villages : il y a moins de Kurdes et plus d'Arabes. L'armée est omniprésente. On a amené dernièrement des troupes dégagées du front iranien. Il y a une mobilisation très forte de la population par le parti Baas, qui appelle les gens à soutenir financièrement l'effort de guerre. J'ai vu des tables dressées sur les places des villages : les femmes venaient y donner leurs bijoux, comme cela s'était fait lors de la guerre contre l'Iran. Apparemment, il n'y a plus d'opposition organisée à Saddam Hussein. Mais il est difficile de se prononcer sur le sentiment réel des gens, car ils ont tellement peur de la police, des Moutabarak, qu'ils n'osent pas s'exprimer. Autant que j'ai pu en juger, il

semble que le sentiment anti-américain soit en passe de prendre le dessus sur le sentiment anti-Saddam, très fort, et qui avait tendance à se renforcer en raison des difficultés économiques. Pourtant, les privations dues à l'embargo sont déjà sensibles, et on ne trouve plus grand chose à manger. Mais la haine se cristallise sur les Américains. Du côté turc, on constate également un renforcement considérable des effectifs militaires. L'armée est omniprésente dans la journée, elle disparaît le soir et la nuit pour se retrancher dans ses fortins. Cette situation n'est pas due uniquement à la crise du Golfe. Elle est aussi liée à la lutte menée par la guérilla kurde du PKK, qui a multiplié ces derniers mois les attaques et les embuscades. Contre l'armée et la gendarmerie turque, mais aussi contre les milices kurdes implantées dans les villages pour quadriller la population. Le gouvernement turc tente actuellement de semer la terreur pour contraindre les populations — kurdes et semi-nomades — de cette région à fuir vers l'ouest et installer à sa place une population sédentaire dans le cadre du plan de développement lié à la construction du grand barrage sur l'Euphrate.

AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. —

FRA0386 3 I 0542 FRA /AFP-FT83

France-Golfe-Kurdes

Pour la première fois, l'opposition kurde irakienne reçue par des responsables officiels français

PARIS, 20 sept (AFP) — Pour la première fois, une délégation du Front du Kurdistan d'Irak (opposition), a été reçue jeudi à Paris par des membres du gouvernement et des responsables officiels français, à qui elle a demandé le soutien "politique et moral" de la France à la cause des Kurdes, a déclaré à Paris l'un des responsables du Front, Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union Patriotique du Kurdistan d'Irak.

A la suite d'une "invitation officielle du gouvernement français", a précisé M. Talabani lors d'une conférence de presse, une délégation du Front a été reçue par Edwige Avice, ministre délégué aux Affaires étrangères, Loïc Hennekine, conseiller diplomatique à la Présidence de la République, ainsi que le Secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner.

La délégation a également eu des entretiens au cabinet de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale.

Le Front du Kurdistan d'Irak groupe quatre formations, le Parti démocratique du peuple du Kurdistan, le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, le Parti Socialiste du Kurdistan d'Irak et l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak.

La délégation a également demandé au gouvernement français, en sa qualité notamment de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, que "toute conférence internationale sur le Moyen-Orient inscrive le problème kurde à son ordre du jour (...) car une solution juste et globale (au Moyen-Orient) doit inclure tous les problèmes, le problème palestinien, le problème libanais, celui des Kurdes, la crise du golfe et tous les autres", a estimé le dirigeant kurde.

"Lutte diplomatique"

Selon lui, le Front, dont l'objectif est de constituer une coalition la plus large possible de toutes les formations de l'opposition en Irak, en vue de "renverser le régime dictatorial et le remplacer par un régime parlementaire démocratique", n'a pas demandé un appui militaire.

"Nous ne recherchons pas un tel appui. Personne ne nous a fait des propositions en ce sens et notre lutte est essentiellement diplomatique", a affirmé M. Talabani, ajoutant que la mission de la délégation était, à la faveur de la crise du Golfe, de sensibiliser les gouvernements au problème des Kurdes irakiens, "les premières victimes" du gouvernement irakien.

L'opposition kurde, selon Mahmoud Othman, dirigeant du Parti Socialiste du Kurdistan d'Irak, souhaiterait une solution politique à la crise du Golfe. La guerre, a-t-il fait valoir, fait davantage de torts au peuple qu'au gouvernement".

A l'occasion d'une conférence sur l'identité kurde organisée à l'automne 1989 à Paris par la fondation France-Libertés présidée par Danielle Mitterrand, aucun responsable kurde n'avait été reçu par des membres du gouvernement français. La conférence rassemblait des représentants de l'opposition kurde non seulement en Irak, mais également en Syrie, Turquie, Iran et Union Soviétique.

Le porte-parole du quai d'Orsay, Daniel Bernard, avait déclaré ce jeudi que la préoccupation de la France face au problème était "de caractère essentiellement humanitaire et de droits de l'homme".

mn/cgd

AFP 201802 SEP 90

TELEGRAMME DE BREST, 20 septembre 1990

Le « gouverneur » du Koweït : un spécialiste de la politique de « la terre brûlée »

All Hassan al-Majid fut l'homme qui planifia la politique de la « terre brûlée » au Kurdistan. Il fut responsable aussi des bombardements à l'arme chimique sur la localité kurde d'Halabja qui firent des milliers de morts. Par sa nomination au poste de gouverneur du Koweït, l'Irak a choisi un homme à la poigne de fer pour faire appliquer la loi et l'ordre irakiens dans l'émirat.

Sa nomination a coïncidé avec la fuite de plusieurs milliers de Koweïtiens, 8.000 pour les seules journées de samedi et dimanche, selon un responsable koweïtien en exil. Un exode qui s'est ralenti à partir de lundi.

Cousin germain du président Saddam Hussein, M. al-Majid, 47 ans, est aussi l'un de ses premiers compagnons de route, un fidèle parmi les fidèles. Il dirige d'abord les « affaires administratives » au bureau du commandement régional du parti Baas au pouvoir en Irak. Puis, en mars 1987, il devient responsable de ce

parti pour le Kurdistan. En même temps, il coiffe la police, l'armée et les milices dans cette région.

Deux mois plus tard, l'armée irakienne entreprend une immense opération d'évacuation dans plusieurs régions du Kurdistan. Population et bétail seront emmenés de force près des frontières jordaniennes et saoudiennes. Entre 80 et 300 villages seront alors détruits au bulldozer en quelques jours, selon le Washington Post.

Le 13 mai, l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talebani annonce qu'un vaste mouvement d'insurrection a commencé, en riposte à ces transferts de populations et lance un appel à l'aide à l'Iran.

« Quasi-génocide »

La politique de la terre brûlée au Kurdistan se poursuivra de plus belle, d'autant que l'Iran a lancé dès juin 1987 l'offensive Nasr-IV qui sera soutenue par les Peshmerga, maquisards kurdes irakiens.

Dès cette période, la résistance kurde affirmera que les troupes

irakiennes font usage d'armes chimiques, ce que Bagdad dément. L'année suivante, le doute n'est plus possible. Les 17 et 18 mars, les bombardements au gaz ypérite d'Halabja, une ville kurde de 70.000 habitants, vont faire plusieurs milliers de morts, 4.000 selon certaines estimations occidentales, et autant de blessés.

La révolte kurde sera anéantie en septembre 1988. Dans une résolution adoptée à la quasi-unanimité à Strasbourg, le Parlement européen estimera alors que l'« extermination » des civils kurdes irakiens « n'est pas loin d'atteindre les dimensions d'un génocide ».

Même au sein du premier organe dirigeant de l'Irak, le Conseil de commandement de la révolution, la politique de M. al-Majid est contestée, dit-on à Bagdad. Le numéro deux du régime, M. Izzat Ibrahim, aurait même signifié son désaccord face à la brutalité de la répression.

M. al-Majid sera, semble-t-il, écarté de la direction du Kurdistan. En juin 1989, il revient sur le devant de la scène pour remplacer

M. Adnane Daoud Salmane, ministre des Affaires locales, chargé de la reconstruction de l'Irak.

Programmes irakiens dans les écoles

Saddam Hussein avait exigé que Bassorah, en partie détruite par la guerre, soit rebâtie en trois mois. Le chef de l'Etat irakien le relance à nouveau pour Fao, une ancienne ville de 30.000 habitants, dont il ne restait plus rien après huit ans de guerre. M. al-Majid relèvera ce défi.

Au Koweït, si l'armée irakienne a dépouillé la ville de nombre d'installations industrielles, donnant l'impression de vouloir l'abandonner prochainement, tout un lot de mesures prises par Bagdad permettent aussi de croire, que l'Irak n'a aucune intention de revenir sur l'annexion. Cela va de l'introduction des programmes scolaires irakiens dans les écoles, à la décision de relier la ville de Koweït-City au réseau ferroviaire irakien, en passant par l'alignement de la monnaie koweïtienne sur le dinar.

AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. — AFP. —

FRA0391 4 I 0283 FRA /AFP-FU43

Irak-Golfe-Kurdes

Une cinquantaine de tués à Mossoul le 9 septembre lors d'émeutes, selon un dirigeant kurde irakien

PARIS, 20 sept (AFP) — Une cinquantaine de personnes ont été tuées le 9 septembre à Mossoul (nord-est de l'Irak) par les tirs des forces de l'ordre, lors d'une manifestation organisée pour protester contre les pénuries alimentaires, a déclaré jeudi à Paris le président du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (opposition), Mohsen Dizyee.

"Selon les informations que nous avons, une manifestation s'est déroulée à Mossoul le 7 septembre pour protester contre certaines pénuries alimentaires, puis, le 9 septembre, les forces de sécurité et les soldats ont ouvert le feu sur des manifestants et quelque 50 personnes ont été tuées", a déclaré M. Dizyee, lors d'une conférence de presse organisée à l'issue d'entretiens d'une délégation de l'opposition kurde irakienne avec des responsables français.

Selon l'Humanité, des "émeutes de la faim" se sont produites la semaine dernière dans plusieurs villes d'Irak particulièrement touchées par le blocus décidé par l'ONU et "où la population manque de produits de première nécessité, notamment de pain".

Les manifestations les plus importantes ont eu lieu à Mossoul et Bassorah (sud). "La répression violente a fait 58 morts, selon le parti communiste irakien", ajoute l'Humanité.

Toujours d'après l'Humanité, l'embargo "fait déjà sentir ses effets sur la vie économique et de nombreuses entreprises ont dû fermer leurs portes faute de matières premières ou de pièces de rechange. L'approvisionnement commence aussi à poser des problèmes (...) notamment dans certaines villes de l'extrême nord et l'extrême sud".

LE JOURNAL D'UN CINEPHILE

CLAUDE-JEAN PHILIPPE



Dimanche 19 août. « No future », clamaient-ils il n'y a pas si longtemps. C'était commode, cela permettait de se sentir gaiement irresponsable. Mais ce n'était pas vraisemblable. Car il y a toujours un avenir. Un tout à l'heure, un lendemain, une semaine prochaine. Un après coup, un après tout. C'est même lui, ce salaud de futur, qui nous enterrera tous. Bref, comme disait Cocteau : « Tout finit par s'arranger, même mal. » J'écris donc le dimanche 19 août à dix heures du matin, par ciel gris, dans un Paris en paix. Vous me lirez le mercredi 29... D'ici là, de George Bush ou de Saddam Hussein, l'un ou l'autre aura peut-être tiré de son étui une arme invraisemblablement meurtrière. Pour l'heure ils en sont aux insultes et aux menaces. Comme dans les westerns d'autrefois, ils se tiennent à trente pas l'un de l'autre, sous un soleil de plomb. Lequel des deux va-t-il perdre son contrôle ? Au temps de Gary Cooper, John Wayne, James Stewart, et Randolph Scott, rien ne comptait plus que l'appréhension claire d'un rapport de forces, et la maîtrise de soi. Ce que nous aimions dans les westerns d'Anthony Mann ou de Budd Boetticher, par exemple, c'était à la fois la beauté et l'économie de la violence. Mais ces noms-là ne vous disent plus rien et vous ne risquez pas de voir leurs films. Les patrons des Studios Actions ne demanderaient pas mieux de vous montrer « La Rivière rouge » (Hawks), « L'Appât » (A. Mann), « 7 hommes à abattre » (B. Boetticher), ou bien encore « Les Deux Cavaliers » (Ford), mais il paraît qu'il n'y a plus du tout de public pour ces westerns d'anthologie. Personne ne met en doute leurs qualités. C'est le désir de les voir qui s'est progressivement dissipé. Pourquoi, je vous le demande ? Les paysages de l'Ouest n'ont pourtant rien perdu de leur splendeur, et je ne vois pas comment les histoires racontées par Sam Fuller, Nicholas Ray, Fritz Lang, Raoul Walsh, auraient cessé de vous captiver... Lundi 21 août. La réponse me vient ce soir en regardant « L'Homme aux colts d'or » à la télé, entre deux bulletins d'information consacrés à la crise du Golfe. Je remarque à quel point le sentiment de l'honneur sous-tend le film. Les deux personnages les plus sympathiques, celui joué par Fonda et l'autre par Widmark, ne sont pas clairs moralement. Fonda se fait payer par les comités de citoyens pour



DU 29 AOUT AU 4 SEPTEMBRE 1990. 7F. M6153 - 458

«débarrasser les petites villes de l'Ouest de leurs hors-la-loi encombrants. C'est un tueur au service de l'ordre, mais un tueur quand même. Widmark, lui, est un voyou repent. Il a participé à un massacre de Mexicains, dont il ne se remet pas. L'honneur seul les sauve l'un et l'autre, c'est-à-dire le désir de droiture, le respect inflexible des règles du jeu, et la faculté de se sacrifier lorsque toutes les autres issues sont fermées.

En l'espace de vingt ans nous avons vu ce sens de l'honneur faire place à un cynisme éhonté. Celui-là même qui a si bien triomphé dans les westerns de Sergio Leone, que le genre lui-même en est mort. Celui-là même qui se pratique ouvertement dans les relations internationales au nom du réalisme politique.

Il s'agit bien de la « faiblesse morale de l'Occident », telle que la définit M. Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris. Dans un article publié samedi dernier par « Libération », il énumère calmement les atrocités irakiennes commises à l'égard de son peuple : déportation et extermination collective de 8 000 civils kurdes de la région de Barzani, exécution sommaire de 70 enfants et adolescents kurdes, destruction de 4 500 villages, enfin utilisation massive de gaz toxiques contre les civils kurdes sans défense dans de nombreux villages et localités du Kurdistan, notamment dans la petite ville de Halabja où, en mars 88, plus de 5 000 personnes ont péri en quelques minutes.

« Les terribles images de cet holocauste chimique ont certes ébranlé les consciences dans le monde, écrit Kendal Nezan, mais aucun gouvernement n'a jugé ce crime suffisamment grave pour condamner l'Irak... Aucun Etat n'a même voulu insister pour l'envoi en Irak d'une mission d'enquête de l'ONU. L'administration américaine a manœuvré pour empêcher l'application d'une résolution du Sénat demandant des sanctions contre le régime de Bagdad. Elle est même allée jusqu'à accorder une ligne de crédit d'un milliard de dollars à l'Irak. Qui a pu prétendre que le crime ne paye pas, a dû se demander Saddam Hussein ?... »

Rassurez-vous, nos tenants droitiers ou gauchisants du réalisme politique ne valent pas plus cher au regard de l'honneur, cette vieille notion ringarde... Les insulterait-on même en leur disant qu'ils se sont déshonorés ?... Vous qui me lisez, vous connaissez déjà peut-être la suite de l'histoire... »

Les Kurdes plaident leur cause

Une délégation kurde a été reçue hier par Bernard Kouchner et Edwige Avice. Cette visite qu'ils qualifient de « semi-officielle » est une leur d'espoir pour ces éternels oubliés de l'histoire qui espèrent profiter de la crise du Golfe.

« Je crois que le moment est venu pour que l'on nous comprenne enfin. » Jalal Talabani, secrétaire général du Parti socialiste du Kurdistan d'Irak, se veut optimiste. Avec Mohsen Dizyee, représentant personnel de Massoud Barzani, le président du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak et Sany Abdurrahman, le leader du Parti démocratique du peuple du Kurdistan d'Irak et ancien ministre de Saddam Hussein (du temps où ce dernier avait amorcé un semblant de concertation avec les trois millions de Kurdes qui vivent en Irak), Talabani a déjeuné hier avec Bernard Kouchner puis a été reçu au Quai d'Orsay par Edwige Avice, ministre délégué auprès de Roland Dumas. Ils ont également rencontré à l'Elysée. Loïc Hennekin, conseiller diplomatique de François Mitterrand. Ils étaient initialement invités en France par l'association humanitaire « France-Libertés » de Danielle Mitterrand. « Un rendez-vous pris depuis octobre dernier », précise l'épouse du chef de l'Etat. Mais auraient-ils été reçus par des membres du gouvernement avant l'invasion du Koweït ? Peu probable. Raison d'Etat oblige, toutes les chancelleries occidentales avaient jusqu'alors jeté un voile pudique sur les déportations de Kurdes. Même l'utilisation de gaz chimiques contre des villages entiers n'avait pas brisé le mur diplomatique du silence et les Kurdes ira-



La délégation des dirigeants kurdes d'Irak hier à Paris

kiens dénonçaient en vain « le bou-cher de Bagdad ». Un qualificatif qui n'était, il est vrai, pas alors à la mode. Aujourd'hui, alors que le régime irakien est mis au ban de la communauté internationale, les Kurdes espèrent profiter de cette « chance historique ».

Seule force d'opposition

Si cet espoir est réel, les membres de la délégation reçue à Paris se refusent à tout enthousiasme prématuré. S'ils ont reconnu avoir

multiplié ces derniers temps les contacts officiels avec « de hauts responsables américains et soviétiques », « les portes officielles sont toujours bien fermées », ajoute Talabani en précisant qu'il attend toujours un visa pour aller en Grande-Bretagne.

On comprend dès lors l'importance de cette visite « semi-officielle » à Paris. Mais rien n'indique que cette « première » sera suivie par les autres capitales occidentales. Seule force d'opposition organisée en

LE QUOTIDIEN DE PARIS

21 septembre 1990

Irak même à Saddam Hussein, les Kurdes sont, en théorie, des alliés précieux pour les pays qui appliquent le blocus. Mais souligne Abdurrahman, « il y a le problème de la Turquie ». Ankara, allié fidèle des Etats-Unis et des Européens dans la région est lui aussi confronté depuis à l'irréductible kurde. Les provinces kurdes de l'est de l'Anatolie, la guérilla kurde dirigée par le PKK est permanente.

D'où la réticence des Etats-Unis d'aider ouvertement les Kurdes.

Ces derniers affirment qu'ils ont de toute façon tout à perdre dans un conflit entre l'Irak et le reste du monde : « l'histoire nous a appris que nous sommes toujours victimes des conflits qui ne nous concernent pas directement. Ce fut encore le cas lors de la guerre Iran-Irak ». Ils ont ainsi demandé à Paris un soutien « politique et moral » pour l'ouverture d'une conférence internationale sur le Proche-Orient incluant le problème kurde. Prise en compte, selon eux, indispensable pour « mettre fin à l'instabilité de cette région ».

Renaud de CHAZOURNES

● Une cinquantaine de personnes ont été tuées le 9 septembre à Mossoul (nord-est de l'Irak) par les tirs des forces de l'ordre lors d'une manifestation organisée pour protester contre les pénuries alimentaires, a déclaré hier à Paris Mohsen Dizyee.

Il Manifesto,

21. 09. 1990

La Francia «scopre» i kurdi

Parigi invia altri 4 mila uomini. A Marsiglia i portuali della Cgt contro l'uso di navi civili

La Francia riceve i kurdi dell'Iraq, ma con un invito ufficiale «non al 100 per cento». È il leader del partito socialista del Kurdistan d'Iraq, Mahmoud Othman, a descrivere in questi termini la situazione, nella sede di «France Libertés», l'associazione di Danielle Mitterrand dopo l'incontro con il ministro degli esteri e il presidente della repubblica. È comunque la prima volta che un paese occidentale invita una delegazione curda in modo ufficiale.

di Anna Maria Merlo

PARIGI

Jamal Talabani, segretario dell'Unione patriottica del Kurdistan d'Iraq di recente è stato a Washington, ma nessuna porta ufficiale degli Usa gli è stata aperta. «Non cerchiamo un aiuto militare - ha detto Talabani - la nostra principale battaglia è politica». E ha aggiunto, per essere più chiaro: «non abbiamo mai chiesto armi alla

ma sfortunatamente finora nessuno ci ha ascoltati. Quella dei kurdi, ha aggiunto «è una battaglia vecchia, più antica di quella del Kuwait». Saddam Hussein ha distrutto le otto principali città curde e raso al suolo tutti i villaggi. 5 mila persone sono morte in pochi minuti nell'88 a Halabja, 200 mila sono state negli ultimi anni le vittime di Saddam Hussein. Ma i kurdi non sono stati repressi soltanto in Iraq. Un paese dove è difficile vivere, e dove ci sono problemi enormi in questo momento per i rifugiati, è la Turchia. Ma Ankara è alleata dell'«armada» occidentale nella guerra del Golfo. «Anche adesso, purtroppo - ha detto Othman - quando tutti si occupano dell'Iraq, è molto difficile parlare dei kurdi. Adesso è la Turchia che non è d'accordo nel parlare dei kurdi». Samy

Abdurrahman, segretario generale del partito democratico del popolo del Kurdistan d'Iraq, ex ministro, ha confermato che la situazione attuale dei kurdi in Turchia è molto tragica. I rifugiati dell'Iraq non sono mai stati riconosciuti come tali. Non ci sono scuole, vivono sotto le tende e senza cibo. Anche l'Onu non ha un'organizzazione speciale per questi rifugiati. Noi chiediamo ai paesi occidentali: perché, se si preoccupano tanto dei kurdi non ne accolgono una parte?».

Intanto ieri sono partiti i primi uomini del nuovo contingente di 4000 uomini, che Mitterrand ha deciso di inviare nel Golfo. Sono state usate navi civili, affittate dallo stato. Contro la nuova missione c'è stata la presa di posizione pacifista della Cgt. È stata la federazione della regione di Marsiglia a

protestare, sostenuta dal segretario, Henri Krasucki. La Cgt è da sempre in posizione pacifista: negli anni '50 era stata contro la guerra d'Indocina, poi contro la spedizione franco-britannica per Suez e contro la guerra d'Algeria. Oggi, certo, il peso della protesta pacifista è molto più debole. La sindacalizzazione in Francia è a livelli bassissimi (sotto il 10%) e il Pcf è ridotto a poco. Finora, la battaglia sindacale contro la partecipazione alla guerra del Golfo, ha avuto solo un piccolo risultato (legato al denaro): non partiranno per Riyad i marittimi corsi, perché avevano chiesto un premio per il rischio troppo elevato (250 mila lire al giorno). Già i giovani della Cgt e della Cfdt, (vicino ai socialisti) avevano protestato sull'invio di marinai di prima linea in operazioni di guerra.

DEPECHE DE DIJON

21 septembre 1990

LYON MATIN

21 septembre 1990

L'opposition kurde irakienne reçue à Paris

Pour la première fois, une délégation du Front du Kurdistan d'Irak (opposition), a été reçue hier à Paris par des membres du gouvernement et des responsables officiels français, à qui elle a demandé le soutien « politique et moral » de la France à la cause des Kurdes. Elle a notamment rencontré Edwige Avice, ministre délégué aux Affaires étrangères et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire.

Le Front du Kurdistan d'Irak groupe quatre formations, le Parti démocratique du peuple du Kurdistan, le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, le Parti socialiste du Kurdistan d'Irak et l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak.

OPPOSITION KURDE

Des responsables reçus par des officiels français



Mme Danièle Mitterrand, présidente de France-Libertés, présente les membres d'une délégation de dirigeants kurdes

DES membres du gouvernement et officiels français ont reçu pour la première fois hier, à Paris, une délégation du Front du Kurdistan d'Irak (opposition), venue demander le « soutien politique et moral » de la France à la cause des Kurdes.

La délégation, composée de Jalal Tabalani, responsable de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak, de Sami Abdoulrahman (Parti du peuple du Kurdistan), de Mahmoud Osman (Parti socialiste kurde) et Mohsen Dizéyee (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak) a d'abord rencontré le ministre délégué aux Affaires étrangères Edwige Avice.

La délégation s'est aussi entretenue avec le conseiller diplomatique à la présidence de la République Lock Hennekin, avec le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire Bernard Kouchner. Elle a eu des entretiens au cabinet du président de l'Assemblée nationale Laurent Fabius.

Durant ses entretiens avec les responsables français, la délégation s'est prononcée en faveur d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, incluant à son ordre du jour le problème kurde.

M. Tabalani a expliqué au cours d'une conférence de presse que le Front du Kurdistan d'Irak, dont le but est de « renverser le régime dictatorial et le remplacer par un régime parlementaire démocratique », n'a pas sollicité d'aide militaire.

REPUBLIQUE DU CENTRE

20 septembre 1990

Des Kurdes d'Irak en France

Une délégation de dirigeants kurdes d'Irak séjourne en France et tiendra une conférence de presse jeudi au siège de la Fondation France-Libertés, que préside Mme Danielle Mitterrand.

Les membres de la délégation rencontreront plusieurs membres du gouvernement dont Mme Edwige Avice, ministre-délégué aux Affaires étrangères, et le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire Bernard Kouchner.

gamk

QUOTIDIEN ARMENIEN

VENDREDI, 21 SEPTEMBRE 1990
6ème ANNÉE — N° 1515

UNE DELEGATION DE KURDES D'IRAK REÇUE A PARIS

La Crise du Golfe va-t-elle favoriser un processus de reconnaissance occidentale du fait national kurde, chasse gardée jusque là des organisations humanitaires et des rares bonnes consciences soucieuses des droits de ce peuple écartelé entre quatre Etats du Proche-Orient ? La visite officielle à Paris, sans précédent à ce niveau, d'une délégation de Kurdes d'Irak, mercredi 19 septembre 1990, permet de le penser. La délégation, composée de Jalal Talabani, pour l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak (UPK), du Dr Mahmoud Otman, au nom du parti socialiste kurde, Sami Abdulrajman du parti du peuple du Kurdistan (PPK) et Moshin Dizyee représentant de Massoud Barzani-Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK), était reçue mercredi au Quay d'Orsay par Edwige Avice, ministre déléguée auprès de Roland Dumas, puis par Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, et enfin à l'Elysée jeudi, par Loïc Hennekine, conseiller diplomatique de François Mitterrand. Elle rencontrera par ailleurs un interlocuteur plus habituel, M. Bernard Kouchner, qui fut parmi les rares personnalités françaises à élever la voix lors du gazage de milliers de Kurdes par Bagdad en 1988, et les représentants des principales formations politiques.

Des entretiens au plus hauts niveaux donc, dont les Kurdes d'Irak ont su évaluer à leur juste valeur l'importance en constituant un Front unitaire, laissant de côté leurs traditionnelles divergences. Mais peuvent-ils oublier que la «Patrie des Droits de l'Homme» n'avait que très mollement réagi face à la tragédie de Halabja, et que le partenaire irakien d'alors, mais aussi la Turquie, avaient failli, par leurs pressions, empêcher la tenue à Paris d'une conférence internationale sur les Kurdes, sous l'égide de l'Association France-Libertés présidée par Mme Danièle Mitterrand. Sans doute ne doit-on pas se leurrer et tabler trop naïvement sur la «générosité» en matière de réalpolitik. La crise du Golfe a suscité une compassion rétroactive de la part de la communauté internationale sur le sort des Kurdes, et elle réactive

par conséquent la discussion de la question kurde.

Un atout possible, mais encore faut-il se méfier de ces alliances conjoncturelles qui résistent souvent mal à la raison d'Etat. La France, en recevant les responsables kurdes, a certes montré que si elle s'en tenait, dans la crise du Golfe, aux résolutions de l'ONU et à la stricte application des règles du droit international, elle n'en oubliait pas moins les droits de l'homme et leur violation en Irak, notamment au Kurdistan. En d'autres termes, si les Koweïtiens sont les principales victimes de ce conflit, les Kurdes sont eux aussi victimes de l'arbitraire de Bagdad. Fût-elle tardive, cette constatation peut être un atout entre les mains des Kurdes. Mais jusqu'à quel point et à quel prix ?

Les Kurdes ont pu faire l'expérience, au cours de leur longue lutte de libération nationale, de la capacité d'oubli de la communauté internationale et singulièrement de l'Occident, depuis ce Traité de Lausanne, en 1923, qui venait «rectifier» la magnanimité du Traité de Sèvres de 1920 définissant les termes de l'existence d'un Kurdistan autonome sur les ruines de l'Empire ottoman. Depuis, leur cause n'a cessé de fluctuer au gré des convulsions régionales, mais aussi internationales, la création en 1945 d'une république Kurde de Mahabad, dans le Kurdistan iranien, étant une conséquence directe de la rivalité Est-Ouest. Une fois de plus, les Kurdes se trouvent donc placés devant un cruel dilemme, qui laisse peu de place aux illusions : entre le pragmatisme d'alliances conjoncturelles et un combat pour l'indépendance s'inscrivant dans le long terme, il leur faut une nouvelle fois choisir, et il est probable qu'ils choisiront la première option.

Ayant renoncé à une lutte unitaire et transfrontalière par trop irréaliste, dans une région où des Etats-Nations encore peu stabilisés ont exclu le fait minoritaire contre lequel ils se sentent solidaires, les Kurdes ont développé des stratégies parfois contradictoires dont les résultats sont jusqu'ici peu concluants. La guerre Iran-Irak est l'illustration des

limites de l'exploitation par les Kurdes d'une situation de conflit. En huit années de guerre, les Kurdes ont été autant utilisés par le conflit qu'ils l'ont utilisé : les Kurdes d'Irak, qui avaient cherché une alliance à Téhéran, ont reçu une réponse chimique meurtrière de Bagdad, associée à des déportations et à l'exode vers une Turquie d'une hospitalité pour le moins intéressée, tandis que les Kurdes d'Iran, en misant sur Bagdad contre Téhéran, ont vu s'éroder progressivement l'autonomie qu'ils avaient conquise par la guérilla dans le Kurdistan d'Iran.

On peut se demander certes quelle alternative se présentait à eux, et si la neutralité ou la collaboration avec les pouvoirs qui les oppriment auraient été plus payantes. Conscients qu'ils ne peuvent compter en dernier ressort que sur eux-mêmes, les Kurdes ne perdent toutefois pas l'espoir de voir un jour se redessiner en leur faveur les cartes du Proche Orient. Un risque qu'ils sont prêts semble-t-il à courir encore aujourd'hui, même si une déclaration de guerre à Bagdad est lourde de dangers et pourrait susciter de nouveaux Halabja.

Il est peu probable que les entretiens franco-kurdes débouchent sur la constitution d'un front contre Bagdad. Pourtant, les Kurdes risquent de payer le prix dans un Kurdistan irakien déjà exsangue de cette «escalade» qui relève d'une stratégie dépassant les enjeux régionaux et la cause kurde. Les Kurdes ont certes pour l'instant du moins, renoncé au rêve d'un grand Kurdistan qui les regrouperait dans un foyer national commun, par-delà les frontières tracées dans la Région par les Occidentaux. Ils ne peuvent toutefois oublier le traitement des Kurdes d'Irak par Ankara, qui les retient dans des camps de réfugiés insalubres, ni les conséquences annexées que peut avoir la crise du Golfe sur leurs frères de Turquie. Cette Turquie qui, cette semaine, a mis à profit la situation de crise pour bannir la Convention européenne des droits de l'homme du Kurdistan (voir GAMK du 20 septembre) et qui est le plus fidèle allié des Etats-Unis dans la région. Cette entorse aux droits de l'homme sera-t-elle évoquée à Paris, alors qu'elle est emblématique de la condition précaire des Kurdes, soumis à l'aléatoire d'intérêts qui les dépassent ?

G.U.

Paris reçoit les Kurdes sans tapis rouge

Pour leur première visite officielle en France, ces opposants de longue date au régime irakien ont reçu un accueil mitigé côté gouvernemental. Même si l'Elysée a rectifié une impression fâcheuse. Les oubliés du Proche-Orient ont précisé leurs objectifs.

Liberation

VENREDI 21 SEPTEMBRE 1990

Nous sommes venus en France pour lui demander un soutien politique et moral», a déclaré jeudi au cours d'une conférence de presse, Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak (UPK) au terme d'une série de rencontres entre une délégation du «Front du Kurdistan d'Irak» avec des membres du gouvernement et des responsables français.

C'est la première fois que des représentants kurdes étaient reçus officiellement en France et la délégation, à laquelle participaient également Sami Abdulrahman, secrétaire général du Parti du peuple du Kurdistan d'Irak, Mohsen Dizyee, représentant personnel du président du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak Massoud Barzani, tous deux anciens ministres et, Mahmoud Othman, dirigeant du Parti socialiste du Kurdistan d'Irak, ne cachait pas sa satisfaction.

La question kurde n'est évidemment pas simple qui met en jeu — pour s'en tenir à l'essentiel — non seulement l'Irak mais l'Iran et la Turquie, trois Etats qui ont toujours montré une aigreur explicite à la voir débattue par des tiers. Ankara, qui s'est rangé dans le camp anti-irakien, pourrait difficilement admettre l'ouverture d'un débat sur le problème kurde, qu'il est interdit par la loi de mentionner en Turquie où vivent quinze millions de Kurdes.

Est-ce l'explication de la discrétion gouvernementale qui, du côté français, a entouré la visite de la délégation kurde à Paris? Mercredi encore le Quai d'Orsay se refusait à tout commentaire. Alors, visite officielle ou «semi-officielle», comme le disait lors de la conférence de presse, Mahmoud Othman, l'un des membres de la délégation? C'est peut-être ainsi que le représentant kurde, peu accoutumé et pour cause aux subtilités de la diplomatie internationale, interprétait l'accueil pour le moins réservé de la ministre déléguée auprès de Roland Dumas, Adwige Avice, qui comme l'on sait appartient au courant de Chevènement au sein du PS.

«Le gouvernement m'a demandé de vous recevoir», avait déclaré Adwige Avice, en guise de bienvenue, «je vous écouterai. Je transmettrai ce que vous me direz aux plus hautes instances de l'Etat et je ne ferai aucun commentai-

re.» La rencontre au Quai d'Orsay n'en a pas moins duré une heure et dix minutes. Cette «mauvaise impression» a été définitivement oubliée jeudi matin quand la délégation kurde a été reçue à l'Elysée par le conseiller diplomatique de François Mitterrand, Loïc Hennekinne avant de se rendre à l'hôtel de Lassay pour y rencontrer le directeur de cabinet de Laurent Fabius. Les quatre dirigeants kurdes étaient ensuite les hôtes de Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, pour un déjeuner auquel participait également Danièle Mitterrand, présidente de «France-Libertés». L'atmosphère y était cette fois franchement chaleureuse même si, en l'espèce, les fonctions officielles du Dr Kouchner prolongent à la fois une action et des liens tissés avec les mouvements kurdes depuis une vingtaine d'années par l'ex-président de Médecins sans Frontières et de Médecins du Monde.

Au cours de leur conférence de presse, les quatre représentants des organisations du «Front» ont souligné qu'ils entendaient réunir la coalition la plus large possible des opposants irakiens pour «renverser le régime dictatorial et le remplacer par un régime parlementaire démocratique où les Kurdes pourraient exercer leurs droits de citoyens». Jalal Talabani a assuré d'autre part que les Kurdes d'Irak ne recherchaient pas d'«appuis militaires», démentant à l'occasion les informations parues dans un quotidien de Londres selon lesquelles la CIA aurait proposé une aide de ce type au mouvement kurde.

La délégation a également demandé au gouvernement français, que «toute conférence internationale sur le Proche-Orient inscrive le problème kurde à son ordre du jour», car a ajouté Jalal Talabani, «une solution juste et globale (au Proche-Orient) doit inclure tous les problèmes, le problème palestinien, le problème libanais, celui des Kurdes, la crise du Golfe et tous les autres». On apprendait par ailleurs que le gouvernement américain mettait les salles du Sénat à la disposition des mouvements kurdes pour une seconde conférence internationale après celle de Paris, qui se tiendra à la fin du mois de novembre prochain.

Marc KRAVETZ

L'Express

21 septembre 1990

Kurdes : le soutien de Paris

Une délégation du Front du Kurdistan d'Irak vient d'être reçue par le gouvernement français. Les Kurdes ont beaucoup souffert du peu d'intérêt des Occidentaux pour leur longue lutte de libération. Jalal Talabani, président de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak (UPKI), l'une des principales organisations de résistance, répond à nos questions.

L'Express : Qu'attendez-vous du gouvernement français ?

Jalal Talabani : Nous souhaitons que la France contribue à faire inscrire le problème kurde sur les agendas des pays occidentaux et que, dans l'éventualité d'une conférence sur le Moyen-Orient, la question kurde soit mise à l'ordre du jour. Nous désirons également que le gouvernement français apporte officiellement son soutien aux mouvements de libération démocratiques kurdes.

— Quelle sorte de soutien ?

— Avant tout diplomatique et moral. Mais nous acceptons n'importe quelle aide, qu'elle soit financière, humanitaire ou même militaire.

— Avez-vous sollicité une aide militaire ?

— Je ne crois pas que les armes soient le facteur principal dans la guerre. En 1975, nous étions dotés d'armes sophistiquées et de régiments entraînés, mais l'Est et l'Ouest soutenaient l'Irak contre nous. Nous préférons, d'abord, un soutien moral et politique, puis une aide militaire.

— Avez-vous des nouvelles du Kurdistan ?

— Nous sommes en contact permanent. Les peshmerga sont partout, mais leur activité actuelle est essentiellement politique. Le Front du Kurdistan ne peut pas attaquer pour le moment à cause de l'importante occupation militaire irakienne. A ce propos, les Irakiens ont envoyé des otages occidentaux également au Kurdistan. A Doukham, à Kirkouk et dans d'autres villes.

— Que pensez-vous de la présence américaine dans le Golfe ?

— Nous ne sommes pas satisfaits qu'il y ait une force étrangère dans notre région. Mais nous constatons que la responsabilité du conflit appartient à l'Irak.

— Pensez-vous que Saddam Hussein cédera ?

— Les principes de Hussein consistent à tout faire pour protéger sa dictature. Je ne pense pas qu'il puisse aisément se retirer du Koweït. Il n'a pas compris le nouvel ordre mondial de la période post-guerre froide. Et se trouve dans une impasse. Je pense qu'il risque de jeter le monde dans la guerre.

— Que feront les Kurdes ?

— Nous n'ouvrirons pas automatiquement un deuxième front, mais nous agissons en fonction de nos intérêts. ■

Propos recueillis par Jean-Michel Caradec'h.

24 Heures 21 septembre 1990

Première kurde à Paris

Pour la première fois, une délégation des opposants kurdes irakiens a été invitée et reçue jeudi à Paris par des membres du gouvernement et des responsables français, a-t-on appris auprès de la délégation. Le délégué du Front du Kurdistan a demandé le soutien «politique et moral» de la France à la cause des Kurdes, a annoncé l'un des responsables du Front, M. Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak.

A la suite d'une «invitation officielle du gouvernement français», a précisé M. Talabani lors d'une conférence de presse, une délégation du Front a été reçue par Mme Edwige Avice, ministre déléguée aux Affaires étrangères.

La délégation a également été reçue par M. Loïc Hennekin, conseiller diplomatique à la Présidence de la République, ainsi que le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner.

La délégation a également eu des entretiens au cabinet de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale.

Le Front du Kurdistan d'Irak groupe quatre formations: le Parti

démocratique du peuple du Kurdistan, le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, le Parti socialiste du Kurdistan d'Irak et l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak.

La population kurde a fait l'objet d'une sanglante répression de la part du régime du président irakien Saddam Hussein, et notamment de bombardements à l'arme chimique, selon des témoignages concordants.

Les Kurdes vivent également en Syrie, en Turquie, en Iran et en Union soviétique.

La délégation a également demandé au gouvernement français, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, que

«toute conférence internationale sur le Moyen-Orient inscrive le problème kurde à son ordre du jour».

Une solution «juste et globale» au Moyen-Orient doit inclure, selon le Front, le problème palestinien, le problème libanais, celui des Kurdes, «la crise du Golfe et tous les autres».

L'objectif du Front est de constituer une coalition la plus large possible de toutes les formations de l'opposition en Irak, en vue de «renverser le régime dictatorial et le remplacer par un régime parlementaire démocratique».

L'opposition kurde, selon M. Mahmoud Othman, dirigeant du Parti socialiste du Kurdistan d'Irak, souhaiterait une solution politique plutôt que militaire à la crise du Golfe.

Aucun responsable kurde n'avait été reçu jusqu'à présent par des membres du gouvernement français. — (afp)

Le Soir 21 septembre 1990

Danièle Mitterrand rappelle le drame des kurdes d'Irak



Présidente de l'association France-Liberté, Danièle Mitterrand a reçue hier une délégation de kurdes d'Irak venus en France rappeler les atrocités dont ils ont été victimes, de la part du régime de Saddam Hussein.

Le Monde

21 septembre 1990

Une délégation de la résistance kurde d'Irak reçue officiellement à Paris. - Une délégation de dirigeants de la résistance kurde d'Irak devait être reçue officiellement jeudi 20 septembre à déjeuner par le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner. Cette délégation, invitée en France par l'association humanitaire France-Liberté présidée par M^{me} Danielle Mitterrand, épouse du chef de l'Etat, avait été auparavant reçue mercredi soir par

M^{me} Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères. Malgré la discrétion dont elle est entourée, cette visite constitue clairement, selon un diplomate, un signal à l'intention de Bagdad, d'autant plus visible que lors d'une conférence sur le problème kurde à l'automne dernier à Paris - déjà organisée par France-Liberté - aucun responsable de la résistance kurde irakienne n'avait été officiellement reçu par des membres du gouvernement.

VAR MATIN

21 septembre 1990

Des opposants kurdes irakiens en France



Mme Danièle Mitterrand, présidente de France-Libertés, présente les membres d'une délégation de dirigeants kurdes d'Irak opposés à Saddam Hussein.

POUR la première fois, une délégation du Front du Kurdistan d'Irak (opposition), a été reçue hier à Paris par des membres du gouvernement et des responsables officiels français, à qui elle a demandé le soutien « politique et moral » de la France à la cause des Kurdes, a déclaré à Paris l'un des responsables du Front, Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union Patriotique du Kurdistan d'Irak.

A la suite d'une « invitation officielle du gouvernement français », a précisé M. Talabani lors d'une conférence de presse, une délégation du Front a été reçue par Edwige Avice, ministre délégué aux Affaires étrangères, Loïc Hennekine, conseiller diplomatique à la Présidence de la République, ainsi que le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner.

La délégation a également eu des entretiens au cabinet de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale.

Le Front du Kurdistan d'Irak groupe quatre forma-

tions, le Parti démocratique du peuple du Kurdistan, le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, le Parti Socialiste du Kurdistan d'Irak et l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak.

RENVERSER SADDAM

Selon lui, le Front, dont l'objectif est de constituer une coalition la plus large possible de toutes les formations de l'opposition en Irak, en vue de « renverser le régime dictatorial et le remplacer par un régime parlementaire démocratique », n'a pas demandé un appui militaire.

« Nous ne recherchons pas un tel appui. Personne ne nous a fait des propositions en ce sens et notre lutte est essentiellement diplomatique », a affirmé M. Talabani, ajoutant que la mission de la délégation était, à la faveur de la crise du Golfe, de sensibiliser les gouvernements au problème des Kurdes irakiens, « les premières victimes » du gouvernement irakien.

République du Centre

21 septembre 1990

L'opposition kurde se fait entendre à Paris

Une délégation du front du Kurdistan d'Irak reçue par des officiels français.

PARIS. — Pour la première fois, une délégation du Front du Kurdistan d'Irak (opposition) a été reçue jeudi à Paris par des membres du gouvernement et des responsables officiels français, à qui elle a demandé le soutien « **politique et moral** » de la France à la cause des Kurdes, a déclaré à Paris l'un des responsables du Front, Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union Patriotique du Kurdistan d'Irak.

des entretiens au cabinet de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale.

Le Front du Kurdistan d'Irak groupe quatre formations, le Parti démocratique du peuple du Kurdistan, le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak et l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak.

La délégation a également demandé au gouvernement français, en sa qualité notamment de mem-



*Mme Mitterrand
présidente de
« France-Libertés »
présente les membres
d'une délégation
de dirigeants
kurdes d'Irak.*

A la suite d'une « invitation officielle du gouvernement français », a précisé M. Talabani lors d'une conférence de presse, une délégation du Front a été reçue par Edwige Avice, ministre délégué aux Affaires étrangères, Loïc Hennékin, conseiller diplomatique à la Présidence de la République, ainsi que le Secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner.

La délégation a également eu

bre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, que « toute conférence internationale sur le Moyen-Orient inscrive le problème kurde à son ordre du jour (...) car une solution juste et globale (au Moyen-Orient) doit inclure tous les problèmes, le problème palestinien, le problème libanais, celui des Kurdes, la crise du golfe et tous les autres », a estimé le dirigeant kurde.

COURRIER DE SAONE ET LOIRE

21 septembre 1990

• **L'opposition kurde irakienne reçue par des responsables officiels français** : pour la première fois, une délégation du Front du Kurdistan d'Irak (opposition), a été reçue jeudi à Paris par des membres du gouvernement et des responsables officiels français, à qui elle a demandé le soutien « **politique et moral** » de la France à la cause des

Kurdes, a déclaré à Paris l'un des responsables du Front. Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union Patriotique du Kurdistan d'Irak.

A la suite d'une « invitation officielle du gouvernement français », a précisé M. Talabani lors d'une conférence de presse, une délégation du Front a été reçue par Edwige Avice, ministre délégué aux Affaires étrangères, Loïc Hennékin, conseiller diplomatique à la Présidence de la République, ainsi que le Secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner. Le Front du Kurdistan d'Irak groupe quatre formations, le Parti démocratique du peuple du Kurdistan, le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, le Parti Socialiste du Kurdistan d'Irak et l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak.

l'Humanité

VENDREDI 21 SEPTEMBRE 1990

Des invités semi-officiels du gouvernement français

VOIX KURDES POUR LE DIALOGUE

LA délégation de dirigeants kurdes d'Irak (1) qui séjourne en France à l'invitation du gouvernement a été reçue au Quai d'Orsay et à l'Élysée, mais n'a rencontré ni le ministre des Affaires étrangères ni le président de la République, ce qui a fait dire à Mahmoud Othman, chef du Parti socialiste du Kurdistan d'Irak, qu'il s'agit d'une « invitation semi-officielle ». Au cours d'une conférence de presse donnée jeudi au siège de l'association France-Libertés en présence de Mme Danielle Mitterrand, les visiteurs ont exposé leur position dans l'actuel conflit du Golfe. « Les Kurdes, a rappelé Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak, ont été les premières victimes de la dictature irakienne de Saddam Hussein. Ils sont bien placés pour connaître la nature agressive du régime qui n'a absolument aucun intérêt pour la paix. Il l'a montré en envahissant l'Iran, puis le Koweït. »

En se rendant en France et dans d'autres pays européens de l'Est et de l'Ouest, ces Kurdes entendent rappeler à tous les gouvernements concernés par la crise du Golfe que le problème kurde est un des éléments essentiels de toute solution au Proche-Orient. « Toute solution globale susceptible de résoudre l'ensemble des problèmes de la région doit forcément inclure le Kurdistan. Il faut une conférence internationale qui prenne en compte le problème du Koweït, le problème palestinien, celui du Liban mais aussi le problème kurde. C'est cette solution que nous demandons au gouvernement français de promouvoir. »

« Cela fait vingt ans, dit Mahmoud Othman, que nous allons partout dans le monde expliquer notre problème et que personne ne veut nous écouter. Aujourd'hui, en raison de l'actualité, on commence à nous entendre, comme on l'a vu ici. Certains des gouvernements

que nous avons approchés nous ont parlé de guerre. D'autres non... Nous, nous pensons qu'il faut absolument éviter la guerre. Une solution pacifique est préférable pour nous et pour tout le monde. Nous avons déjà trop souffert de la guerre. Il faut éviter de nouveaux morts, de nouvelles destructions, de nouveaux malheurs. Cela ne peut se faire que par le dialogue, par la démocratie et par une conférence internationale qui mette sur la table tous les problèmes de la région. »

Françoise Germain-Robin

(1) La délégation est composée de Samy Abdurrahman, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, Mohsen Dizzeyee, représentant de Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, docteur Mahmoud Othman, chef du Parti socialiste du Kurdistan d'Irak, Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak. Ces quatre organisations sont unies au sein du Front du Kurdistan d'Irak.

Courrier de l'ouest
21 septembre 1990

POUR LA PREMIÈRE FOIS

L'opposition kurde irakienne reçue par des officiels français

PARIS. — Pour la première fois, une délégation du Front du Kurdistan d'Irak (opposition) a été reçue, hier à Paris, par des membres du gouvernement et des responsables officiels français, à qui elle a demandé le soutien « politique et moral » de la France à la cause des Kurdes, a déclaré à Paris l'un des responsables du Front, Jalal Tale-



Les leaders du Front ont donné hier à Paris une conférence de presse

bani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak.

A la suite d'une « invitation officielle du gouvernement français », a précisé M. Talabani, une délégation du Front a été reçue par Edwige Avice, ministre délégué aux Affaires étrangères ; Loïc Hennekin, conseiller diplomatique à la Présidence de la République, ainsi que le secrétaire d'État à l'Action humanitaire Bernard Kouchner.

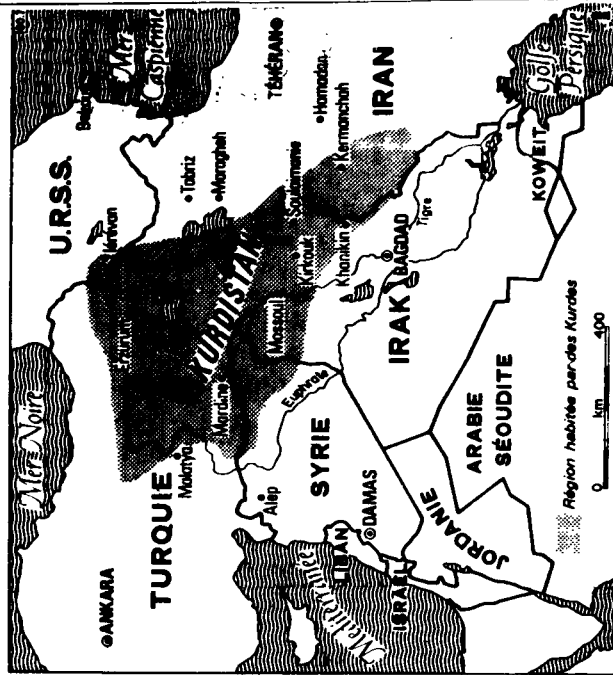
Le Front du Kurdistan d'Irak groupe quatre formations, le Parti démocratique du peuple du Kurdistan, le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, le Parti socialiste du Kurdistan d'Irak et l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak.

La délégation a également demandé au gouvernement français, en sa qualité notamment de

membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, que « toute conférence internationale sur le Moyen-Orient inscrive le problème kurde à son ordre du jour (...), car une solution juste et globale (au Moyen-Orient) doit inclure tous les problèmes, le problème palestinien, le problème libanais, celui des Kurdes, la crise du Golfe et tous les autres », a estimé le dirigeant kurde.

Par ailleurs, le président de l'une des formations du Front a déclaré qu'une cinquantaine de personnes ont été tuées le 9 septembre, à Mossoul (nord-est de l'Irak), par les tirs des forces de l'ordre, lors d'une manifestation organisée pour protester contre les pénuries alimentaires.

Quatre millions de Kurdes vivent en Irak. Vingt et un millions vivent en Turquie, Syrie, Iran et URSS



COURRIER PICARD, 21 septembre 1990

Les Kurdes dans le Golfe Un rôle à jouer

Victimes des bombardements chimiques en 1988, les Kurdes ont un rôle à jouer dans la crise du Golfe. Leurs combattants, les Peshmergas, pourraient, en attaquant l'Irak de l'intérieur, affaiblir son armée. C'est la proposition faite par plusieurs de leurs dirigeants, dont le chef historique Jalal Talabani.

Vivant au cœur des frontières entre quatre pays, Turquie, Irak, Iran et Syrie, les Kurdes ont toujours fait les frais des conflits et alliances entre ces différents Etats. Opprimés dans chacun d'entre eux, ils luttent contre Saddam Hussein depuis son arrivée au pouvoir car l'Irak leur a plusieurs fois promis l'autonomie sans jamais la mettre à exécution. Si l'accord d'Alger de 1975 entre l'Iran et l'Irak s'était déjà fait sur leur dos, le retour de la paix entre les mêmes pays en 1988 ne fit guère mieux. L'accord ne faisait, en effet, aucune référence à leur sort. Déjà en 1987, pourtant, l'Irak avait rasé des centaines de villages et déporté des milliers de Kurdes. L'année suivante ce furent les bombardements chimiques qui, dans la seule ville d'Halabja, tuèrent 5000 personnes. D'après M^{me} Semai Kilio qui représente les comités du Kurdistan en Europe, la Turquie mènerait des opérations militaires de grande envergure au Kurdistan, aurait bombardé de nombreuses localités kurdes et évacué de très grandes zones à la frontière irakienne. L'Irak avait déjà, lors du conflit avec l'Iran, déporté plus d'un million d'entre eux pour des raisons de sécurité. Sous le même pré-



Des Nations Unies
Angelica ROGET

texte, la Turquie profiterait de la situation actuelle dans le Golfe et de la mobilisation contre l'Irak, demandée par l'OTAN, pour accélérer les déportations et les opérations contre la population civile. En s'alliant avec l'ennemi de leur ennemi, les Kurdes ont toujours tout perdu. Ils ont toujours été utilisés sans obtenir, par la suite, aucune récompense. Les choses pourraient bien se passer autrement aujourd'hui dans le Kurdistan occupé par l'Irak. Quinze jours après l'occupation du Koweït, certains pourparlers entre des représentants kurdes, dont le chef historique Jalal Talabani et le fils de Moustapha Barzani Massoud Barzani, ont eu lieu aux Etats-Unis. Les représentants kurdes auraient demandé aux Américains de réviser leur politique. Que Washington accepte de reconnaître le droit des Kurdes à l'autodétermination et la création d'un Etat fédéral dans le Kurdistan occupé par l'Irak. Contre quoi? L'hiver approchant, la guérilla va reprendre en Irak. Les Kurdes y disposent d'une armée de 10 000 hommes qui pourrait très vite réunir 40 000 à 100 000 Peshmergas. Il n'est donc pas impossible que Washington accepte de les appuyer. Les Kurdes sont prêts à se battre contre Saddam Hussein, leur ennemi de toujours. Pour leur reconnaissance en tant que peuple.

A. Ro.

Courrier Picard, 21 septembre 1990



Le Front du Kurdistan d'Irak groupe quatre formations, le Parti démocratique du peuple du Kurdistan, le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, le Parti Socialiste du Kurdistan d'Irak et l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak.

La délégation a également demandé au gouvernement français, en sa qualité notamment de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, que « toute conférence internationale sur le Moyen-Orient inscrive le problème kurde à son ordre du jour ».

Kurdes à Paris

Pour la première fois, une délégation du Front du Kurdistan d'Irak (opposition) a été reçue hier à Paris par des membres du gouvernement et des responsables officiels français, à qui elle a demandé le soutien « politique et moral » de la France à la cause des Kurdes. C'est Danièle Mitterrand, présidente de France-Libertés, qui a présenté la délégation kurde aux officiels français.

L'Union, 21 septembre 1990

Kurdes

Pour la première fois, une délégation du Front du Kurdistan d'Irak (opposition), a été reçue hier à Paris par des membres du gouvernement et des responsables officiels français, à qui elle a demandé le soutien « politique et moral » de la France à la cause des Kurdes, a déclaré l'un des responsables du Front, Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union Patriotique du Kurdistan d'Irak.

A la suite d'une « invitation officielle du gouvernement français », a précisé M. Talabani, une délégation du Front a été reçue par Edwige Avice, ministre délégué aux Affaires étrangères.

CORRIERE DELLA SERA, 22. 09. 1990

Anche il «popolo dimenticato» si prepara a giocare la sua partita Ma se ci sarà un golpe dei generali seguiranno faide e complotti

DAL NOSTRO INVIATO

PARIGI — «Il regime di Saddam si sta sfaldando e in caso di una offensiva militare non durerà più di due o tre settimane». Chi parla è Jalal Talabani, il leader dell'Unione patriottica del Kurdistan, la figura più rappresentativa del popolo dimenticato: 25 milioni di anime sparse tra Irak, Iran, Turchia, Siria e Unione Sovietica, i cui diritti sono stati troppo spesso calpestati. I cinque milioni di curdi iracheni, potendo contare su migliaia di uomini in armi e vivendo nel polmone petrolifero del Paese, rappresentano la punta di lancia dell'opposizione contro Saddam.

Talabani, reduce da una missione negli Stati Uniti, ha guidato proprio in questi giorni a Parigi una delegazione del Fronte del Kurdistan iracheno al fine di illustrare strategie e obiettivi. La Francia non ha steso il tappeto rosso davanti ai *peshmerga* (i partigiani) — soltanto Danielle Mitterrand e ministri minori hanno dato udienza ai curdi — ma s'è comunque impegnata ad ampliare la cooperazione.

— Quali sono stati i risultati dei suoi contatti diplomatici?

Talabani non cela la propria soddisfazione: «I francesi si sono trovati d'accordo sulle tre richieste da noi avanzate.

«1) Inserimento della questione curda in un'eventuale conferenza sul Medio Oriente. 2) Assicurazione che Mitterrand parlerà del dramma curdo all'assemblea delle Nazioni Unite. 3) Rafforzamento dei legami tra Francia e resistenza».

— Quale strategia intendete seguire in questa fase?

«La resistenza continua. Con le armi della guerriglia e con quelle della diplomazia: è una lotta che si sviluppa su più livelli e che ha come obiettivo ultimo la caduta del tiranno e l'instaurazione della democrazia. Lottiamo perché vengano riconosciuti i nostri diritti



HALABJA — L'agghiacciante strage di curdi compiuta con i gas dagli iracheni nell'88

e le nostre aspirazioni. In un quadro democratico non poniamo condizioni. Possiamo discutere della concessione di uno statuto di autonomia alla federazione. Attribuiamo, inoltre, molta importanza alla collaborazione con le altre forze dell'opposizione irachena. Ci poniamo come mediatori tra gli islamici e i comunisti, tra i nazionalisti e i liberali».

— A cosa potrà portare questa eterogenea coalizione?

«Se riusciamo a portare avanti il nostro progetto, potremmo formare un governo di salvezza nazionale che potrebbe insediarsi nelle zone liberate del Kurdistan. Abbiamo già avuto contatti in questo senso e nei prossimi giorni terremo una sorta di grande consiglio a Damasco. Quello che deve essere chiaro è che vogliamo abbattere il sistema creato da Saddam e non solo cacciare il dittatore».

— Il regime riuscirà a superare questa prova?

«No, è ormai molto debole. Il numero dei soldati schierati non è sufficiente a testimoniare la sua for-

za. Ogni sistema ha dei pilastri e quando questi vengono meno, crolla: guardate ad esempio i regimi dell'Est, avevano carri armati e missili eppure sono finiti. Saddam non è certo più forte di Ceausescu. Anche dal punto di vista militare l'Irak è debole. Si parla di un milione di uomini, ma si dimentica che hanno arruolato persino vecchi e bambini. Il morale è basso e i soldati più esperti sono stati divorati dalla guerra del Golfo contro l'Iran».

— Avete scorto segnali di cedimento?

«Nei mercati, come negli uffici, la gente non nasconde i propri timori. Nelle fabbriche non arrivano le materie da lavorare e in molti posti non ci sono i soldi per pagare i salari. Anche l'esercito è stato contagiato e per la prima volta c'è chi esprime malcontento».

— È possibile un colpo di Stato?

«Sì, senza dubbio. La maggior parte degli ufficiali non vuole più Saddam. Questo atteggiamento è la diretta conse-

guenza di due avvenimenti: 1) l'invasione del Kuwait; la gente dice che il dittatore sta portando il Paese verso l'ignoto; 2) la pace con l'Iran: con un colpo di spugna ha cancellato migliaia di morti senza avere nulla in cambio».

— Cosa succede se Saddam cade?

«Se cadrà per nostra mano il futuro dell'Irak è la democrazia. Se ci sarà un golpe avremo un periodo altamente instabile con faide e complotti. Se il tiranno sarà cacciato dagli Stati Uniti, Washington dovrà ascoltare l'opposizione e aprire le porte a un sistema nuovo».

— C'è pericolo di una spartizione?

«In caso di un conflitto prolungato USA-Irak, non escludo che la Turchia possa invadere il Paese attraverso il Kurdistan. Ankara, da sempre, sogna di riprendersi Mosul, Kirkuk e la regione del petrolio. Tuttavia, un'operazione di questo tipo difficilmente sarebbe tollerata dalla Comunità internazionale e in primo luogo dall'Iran e dai Paesi

INTERVISTA/ Jalal Talabani, leader della resistenza curda spina nel fianco di Bagdad, prevede la prossima fine di Saddam

«Al primo attacco il regime si sfalderà»

arabi.

— Avevate previsto l'invasione del Kuwait?

«Nel luglio di quest'anno ho avvertito personalmente Stati Uniti, Gran Bretagna e Francia di quanto stava per avvenire. Nessuno mi ha voluto credere: solo oggi mi dicono "avevi ragione"».

— Come andrà a finire?

«Innanzitutto non credo che Saddam si ritirerà dal Kuwait. E, pertanto, non resterà che il ricorso alle armi: se ci sarà una guerra credo che l'Irak potrà resistere appena due o tre settimane. Ma la ricaduta del conflitto sarà più ampia e anche regimi come quello saudita o quello kuwaitiano dovranno introdurre cambiamenti per sostituire il potere dei clan con quello dello Stato. Nel contempo, l'Occidente dovrà moltiplicare i suoi sforzi per risolvere i grandi problemi del Medio Oriente: il Libano, lo Stato palestinese e i curdi».

— In caso di guerra siete pronti ad agire?

«La situazione nel Golfo

ci ha aiutato molto e noi siamo stati in grado di sviluppare e rafforzare la resistenza. Per il momento non riteniamo opportuna l'opzione militare su larga scala ma siamo pronti».

— Quali Paesi vi hanno aiutato?

«Primo fra tutti la Siria. Ci ha fornito appoggio politico e militare, consentendo ai nostri guerriglieri di addestrarsi in campi sicuri. Un grazie va poi alla Libia per l'assistenza fornitaci nel passato».

L'incontro con Jalal Talabani si conclude con un appello. «Da oltre vent'anni stiamo subendo una dittatura che è stata alimentata e armata da tutti i Paesi dell'Occidente, Italia compresa. Per il governo di Roma è dunque giunto il momento di dimostrare la sua solidarietà, riconoscendo la resistenza curda e invitando una delegazione a compiere una visita ufficiale».

Guido Olimpio

Il leader curdo: il regime si sfalda

DAL NOSTRO INVIATO

PARIGI — «Il morale dell'esercito iracheno è basso, i soldati migliori sono stati divorati dagli otto anni di guerra con l'Iran. Anche i generali sono stanchi. Il regime si sta sfaldando e in caso di un attacco militare non durerà più di due o tre settimane». Sono le previsioni di Jalal Talabani, leader dell'Unione patriottica del Kurdistan, la figura più rappresentativa del «popolo dimenticato»: 25 milioni di anime sparse tra Irak, Iran, Turchia, Siria e URSS.

Talabani, a Parigi per chiedere l'appoggio francese alla causa curda, in un'intervista al «Corriere» spiega i motivi per i quali il regime sta perdendo il consenso dei militari e della popolazione. «Nelle fabbriche, per effetto dell'embrago, non arrivano

le materie da lavorare e in molti posti non si pagano più i salari. Anche l'esercito è stato contagiato e per la prima volta c'è chi esprime il proprio malcontento».

Il capo curdo mette però in guardia l'Occidente. Se il dittatore cadrà per un colpo di Stato «seguirà un periodo di instabilità con faide, regolamenti di conti e nuovi complotti».

Il «popolo dimenticato, che più di ogni altro ha conosciuto la feroce repressione di Saddam (come dimenticare il massacro di Halabja, dove nel 1988 un'intera cittadina curda fu annientata dal gas iracheno?) spera dunque che la fine del regime sia anche la fine del suo calvario».

Guido Olimpio

Altro articolo a pag. 7

L'Humanité

22 septembre 1990

Entretien avec un dirigeant kurde d'Irak

« FAIRE RECULER SADDAM HUSSEIN C'EST POSSIBLE »

MAHMOUD OTHMAN, chef du parti socialiste du Kurdistan d'Irak, fait partie de la délégation kurde en visite en France, où elle a reçu un accueil du bout des lèvres du gouvernement. C'est lui qui, lors de la conférence de presse donnée par la délégation sous les auspices de Danièle Mitterrand et de sa fondation, a mis les pieds dans le plat des mondanités (cela se passait au Palais de Chaillot), en parlant d'une visite « semi-officielle ». Il a accordé un entretien à « l'Humanité » pour expliquer la délicate position des Kurdes d'Irak :

« Il paraît que désormais les Américains, les Soviétiques, les Européens, travaillent ensemble pour résoudre les conflits internationaux. S'il y a une conférence internationale de paix au Proche-Orient, il ne faut pas que le problème kurde, qui existe depuis trente ans, soit oublié. Aussi avons-nous entrepris d'aller voir les gouvernements pour le leur rappeler. J'ai moi-même visité plusieurs pays de l'Ouest et de l'Est ».

— Avez-vous eu des indications encourageantes ?

— Non. Même pas à Moscou. J'ai vu Primakov, qui est un proche de Gorbatchev. Il m'a bien reçu, mais il s'est contenté de m'écouter. Ici, c'est la même chose. On nous écoute. C'est déjà un premier pas et nous allons continuer à enfoncer le clou.

— Quel type de solution voyez-vous à la crise du Golfe ?

— Nous sommes comme « l'Humanité » : contre la logique de guerre. Si elle éclate, les conséquences sont imprévisibles, mais une chose est certaine : les peuples de la région vont souffrir beaucoup. La meilleure solution, ce serait un changement à l'intérieur même de l'Irak. C'est possible si le blocus dure et s'il est efficace. L'étranglement économique peut créer une situation explosive et obliger Saddam Hussein à reculer.

— Vous qui le connaissez bien, vous pensez qu'il peut reculer ?

— Bien sûr. Il l'a déjà fait à deux reprises face à l'Iran. En 1975, avec le Shah en signant les accords d'Alger et, de nouveau il y a quelques semaines, en retirant ses troupes d'Iran après huit ans

de guerre. Ce qui compte, pour Saddam, c'est le pouvoir. S'il sent que l'essentiel est menacé, tout est possible. Il peut accepter de se retirer en gardant quelques morceaux du Koweït : les îles, quelques champs de pétrole... »

— Quelle est l'attitude des mouvements kurdes sur le terrain ? On a dit que la CIA vous avait proposé de l'argent et des armes pour lancer des attaques contre Saddam Hussein.

— Pour le moment, nous avons décidé de mener la lutte au plan politique et diplomatique, mais de ne pas bouger sur le plan militaire. Nous ne voulons pas être les alliés des Américains. Nous avons eu une très mauvaise expérience avec eux en 1975 et nous ne sommes pas prêts à la recommencer. Ils ne doivent pas compter sur nous pour prendre les armes contre Saddam en échange d'une vague promesse de reconnaissance qui sera oubliée dès qu'ils auront atteint leurs objectifs. S'ils veulent reconnaître les droits du peuple kurde, ils doivent le faire ouvertement, politiquement, devant la Communauté internationale ».

Propos recueillis
par Françoise Germain-Robin

INTERNATIONAL
 — HERALD
 TRIBUNE
 21. 09. 1990

Vital Role in Gulf Puts Turkey Back In the Limelight

By Edward Cody
Washington Post Service

ANKARA — Seven weeks into the Gulf crisis, Turkey has emerged as a vital link in the Western military buildup and the UN trade embargo imposed to pressure President Saddam Hussein out of Kuwait.

President Turgut Ozal's cooperation with U.S. deployment and his government's enforcement of the trade ban despite Iraqi threats have reversed Turkey's traditional refusal to get involved in Middle East disputes.

In return, Turkish officials said, Mr. Ozal was likely to seek an increase in U.S. military aid and compensation for trade losses when he confers with President George Bush in Washington next Tuesday.

More broadly, Mr. Ozal and his government have portrayed their active role in the concerted Western effort as a reminder of Turkey's strategic importance despite the U.S.-Soviet warming and questions about the future of the North Atlantic Treaty Organization.

"They're glad to be back in the limelight," a diplomatic observer commented.

Turkish officials made it clear that their own security interests also dictated joining the mobilization against Mr. Hussein.

Turkey shares a mountainous border with northern Iraq in an area where Kurdish rebels have been a long-term problem for both nations.

A senior Turkish official explained: "I can be quite frank with you: For us, Saddam Hussein's coming out of this unscathed would be very, very bad."

The Ankara government early on welcomed 14 U.S. F-111 bombers to Incerlik Air Base near Adana, about 650 kilometers (400 miles) west of the Iraqi border, an ideal location to launch air strikes.

The F-111s and four U.S. F-16 fighters that routinely rotate in and out of the base were joined earlier this week by 20 more F-16s from Spain, ostensibly on exercises but likely to remain in the ring of U.S. airpower around Iraq, according to a knowledgeable source.

Mr. Ozal obtained special parlia-

mentary authorization on Sept. 5 for the government to allow Incerlik and other Turkish NATO bases to receive foreign forces and be used for military action against Iraq.

The president has told visitors the measure was designed to show Mr. Hussein that Turkey, despite its tradition of staying out of Arab quarrels, is clearly part of the Western mobilization against Baghdad.

The parliament also voted authority for the government to station troops abroad.

But despite reports that two frigates and several divisions of the 520,000-man Turkish Army have been readied for duty in Saudi Arabia and the Gulf, Defense Minister Safa Giray said this week that the government had made no decision to join the multinational force there.

But the Turkish Army has reinforced deployments along its side of the Iraqi border, raising troop levels in the area to more than 80,000 men backed by tanks and warplanes.

As a result, Mr. Hussein has been forced to keep nine Iraqi divisions on his northern flank, drawing almost 10 percent of his army away from the southern border with Kuwait and canceling most of the manpower advantage obtained by his peace accords with Iran.

Turkey's most visible contribution to the UN embargo was shutting down the two pipelines that carried 1.6 million barrels a day of Iraq's oil production across Turkish territory to the Mediterranean.

Rusdu Saracoglu, the Turkish Central Bank governor, estimated the decision would cost Ankara \$300 million over the next year in lost transit fees and deprive Iraq of billions in lost oil revenue.

In addition, Turkey has cut off \$1 billion in annual exports to Iraq and Kuwait and construction and trucking contracts worth \$400 million a year, Mr. Saracoglu said in an interview.

Perhaps most important, diplomatic sources observed, the Ankara government has refused to allow the use of Turkish territory to violate the embargo despite encouragement from Baghdad described in the Turkish press as "bribery."

GOLFO

I kurdi: «Proteste in Iraq, 50 i morti»

PARIGI

Le forze dell'ordine irachene hanno ucciso una cinquantina di persone il 9 settembre scorso a Mossoul (Iraq nord-orientale) in occasione di una manifestazione organizzata per protestare contro la penuria di generi alimentari. Lo ha affermato ieri a Parigi Mohsen Dizyee, presidente del Partito democratico del Kurdistan iracheno. Secondo il quotidiano comunista francese *L'Humanité* di ieri, inoltre, tali manifestazioni si sono ripetute la settimana scorsa in numerose città, tra cui Mossoul e Bassora.

Nel corso di una conferenza stampa, Mohsen Dizyee ha detto che «secondo le informazioni in nostro possesso, una manifestazione si è svolta a Mossoul il 7 settembre per protestare contro la penuria di al-

cuni generi alimentari, poi il 9 settembre le forze di sicurezza e i soldati hanno aperto il fuoco sui manifestanti, uccidendo circa 50 persone». *L'Humanité*, citando una fonte del Partito comunista iracheno, scrive che «le manifestazioni più importanti si sono svolte a Mossoul (nord-est) e Bassora (sud). La repressione, violenta, ha fatto - dice ancora il giornale - 58 morti». Oggi, per la prima volta, una delegazione del Fronte del Kurdistan iracheno è stato ricevuto nella capitale francese da esponenti del governo di Michel Rocard. Del Fronte che si oppone a Saddam Hussein fanno parte il Partito democratico del popolo del Kurdistan, il Partito democratico del Kurdistan iracheno, il Partito socialista del Kurdistan e l'Unione patriottica del Kurdistan iracheno.

IL MANIFESTO

21 sept. 1990

LE MONDE

22 septembre 1990

Pour la première fois

Une délégation kurde irakienne a été reçue officiellement à Paris

Pour la première fois, une délégation du Front du Kurdistan d'Irak (opposition) a été reçue jeudi 20 septembre à Paris, par des membres du gouvernement et des responsables officiels français (*le Monde* du 21 septembre), à qui elle a demandé le soutien «politique et moral» de la France à la cause des Kurdes. Déjà venus dans la capitale française à l'occasion d'une conférence sur l'identité kurde organisée à l'automne 1989 par la fondation France-Libertés présidée par Mme Danielle Mitterrand, ces responsables kurdes n'avaient alors pas été reçus par des membres du gouvernement.

A la suite d'une «invitation officielle du gouvernement français», a précisé M. Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan irakien, lors d'une conférence de presse, une délégation du Front a été reçue par Mme Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, par M. Loïc Hennekine, conseiller diplomatique à l'Élysée, ainsi que par le secrétaire d'État à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner. La délégation a demandé au gouvernement français, en sa qualité notamment de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, que «toute conférence internationale sur le Moyen-Orient inscrive le problème kurde à

son ordre du jour (...)». «Car une solution juste et globale [au Moyen-Orient] doit inclure tous les problèmes, le problème palestinien, le problème libanais, celui des Kurdes, la crise du Golfe et tous les autres», a estimé le dirigeant kurde. Selon lui, le Front, dont l'objectif est de constituer une coalition la plus large possible de toutes les formations de l'opposition en Irak, en vue de «renverser le régime dictatorial et de le remplacer par un régime parlementaire démocratique», n'a pas demandé un appui militaire. «Nous ne recherchons pas un tel appui. Personne ne nous a fait des propositions en ce sens et notre lutte est essentiellement diplomatique», a affirmé M. Talabani, ajoutant que la mission de la délégation était, à la faveur de la crise du Golfe, de sensibiliser les gouvernements au problème des Kurdes irakiens, «les premières victimes» du gouvernement irakien.

L'opposition kurde, selon M. Mahmoud Othman, dirigeant du Parti socialiste du Kurdistan d'Irak, souhaiterait une solution politique à la crise du Golfe. «La guerre, a-t-il fait valoir, fait davantage de torts au peuple qu'au gouvernement.»



CHASSEURS F-16 AMERICAINS ET REFUGIES DU GOLFE DANS L'EST DE LA TURQUIE

Vingt F-16 américains et 400 personnels au sol en provenance de la base de Tirrejon en Espagne sont arrivés ces derniers jours sur la base aérienne d'Incirlik près d'Adana, sur la côte méditerranéenne orientale de la Turquie, à quelque 600 kms de la frontière irakienne, pour des exercices annuels d'automne.

Exercices de routine, si l'on en croit les milieux militaires américains en Turquie, qui annoncent que ces chasseurs américains arrivés lundi et mardi devaient participer à des exercices à partir de cette base sur laquelle l'armée de l'air américaine dispose de «facilités» depuis 1980. Prévue de longue date avec deux escadrilles d'un total de 48 F-16, dont 28 ont été envoyés en Arabie saoudite plutôt qu'en Turquie, les chasseurs intercepteurs se trouvent pour la première fois sur cette base turque en même temps qu'une escadrille de bombardiers F-111 qui ont été autorisés par l'état-major turc à prolonger leur période d'exercices qui devait se terminer début septembre.

Même son de cloches chez les milieux militaires turcs. Officiellement, selon l'état-major turc qui a prolongé ce séjour des F-111 d'une semaine à trois reprises déjà depuis le début du mois de septembre, les bombardiers n'ont pas terminé leurs exercices. Les communiqués de l'état-major turc autorisant ces prolongations du séjour des bombardiers américains sur une base turque pour poursuivre des exercices commencés en mars ne font pas état de la crise du Golfe. Une prudence des milieux militaires turcs qui contraste avec l'engagement diplomatique et politique du gouvernement turc dans la crise du Golfe aux côtés des Améri-

cains, dont des avions radars Awaks ont déjà pu se déployer à l'est du pays.

L'Armée turque qui reste la plus puissante dans la région après l'armée irakienne, en hommes si ce n'est en matériel, souvent vétuste, préfère en effet ne pas se lancer dans l'«escalade». Une confrontation directe avec l'Irak n'est pas souhaitée à Ankara, comme le montrait l'expulsion vers Bagdad d'une dizaine de déserteurs de l'armée irakienne qui avaient pensé trouver refuge en Turquie, vers la fin du mois d'août. On ne signalait qu'un déploiement militaire relativement modeste à la frontière turco-irakienne dernièrement, alors même que Bagdad a d'ores et déjà massé 100 000 hommes près des frontières turque et syrienne.

Aux abords de Habur, la ville-frontière turque dans la région montagneuse du Hakkari, les soldats turcs sont apparemment davantage mobilisés par la guérilla kurde que par la crise du Golfe, dont seuls peuvent témoigner les cortèges de réfugiés fuyant l'Irak et le Koweït. Mercredi, le ministère turc des Affaires étrangères annonçait que plus de 40 000 ressortissants étrangers, dont plus de 22 000 Bengladeshis et quelque 11 000 Pakistanais, ont quitté l'Irak par le seul poste frontalier turco-irakien toujours ouvert de Habur depuis le début de la crise du Golfe.

Le ministère précise que le camp de toile dressé par le Croissant rouge turc (CRT) à trois kilomètres de Habur pour les réfugiés démunis, notamment des Bengladeshis et des Pakistanais, dispose maintenant de 1 500 tentes, sans préciser le nombre exact ou la nationalité des réfugiés qui s'y trouvent encore.

La compagnie Turkish Airlines va, entre le 3 septembre et le 10 octobre, effectuer 71 vols vers différents pays du monde à partir de l'aéroport de Dyarbakir, dans le cadre du rapatriement des réfugiés organisé par l'Organisation Internationale des Migrations dépendant des Nations Unies. La Communauté européenne et l'ONU financent chacune 30 vols et la Turquie les 11 autres. L'aéroport de Dyarbakir, le chef-lieu de cette région soumise à l'état d'urgence en raison de la reprise de la guérilla kurde, jusque là limité aux vols intérieurs, a été aménagé à cette occasion pour les vols internationaux.

Par ailleurs, le ministère des Affaires étrangères turc indique que dès le début de la crise, 3 170 ressortissants turcs qui travaillaient en Irak et au Koweït sont rentrés en Turquie.

• Le ministre français du Commerce extérieur à Istanbul pour développer la coopération économique avec la Turquie.

Le ministre français du Commerce extérieur, M. Jean Marie Rausch, devait participer jeudi à Istanbul à la réunion de la commission mixte de coopération économique turco-française, dont la délégation turque est présidée par le ministre d'Etat Kamran Inan.

M. Rausch devait signer jeudi un accord de coopération. Il devait aussi évoquer avec ses interlocuteurs turcs le développement de la coopération économique et commerciale entre les deux pays qui a fait un bond de 844 millions de dollars d'échanges (environ 4,3 milliards de francs) en 1986 à 1,7 milliards de dollars en 1989 (environ 8,8 milliards de francs).

ԿԱՍԻԳ

gamk

ՀՀԱԲԹԻ-ԵՐԵՎԱՆԻ, 24-25 ՍԵՊՏ. 1990
ԲԻ. ԹԻԻ 1517 4ՅԲ.

ՕՐԱԹԵՐԹ՝ QUOTIDIEN ARMENIEN

LUNDI-DIMANCHE, 24-25 SEPTEMBRE 1990
6ème ANNÉE — N° 1517 4F.

L'OPPOSITION KURDE RECUE A PARIS DEMANDE LE SOUTIEN POLITIQUE ET MORAL DE LA FRANCE

Les premiers entretiens entre des Kurdes et des responsables gouvernementaux français jeudi n'ont pas été vraiment chaleureux. Paris avait certes voulu marquer le coup en recevant à un haut niveau une délégation du Front du Kurdistan d'Irak, mais il n'était pas question pour autant d'aller au-delà du signal adressé à Bagdad. L'alliance militaire contre le régime de Bagdad ne semblait d'ailleurs pas être non plus le propos des responsables kurdes, dont Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak, a déclaré jeudi que la délégation avait demandé un «soutien politique et moral» à la France.

A la suite d'une invitation officielle du gouvernement français, a précisé M. Talabani au cours d'une conférence de presse, une délégation du Front a été reçue par Edwige Avice, ministre délégué aux Affaires étrangères, qui l'a écoutée pendant plus d'une heure, Loïc Hennekiné, conseiller diplomatique à la présidence de la République, ainsi que le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner.

La délégation a également eu des entretiens au cabinet de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale.

Le Front du Kurdistan d'Iran a renoncé aux traditionnelles rivalités pour présenter un visage unitaire ; il groupe quatre formations : le Parti démocratique du peuple du Kurdistan, le parti démocratique du Kurdistan, le parti socialiste du Kurdistan d'Irak et l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak.

La délégation a également demandé au gouvernement français, en sa qualité notamment de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, que toute conférence internationale sur le Moyen Orient inscrive le problème kurde à son ordre du jour (...) car une solution juste et globale dans la région doit inclure tous les problèmes, le problème palestinien, le problème libanais, celui des Kurdes, la crise du Golfe et tous les autres», a estimé le dirigeant kurde.

Selon lui, le Front, dont l'objectif est de constituer une coalition la plus large possible de toutes les formations de l'opposition en Irak, en vue de «renverser le régime dictatorial et le remplacer par un régime parlementaire démocratique», n'a en revanche pas demandé un appui militaire.

«Nous ne recherchons pas un tel appui. Personne ne nous a fait de propositions en ce sens et notre lutte est essentiellement diplomatique», a affirmé M. Talabani, ajoutant que la mission de la délégation était, à la faveur de la crise du Golfe, de sensibiliser les gouvernements aux problèmes des Kurdes irakiens, «les premières victimes» du gouvernement irakien.

Un parti pris de prudence, donc, qui contraste avec l'engagement des Kurdes de part et d'autre de la frontière irano-irakienne pendant la guerre Iran-Irak. L'opposition kurde, selon Mahmoud Othman, dirigeant du Parti socialiste du Kurdistan d'Irak, souhaiterait d'ailleurs une solution politique à la crise du Golfe. La guerre, a-t-il fait valoir, fait davan-

tage de tort au peuple qu'au gouvernement.

A l'occasion d'une conférence sur l'identité kurde organisée à l'automne 1989 à Paris, par la Fondation France-Libertés présidée par Mme Danielle Mitterrand, aucun responsable kurde n'avait été reçu par des membres du gouvernement français. La conférence rassemblait des représentants de l'opposition kurde non seulement en Irak, mais également en Syrie, en Turquie, en Iran et en Union soviétique.

Afin de dissiper toute interprétation partisane de cette rencontre, le porte-parole du Quay d'Orsay, Daniel Bernard, avait déclaré jeudi que la préoccupation de la France face au problème était «de caractère essentiellement humanitaire et de droits de l'homme».

Par ailleurs, les effets de l'embargo commenceraient à se faire sentir dans le nord de l'Irak, où une cinquantaine de personnes auraient été tuées à Mossoul le 9 septembre dernier lors d'une manifestation organisée pour protester contre les pénuries ; selon un autre membre de la délégation, Moshin Dizyee, président du parti démocratique du Kurdistan d'Irak.

«Selon les informations que nous avons, une manifestation s'est déroulée à Mossoul le 7 septembre pour protester contre certaines pénuries alimentaires, puis, le 9 septembre, les forces de sécurité et les soldats ont ouvert le feu sur des manifestants et quelque 50 personnes ont été tuées» a déclaré M. Dizyee.

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

MERCREDI 26 SEPTEMBRE 1990

Un entretien avec le secrétaire général du PPK

Bagdad poursuit au Kurdistan sa politique de la terre brûlée

nous déclare M. Sami Abdulrahman

« En l'espace de quelques années, la campagne kurde en Irak a été transformée en une terre de désolation où rien ne pousse plus. » M. Sami Abdulrahman, secrétaire général du Parti du peuple du Kurdistan, l'une des quatre principales formations du Front du Kurdistan d'Irak, dont une délégation vient d'être officiellement reçue à Paris, dresse un tableau particulièrement sombre de la situation : « Plus de 4 000 villages ont été rasés au sol et près de 25 villes et bourgades ont été complètement détruites », précise-t-il.

Plus personne n'habite ces régions dévastées où les militaires irakiens ont reçu l'ordre de tirer à vue et sans sommation sur tout ce qui bouge, que ce soient des hommes ou des animaux, précise M. Sami Abdulrahman.

Pourquoi cet acharnement contre une population qui, après tout, fait partie du peuple irakien ? Pour le dirigeant kurde, il fallait d'abord se venger d'une communauté qui persiste à vouloir maintenir intacte son identité culturelle et ethnique. « Je connais personnellement Saddam Hussein. Je sais qu'il est particulièrement vindicatif et impitoyable. » En second lieu, il importait de priver les pechmergas (combattants kurdes) de toute possibilité de se confondre avec une population qui, dans son écrasante majorité, leur est solidaire.

Plus d'un demi-million de Kurdes irakiens ont fui la région à la suite de cette politique de la terre brûlée. Cent mille d'entre eux se sont réfugiés en Iran, fuyant les bombardements chimiques ; deux cent mille autres y ont été refoulés parce qu'ils étaient chiites.

D'autres se sont rendus en Syrie, en Turquie ou ailleurs. Là où ils pouvaient se rendre, ajoute M. Abdulrahman, qui poursuit : « Mais notre grande blessure, celle qui nous fait le plus de mal, est le sort des 50 000 disparus - pour la plupart des jeunes - dont nous sommes sans nouvelles. Ont-ils été dispersés dans des camps situés dans le désert qui jouxte la frontière jordanienne et saoudienne, ou

se trouvent-ils dans la région semi-désertique dite de Hadari, située au sud-ouest de Mossoul ? Nul ne le sait, et certains prononcent déjà le mot terrible de génocide. »

Villes détruites

L'exode intérieur des Kurdes irakiens, précise M. Abdulrahman, a commencé en 1975, lorsqu'ils ont été écartés des régions pétrolifères. Il y a eu ensuite la « dékurdisation » des régions frontalières avec la création d'un no man's land large d'une vingtaine de kilomètres, puis la dépopulation de la campagne et enfin celle des villes.

Le dirigeant kurde cite à ce propos le cas de Qalaa-Diza, qui comptait près de cent mille habitants et qui est maintenant complètement déserte. Halabjeh, qui fut gazée, devait être reconstruite. En fait, les autorités militaires ont construit, à une vingtaine de kilomètres de l'emplacement de la ville qui comptait près de 80 000 habitants, une sorte de campement truffé de postes militaires qui entourent des habitations en dur dépourvues de tout confort. Comble de la dérision, cette « nouvelle ville » a été baptisée Halebjat-Saddam « en l'honneur de l'homme qui a tant fait pour les Kurdes ».

Le processus de destruction des villes n'est pas encore terminé, affirme M. Abdulrahman, qui cite le cas de Merga-Sour, une grosse bourgade de 15 000 habitants dans la région du Badinan, près de la frontière turque, qui a été rasée il y a deux mois. « Si l'objectif de ces opérations de destruction est de démoraliser le peuple kurde et les pechmergas, nous pouvons répondre que notre volonté de combattre est demeurée intacte. Nous avons tout simplement modifié notre tactique et nous opérons avec de petites unités qui se déplacent de nuit et se cachent le jour ».

En définitive, poursuit M. Abdulrahman, les événements du Koweït ont, dans une certaine mesure, facilité notre tâche, puisque la plupart des 150 000 soldats irakiens qui quadrillaient le Kurdistan se sont retirés.

JEAN GUEYRAS

MARTEDÌ 26
SETTEMBRE 1990



L'irrigidimento negoziale di Bagdad, a due mesi dall'aggressione irakena del Kuwait

Schieramenti di guerra

di MAURIZIO STEFANINI

ALL'INIZIO, non era altro che un litigio da lavandaie su prezzi del petrolio e quote di produzione. Poi, è spuntata inopinatamente fuori la storia non troppo commovente dell'impressionante debito internazionale accumulato da Bagdad negli otto interminabili anni della lunga, sanguinosa e, soprattutto, inutile guerra contro l'Iran.

Dopo un po', è entrata in ballo anche la questione dei confini tra l'Irak e l'emirato, quelli di terra con i relativi giacimenti, e quelli di mare, lo sbocco di Bassora strangolato dalle isole kuwaitiane di Warba e Bubyhan. Quindi, è iniziata la discussione sul ruolo delle monarchie "feudali" del Golfo e sulla "corruzione" della dinastia Al-Sabah. Dopo ancora, il problema è divenuto addirittura quello della legittimità stessa dell'esistenza del Kuwait. E delle "mutilazioni" territoriali operate sull'Irak dall'odiato colonialismo inglese.

Un passo più avanti, ed il laico Saddam Hussein, coadiuvato dal

cristiano Tarek Aziz, ha sfoderato la "spada dell'Islam" contro i "profanatori" dei luoghi santi musulmani.

Poi, sono entrati a far parte del minestrone anche la Palestina ed il Libano, paese, quest'ultimo, in cui, per la verità, il "nuovo Saladino" starebbe aiutando massicciamente i "crociati" maroniti del generale Michel Aoun contro l'altro musulmano Selim el Hoss, ma tant'è, si sa che, soprattutto in Medio Oriente, le vie di Allah sono spesso imperscrutabili.

Da ultimo, l'appello al Sud contro il Nord del mondo, una indecifrabile guerra santa nella quale non si capisce bene se bisogna cercare più una versione post-comunista delle teorie leninisteguevariste sull'"imperialismo fase suprema del capitalismo" e del "creare uno, due cento Vietnam", e non, piuttosto, una patetica riedizione degli slogan mussoliniani sulla "lotta di classe internazionale" tra le "nazioni proletarie, povere di mezzi ma ricche di volontà e di braccia" ed i "po-

poli dai cinque pasti". Ovvero, Allah stramaledica gli occidentali...

Che cosa vuole veramente Saddam? Ecco una domanda il rispondere alla quale è oramai diventato praticamente impossibile.

Un po' perché, a questo punto, probabilmente, neanche lo stesso "ladro di Bagdad" riesce più a raccapazzarsi nell'inestricabile groviglio dei propri continui blitz propagandistici, e molto anche per l'epidemia di piani di mediazione, che, peggio di una piaga biblica, si è abbattuta sulla regione. A complicare ulteriormente una situazione che era già di per sé abbastanza confusa, ed a sfornare a ciclo continuo vie di uscita, qualcuna delle quali magari sarebbe anche interessante ed opportuna, se non avessero tutte il piccolo, ma non trascurabile, difetto di basarsi non su quello che il "rais" di Bagdad pensa, ma su quello che a molti piacerebbe immensamente che pensasse. Non tanto per risolvere

MARTEDÌ 25
SETTEMBRE 1990

ESTERO

L'Opinione 19

Tutti i conflitti dell'area: dal più recente e più grave del Kuwait al caso somalo

Il Medioriente è una santabarbara

"NON C'È solo il Kuwait nel Medio Oriente". Uno slogan anche più vero di quello che comunemente si pensa. Questi, attualmente, i conflitti armati in corso che riguardano paesi membri della Lega Araba.

Kuwait. Con l'invasione irakena, per la prima volta nella storia uno stato membro dell'Onu è stato annesso con la forza da un altro stato membro dell'Onu.

Sahara Occidentale. Ex-colonia spagnola sgomberata da Madrid nel 1975, fu subito occupata ed annessa dal Marocco, malgrado la contrarietà dei nazionalisti locali, raccolti nel Fronte Polisario, che hanno continuato la guerriglia e proclamato una repubblica indipendente. L'Onu, nel 1978, ha riconosciuto il diritto all'autodeterminazione per il paese.

Territori Occupati. Con la "guerra dei sei giorni" del 1967, iniziata per prevenire quelli che apparivano essere gli inequivocabili intenti aggressivi dei paesi arabi confinanti, Israele si impadronì del Sinai (territorio egiziano), della Cisgiordania (territorio giordano), del Golan (territorio siriano) e di Gaza (amministrata dall'Egitto ma giuridicamente non facente parte di esso). Con gli accordi di pace di Camp David, il Sinai è stato poi restituito all'Egitto. Golan e Gerusalemme Est sono inve-

ce stati annessi da Israele, con un'iniziativa non riconosciuta da nessun altro stato al mondo, mentre il resto della Cisgiordania e Gaza rimangono sotto occupazione militare, in attesa di un regolamento della questione. Secondo lo stato ebraico, queste zone dovrebbero essere restituite alla Giordania, in cambio di garanzie sulla sicurezza e l'integrità di Israele. Per gli arabi, invece, vi si dovrebbe installare uno stato palestinese indipendente.

Libano. Complicatissima guerra civile in cui si affrontano due governi, una quarantina di fazioni armate e differenti contingenti stranieri: siriano, con l'approvazione formale della Lega Araba per fare da "forza di mediazione"; israeliano; iraniano; varie fazioni palestinesi; "Caschi Blu" dell'Onu.

Irak. Insurrezione indipendentista dei Curdi del Nord.

Sudan. Insurrezione contro l'arabizzazione forzata della minoranza negra del Sud.

Somalia. Insurrezione contro Siad Barre.

La disposizione non è casuale, ma segue la gravità dal punto di vista della legalità internazionale. Una Conferenza di Pace, non potrebbe riguardare solo ciò che tocca i diretti nemici di Saddam (Israele e Siria), ma dovrebbe estendersi a tutti e sette i conflitti. Altrimenti, limitarsi al solo caso più urgente, il Kuwait.

re veramente l'impiccio del Golfo, quanto piuttosto per tirarsi fuori dalle sabbie mobili di casa propria.

Lo si potrebbe definire il teorema dell'incudine e del martello. Sentiamo come ce lo spiega un dirigente dell'Olp, un indipendente che non si riconosce in nessuna delle correnti "classiche" dell'organizzazione e che preferisce mantenere l'anomino, perché il suo lungo sfogo è a titolo strettamente personale.

"Vede, le masse arabe odiano i paesi del Golfo, perché li vedono, ed a ragione, come null'altro che realtà artificiali tenute su solo per mettere in mano gli introiti del petrolio ad un pugno di feudatori corrotti e venduti all'Occidente, ma il Kuwait era diverso, perché la dinastia Al-Sabah, magari con metodi paternalistici, e, certo, senza trascurare i propri interessi, aveva però redistribuito moltissimo alla popolazione, creando così una coscienza nazionale fortissima. Che è poi venuta fuori al momento dell'invasione, ed è per questo che gli irakeni non sono riusciti a trovare neanche un cane che fosse disposto a collaborare con loro. Il Kuwait era un modello in tutto il mondo arabo, per lo stato sociale che aveva costruito e per la libertà che vi regnava. E il Kuwait, per di più, era anche l'unico paese della zona che aiutava senza chiedere contropartite. L'Irak senza l'appoggio dei kuwaitiani non sarebbe mai riuscito a reggere l'urto con l'Iran. Già, ma quale è stata la ricompensa?

Quell'esaltato di Saddam, solo

A complicare ulteriormente la situazione, sulla regione del Golfo si è abbattuta un'epidemia di piani di mediazione che hanno tutti il non trascurabile difetto di basarsi non su quello che Hussein realmente pensa, ma su ciò che piace fargli pensare



I gas di Halabja

I curdi disposti a combattere contro Saddam purchè il loro problema non sia ignorato

CON LA crisi del Golfo, i mass-media hanno riscoperto anche il dramma dei Curdi, questo "popolo dimenticato" disperso tra quattro stati, e la cui componente irakena viene oggi considerata da molti governi la carta migliore per destabilizzare Saddam Hussein dall'interno. Ma qual è l'opinione in proposito dei diretti interessati?

Lo abbiamo chiesto ad uno dei rappresentanti in Italia del "Fronte del Kurdistan Irakeno", un'organizzazione che raccoglie il Partito Democratico Curdo, l'Unione Patriottica del Kurdistan, il Partito Socialista Curdo, il Partito Socialista del Kurdistan ed il Partito Comunista Irakeno.

Per evidenti ragioni di sicurezza, il nostro interlocutore ha preferito mantenere l'ano-

nimato.

"Il Fronte del Kurdistan Irakeno è stato costituito nel 1988, all'indomani del bombardamento di Halabja, quando i vari partiti di opposizione che operavano nella regione compresero finalmente che le loro divisioni servivano solo a fare il gioco di Saddam, e che se si voleva abbattere questo regime sanguinario bisognava raggiungere un'unità di azione e di obiettivi.

La maggior parte delle forze che compongono il Fronte è favorevole, in prospettiva, all'indipendenza del Kurdistan, ma nell'immediato il nostro scopo è semplicemente quello di rovesciare la dittatura e di costruire una democrazia autentica, che possa dare ai curdi dell'Irak una vera autonomia. Il governo di Saddam Hussein non opera solo contro i Curdi,

MARTEDÌ 25
SETTEMBRE 1990

ESTERO

L'Opinione /11

per riuscire a procurarsi a buon mercato un pò di quella gloria che gli era sfuggita nel confronto con Khomeini, ha scelto vigliaccamente un paese piccolo e militarmente debole.

Le masse arabe, povere ed oppresse da società arcaiche e governi incapaci, non possono capire, arrivano solo agli slogan qualunquisti e xenofobia; Saddam ne è cosciente e ne approfitta. I leaders come Arafat possono solo accodarsi, altrimenti vengono spazzati via".

Un discorso illuminante. Chi oggi, nella Lega Araba, sta contro Saddam? Somalia e Gibuti, due paesi che sono arabi solo per modo di dire, e che comunque dipendono troppo dall'aiuto degli ex-colonizzatori italiani e francesi per fare altrimenti. La Siria di Assad, un dittatore spietato quasi quanto il suo arcinemico irakeno, e che non deve quindi rendere conto né dell'opinione pubblica propria, né di quella del Libano, paese che tiene in pratica sotto occupazione militare. I paesi del

Golfo, che sono comunque troppo ricchi perché la loro popolazione non realizzi subito che ha comunque tutto da perdere con Saddam, specie dopo avere avuto



sotto gli occhi l'esempio dello spietato saccheggio cui è stato sottoposto il Kuwait. Il Marocco, dove prevale un pluripartitismo "limitato" dal potere carismatico del re, che in quanto discendente di Maometto si può permettere cose che ad un comune governante non sarebbero permesse. E l'Egitto, un'altra democrazia "protetta", e nella quale gli irakeni hanno da tempo cattiva stampa. Perché in questi giorni si è parlato molto delle monarchie del Gol-

ma contro tutti gli Irakeni, e se vogliamo davvero abatterlo allora è necessario costruire l'intesa più ampia possibile".

Apparentemente la situazione dei Curdi irakeni è migliore di quella dei Curdi sottoposti alla sovranità delle altre tre nazioni in cui è suddiviso il Kurdistan. Il governo di Bagdad riconosce l'autonomia amministrativa del Kurdistan, permette l'insegnamento del Curdo nelle scuole ed ha incluso dei partiti curdi nella coalizione al potere, mentre in Siria ed in Iran non è mai stata fatta nessuna concessione di questo tipo, ed in Turchia l'uso della lingua curda è considerato addirittura un reato...

L'autonomia curda in Irak è soltanto una facciata, al riparo della quale il regime sta tentando di annientarci con

tutti i mezzi, le deportazioni di massa, il gran numero di desaparecidos, per lo più giovani compresi tra i 14 e i 22 anni, l'uso delle armi chimiche.

Il bombardamento di Halabja, con 10000 morti in pochi secondi, è stata un'azione molto peggiore della bomba di Hiroshima, perché gli aerei di Saddam non hanno colpito dei nemici ma dei civili che erano anche loro dei cittadini irakeni, un crimine che non si era mai visto nella storia. E Halabja non è stata un caso isolato, visto che i gas contro i villaggi curdi sono stati usati sin dal 1983.

In questi giorni si è parlato molto di un'alleanza tra voi e gli Stati Uniti per rovesciare Saddam, e il governo turco ha protestato ufficialmente per queste voci, dicendo che uno

stato curdo non c'è mai stato e non ci dovrà mai essere. Cosa ne pensate?

Sono anni che mostriamo le prove della dittatura e della pericolosità di Saddam. Perché l'Occidente se ne è accorto solo ora? E dove era l'Occidente mentre i curdi venivano gasati? Per il momento, è un'alleanza che abbiamo respinto.

Ma voi siete favorevoli all'opzione militare contro Saddam?

Saddam va rovesciato, ed i partigiani curdi stanno combattendo per questo.

Quanto al resto, appoggiamo in pieno le risoluzioni delle Nazioni Unite, e siamo anche favorevoli ad una Conferenza di Pace per tutto il Medio Oriente.

Purché all'ordine del giorno ci sia anche il problema curdo.

*La politica petrolifera dell'Irak: la verità è
in fondo ai pozzi di Hussein*

Per mille barili in più

fo e delle loro dipendenze dal lavoro degli immigrati, ma ci si è dimenticati che il paese petrolifero che trattava peggio i lavoratori immigrati ben prima delle espulsioni di questi giorni, è sempre stato l'Irak il quale già alla fine dell'89 aveva espulso da un momento all'altro, un milione di egiziani solo perché con la fine della guerra bisognava trovare un impiego ai soldati congedati. Lavoro che è stato poi trovato in Kuwait.

Chi, invece, si è schierato con Saddam?

Gli equilibristi impenitenti, gli Arafat ed Hussein di Giordania. Troppo abituati a camminare sull'orlo del vulcano palestinese per correre anche solo da lontano il pericolo di caderci dentro proprio quando è in eruzione. I governi "laici" in bilico, Algeria e Tunisia. Paesi che il fallimento di un socialismo equivoco hanno consegnato mani e piedi alla marea montante dell'estremismo islamico. I regimi ostaggio della propria stessa retorica panaraba. La Libia di Gheddafi, lo Yemen con la sua difficile riunificazione, Sudan e Mauritania con la loro "guerra sporca" alle minoranze etniche negre...

Nessuno di loro ha osato approvare l'annessione del Kuwait, nessuno di loro ha osato condannarle. E da qui i piani di pace cervelotici, e da qui le ambiguità ed il tono di confusione irrealista che tutta la vicenda sta prendendo.

Ma chi lo ha scritto, che eravamo arrivati alla fine della Storia? □

COME È noto, tutto è incominciato con le accuse di Saddam Hussein al Kuwait di fare crollare i prezzi del petrolio con una politica di aumenti incontrollati della produzione. Verità o pretesto?

Vediamo. Nel 1986 l'Irak ha estratto 82,296 miliardi di tonnellate di greggio, il nono posto mondiale tra i paesi produttori ed il quinto all'interno dell'Opec, il cartello che riunisce coloro che il prezioso combustibile non lo consumano in proprio ma lo vendono sul mercato internazionale. All'epoca, i primi posti in graduatoria erano tenuti da: Urss (617 miliardi di tonnellate); Usa (430,602); Arabia Saudita (paese Opec, 250,224); Messico (paese Opec, 140); Cina (130,332); Regno Unito (121,185); Venezuela (paese Opec, 93,984); Iran (paese Opec, 93,380). E, dopo, venivano il Canada (82), la Nigeria (paese Opec, 72,805) e, appunto, il Kuwait. Dodicesimo posto mondiale e settimo Opec, con 71516 milioni di tonnellate di greggio.

Nel 1987 l'Irak ha accresciuto la propria quota di produzione a 120,522 miliardi di tonnellate, superando il Venezuela (fermo a 90) e passando quindi all'ottavo posto mondiale ed al quarto Opec. Un exploit eguagliato solo dall'Iran, balzato a sua volta a 142,305 miliardi, mentre gli altri paesi leader del settore rimanevano sostanzialmente stabili (Urss: 624, Usa: 461; Arabia Saudita: 231,663; Cina: 155,502; Messico: 144; Regno Unito: 122; Ca-

nada: 88; Nigeria: 73,935), o addirittura diminuivano sensibilmente la propria produzione. Come lo stesso Kuwait, calato a 59,943 miliardi e superato in classifica da altri due paesi Opec (gli Emirati Arabi Uniti, da 66,238 a 84,906, e l'Indonesia, da 71 a 70,596).

Nel 1988 l'Irak ha compiuto un'ulteriore avanzata, arrivando al sesto posto mondiale ed al terzo Opec, con 127,1 miliardi di tonnellate, e superando così Regno Unito (114,4) ed Iran (112,4). Più avanti, rimangono solo Urss (624), Usa (453,6), Arabia Saudita (260,7), Messico (145,2) e Cina (135). Il Kuwait, invece, ha sì aumentato la propria quota a 75,2, ma in tal modo non ha fatto altro che tornare, sostanzialmente, ai livelli di due anni prima.

Nei fatti, quindi, la politica di estrazione kuwaitiana appare essere quella di far oscillare la produzione a seconda della domanda, per stabilizzare i prezzi e massimizzare i profitti nel lungo periodo. L'ingordigia di Saddam, invece, spinge per un contemporaneo aumento dell'offerta e dei prezzi, una quadratura del cerchio possibile solo raggiungendo posizioni di monopolio. E neanche tanto, se le leggi dell'economia non sono un'opinione.

Con l'annessione del Kuwait, Saddam dispone ora di un quinto di tutte le riserve mondiali. Se mettesse le mani su tutta la costa del Golfo, arriverebbe a oltre la metà.

Le Figaro, 27 septembre 1990

A la frontière turco-irakienne

Les ennemis kurdes de Saddam Hussein

Dans les camps de fortune installés au sud-est de la Turquie, les réfugiés venus du Kurdistan irakien rêvent de reprendre la guérilla séculaire contre le pouvoir baasiste en place à Bagdad.

DIYARBAKIR :
de notre envoyé spécial
Xavier GAUTIER

« Mes rêves ? Je n'en ai qu'un seul, lâche Ibrahim, quinze ans, si menu qu'il en paraît douze : C'est de boire le sang de Saddam Hussein. »

Ibrahim vend des chaussures et des mouchoirs « made in China » sur un petit stand à l'ombre des remparts de Diyarbakir, la grande ville du sud-est de la Turquie. Depuis qu'il est enfui du Kurdistan irakien, en septembre 1988, après les bombardements d'Halpece et de Bahdinan, où 5 000 Kurdes avaient été massacrés à l'aide de gaz chimique par Saddam Hussein, c'est le seul job qu'on lui permet d'occuper.

Le jeune Kurde explique l'intensité de sa haine : « J'ai vu mes gens tomber comme des feuilles. Dans mon village de Diyarbakir, cinq cents habitants sont morts, des femmes, des bébés, asphyxiés à l'ypérite. » Alors que les gosses de son âge persécutés à la rentrée scolaire, il n'a qu'une obsession : « Me faire pour un Kurdistan libre, comme mon père et mon grand-père. » Et, plantant son regard dur : « Je suis un pesh-merga, un combattant intré-



Les Kurdes, réfugiés d'Irak, s'agglutinent dans des camps misérables formés autour des grandes villes proches de la frontière irakienne. (Photo D.F.)

place »-Kurdes. »

Nous attendons un signe

Ibrahim n'occupera sans doute jamais le palais du dictateur. Mais, depuis l'éclatement de la crise du Golfe, lui et ses 13 000 compagnons d'infortune cantonnés à Diyarbakir s'y préparent fébrilement. Ils ont ressorti leurs vieux uniformes, les « chachupek », une courte veste militaire kaki ou grise, un pantalon bouffant en gros drap et une calotte enturbannée appelée « kap ». « Il faut être prêt », affirme Mohammed, un vétéran de 45 ans (dont vingt-huit de guérilla), originaire de Zahro, à la frontière. « Dès que la Turquie ouvre ses frontières, on repart dans nos montagnes. »

Dans le camp misérable des peshmergas de Dicle, à la sortie de la ville, il n'y a pas d'école pour les enfants des réfugiés. A l'ombre des bidonvilles qui ont poussé spontanément, on se livre à des exercices paramilitaires. Dévaler les barbelés entourant le camp, au nez et à la barbe des policiers et des sentinelles de l'armée turque. « C'est la meilleure préparation à la guérilla », affirme un peshmerga aux moustaches tombantes, du nom de Kadir. Des armes ? « Aucune Kalashnikov ne circule assurément, les yeux malicieux. Nous sommes les hôtes de la Turquie. Pas question de trans-

gresser leurs lois. » Pour ces guerriers, camouflés en vendeurs de rue, le long du boulevard İnönü, les derniers développements dans le Golfe n'ont pas de mystère : « Tous les soirs, on lit les journaux turcs avec ceux qui parlent la langue. Et quand le courant n'est pas coupé, on écoute la BBC, explique Idris, un jeune « mefreze » (chef de trente hommes) de 29 ans, sanglé dans un uniforme impeccable couleur sable. Nous attendons un signe de notre leader. »

Ici, on est partisan de Masoud Barzani, un des grands chefs kurdes. Mais celui-ci

gardent des contacts téléphoniques avec la famille, que la résistance a repris dans le Kurdistan irakien. Dès l'invasion du Koweït, Saddam a été forcé de rapatrier vers le sud une partie de son armement lourd. Sa prétention d'envoyer les peshmergas se battre avec ses troupes régulières aurait mis le feu au poudre. Mutineries, répression sanglante. 50 000 Kurdes auraient été torturés, affirme un géologue originaire de Mossoul, la grande ville du Kurdistan, en visite à Diyarbakir. Selon lui, entre 10 000 et 13 000 peshmergas du rivalet de Barzani, Jelal Tala-

Vers une « coalition de la résistance » ?

Une délégation de dirigeants kurdes d'Irak vient de rencontrer à Paris plusieurs membres du gouvernement français. On parle d'un accord imminent entre les diverses factions kurdes jusque-là divisées et éparpillées sur quatre pays. Les barzanistes, les talabaniistes (frères ennemis modérés du PDK et UDK) et les peshmergas d'Irak seraient sur le point de faire front contre Saddam. « On a entendu que la CIA américaine et le KGB soviétique auraient allié leurs forces pour soutenir notre révolution », s'enthousiasme un chef réfugié en Turquie, qui soutient mordicus que « même les Kurdes turcs du PKK (marxistes-léninistes), soutenus par la Syrie, accepteraient de se joindre à notre sainte alliance ».

tarde à faire entendre sa voix. Devant leurs baladeurs de marque Roxy et autres sèche-cheveux Ariane, disposés avec soin sur une planche, ils prient Dieu que « la guerre du Golfe dure le plus longtemps possible ».

Leur impatience augmente. Car ils savent, via ceux qui

facile de passer en Iran ? » Juste de l'autre côté de la frontière turco-irannienne, à une semaine de marche, 15 000 peshmergas guerroient. Il le sait. De leur sanctuaire iranien, ils lancent des razzias en Irak, puis se replient, selon la stratégie éprouvée du « hit and run ». Qu'importe, à ses yeux, si s'agit, aux ordres d'un troisième chef, un nommé Saïd.

« Kadhafi ne tergiversera pas plus longtemps. C'est trop bête, dit-il, nous sommes les meilleurs soldats du Kurdistan. » Les plus jeunes, les plus valeureux. « C'est pour ça que Saddam a utilisé contre nous la seule arme qui lui restait, les gaz », dit-il. Et le journaliste belge Marc Hoygsteens, qui a passé un an au Kurdistan, de confirmer : « L'armée irakienne ne peut absolument rien contre eux avec des moyens classiques. »

Ce qui retient Kadir ? Pas la frontière, qui, à l'est du poste turco-irakien d'Habur, est « trouvée comme un fromage suisse », selon Marc Hoygsteens. Mais plutôt les autorités turques, qui observent d'un fort mauvais œil toute cette exfiltration. « On a déjà sur le dos nos propres séparatistes kurdes, on ne va pas prendre de risque avec les irakiens », tranche-t-on à la « superpréfecture » de Diyarbakir, pour justifier l'interdiction faite aux journalistes d'approcher les camps. Couvre-feu à 18 heures, omniprésence des espions : dans ceux

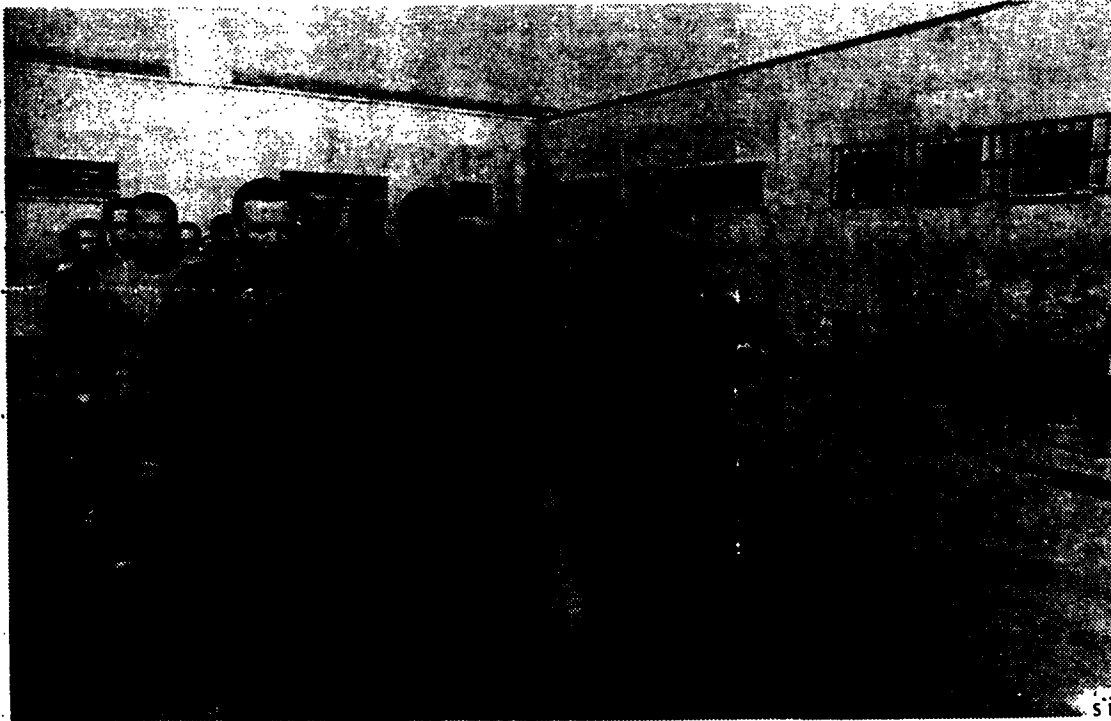
de Diyarbakir et de Mardin (où s'entassent, sous les tentes, 30 000 peshmergas), Ankara impose un régime quasi militaire.

Le soir, pendant la veillée, Ibrahim, l'adolescent qui rêve d'égorger Saddam, écoute bouche bée les vieux peshmergas décharnés raconter leurs souvenirs de la « grande époque » de la lutte kurde. Quand, après la Seconde Guerre mondiale, la résistance parvint à se réunir pour la dernière fois sous une même bannière. Elle réussit à repousser les forces irakiennes jusqu'à 350 kilomètres de Bagdad. C'était en 1975. Saddam Hussein avait pris le pouvoir trois ans auparavant. X. G.

INSPECTION EUROPEENNE DANS LES PRISONS TURQUES

FRANCE SOIR
27 sept. 1990

Le Comité européen contre la torture, institué il y a un an par dix-neuf pays membres du Conseil de l'Europe, vient de visiter les prisons turques. Leur rapport constituera un test important de leur degré d'indépendance.



PRISONNIERS TURCS. LE SEUL PAYS DU CONSEIL DE L'EUROPE OU AMNESTY INTERNATIONAL DÉNONCE DES TORTURES SYSTEMATIQUES

Ils ont osé. Ils ont finalement été en Turquie, passage obligé vers la crédibilité. Au moment de la constitution du Comité européen contre la torture, à la fin de 1989, ses 19 membres avaient subi le vent de la suspicion. Parmi les 5 pays qu'ils avaient décidé de visiter en 1990 (Malte, Autriche, Royaume-Uni, Espagne et Danemark), ne figurait pas, en effet, la Turquie, le seul pays du continent, pourtant, où selon Amnesty International la torture reste une pratique systématique.

La création du Comité avait suscité des espoirs considérables parmi les défenseurs des droits de l'homme turcs. En vertu de la Convention européenne des droits de l'homme, ratifiée jusqu'à présent par 19 pays membres du Conseil de l'Europe, dont justement Ankara, le Comité de Strasbourg dispose de pouvoirs uniques au monde. Ses 19 membres, plus ou moins désignés par les gouvernements, peuvent visiter à tout moment, et sans préavis, tout lieu de détention (prison, commissariat, hôpital psychiatrique) dans chaque Etat contractant, pour y vérifier l'absence de tortures, traitements dégradants ou autres bavures. Après chaque visite, en principe couverte par le secret le plus absolu, le comité adresse un rapport à l'Etat intéressé. Si les anomalies

constatées ne sont pas éliminées immédiatement, les rapports du Comité peuvent être rendus publics. L'Etat reconnu coupable du délit de torture, ou bavure, est soumis à la réprobation internationale et peut être expulsé du Conseil de l'Europe.

Après deux visites « tranquilles », au début de l'année, en Autriche et à Malte, où les commissaires « antibavures » n'ont pas constaté d'irrégularités notables, le comité de Strasbourg a finalement décidé, selon les informations dont dispose *Libération*, d'effectuer une visite surprise en Turquie, qui s'est achevée au début de cette semaine.

Vu l'aspect sensible de cette mission, les 19 commissaires ont décidé de dépêcher à Ankara leur président, le juriste italien Antonio Cassese, et leurs deux vice-présidents, le psychiatre suisse Jacques Bernheim et le Danois Bent Sorensen, responsable du Centre de réhabilitation des victimes de tortures de Copenhague.

Ont été sagement écartés de la visite turque les membres « politiques » du Comité, comme l'Anglais Terlezki, désigné par Maggie Thatcher, un ancien député ultra-conservateur favorable, entre autres, à la peine de mort, ou le Turc Ozbudun, un proche du président Turgut Ozal.

Le secret reste bien gardé, par contre, sur ce que les commissaires ont vu, et pu voir, en Turquie. On ignore surtout

s'ils ont pu visiter les commissariats du Kurdistan turc, soumis à des mesures d'exception depuis le mois de mai. Ankara vient en effet de décider de suspendre l'application de la Convention européenne des droits de l'homme dans ce territoire. Ce qui interdit, de fait, tout droit de regard des institutions de Strasbourg sur ce qui se passe au Kurdistan.

Le rapport du Comité contre la torture sera, dans ces conditions, un test important pour la crédibilité de cet organisme mais également de son institution-mère, le Conseil de l'Europe, au moment où l'organisation de Catherine Lalumière se prépare à son premier élargissement vers un pays de l'Est, la Hongrie. Les démocraties post-communistes ne comprennent pas très bien, en effet, comment l'institution de Strasbourg peut tolérer la présence en son sein d'un Etat durement critiqué pour le non-respect des droits de l'homme.

Après Ankara, ce sera bientôt Paris. Les commissaires antitortures ont inscrit la France dans leur programme, encore confidentiel, de visites pour 1991, avec la Suède, la Suisse, le Portugal et l'Allemagne. Tous ceux qui derrière les barreaux de l'Hexagone estiment avoir subi des traitements inhumains ou dégradants peuvent solliciter leur visite. En principe aucune cellule n'est à l'abri des investigations des commissaires de Strasbourg.

● FRANCESCO CERRI

RÉPUBLIQUE
DU CENTRE
28 sept. 1990

38 réfugiés kurdes et turcs menacés d'expulsion

Une manifestation de soutien a eu lieu hier devant la préfecture de Chartres.

CHARTRES. — Le comité de solidarité avec les réfugiés kurdes et turcs d'Eure-et-Loir, qui rassemble des mouvements humanitaires et des partis politiques, organisait, hier, en fin d'après-midi, devant la préfecture, à Chartres, un rassemblement pour attirer l'attention sur la situation faite à trente-huit ressortissants menacés d'expulsion.

Tandis que les manifestants étaient rassemblés derrière des banderoles, une délégation composée de membres du C.N.D.I., du M.R.A.P., du P.C. de la C.G.T. et de la L.C.R., était reçue par M. Comet, secrétaire général de la préfecture. La délégation a fait valoir au représentant de l'Etat le caractère exceptionnel de la situation, qui, selon elle, réclamait une solution collective.

Les éléments nouveaux qu'a fait valoir la délégation, pour la prise en compte, par les autorités françaises, du sort des ressortissants kurdes et turcs, était la déclaration, par le régime d'Ankara, stipulant la suspension de la Convention européenne des droits de l'Homme à l'usage du Kurdistan. Aussi la réception, par le gouvernement français, des représentants de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak.

Cependant, pour M. Comet, il ne peut y avoir, dans cette affaire, de solution collective. Ainsi ce sont 38 cas individuels, qui seront examinés, a promis M. Comet.

Le Comité veut demander, pour appuyer sa démarche, à être reçu par le ministre de l'Intérieur.



Le rassemblement devant la préfecture.

Tempo, 16-22 Eylül 1990

TBMM ANAYASA Komisyonu'nda bir dosya bekliyor. Komisyonun ileriki günlerde yapılacak toplantılarında ele alınacak dosya Ankara DGM Savcılığı'ndan geliyor ve Halkın Emek Partisi MYK üyeleri *Ahmet Türk* ile *Mehmet Ali Eren*'in "idam cezası istemiyeler" yargılanabilmeleri için dokunulmazlıklarının kaldırılması isteniyor.

DGM Savcısı *Talat Şalk* imzasını taşıyan dosyadaki 1989/22 sayılı fezlekede, her iki milletvekili "Devlet'in birliğini bozmaya ve Devlet'in hâkimiyeti altında bulunan topraklardan bir kısmını Devlet idaresinden ayırmaya yönelik fiillerde bulunmak, yabancı bir ülkede Devletin dahili vaziyeti hakkında maksadı mahsus müstenid haber ile milli menfaatlara zarar verecek faaliyette bulunmak" iddialarıyla suçlanıyorlar.

Savcılık yazısında Hürriyet Gazetesi'nin 14 Ekim 1989 günü sayısında yer alan "İki milletvekili Kürtlere Türkiye'yi şükâyet etti" başlıklı haberden yola çıkıl-

DGM SAVCILIĞI, HALKIN EMEK PARTİSİ MİLLETVEKİLLERİ AHMET TÜRK İLE MEHMET ALİ EREN'İN DOKUNULMAZLIKLARININ KALDIRILMASINI İSTİYOR. İDDİA "BÖLÜCÜ ÖRGÜTLERLE BİRLİKTE ÇALIŞMAK"... TALEP, TCK'NUN 125'İNCİ MADDESİNE GÖRE CEZALANDIRILMA... YANİ İDAM... DOSYA ŞİMDİ ANAYASA KOMİSYONU'NDA...

dığı belirtiliyor. Habere kaynak olan ve İsveç'te yayınlanan "Kürdistan Press" Gazete'sinde çıkan meç-lerinde *Ahmet Türk*'ün PKK örgütüyle ilgili bir soruya verdiği yanıtta, "Hiçbir insan düzenini, yaşamını bozarak bir mücadelenin içine girmez. Bugün baskı, şiddet ve buna benzer şeyler olmasaydı herhalde hiç kimse cezaevlerinde, dağda olmak istemez böyle bir riske girmezdi" dediği öne sürülüyor.

Yazıda, *Mehmet Ali Eren*'in de aynı soruyu, "Benim, kendi kimlikleri, kendi benlikleri, kendi inançları için mücadele eden bir gruba, her topluluğa, her insana saygım var. Mücadele yön-leşti, o benim dışımdadır ve

beni de fazla ilgilendirmiyor. Ama eğer insanlar, topluluklar, bireyler kendi kimlikleri için mücadele veriyorlarsa ben onu saygıyla karşılarım" şeklinde yanıtla-dığı iddia ediliyor.

Her iki milletvekilinin gazetede yayınlanan bu sözleriyle Devlet'in hâkimiyeti altında bulunan topraklardan bir kısmını ayırmaya yönelik faaliyet gösteren örgütlerle birlikte çalıştıkları iddia ediliyor ve TCK'nun 125, 140, 31, 33. maddeleri uyarınca cezalandırılabil-meleri için DGM'de yargı-lanmaları gerektiği belirtile-rek dokunulmazlıklarının kaldırılması isteniyor.

Ahmet Türk ve *Mehmet Ali Eren*'in DGM'nin istemi-leri ilk tepkileri, "Bu durum Türkiye'de demokrasinin

hangi aşamada olduğunu gösteriyor" şeklinde. Kürdistan Press Gazetesi'nde yayınlanan sözlerinin 16 Eylül 1989'da Hamburg'da yapılan ve insan haklarını konu alan bir toplantıdaki konuşmalarından alındığını belirtiyorlar.

Türkiye'de demokrasinin yerleşmesi ve gelişmesi için mücadele veren insanlar olarak, ülkedeki anti demokratik uygulamaları dile getirmenin görevleri içinde bulunduğunu söylüyor her iki milletvekili. Anılan konuşmanın, baskı yöntemle-riyle hiçbir sorunun çözüle-meyeceği, birliğin, eşitliğin, kardeşliğin ancak hoşgörü ortamı içinde sağlanabile-ceği yönünde konuştukları-nı ifade ediyorlar. Konuş-malarındaki bazı kelimele-rin tahrif edildiğini, sözleri-nin değiştirilerek başka an-lamlar verilerek istendiğini ekliyor *Ahmet Türk*:

"Bazı gerçekleri bugün burada da, başka yerde de vurgulamaktan çekinmiyoruz. Türkiye bir ırk devleti değildir. Türkiye'de Türkler de vardır, Kürtler de vardır. Hoşgörünün, kardeşlik ve eşitlik ortamının gelişebil-mesi, her insanın diline, kül-türüne saygılı olmakla mümkündür. İnsanların dili ve kültürleri üzerindeki bas-kıları kaldırmakla mümkündür. Konuşmamızın ana çizgisi de bu yöneydi."

Ankara DGM'nin girişimi-ni, susturulmalarına yönelik bir çaba olarak değerlendiriyor *Türk* ve *Eren*. Milletvekillerinin asli görevleri ara-sında baskı altında ezilen insanların hakkını savunma ilkesinin bulunduğu inaniyorlar. *Ahmet Türk*, bir örnek vererek konuşmasını sürdürüyor: "Daha iki hafta evvel, 2 Eylül günü Düz-ova Köyü'nde gözaltına alınan *Abdurrahim Tannıbillir* adlı bir vatandaşın 4 gün sonra Cizre Emniyet Amir-liği'nden ölüsü çıktı. Ailesi-ne, 'kendini beindeki kayı-şıyla tavana astı' açıklama-sı yapmışlar. Bunun yanı sıra evler yakılıyor, köyler zor-la boşaltılıyor. Peki bunları söylemek bizim görevimiz değil mi?"



Mehmet KORKMAZ



Mehmet ALİ EREN



Ahmet TÜRK

M AHMET TÜRK'LE MEHMET ALİ EREN'İN DOSYALARI DGM'DE...
Milletvekillere daracağı tehdidi...

16 Eylül 1990

Türk ve Eren'in idamla yargılanması isteniyor

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Ankara Devlet Güvenlik Mahkemesi, HEP milletvekilleri Ahmet Türk ile Mehmet Ali Eren'in dokunulmazlıklarının kaldırılmasını istedi. DGM Savcılığı, iki milletvekiline TCK'nın 125. maddesinin uygulanmasını istiyor. İlgili madde ölüm cezasını öngörüyor.

DGM Savcılığı hazırlık soruşturması tamamlanan davayı açmak için Eren ve Türk'ün dokunulmazlıklarının kaldırılması amacıyla durumu bir fezleke ile Adalet Bakanlığı'na iletti. Savcılık fezleke "devletin birliğini bozmaya, devletin hâkimiyeti altında bulunan topraklardan bir kısmını devlet idaresinden ayırmaya yönelik fiillerde bulunmak, yabancı bir ülkede devletin dahili vaziyet hakkında maksadı mahsusa müstenid haber ile milli menfaatlere zarar verecek faaliyette bulunmak" iddiasında bulunuluyor. Eren ve Türk hakkında DGM Savcılığı'nca daha önce de "bö-lücülük" iddiasıyla soruşturma açılmış ve karma komisyonunda dokunulmazlıklarının kaldırılması kararlaştırılmıştı. Karma komisyonun bu kararı TBMM Genel Kurulu'nda bekliyor.

Ankara DGM Savcılığı, HEP milletvekilleri Eren ve Türk hakkında idam istemiyle yargılanmasına, Türkiye'ye sokulması yasak olan "Kürdistan Press" Dergisi ile bu dergiden alıntı yaparak haber yazan bir gazetenin, "beyanı" nı kanıt olarak gösterdi. Fezlekeye göre, haberi yazan gazetecinin, "Diyarbakır Emniyet Müdürlüğü'nde görüp okuduğunu ve 2 milletvekilinin Türkiye'ye bakış açılarını duyurmak amacıyla gazetede yayımlanmasını sağladığını" söylediği Kürdistan Press Dergisi'nde iki milletvekili Türk ve Eren ile röportajlar yer aldı.

HEP milletvekilleri Eren ve Türk hakkında uygulanması istenen TCK'nın 125. maddesi "Devlet topraklarının tamamını veya bir kısmını yabancı bir devletin hâkimiyeti altına koymaya veya devletin istiklalini tenkise veya birliğini bozmaya veya devletin hâkimiyeti altında bulunan topraklardan bir kısmını devlet idaresinden ayırmaya matuf bir fiil işleyen kimse ölüm cezası ile cezalandırılır" hükmünü içeriyor.

Paris Talabani Körfez krizinde devrede

SABETAY VAROL

PARİS — Irak Kürdistan Yurtsever Birliği Başkanı Celal Talabani Körfez krizinde "resmen" devreye girdi. Dün Fransız Dışişleri Bakan Yardımcısı Edwige Avice tarafından kabul edilen Talabani, bugün Cumhurbaşkanı Mitterrand'ın dış politika danışmanı Loïc Hennekinne ile de bir görüşme yapacak. Cumhurbaşkanı'nın eşi Danielle Mitterrand'ın başkanlığını yaptığı "France-Liberté" vakfında öğle yemeğine davet edilen Talabani, "Fransa'dan özgün taleplerde bulunacağımı" belirtti, ancak "Silahlı mücadeleyi yoğunlaştıracak mısınız?" şeklindeki sorumuzu, "Silahlı mücadele değil, siyasi mücadeleyi yoğunlaştıracacağız. Diplomatik temasları artırıyor ve geleceği hazırlıyoruz" sözleriyle yanıtladı. Iraklı Kürt lider, Fransa'dan hangi özgün isteklerde bulunacağını bugün yapacağı basın toplantısında açıklayacağını da söyledi. Talabani, "Resmi görevlilerle görüşmeden önce basına bu isteklerimizi aktarmam doğru olmaz" dedi.

Fransız Dışişleri Bakanlığı, Celal Talabani başkanlığında dört Iraklı Kürt partiden oluşan "cephes" delegasyonunun, Fransız yetkililerce Paris'te ağırlandığını, "İsteğin karşı taraftan geldiği" şeklinde izah etmekle yetindi. Gözlemciler, yaptıkları değerlendirmelerde, Irak'ın kuzey cephesini zayıflatma amacıyla Kürtlerin yeni bir ayaklanmaya başvurmadan önce, Celal Talabani'nin Batılı ülkelerden bazı önemli güvenceler isteme niyetinde olduğunu ifade ediyor. Bağdat rejimine karşı olan tüm Kürt örgütlerinden birer temsilcinin bulunduğu Iraklı Kürt delegasyonu, Meclis Başkanı Laurent Fabius'un bir yardımcısı tarafından da parlamento binasında kabul edildi. Öte yandan Paris'teki Kürt Enstitüsü Başkanı Kendal Nizan da, Talabani başkanlığındaki heyetin Fransa temaslarına katıldı.

İlk kez

Aynı şekilde Michel Rocard hükümetinin İnsani Eylem Bakanı Doktor Bernard Kouchner, Talabani ve arkadaşları onuruna "France Liberté" Vakfı'nda verilen yemekte bulundu. "Tarihte ilk kez bir Kürt heyetinin Paris'te resmi çevrelerce kabul edildiği", çünkü Liberation gazetesince vurgulandı. Yine de bu Paris gezisinde, geçen yıl Paris'te toplanan Kürt konferansını düzenleyen hemen tüm şahsiyetlerin rol oynadığı gözlemlendi. Talabani başkanlığındaki heyette, Kürt Sosyalist Partisi temsilcisi Mahmut Osman, Kürdistan Halkı Partisi yöneticisi Sami Abdurrahman ve Mesut Barzani'nin temsilcisi Muhsin Dizeye de bulunuyor.

Geçen günlerde Batı basını, ABD haberleşme örgütü CIA'nın Bağdat rejimini içerden çöktürmek için Kuzey Irak'ta yeni bir Kürt ayaklanmasını destekleme çabası içinde olduğunu ısrarla yazdı.

Dışişleri Bakan Yardımcısı, Kürt delegasyonu ile görüştü

Fransa, Kürtler'e destek veriyor

SITKI ULLUÇ

PARIS, (Tercüman)- Fransız Dışişleri Bakanlığı yetkilileri bir açıklama yaparak Fransa'nın tarihte ilk defa bir "Kürt delegasyonu"nu resmen kabul ettiğini bildirdi. Fransa bugüne kadar kendisine başvuran çeşitli Kürt grup ve parti temsilcilerini resmen kabul etmiyor ve resmî dialoğa girmiyordu.

Dün "Irak Milliyetçi Kürt Cephesi" adı altında, Irak Kürt Halk Birliği'nden Celil Talabani, Kürt Sosyalist Partisi'nden Mahamat Otman Kürdistan Halk Partisi'nden Sami Abdurrahman ve Barzani'nin temsilcisi olarak da Muhsin Dizeye Fransız Dışişleri Bakanlığı'na geldiler. Bakan Roland Dumas adına yardımcısı Edwige Alice tarafından resmî törenle karşılanan delegasyon daha sonra

Fransız Meclis Başkanı Laurent Fabius tarafından da kabul edildi. Söz konusu delegasyonun bugün Elysee Sarayı'nda, Cumhurbaşkanı Mitterrand'ın siyasi danışmanı Hennekinne tarafından da kabul edileceği açıklandı.

Bayan Mitterrand gene sahnede

Cumhurbaşkanı'nın eşi Daimel Mitterrand'ın da yardımı ile resmî temaslarını siyasi partiler bünyesinde sürdürüleceklerini ve "destek arayacaklarını" belirten Kürt delegasyonu temsilcilerinin "Kürt devleti" arzusu içersine düşüklerini saklamadıkları dikkat çekiyor. Fransız dışişleri bakanlığında bir Kürt devleti tartışmaları'nın gündeme getirildiği, Fransa'nın "ümit verici" tutum takındığı öğrenildi.

Kürt delegasyonu temsilcileri, Körfez krizi dolayısıyla bir Kürt devleti kurma çabası içinde olduklarını ortaya koydular

Fransız Dışişleri, "Körfez krizinin tek kurbanı Kuveytliiler değildir" şeklinde açıklamalar yaparken, aynı bakanlık bünyesinde güvenilir kaynaklar "Kürt delegasyonu Fransa'ya artık bir Kürt devleti kurma zamanı geldiğini hatırlatıyor ve destek istiyor. Tartışmalarda Irak ile birlikte İran ve Türkiye'nin de adı geçiyor" dediler ve konunun önümüzdeki haftalarınin gündemine de getirileceğini bildirdiler. Fransa'nın "Kürt delegasyonuna sıcak bakacağı ve bazı dileklerini anlayışla karşılayacağı" açıklanırken Paris'in "bugüne kadar Kürt meseleleri karşısında suskun kalması dolayısıyla özür dileyeceği" de öne sürüldü.

Fransa'nın ümit verici tutum takındığı bildiriliyor. Paris'te "Körfez krizinin tek kurbanı Kuveytliiler değildir" diye açıklamalar yapılıyor

Tercüman

Her sabah dünya yeniden kurulur. Her sabah taze bir başlangıçtır.

21 Eylül Cuma

Hürriyet 11 Eylül 1990

Lozan'da skandal!

- Türkiye'nin şeref konuğu olduğu Lozan Uluslararası Comptoir Suisse Fuarı'nın açış konuşmasını yapan Belediye Başkanı ülkemize hakaret yağdırdı.

Zafer ATAMER, LOZAN, (Hürriyet)

LOZAN Belediye Başkanı Yvette Jaggi, Uluslararası Comptoir Suisse Fuarı'nın açılışında Türkiye'ye ağır hakaretlerde bulundu ve Lozan Antlaşması'nın Lozan'da yapılmasından "Utancı duyduğunu" söyleyecek kadar da iğrençleşti. Yvette Jaggi'nin politik çıkarı için yaptığı tüm bu tahrikkâr davranışa rağmen, Türk mankenlerinin sunduğu defile, İsviçreli davetliler tarafından dakikalarca alkışlandı. Ancak, fuarın açılışında kalabalık bir ayrılıkçı grubu Türk pavyonuna saldırıp tahrip etmeye kalkıştı. Göstericileri polis taziyikli su sıkarak dağıttı.

Her çeşit ürünün sergilendiği Comptoir Suisse Fuarı'nın açış konuşması, Türk düşmanı Lozan Belediye Başkanı Yvette Jaggi tarafından yapıldı. Jaggi, konuşmasının büyük bir kısmını Türkiye'yi eleştirmeye ayırdı ve Türkiye'yi "Kürt haklarının ezildiği bir ülke" olarak tanımladı.

Milliyet
Halk gazetesi

KURUCUSU ALI NAÇI KARACAN

22 EYLÜL 1990

Fransa'dan Kürtlere davet

KÖRFEZ kriziyle ilgili gerilim sürerken, "Irak Kürdistan Cephesi"nden dört kişilik bir heyet, "Kürt sorunu"nu en üst düzeydeki Fransız yetkililerine "anlatmak" amacıyla Paris'e geldi.

Heyetin, dün başlayan ve bugün noktalanacak olan çeşitli temaslarıyla ilgili program, Dışişleri Bakanlığı'na bağlı Bakan Edwige Avice, Millet Meclisi Başkanı Laurent Fabius, İnsani Eylem Bakanı Bernard Kouchner ve Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın diplomatik danışmanı Lok Hennekine ile görüşmeleri kapsıyor.

"İlk kez resmen" davet edildikleri Paris'te, iki bakan ve Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın bir diplomatik danışmanı ile görüşen "Irak Kürdistanı Cephesi" üyeleri, dün öğleden sonra düzenlenen bir basın toplantısında, ileride gerçekleştirilebilecek bir Ortadoğu konferansının "Kürt sorununu da içermesinin gereğini" vurguladı.

"Irak Kürdistanı Yurtseverler Birliği" Genel Sekreteri Celal Talabani, "Irak Kürdistanı Demokratik Halk Partisi" Genel Sekreteri Sami Abdurrahman, "Irak Kürdistanı Sosyalist Partisi" lideri Dr. Mahmut Osman, Paris'teki görüşmelerinde izah ettikleri "dava"nın Fransız yetkilileri tarafından "anlayışla" karşılandığını ifade etti.

Cumhuriyet **ALİ SİRMEN**

18 Eylül 1990

Talabani Bilmecesi

Başkan Bush'un Irak'a malzeme götürme ve embargoyu delmek isteyen gemilerin durdurulması ve gereğince yollarından çevrilmesi, zorunluk hâlinde bunlara karşı silah kullanılması emri üzerine Ortadoğu'da savaş olasılığı artarken Ankara, gittikçe karmaşılaşan çok yönlü oyunun bir başka yönüne dikkatlerini yoğunlaştırmış bulunuyor.

Ankara'yı çok üzerinde durmuyormuş gibi görünse bile çok ciddi biçimde tedirgin eden olay, Irak Kürdistan Yurtseverler Birliği lideri Celal Talabani'nin dört gündür Washington'da olması, aralarında Washington Post'un da bulunduğu gazetelere demeçler vermesidir.

Ankara'nın bu tedirginliği karşısında, ABD'nin Türkiye Büyükelçiliği bir açıklama yaparak Celal Talabani'yi Washington'a çağırmadıklarını, kendisiyle resmi herhangi bir görüşmenin de söz konusu olmadığını belirtti.

Ancak Irak'ın kuzeydeki Kürt bölgesini bombaladığı, Barzani güçlerinin İran'a kaydığı bir sırada, Talabani'nin ABD başkanlığında bulunmasının bir raslantı ya da Kürt liderin salt kendi girişiminin sonucu olduğuna inanmak gerçekten güç.

ABD'nin geçmişte de Irak ile ilişkileri gerginleştirdiğinde, sürekli olarak Kürt kartını oynadığını bilenler, bu kez de Washington'un aynı koza sarılabileceğinden haklı olarak kaygı duyuyorlar. Üstelik, Washington'un Ortadoğu'daki en büyük müttefiki İsrail ve bölgede, kaçınılmaz olarak dış güçlerin kuklası olacak bir tampon Kürt devleti kurulması projesini uzun süreden beri olgunlaştırmaya çalışmaktadır. Doğrusu, bölge dışı güçlere dayanmak zorunda olan böyle bir devletin kurulmasının Washington'un da hoşuna gitmeyeceği söylenemez. Çünkü kurulacak böyle bir devlet ABD'nin bölgedeki denetimine yeni boyutlar katabilecektir.

Tüm bu öğeler göz önünde bulundurulunca, Ankara'nın ABD'nin yeni gelişmeler karşısında kapsamlı bir Kürt politikasını uygulamaya koymasından çekinmesini anlamak kolaylaşır.

ABD Büyükelçiliği, bu olasılığı da yaptığı açıklamada yadsırmakta ve Washington'un bugün için Kürtlerin haklı olan bazı taleplerini desteklediğini, ancak bu desteğin bölgenin bugünkü sınırları içinde gerçekleşmesinin düşünülebileceğini vurgulamakta, başka bir deyişle herhangi bir Kürt bağımsızlık hareketine arka çıkmayacağını ileri sürmektedir.

Ancak bu tür açıklamalara ne kadar bel bağlanabileceği belli değildir.

Irak Kürtlerinin ABD'nin Saddam'ı alaşağı etme planında önemli bir yer tuttıkları kesindir.

Nitekim, ABD Dışişleri Bakanı ile birlikte Ankara'ya gelen Güneydoğu Avrupa Sorumlusu David Ranson, arkadaşımız Yasemin Çongar ile yaptığı konuşmada, Irak'ta Saddam'a karşı ciddi bir muhalefet olmadığı savına karşı çıkmış ve "Irak'ı yakından incelediklerini ve bu incelemeleri sonunda Kürtlerin ciddi bir muhalefet odağı olduğunu gördüklerini" söylemiştir.

Yalnızca bu sözlerin mantığı bile ABD'nin Kürt kartını kolay kolay bırakmayacağını göstermeye yeter.

Ancak Washington'un bu sırada Ankara'da önemli bir tepki uyandıracak bir davranıştan kaçınacağı da açıktır. Bu bakımdan Washington, Talabani ile açıkça görüşerek Türkiye'nin tepkisini çekmek istemez ve eğer bir tampon devlet niyeti varsa da bunu ilk aşamada açıklıkla ortaya sermez.

Ne var ki önümüzdeki günlerde yönlendirilmiş bazı Amerikan yayın organlarında, Saddam'ın savaş ile değil de içeriden bir ayaklanmayla devrilmesi stratejisinin benimsenmesi halinde, Washington'un Kürt ögesine büyük umut bağlayacağı ve onları destekleyeceği yazılmasına da yer verildiğini görebiliriz. Bu tür yorumların yalnızca bir gerçeği vurgulamakla kalmayacakları, ama aynı zamanda ABD'nin umarsız kalıp, Saddam'ı devirememesi ve iç muhalefet ile ayaklanmaya bel bağlamak zorunda bulunduğu hâlinde Kürtleri birinci plana çıkarmazlık edemeyeceğini ima yoluyla, kimseyi resmi bir töhmet altında bırakmadan Türkiye'ye anlatmak amacıyla yönelik olacakları da düşünülebilir.

Ankara'nın geçmişteki gelişmeleri de göz önünde bulundurarak Talabani'nin Washington gezisinden ve Sam Amca'nın Kürt kartını oynamaya çalışmasından kaygı duymasını anlamak kolaydır.

Umanız ki bu kaygı, 'aman hiç istemediğimiz olasılıkların gerçekleşmesine meydan vermeyelim' korkusuyla, yersiz, aceleci hareketlere ve angajmanlara yol açmaz.

Hürriyet
 18 Eylül 1990

Define avcıları, eski eserleri talan ediyor

Hasankeyf'te tarih yağması

Arif ARSLAN
 HASANKEYF
 (Batman), (hha)

MİLATTA önce 2000 yıllarında kurulan Hasankeyf'teki tarihi eserler, define avcıları tarafından tahrip ediliyor.

Sayılsız medeniyete kuçak açan Hasankeyf'te, turistik tek tesis bulunmuyor.

Definecilerin, "Güneydoğu'nun Kapadokyası" olarak tanınan ilçede, sürekli kaçak kazı yaptığı belirtiliyor.

Hasankeyf Belediye Başkanı Eşref Başaran, SİT alanı ilan edilen ilçede, Dicle Nehri'nden 200 metre yükseklikte yapılan kalenin yanı sıra, Hasankeyf Köprüsü'nün, Al-Rizk Camii'nin, Zeynelbey Türbesi'nin, günümüze kadar ayakta kalan ta-

rihi eserler olduğunu kaydederek, definecilerden yakındı.

"SİT ALANI KORUNAMIYOR"

Hasankeyf Köprüsü'nü yapan Fahrettin Karaaslan'ın türbesinin bile defineciler tarafından kazıldığını bildiren Başaran, "Hasankeyf, her geçen gün biraz daha yağmalanıyor.

Üç, dört beki ile bu SİT alanı korunmuyor.

Turizm Bakanlığı'ndan, tarih katliamına karşı önlem alınmasını bekliyoruz" dedi.

Hasankeyf Kaymakamı Ufuk Erden de, tarihi eserlerin defineciler tarafından tahrip edildiğini doğrularak, önlem almaya çalıştıklarını söyledi.



Mezarlara yapılan saygısızlık...

SİT alanı olarak ilan edilen, sayısız medeniyete kuçak açmış olan ve Güneydoğu'nun Kapadokyası olarak bilinen Hasankeyf'teki tarihi eserler, define avcıları tarafından tahrip ediliyor.

Hürriyet 19 Eylül 1990

E K O N O M İ

Yöneten: Meriç KÖYATASI

Bölgeden alınan her 100 liralık vergiye karşılık 252 liralık yatırım yapılıyor

Doğuya yatırım, göçü önlemiyor

DEVLET Planlama Teşkilatı (DPT) tarafından hazırlanan Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgeleri Raporu'nda bölgelerden tahsil edilen her 100 liralık vergiye karşılık, 252,6 liralık cari ve yatırım harcaması yapıldığı belirtildi. Friedrich Ebert Vakfı tarafından yapılan bir başka araştırmada ise bölgede devam eden yatırımların yüzde 95'inin sulama ve enerji yatırımı olduğu belirtilerek, "Acil ve kalıcı istihdam sağlayacak sanayi yatırımlarından uzak durulduğu" kaydedildi.

DPT Raporu'nda, Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinin Türkiye nüfusunun yüzde 19'unu oluşturduğuna dikkat çekilerek, şöyle denildi:

"Kalkınmanın olumlu ve olumsuz göstergeleri olan göçler, doğurganlık hızı, bebek ölümleri oranı, kentleşme, sosyal gelişmeler, okullaşma oranında olumlu gelişmeler görülmekte birlikte, bu gelişmeler çok yavaş ve ülke ortalamasının altında seyretmektedir. Genç nüfusunun yapısı, bağımlı nüfus oranını ve istih-

dam talebini arttırmaktadır." 1980-1988 yılları arasında bölgeye yapılan genel bütçe ve cari ve yatırım harcamalarının bölgeden tahsil edilen gelire oranının yıllar itibarıyla arttığı belirtilen raporda, şöyle devam edildi:

"Kişi başına genel bütçe cari ve yatırım harcamasında ise Türkiye genelinde artış olmakta beraber bölge ortalaması halen ülke ortalamasının altında. 1988 yılında bölgeden tahsil edilen her 100 liralık genel bütçe gelirine karşılık Türkiye genelinde 44,8 liralık cari yatırım harcaması yapılırken, bu bölgelerden tahsil edilen her 100 liralık karşılık 252,6 liralık cari ve yatırım harcaması gerçekleştirildi."

Federal Alman destekli Friedrich Ebert Vakfı tarafından yapılan, bölgesel dengesizliğin boyutları ile ilgili araştırmada da, devletin yoğun göç veren Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinde 1980'li yıllarda hiçbir sanayi yatırımına girişmediği belirtildi.

Araştırmacı Mustafa Sönmez'e yapılan araştırmaya göre, bölgede süren önemli 38 kamu projesi içinde temelleri 1970'li yıllarda atılan ve sadece iki adet sanayi tesisi yer alıyor. Sürdürülen yatırımların yüzde 95'ini enerji ve sulama alanlarına dönük olduğu belirtilen raporda, buna karşılık acil ve kalıcı istihdam sağlayacak sanayi yatırımlarından uzak

durulduğuna işaret edildi. Raporda şöyle devam edildi:

"Doğu ve Güneydoğu'da yaşanan ekonomik sorunlara, politik gerilimlerin eklenmesiyle göç hızlanıyor ve başta istihdam olmak üzere çeşitli metropoller yoğun göç alıyor. Kars ve Ağrı en çok göç veren iller arasında. Sağlanan çözümlerle teşviklere rağmen özel sektör Doğuya'da yatırım yapmıyor, devlet de sanayiden uzak duruyor. Doğu ve Güneydoğu'da kamu kesimi yatırımları ağırlıklı olarak GAP'da yoğunlaşıyor. GAP'ın bölgeye uzun vadede önemli bir kalkınma olanağı sunması, üretilecek enerjiyi ve sulanacak arazide üretilecek mahsulü kullanacak sanayi yatırımlarına bağlıdır. Oysa, ülke genelinde yatırımdan uzak duran devlet, bu bölgede bile sanayiye 1980'den beri girmedikleri gibi gelecekte girmeye de eğilimli görünmüyor. Özel sektör ise henüz bu alanı riskli buluyor."

Cuhuriyet 22 Eylül 1990

ANKARA

Kürt konferansı rahatsızlığı

Kasım başında Stockholm'de yapılacak ikinci Kürt konferansında Türkiye'nin toprak bütünlüğü ve çıkarlarına aykırı bir propaganda zemini oluşması olasılığı, Ankara'da rahatsızlık yaratıyor...

YASEMİN ÇONGAR

ANKARA — Körfez krizinin sonunda bölge haritasında bazı değişiklikler olabileceği beklentisi, Ankara'da "Kürt sorunu" kapsamında değerlendirilmeye devam ederken bu sorunun uluslararası platformlarda artan biçimde gündeme getirilmesi büyük rahatsızlık yaratıyor. Kasım ayı başında İsveç'te yapılacak ikinci Kürt Konferansı'nda Türkiye'nin toprak bütünlüğü ve ulusal politikalarına aykırı bir propaganda zemininin oluşturulması olasılığı başkentte rahatsızlık yarattı. Irak'taki rejim muhalifi Kürdistan Yurtsever Birliği (PUK) lideri Celal Talabani'nin Paris'te yaptığı üst düzeyli temaslar ve düzenlenecek bir Ortadoğu Konferansı'nda Kürt sorununun ele alınması önerisi de bu rahatsızlığı pekiştiriyor.

PUK lideri Talabani ile Kürdistan Halk Partisi lideri Sami Abdurrahman'dan oluşan bir heyetin Fransa hükümetinin resmi daveti üzerine Paris'te gerçekleştirildiği bir dizi üst düzeyli temas, An-

kara'da dikkatle izlendi. Dışişleri Bakanlığı yetkilileri, Fransız makamlarının diplomatik kanallardan kendilerine ilettikleri açıklamada, "Kürt liderleri Irak'lı rejim muhalifleri olma niteliğiyle kabul edilmişlerdir" dendiğini vurguladılar.

Ancak bu açıklamanın, başkentteki "rahatsızlığı gidermeye yetmediği" gözleniyor.

Dışişleri Bakanlığı'nın üst düzeyli bir yetkilisi, Talabani'nin hiçbir resmi davete dayanmayan ve ABD üst yönetimiyle resmi temas içermeyen Washington ziyaretinin yarattığı duyarlılığı hatırlatarak Cumhuriyet'e şu değerlendirmede bulundu:

'Benzer bir duyarlılığı söz konusu zâtın Paris ziyareti nedeniyle de duyduk. Üstelik bu kez Fransız hükümetinin resmi daveti söz konusudur. Elysee Sarayı'ndaki kabul, bizzat Cumhurbaşkanı Mitterrand'ın dış politika danışmanı Loic Hennekine tarafından yapılmıştır. Fransız bakanların ve Bayan Danielle Mitterrand'ın himayesinde basın toplantıları düzenlenmiştir. Fransızlar, Talabani'nin Irak yurttaşı olduğunu söylüyorlar. Ancak bu kişinin ve örgütünün Türkiye'ye yönelik tutumunun dostça olmadığı belli.

Nitekim, Paris'teki temaslarında 'öbür Kürt kardeşlerimiz' diyerek Türkiye'ye değindiği, bölgede otuz milyon Kürdün sorununa çözüm bulmasından söz ettiği ortada. Fransız hükümetinin Kürt sorununa himayeci tavrını sürdürmesi, bizce sorunun tüm boyutlarını hesaba katan duyarlılıkta bir davranış değildir.'

Öte yandan Bayan Mitterrand'ın önceki gün Paris'te İkinci Kürt Konferansı'nın 1. kısmında Stockholm'de yapılacağını açıklaması da Ankara'yı hareketlendirdi. Dışişleri Bakanlığı Paris Kürt Enstitüsü Başkanı Kendal Nezan gibi "Türkiye'ye karşı hasmane tutumuyla bilinen" bazı kişilerin söz konusu konferansın düzenlenmesinde önemli rol oynadığını hatırlatarak bu konferansta da bir öncekinde olduğu gibi Türkiye'nin toprak bütünlüğünü ilgilendiren bir tarzda konuşmalar yapılırsa bu konuşmalara zemin hazırlayan başkentlerin tutumunun "not edileceğini" belirtiyorlar. Konferansta Türkiye'nin etnik yapısı ve ulusal çıkarlarını ilgilendiren konuşmaların Ankara'da yaratacağı tepki konusunda, Stockholm ve diğer Avrupa başkentleri nezdinde ön girişimler de yapılacak.

YÜZYIL 23 Eylül 1990

POLİTİKA

BURASI GÜNEYDOĞU Şırnak'ın 38 köyünden 27'si yok edildi

Korucu yapılmak için Adana'dan getirilen Hacı Nahmo köyleri yakıp yıkıyor. Saddam örneğinde olduğu gibi bir tampon bölge mi? Orman yangınları. Yakılan meyve bahçeleri. Arı kovanları bile. Yanıtsız bırakılan dilekçeler; "Mezar olabilecek kadar bile toprağa sahip değiliz." Kürt milletvekili: "Geçen kıştan beri gerilla hareketi kırlardan şehirlere indi."

Korucubaşı Hacı Nahmo (Nimet Uysal) 15 Eylül günü 35 adamıyla gelip köyü bastı. Şırnak'ın Gılindor (Kemerli) köyü artık yalnızca haritada var. Hacı Nahmo ve 35 korucusu bütün köyü yakıp yıktılar. Evlerinden çıkarılan köylüler ne eşyalarını ne de hayvanlarını kurtarabildiler. Yedikleri dayak da cabası. Kemerli'de jandarma karakolu vardı. Bütün evler yakılınca karakol komutanı da daha önce köylülerden aldığı karakol binasını ateşe verip askerleriyle çekip gitti.

**GENERAL ALTAY
TOKAT DEMİŞTİ YA...**

Nimet Uysal, korucu yapılmak için Nisan ayında Adana'dan getiriliyor. İki ay Şırnak'ta "staj" görüyor. Adana'dan yanında getirdiği adamlara Şırnak'ta yenileri katılıyor. Burada "özel tım" gibi yetiştiriliyorlar. İyi yetiştirilmiş korucular Temmuz başında Kemerli'ye gönderiliyor. Gerekçe her zamanki gibi. Kemerli'de kimse koruculuğu kabul etmiyor. Üstüne üstlük köyü terketmek isteyen de yok. Korucuların istekleri kesin: "Ya korucu olacaksınız ya da köyü terkedeceksiniz..." Köylüler baskıları anlatan bir dilekçeyi savcılığa vermek istiyorlar Temmuz ortasında. Dilekçe kabul edilmiyor. Nahmo Ağa'nın köye son uyarısı ise 8 Eylül tarihi.

Kemerli köylülerin başına gelen "münferit bir hadise" değil. Bölgede ev yakıp yıkmaya, orman ve tarlaları yakma, hayvanları kurşuna dizme biçiminde yeni politikayla köysüz kent ve kasabalar oluşturuluyor. Bu poli-



"Namuslarına el uzatın. O zaman fazla dayanamayıp çekip giderler." (denet)

tika özellikle Körfez krizinden sonra uygulanıyor. Siirt İnsan Hakları Derneği Başkanı Avukat Zübeyr Aydar, bu konuda şöyle diyor: "Bölgenin boşaltılması amaçlanıyor. Irak'taki tam-

Ev yakıp yıkmaya, orman ve tarlaları yakma, hayvanları kurşuna dizme biçimindeki yeni politikayla köysüz kent ve kasabalar oluşturuluyor.

pon bölge benzeri bir durum oluşturulmaya çalışılıyor. Politika, General Altay Tokat'ın deyimiyle bölgede ot dahil hiçbir canlı ve bitki bırakılmama yöneldiği... Şırnak'lı avukat Mesut Uysal da "Körfez krizinin bölgeyi iyice unuttuğunu" söylüyor:

"Zaten bir sansür vardı. Ama artık hiçbir şeyden kimse haberdar edilemiyor."

"BİZE BIRAKIN İŞİ"

Şırnak il yapılmadan önce 38 köy ve 81 mezraya sahipti. 27 köy mezralarıyla birlikte haritadan silindi. Hacı Nahmo bu sırada gündemine Cevizdüzü ve Üçkiraz köylerini almış. Üçkiraz köylülerinin bu ay başında tek tek vesikalık fotoğrafları çekildi. Jandarma artık gece 23'den sonra istediği zaman gelip dayaklı kimlik kontrolü yapıyor. Köyde bulunan misafirlerin ve onları misafir edenlerin işi daha da zor. Köylüler hâlâ evlerini terk edip gitmediler. Hacı Nahmo jandarmaya başka bir yöntem öneriyor:



ŞIRNAK DERELER KÖYLÜLERİ. Şimdi yol kenarlarına kurdukları çalı çırpıdan ve kıl barakalarda yaşıyorlar.

"Namuslarına el uzan. O ziyan fazla dayanamayıp çekip giderler..."

Bu köylerin hemen hepsi meşhur Anılmış ve Boyunyaka köylerinin olduğu bölgede. Anılmış köylüleri köylerinden sürülmeye direnip mahkemede de davayı kazanınca devlet köylülere toplam 2 milyar 320 milyon lira ödemişti. Peşinden Boyunyaka da aynı yolu izledi ve davayı kazandı. Boyunyakalılar da 151 milyon lira aldılar. Aslında bunlar hesaba vuruldu-

Ormanlar yakılırken meyve ağaçları ayrılmıyor. Siirt Bağlıca Köyü'nün binlerce fıstık ağacı, üzüm bağları ve her tür meyveyi kapsayan binlerce ağacı yakıldı.

ğunda gülünç rakamlar. Bölgede sulu arazinin metrekaresi 800 liraya geliyor. Köylülerin Avukatı Abdurrahman Demir, "Ancak bu kadar hak arayabıldık. Kaç kere vali bana 'sen de PKK'lısın' dedi" diyor. Korucu başkan, artık devleti uyarıyorlar: "Bunlara milyarlar vermek yok. Bize bırakın işi."

KIL BARAKALAR

Şırnak'ın kalan köylerinden Avyan'da (Dereler) 15-30 Temmuz tarihleri arasında bütün evler yakıldı. Köyün sekiz mezarı da aynı uygulamadan kurtalamadı. İşlemi Dereler Jandarma Bölüğü yerine getirdi. Köylüler şimdi yol kenarlarına çalı çırpıdan ve kıl çadırlardan kurdukları barakalarda yaşıyorlar. Dereler Köyü Muhtarı Yusuf İdin 1 Ağustos'ta köyde olup bitenleri Şırnak Kaymakamlığı'na

na bir dilekçeyle bildirdi.

Muhtar dilekçesinde ayrıca, 20 Temmuz'da köyün yakınlarındaki çatışmadan söz ediyor. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nin "ölü olarak ele geçirildi" dediklerinden Fevzi Kabul'ün aslında köyün 18 yaşındaki çobanı olduğunu belirtiyor. Muhtara göre Fevzi Kabul, emniyete götürülürken öldürülüyor. Dereler Köyünün de bütün suçu koruculuğu kabul etmek ve köyün yakınlarında bir çatışmanın çıkmış olması.

Köylülerin ekinleri yakılmış durumda ve tarlalar şimdi top atış sahası olarak kullanılıyor.

KAVAKLAR, BUĞDAY, OT VE KOVANLAR

Pervari Sarıyaprak (Azer) Köylüleri adına Uluslararası Af Örgütü, Helsinki İzleme Komitesi, Yabancı Elçilikler, Cumhurbaşkanlığı, Başbakanlık, İnsan Hakları Derneği, Siyasi Partiler, Bölge Milletvekilleri ve Şırnak Cumhuriyet Savcılığı'na verilen dilekçede şunlar yazıldı, "Köyde 47 ev ve 500'den fazla can vardı. Biz canlarımızı zor kurtardık. Köyümüzü Pervari Doğan Köyü'nde görevli Binbaşı'nın emri üzerine askerler yaktılar. Kayıplarımız: 5 binin üzerinde kavak ağacı, 4 tondan fazla buğday, köylülerin otları ve köyün çevresindeki ormanlık alan, 20'den fazla ahır, bırakıp gittiğimiz evlerimiz. Muhtar Musa Demir, Süleyman ve Emin Demir adlı köylüler hâlâ gözaltında. Her evden en az 10 nüfus var. Biz nerde nasıl barınacağız? Köylüler adına Salih Demir, Nizam Demir... 17 Ağustos 1990."

"Köylülerin dilekçesindeki adres

kısımında şunlar yazılı: "Şırnak Biryazan Köyü'nde akrabalarının yanında misafir..." Köylüler de bitişiklerindeki Hole Köyü'ne yapılanlara değinmişler dilekçelerinde: "Hole Köyü'nün kovanlarını ve ballarını anlarıyla birlikte yaktılar"...

"ARTIK BALTA GİREMEZ"

16 Eylül gecesi sabaha kadar Şırnak'ın doğusundaki ormanlar yandı. Ekinler, evler ve köylerden sonra bir

Bölge korucubaşları tarafından parsellenmiş durumda. Adeta bağımsız derebeylikler oluşmuş.

de orman yangını. 2000'e Doğru dergisi geçen yıl "Ordu'nun orman yaktığını" yazmıştı. Köylüler "Balta girmemiş ormanlarımızı devlet yaktı." diyorlar: "Artık hiç balta giremez, çünkü, ormanlar yok oldu." Greseve, Ramoran, Berahince, Boluze, Cımbıbe, Cinde, Pisterçeşa, Geradın, Benevya, Neyaya, Ziyaret, Geliasağçe, Kortagané, Gabar, Avyan, Bestan Benevi ve Nivaner ormanlık bölgeleri artık yok. Mergumar ormanı bölgenin en güzel ormanlık alanıydı, artık o da yok.

Ormanlar yakılırken meyve ağaçları ayrılmıyor. Siirt Bağlıca Köyü'nün binlerce aşılı fıstık ağacı, üzüm bağları ve her tür meyveyi kapsayan binlerce ağaç yakıldı. Köylülerin her yere gönderdikleri dilekçelerde yakım tarihi olarak 20 Ağustos gösteriliyor. Bağlıca Köyü muhtarı Cemil Sartık dilekçesinde Ekin yolu köyü jandamasından şikâyetçi: "Ben Eğlence Köyüne gidip bir subayla görüştüm. Subay

bana, '2-3 meşe yanmış, ne şikâyetçi oluyorsun' diyor. Binlerce fıstık, badem ve üzüm bağları onların gözünde 2-3 meşe. Bağların yanında köylerin ormanlık alanını da yakıyor..." Bağlıca (Geraviş) 25 hane. 6 Eylül günü İl Ziraat Müdürlüğü'nden Uluslararası Af Örgütüne kadar dilekçe verdiler.

SUÇLU KATIRLAR

Boşaltılan köylerden göçenlerin birçoğu Şırnak'a geliyor. Köylülerin tek geçim kaynağı kapatılan kömür ocaklarından ilkel yöntemlerle bazen ölüm pahasına da olsa kömür çıkarmak. Köyden gelirken katırını veya eşeğini getirebilenler

"sermaye" sahibi sayılıyorlar. Bir katır yükü kömür yaklaşık 20 bin lira. Askerler ve nüfuzlu kömür "tüccar"ları köylülerin kömür toplayıp satmasını engellemeye çalışıyorlar. Korucu-başları köylüleri buralarda da izliyor. Bunların hepsi bir olup köylülere olmadık eziyeti yapıyor. İşte köylünün katır veya eşeğinin semerini yakmakla başladılar. Sonra kömür toplama-yaya gidenleri çevirip dövdüler.

Şimdi hayvanlar da öldürülüyor. Ağustos başında Şırnak'ta, bir seferde toplam 55 katır öldürüldü. Katır sahipleri bir de ek talimlere tabi tutuluyorlar. 11 Eylül günü ikinci bir katır ve eşek katliamı yaşadı Şırnak. Tam 14 katır ve 5 eşek öldürüldü kömür ocaklarında.

"JANDARMA HAYVANLARIMIZA İZİN VERSİN"

Yetkililer verilen dilekçeleri bazen kabul etmiyorlar bazen de cevapsız bırakıyorlar. Boşaltılan köy sayısı bölgede sürekli artıyor. Köyler boşaltıldıkça dertler de artıyor. Her seferinde yeniden yeniden dilekçeler yazılıyor! Eruh Çizmeli Köyü muhtar Ramazan Ekinci yazıyor: "10 binden fazla hayvanımız var. Hayvanlarımızı 45 dakika yakınımdaki otlaklara götüremiyoruz. Hayvanlarımız sıcaktan sarılık oldular. Sütten kesildiler, kilo attılar. Köyde su yok, susuzluktan hayvanlarımız öldü. Bütün istediğimiz jandarma bize hayvanlarımız

Şırnak köylerinin son durumu

Anılmış (Gundikeremu).....	Boşaltıldı
Araköy (Kürüm).....	"
Balveren (Gundikemeli).....	Duruyor
Basağaç (Mendikéan).....	Boşaltıldı
Boyunyaka (İspinderuk)....	"
Cevizdüzü (Cifane).....	Duruyor
Çadırlı (Kendall).....	Boşaltıldı
Çakırsöğüt (Silyan).....	"
Dağkonak (Nerey).....	"
Dereler (Avyan).....	"
Geçitboyu (Biryân).....	Duruyor
Güneyce (Bunibutyân).....	Boşaltıldı
Güneycam (Mafyan).....	"
İkizce (Düvyân).....	Duruyor
Kemerli (Gılindor).....	Boşaltıldı
Kumçatı (Dergül).....	Duruyor
Kuşkonak (Güver).....	Boşaltıldı
Sarıdalı (Üstüveskir).....	"
Toptepe (Avgamazya).....	"

için izin versin..."

Eruh Budamış Köyü'nün Dana Mezrası'ndan Emin, Salih ve Şefik Özdemir'in 22 Haziran tarihinde bütün yetkili birimlere gönderilen dilekçelerinden: "Köyü boşaltmamız için defalarca tehdit edildik. Bizim tek gelirimiz arazimiz ve hayvanlarımız. 16

Yörenin önde gelen politikacılarından biri, devletin son uygulamalarının 1988 sonrası Kuzey Irak'ta Saddam'ın uyguladığı politikalara benzediğini söylüyor.

Haziran günü köye gelen askerler hayvanlarımızı gaspedip bize eziyet ettiler. Köyü de hemen boşaltmamızı istediler..." Eruh, Cizre, Silopi, Şırnak, Pervari, Beytüşebap, Çatak, Uludere, Çukurca ve Şemdinli ilçelerinde böyle giderse ilk bir yılda bütün köyler boşaltılmış olacak.

KORUCU DEREBEYLİKLERİ

Bölge Korucubaşılar tarafından parsellenmiş durumda. Adeta ağımsız derebeylikler oluşmuş. Şırnak'tan Silopi tarafına uzanan bölge Alihan Tatar'ın. Hacı Nahmo Tatarların adamı. Kasrik Boğazından Şırnak'a uzanan hattın Batı'sında kalan kesim Osman Demir'in. Yer yer Cizre'de Osman Ağa'dan soruluyor. Güçlükönak Baho Ağa'nın. Baho Ağa yeni ilçesinde Belediye Başkanı. Beytüşebap ise Jir-

Üçkiraz (Yuvava).....	Duruyor
Yoğurtçular (Hestan).....	"
Kızıksu (Sihires).....	"
Alkemer (Derşev).....	"
Atbaşı (Firisan).....	Boşaltıldı
Balpınar (Cinet).....	"
Görmeç (Biosa).....	"
Güleşli (Berimiri).....	Duruyor
Günedönmüş (Karni).....	Boşaltıldı
İnceler (Başret).....	"
Kopanlı	Boşaltıldı
Karageçit (İspivyan).....	"
Kavuncu	"
Kayaboyun (Şerefi).....	"
Kırkkuşu (Dostelala).....	"
Kocagılı (Bezüke).....	"
Koçbeyi (Banımehinda)....	"
Meşelçi (Kasrik).....	Duruyor
Tekçinar (Gundikemirip). Boşaltıldı	

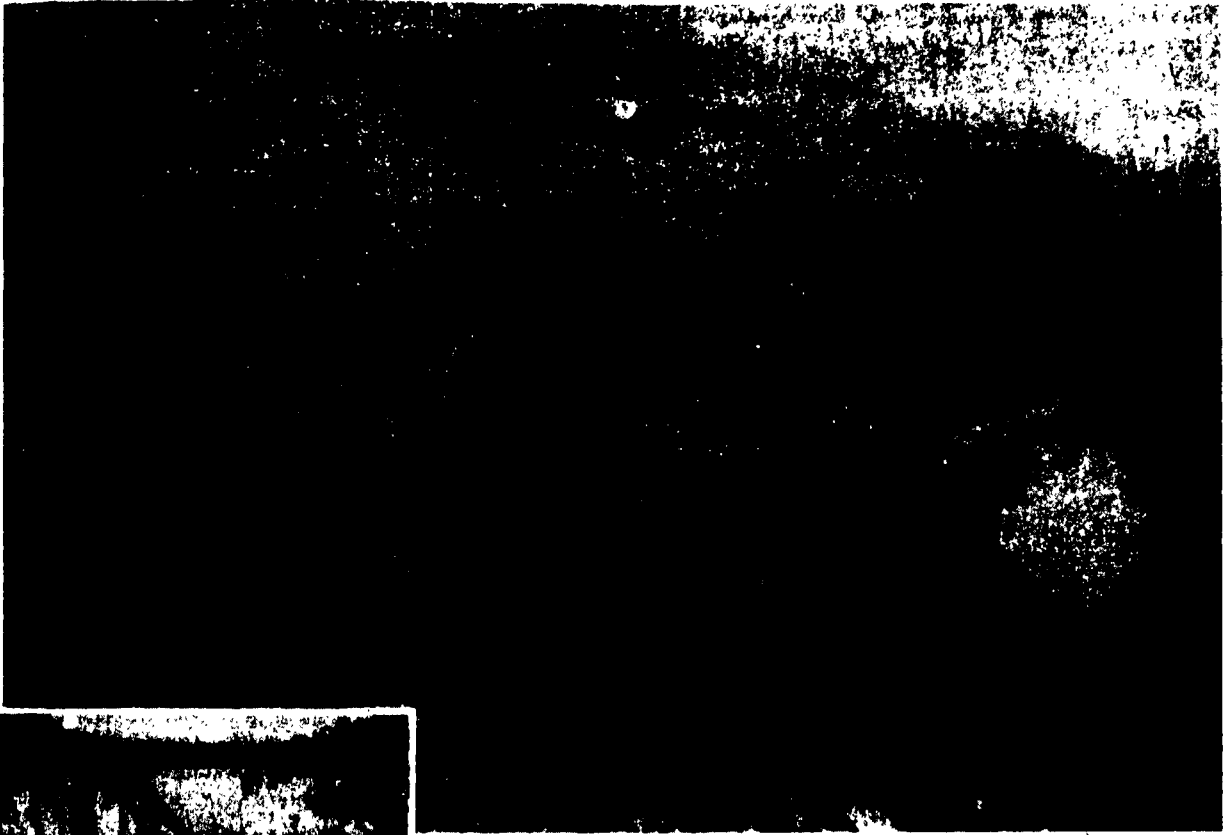
Toplam 38 köyden 27'si boşaltıldı.
Toplam 81 mezranın hepsi boşaltıldı.

ki'lere teslim. Tahir Adıyaman işine gelmediği noktada devleti dinlemeyebiliyor.

Tahir Ağa bölgeyi önem sırasına göre adamlarına pay etmiş. Hacı Öter, Kökel Özdemir, Ebubekir Aydemir gibi Ağa'lar yeni yeni yetişiyorlar. Yüksekova ise Mustafa Zeydan'a teslim... Bölgede şiddet korucular eliyle uygulanıyor. Devlet, artık korucusunu ihale vererek de doyuruyor. Koru-başların güçlenmesiyle birlikte aşiret ilişkileri yeniden hayatın her alanında egemen ilişki biçimi haline geliyor.

JİRKİLER DEVLETE KAFİ TUTUYOR

Boğazören korucuları Tahir Adıyaman'a bağlı. 29 Mayıs günü güpegündüz 3 köylüyü Boğazören'li 30 korucu kaçırdı. Tahir Ağa bu üç köylüyü "kendi yöntemini uygulamak" için kaçırttı. Sorun, Dönmezler Köyü'nün boşaltılması. Köylüler köyü terketmek için diremiyorlar. Jandarma çıkaramayınca köylüleri, Tahir Ağa devreye giriyor. Köylülerden Tahir Asan, Gürşin Sengül ve İsmail Şefler'i altı gün ahırlarda tutuyorlar. Üç köylünün korucular tarafından ahırda tutulduğunu Köy muhtarı Hacı Yüce ve ihtiyar heyeti defalarca Kozakçıoğlu başta olmak üzere yetkililere dilekçeyle bildiriyorlar. Köylüler Bahri Aydemir, Sabri Öztunç, Cembeli Zirek ve Ebubekir Aydemir'in ahırlarında tutuluyorlar. Diğer köylüler köyü boşaltma sözü verince Tahir Ağa adamlarını



Köylülerin ekinleri yakılmış durumda ve tarlalar şimdi top atış sahası olarak kullanılıyor.



salıverilmesini istiyor.

Kaçırılan Köylüler İsperti aşiretinden. Bunların Jirkilerle araları açık. Aşiretin ileri gelenleri Ali Tokay, Hasan Arslan ve Hasan Şengül gelip Tahir Ağa'nın ayağını öpüyorlar. Dönmezler Köylüleri köyü bırakıp Uludere Uzungeçit yakınlarında yolun kenarına çadır kurdular. 21 Ağustos günü bütün evlerinin askerlerce yakıldığını öğrendiler. Muhtar Hacı Yüce bir dilekçe daha verdi, Valilik Yüksek Makamı'na "TC toprakları içinde bize mezar olabilecek kadar bile bir toprağa sahip değiliz. Durum yüksek tak-

dirlerinize arz olunur...23.8.1990."

SADDAM DA UYGULAMIŞTI

Yörenin önde gelen politikacılarından biri, devletin son uygulamaları-

11 Eylül'de yeni bir katır ve eşek katliamı yaşandı Şırnak'ta. Kömür ocaklarında 14 ka hr , 5 eşek öldürüldü.

nın 1988 sonrası Kuzey Irak'ta Saddam'ın uyguladığı politikaya benzediğini söylüyor. Bilindiği gibi Irak,

1988'den sonra Türkiye sınırından başlayarak 30 km'lik bölgeyi insandan arındırmıştı. Boşalan köy ve kasabalar içerideki kasabalara birer "mahalle" olarak eklenmişti. "Ama Irak yurtlarından sürdüğü köylülere ev yapmıştı" diyor Siirt girişinde çadırda kalan bir Şırnaklı.

Saddam yerinden yurdundan ettiği bu köylülere ayrıca belli bir para yardımıyla bulunmuştu. Türkiye'de ise devlet aleyhine tazminat davası açan yerlerinden sürülen köylülere "devlet aleyhine suç işlemiş" gözüyle bakılıyor.

23 EYLÜL 1990 • YÜZYIL • 17

Yakılanlar, yıkılanlar

İnsan Hakları Derneği Siirt Şubesi'nin, bu yılın başından bu yana yakılan köylerle ilgili tesbitleri:

1) 1990 yılı Ocak ayında Şırnak Güneyçam Köyü'nün Bağna ve Şehveran mezarlarında İhsan Kutlu, Hüseyin Kutlu, Salih Budak, Eyüp Ünlü, Refik Ünlü, Hasan Biter, İlyas Budak, Mehmet Bezde, MacrAbay, Hacı Özen, Tahir Özen, Hamza Özen, Ahmet Çalıç, Mehmet Çalıç ve Nesim Çalıç'ın ahır, kışık hayvan yemleri ve samanlıkları yakıldı.

2) Torkız (Sarıdallı) Köyü'nde Haziran sonunda ev, samanlık, meyve ve sebze bahçeleriyle ekinleri yakıldı. Yakımdan zarar gören köylüler: Abdullah Fidan, Ramazan Fidan, Mehmet Adanır, Tahir Güden, Hacı Yardımcı, Hasan Ağır. Aynı köyün Cinde mezarısında oturan Mustafa Aytun, Halit Aytun, Nadir aytun ve Kasım Aytun'un da aynı mal varlıkları yakıldı.

3) Torkız Köyü Şaru mezarısında İbrahim, Mehmet ve Ali Işık ve aynı köyün Xare Buzu Mezarısında Ramazan

Göktaş, Osman Göktaş ve Bener Uçar'a ait evler eşyalarıyla birlikte gündüz ortasında yakıldı. Güneyçam Jandarma Taburu'nda görevli binbaşı komutası altındaki askerlerce yakılan evlerden başka hayvan yemleri ve otlarda yakıldı. Yine aynı köyden aynı gün İbrahim Işık'a ait iki ton kadar peynir de mahzenden çıkarılarak yarısı köpeklerle yedirilmiş yarısı da yanan evlerin alevine atılmıştır.

4) Torkız ve bağlı mezarlarından son iki yıl içinde göçenlerin sayısı 1500'ü bulmakta. Bunların hane sayısı da 200'ün üstünde. Halen bu vatandaşlar Şırnak Eruh yolu üzerinde, Milaken mevkiinde çadırlarda kalmaktalar. Bu çadırlarda yeni doğmuş 100'e yakın çocuk bulunmaktadır.

5) Ayyan Köyü'nün bütün evleri 15-30 Temmuz tarihleri arasında köylülerin gözleri önünde tek tek yakıldı. Köylülerin şikâyeti üzerine, Şırnak Savcılığı olayı inceledi ve 3.8.1990/155-294 sayılı kararıyla görevsiz olduğunu bildirdi. Dosyayı valiliğe havale etti. İl İdare Kurulu da olayı soruşturmak üzere

Şenoba Jandarma taburunda görevli Yüzbaşı Muharrem Fındık'ı tayin etti. Bu köylüler daha sonra gözaltına alındılar ve hayvanları kurşunlandı.

6) Temmuz-Ağustos ayı içinde Uludere'nin 20'nin üstünde köyünde her köyden değişik sayıda ev yakıldı. Yakılan evlerde köylülerin eşyaları almalarına izin verilmedi.

7) Beytüşebap İlçesi Mezra Köyü'nün Yenimahalle mezarısının 14 evi, içinde oturanların gözleri önünde eşyalarıyla birlikte askerlerce yakıldı.

8) Beytüşebap Dönmezler Köyü'nün bütün evleri içindeki eşyalarla birlikte 20 Ağustos günü yakıldı.

9) Ağustos ayı içinde Pervari'nin Doğan Köyü'nün iki mezarısında evler yakıldı. Hayvanların kışık yemleri ve arı kovanları da aynı gün ateşe verildi.

10) Pervari'nin Sanyaprak Köyü'nün bir kısmı köylülerin kışık yem ve samanlarıyla birlikte, bahçeler, tarlalar ve harmandaki buğdaylar yakıldı. Köyün etrafındaki otluk ve ormanlık alan da aynı gün ateşe verildi. Bundan sonra 8 Eylül günü köye gelen askerler köyedeki bütün evleri ve yüzlerce arı kovanını yaktılar.

YENİ VE BÜYÜK SORUNLAR

Saddam'ın boşaltılmış bölgesine benzer bir bölge gerilla hareketinin etkili olduğu bölgede gerçekleşmek üzere. Beytüşebap'ta dokunulmayan bir tek köy kaldı. Çaman. O da Tahir Adıyaman'ın köyü. Uludere'nin durumu Şırnak'tan farklı değil. Yani bütün bölge çok kısa süre içinde insansız hale getirilmeye çalışılıyor.

Bir Kürt milletvekili "geçen Mart"

HELSINKİ İZLEME KOMİTESİ ÜYELERİ VE ZÜBEYİR AYDAR.

tan bu yana gerilla hareketi kırlardan şehirlere indi" yorumunu yapıyor. Aslında devlet onbinlerce insanı yerlerinden yurtlarından ederek kentlere toplarken başka sorunların da altına atıyor kendisini. İyice yoksullaşan, perişan olan Kürt köylüsünün, kente geldiğinde, "Buraya niçin geldim" sorusunu soracağı çok açık. SS kararnamesi ve bütün sert tedbirlere rağmen, kamuoyuna yansımaları da, bölgede

çok önemli kitlesel eylemler gerçekleşiyor.

Son bir ay içinde Nusaybin, Dargeçit ve Doğubeyazıt'ta ölen gerillaların cenazeleri için kepenkler indi. Bütün tehditlere rağmen, kamuoyuna yansımaya da, bölgede çok önemli kitlesel eylemler gerçekleşiyor.

Son bir ay içinde Nusaybin, dargeçit ve Doğubeyazıt'ta ölen gerillaların cenazeleri için kepenkler indi. Bütün tehditlere rağmen güvenlik güçleri kepenkleri açtıramadı. 7 Eylül'de Cizre'de Cuma namazından çıkan cemaat topluca çatışmada ölen gerillaların mezarlarını ziyaret ettiler. Mezarlıkların adı artık "şehitlik" olarak değişiyor.

Cizre'deki 7 camiden 3 binin üzerinde kişi toplandı mezarlıkta. Cizre'liler bu sefer de Sosyal Sigortalar Kurumu'na işçi alım biçimini protesto ediyorlardı. Kurulan polis barikatını aştılar. Daha sonra yine özel timle karşı karşıya geldiler. Özel tim karşısında geliştirilen eylem biçimi ise yere oturup topluca tempolu alkış tutmak.

Cizre'li bir avukat soruyor: "Köylülerin boşaltılması gerçekten PKK'ya ağır bir darbe oldu. Ama Cizre'yi nasıl boşaltacaklar? Nusaybin nasıl boşaltılacak? Bu işin sonu ne olacak?"



Cuhuriyet 24 Eylül 1990

27. Antalya Altın Portakal Film Festivali bugün başlıyor

Güney'e 'oyalama' taktiği

Festival Yürütme Kurulunun, Yılmaz Güney'in filmlerini 'Altın Portakal Film Festivali Toplu Gösterimi'nde oynatabilmek için başvurmadığı kapı kalmadı. Ancak başvurulardan bugüne kadar bir sonuç alınmadı. Bu yıl festivalin jürisinde sinema kesiminin ağırlıklı olmaması ve hiçbir sinema yazarının jüriye alınmaması da eleştirilere yol açtı. 11 kişiden oluşan büyük jüri, ödül kazanan filmleri 28 Eylülde açıklayacak.



BÜLENT ECEVİT

ANTALYA — 27. Antalya Altın Portakal Film Festivali bugün başlıyor. Bu yıl 18 film katıldığı festivalde, konserler ve tiyatro gösterileri de yer alacak. Festival süresince "Ertem Eğilmez Filmleri" Belediye Kültür Salonu'nda gösterilecek.

Aralarında Yılmaz Güney'in filmlerinin de bulunduğu "Altın Portakal Film Festivali Toplu Gösterimi" için Festival Yürütme Kurulu'nun başvurmadığı kapı kalmadı. Ancak şu ana kadar başvurulardan bir izin gelmedi. Kurul Başkanı ve Belediye Başkanı DYP'li Hasan Subaşı'nın, "Yasal bir engel yoksa Güney'in filmlerini de gösteririz" açıklamasından sonra ilgileri üzerine toplanan Altın Portakal Festivali'nin Yürütme Kurulu, önce Antalya Cumhuriyet Savcılığı'na "Altın Portakal" filmlerinin listesini sundu. Ancak savcılık, "Böyle bir izin vermeye yetkili değiliz" diyerek başvuruyu geri çevirince bu kez aynı başvuru, İçişleri Bakanlığı Emniyet Genel Müdürlüğü'ne yapıldı. Bu başvurudan da şimdiye kadar bir sonuç alınmadı. Başkan Subaşı, "oyalama taktiği" yapıldığını söyleyerek tepkisini dile getirdi.

11 kişilik büyük jüri 22 Eylül'den itibaren OFO Otelinde filmleri izlemeye başladı. Jüride sinema kesiminin ağırlıklı olmaması ve bu yıl hiçbir sinema yazarının jüriye alınmaması ise eleştirilere yol açtı. Büyük jüri değerlendirmeyi 28 Eylülde yapacak ve ödül kazanan filmleri

1970'TE ALTIN PORTAKAL KAZANMIŞTI — Yılmaz Güney'in oynadığı ve yönettiği "Bir Çirkin Adam" 1970'te Altın Portakal'ı kazanmıştı. Antalya'da oyuncu olarak da ödüller kazanan Güney'in filmleri, büyük olasılıkla bu yıl festivalde oynatılmayacak.

açıklayacak. Büyük jüri şu isimlerden oluşuyor:

Avni Özgürel (Kültür Bakanlığı temsilcisi), Faik Cesur (Antalya Belediyesi temsilcisi), Alev Olgun (TRT temsilcisi), Erdoğan Kahya (Antalya Gazeteciler Cemiyeti temsilcisi), Enver Özer (SE-SAM temsilcisi), Şerafettin Gür (Fİ-YAP temsilcisi), Ekrem Bora (SO-DER Temsilcisi), Erdoğan Tokatlı (FİLM-YÖN temsilcisi), Muzaffer Hıçdurmaz (SİNEKAM-DER temsilcisi), Engin Ardıç (Gazeteci, yazar, eleştirmen), Yr. Doç. Cem Odman (öğretim üyesi).

Daha önce Ali Özgentürk FİLM-YÖN temsilcisi olarak

Büyük Jüri üyesi olarak açıklanmasına karşın, Özgentürk'ün kaza geçirmesi üzerine Erdoğan Tokatlı jüri üyesi olarak belirlendi.

27. festival olmasına karşın her yıl yaşanan sıkıntı bu yıl da yaşanıyor. Kentte yeterli sinema salonlarının bulunmaması festivale gölge düşüren konulardan biri. Büyük jüri dahi filmleri bir sinema salonunda değil, bir otelin toplantı salonunda izleyecek.

"İstanbul'un Orta Yeri Sinema", ama Antalya'nın orta yeri "otel"... Antalya'da 4 tane sinema salonu var. Bunlardan Saray Sineması geçen aylarda tadilat nedeniyle kapandı. Ye-

ner ve Akdeniz Sinemaları'nda ise aralarında "parça" olan filmler gösterdiği için pek cazip değil. Bir de Kültür Sineması var; o ayakta.

Festivale katılan 18 film, sinema salonuna dönüştürülen Belediye Kültür Salonu ve Kültür Sineması'nda gösterilecek. Ayrıca kentin çeşitli yerlerinde açık hava gösterileri yapılacak. Bu yerler Cumhuriyet Meydanı, Karaalioğlu Parkı, Kırccamii Mahallesi, Erenköy Mahallesi.

Festival bünyesi içinde "TBMM'de Grubu Bulunan Siyasi Partilerin Sinemaya Bakışı" konulu panel yapılacak. Sinema eleştirmeni Atilla Dorsay'ın yöneteceği panel yarın Özel İdare Kongre Salonu'nda gerçekleşecek. Öte yandan bazı sergiler de açılacak. Sinema Karikatürleri Derneği tarafından Belediye Kültür Salonu Fuayesi'nde "Sinema Karikatürleri Sergisi" ve Saniye Meeser Taşlıca'nın resim sergisi de yarın açılacak.

Hafta boyunca diğer sergiler şöyle: Yunus Yaşar (resimli şiir sergisi), Tabiatı Koruma Derneği ('doğa' sergisi), İhan İrem ('Işık ve Sevgi ile' resim sergisi), Ekrem Ajp - Turhan Ekici (resim sergisi), Güzel Sanatlar Birliği (resim derneği sergisi), Antalya Sanatçılar Birliği Sergisi.

Ayrıca Kırk Merdiven Sanat-

1964'ten 1989'a Altın Portakal

"Gurbet Kuşları" (Halit Refiğ) 1964, "Aşk ve Kin" (Turgut Demirağ) 1965, "Bozuk Düzen" (Haldun Dormen) 1966, "Zalimler" (Yılmaz Duru) 1967, "İnce Cumali" (Yılmaz Duru) 1968, Altın Portakal Ödülü'ne film seçilemedi 1969, "Bir Çirkin Adam" (Yılmaz Güney) 1970, "Ankara Ekspresi" (Muzaffer Aslan) 1971, "Zulüm" (Atif Yılmaz) 1972, "Hayat mı Bu" (Orhan Aksoy) 1973, "Düğün" (Lütfi Ö. Akad) 1974, "Endişe" (Şerif Gören) 1975, "Deli Yusuf" (Atif Yılmaz) 1976, "Kara Çarşafı Gelin" (Süreyya Duru) 1977, "Maden" (Yavuz Özkan) 1978. Sansür kurulunun yarışmaya katılan bazı filmleri yasaklayıp bazı bölümleri de kesmek istemesi üzerine tüm yapımcılar şenlikten çekilme kararı aldılar. 1979, 12 Eylül askeri darbe sonucu festival yapılamadı. 1980, En iyi film seçilemedi. 1981, "Çirkinler de Sever" (Sinan Çetin) 1982, "Faize Hücum" (Zeki Ökten) 1983, "Bir Yudum Sevgi" (Atif Yılmaz) 1984, "Dul Bir Kadın" (Atif Yılmaz) 1985, "Aahhh Belinda" (Atif Yılmaz) 1986, "Muhsin Bey" (Yavuz Turgul) 1987, "Gece Yolculuğu" (Ömer Kavur) 1988, "Uçurtmayı Vurmasınlar" (Tunç Başaran) 1989.

AL-AHRAM
28 SEPTEMBRE, 1990

الجمعة

٨ ربيع اول ١٤١١
٢٨ سبتمبر (ايلول) ١٩٩٠
١٨ سبوت ١٧٠٧
28 SEPT 1990

Al-Ahram

Festivale katılan 18 film

"Aşk Filmlerinin Unutulmaz Yönetmeni" (Yavuz Turgul), "Abuk Sabuk 1 Film" (Şerif Gören), "Aşkın Kesişme Noktası" (Bilge Olgaç), "Av" (Melih Gülgen), "Benim Sinemalarım" (Füruzan - Gülsüm Karamustafa), "Bütün Kapılar Kapalıydı" (Memduh Ün), "Büyük Yalnızlık" (Yavuz Özkan), "Berdel" (Atif Yılmaz), "Buzdan Mutluluk" (Yücel Uçanoğlu), "Camdan Kalp" (Fehmi Yaşar), "Darbe" (Ümit Efekan), "İkili Oyunlar" (Irfan Tözüm), "Karılar Koşusu" (Halit Refig), "Küçük Balıklar Üzerine Bir Masal" (Barış Pirhasan), "Karırtma Geceleri" (Yusuf Kurçenli), "Sevgiler Düşlerde Kaldı" (Ümit Efekan), "Yorum Yok" (Eser Zorlu), "Gülen Adam" (Kartal Tibet).

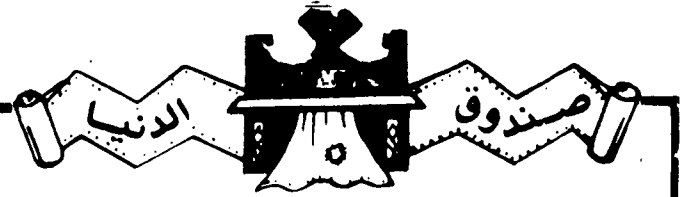
çılar Grubu 25 - 26 - 27 Eylül günleri Yat Limanı anfisinde saat 14.00-20.00 arası kitap imza günleri gerçekleşecek.

Her yıl yapılan ve bazı sanatçıların tepki gösterdiği festival korteji bu yıl yine yapılacak. Bugün saat 14.00'te yaklaşık 100 kişilik bir sanatçı topluluğu İstanbul'dan Antalya'ya uçakla gelecek. Daha sonra saat 16.00'da Cumhuriyet Meydanı'nda kortej geçişi yapılacak.

Film festivali mi, müzik festivali mi

İlk günden başlayarak kentin çeşitli yerlerinde her gece konserler verilecek. Bugün Atatürk Stadyumu'nda Muazzez Abacı - Gül Erda konseri yer alacak. Sezen Aksu Aspendos'da ve Yeni Türkü, stadyumda konserler verecekler. Ayrıca Yatlimanı'nda da her gece Gençlik Orkestraları dinletiler sunacaklar.

Festivale tiyatro gösterileri de yer alıyor. Özel İdare Kongre Salonu'nda Çocuk Tiyatroları'nın yanı sıra, 26 Eylülde Dormen Tiyatrosu Konyaaltı Anfi Tiyatrosu'nda "Kaç Baba Kaç" Levent Kirca Tiyatrosu "Gereği Düşünüldü" adlı oyunları sahneleyecekler. "Gereği Düşünüldü" 30 Eylülde tekrarlanırken, 28 Eylülde yine Levent Kirca Tiyatrosu "Sayım Suyum Yok" adlı oyunu sunacak.



ماساة مدينة كردية

في المؤتمر الاسلامي الاول الذي عقده الاكراد في مدينة «كولن» الألمانية. سمعت للمرة الأولى عن ماساة «حلابجة» وحلابجة مدينة تبعد عن بغداد ٢٦٠ كيلو مترا وتتبع محافظة السليمانية بالعراق.. وقد كان لاهل المدينة عدة طلبات من بينها حلم في توفير الحكم الذاتي، ورتبة في احتفالهم بلغتهم الكردية حوارا للغة العربية، ومجموعة من الطلبات الاخرى التي تستهدف المحافظة على القومية الكردية، ولا ترقى الى مستوى الثورة على الحكم العراقي.

وانتهت المباحثات بين صدام حسين وزعماء المدينة الى طريق مسدود، واراد صدام حسين - فيما يبدو - ان يلحق المدينة درساً قاسياً يكون عبرة لكل من يجرؤ على الاختلاف معه.

وفي يوم ١٧ و ١٨ مارس سنة ١٩٨٨، قامت القوات الجوية العراقية - بناء على امر شخصي من صدام حسين - بقصف المدينة بالاسلحة الكيماوية والغازات السامة.

كان سكان المدينة مجموعة من الفلاحين والرعاة.. ولم يكن لديهم علم ولا سابق معرفة ولا استعداد لمقاومة الغازات السامة، وهكذا نجحت الغازه عليهم في قتل ما يقرب من سبعة الالف كروي.

وظلت جثث القتلى من الرجال والنساء والاطفال ملقاة في شوارع المدينة وضواحيها ساعات طويلة حتى دب فيها الفساد، ولم تعلم الدنيا بما حدث لولا ان سائق اده تعال صحفياً اجنبياً لتسجيل ما حدث في فيلم تليفزيوني.. وقد شاهدنا الفيلم في المؤتمر ذات صباح كئيب، ولم تصدق اعيننا من فرط الوحشية والهول.

وقد مرت اخبار هذه المنذبة وسط تعميم اعلامي عربي فلم نعرف بها حين وقعت، وانما عرفنا بعد عامين من خلال المؤتمر الكروي الاسلامي الاول.

ومن هنا يمكن ان نفهم اهمية الكتاب الذي نشره احمد رائف واصدرته دار الزهراء للاعلام العربي، وهو كتاب وثائقي يضم صوراً ملونة للماساة والاحداث ويسجلها لوجه الحقيقة والتاريخ ويدين هذا الكتاب نظام الرئيس البعثي صدام حسين، ويكشف عن وحشية النظام وجبنه مع من هم في عنقه من شعبه ورجالها، ولقد اثقت تعليقات الصحف الاجنبية - رغم تباينها - على ان هذه الجريمة كانت اوسع جرائم نصف القرن الذي نعيشه.

احمد بهجت



ابن عم صدام المشهور بوحشيته يشرف على الحملة لصدام يبدأ حملة لتوطين العراقيين في الكويت

بغداد - وكالات الأنباء - بدأ نظام الرئيس العراقي صدام حسين حملة واسعة لتوطين العراقيين في الكويت بعد ان طرد الالوف من سكانها في الايام الاخيرة عبر الحدود السعودية الكويتية.

وذكرت التقارير ان السلطات العراقية قامت بنقل ٢٠٠٠ اسرة عراقية (٩٠٠٠ شخص) الى الكويت لكي يستوطنوها بصورة دائمة. وقالت هذه التقارير ان السلطات العراقية اصدرت لهؤلاء العراقيين شهادات ميلاد واوراقاً اخرى مزورة باسماء وبيانات كويتية وانهم اقاموا في منازل الكويتيين المهجرين.

حسين . وسوف تقول هذه الاغلبية نعم للبقاء جزءاً من العراق في حالة اجراء استفتاء عام واضطرار النظام العراقي الى سحب قواته .

وذكر بيان اصدره الحزب الديمقراطي الكردستاني العراقي امس ان علي حسن المجيد ابن عم الرئيس العراقي الذي عينه مؤخراً محافظاً للكويت التي اطلق عليها اسم الكاظمة يشرف على عملية توطين العراقيين في الكويت . وقال البيان ان المجيد اشرف في خريف عام ١٩٨٨ على ضرب الاكراد في شمال العراق بالغازات السامة مما ادى الى موت الالاف منهم . ويشغل المجيد منصب وزير الحكم المحلي في حكومة العراق وقد اشتهر بوحشيته في ضرب اى مقاومة للنظام العراقي .

وكان المجيد قد اشرف على عملية اعادة توطين الاكراد في شمال العراق عام ١٩٨٨ بصورة تضمن ضعف حملتهم للمطالبة بالاستقلال الذاتي . وعندما رفض جانب منهم عملية اعادة التوطين طلب المجيد من سلاح الطيران العراقي قصف تجمعات الاكراد المعارضين للانتقال الى مجال اقامة جديدة بالغازات السامة .

وتأتى هذه الحملة العراقية لتغيير الطبيعة السكانية للكويت بعد ان ذكر الكويتيون المطرودون من بلادهم في الاسبوع الماضي ان قوات الاحتلال العراقية قامت بتجريدتهم من كافة اوراقهم الرسمية قبل السماح لهم بدخول الاراضي السعودية . كما اشاروا الى ان قوات الاحتلال العراقية تتحرش بالمواطنين الكويتيين الذين مازالوا يقيمون في الكويت وتهددهم وتقوم باعدام البعض منهم علناً بهدف دفع ماتبقى من المواطنين الكويتيين الى مغادرة بلادهم .

وذكرت التقارير ان النظام العراقي سيستخدم اوراق الكويتيين المصادرة في حملة توطين العراقيين في الكويت حيث سيسلمهم هذه الاوراق بحيث يدعى انهم من مواطني الكويت . وازادت ان حملة التوطين تهدف الى ايجاد اغلبية سكانية في الكويت موالية لصدام .

AL AHRAM

24 SEPT. 1990



العناد والجهل السياسي لصدام

يخطيء الرئيس العراقي خطأ فادحاً يتجاوز به كل مسلسل اخطا السامقة اذا لم يفهم جيداً معنى ومغزى القرار الأخير لمجلس الأمن الدولي بتوسيع نطاق العقوبات الاقتصادية المفروضة ضد العراق لتشمل فرض الحصار الجوي عقباً له على جريمة غزو الكويت التي اذاتها المجتمع الدولي بلسره .

يخطيء صدام حسين اذا اخفى راسه في الرمال مثل النعلم ولم يستوعب هذا التحذير الأخير من المجتمع الدولي له ، والذي قد يكون المحاولة الأخيرة في المساعي الرامية لتجنب وقوع المواجهة العسكرية المدمرة .

ان رئيس العراق يحسن صنعاً لو أنه قبل بالتخلي عن سياسة العناد التي تحكم كل توجهاته منذ ان تولى السلطة في العراق وكانت من نتيجتها ان برز على السطح مدى جهله بقواعد الحساب السياسي وكلف العراق والامة العربية ثمناً باهظاً نتيجة هذا الجهل المشوب بالعناد .

اننا نتمنى من اجل شعب العراق ومن اجل امتنا العربية ان يتخلى صدام حسين عن عناده وعن جهله السياسي وان يفهم معنى وابعاد هذا الاجماع الدولي الراض لكل ممارساته المتخلفة مع ايسط قواعد الشرعية الدولية . ولو عدنا مسلسل الأخطاء الفادحة التي ارتكبها صدام بسبب عناده وافتقاره الى ايسط قواعد الحساب السياسي لكتبتنا عنها مجلدات كثيرة .

واذا تجاوزنا عن اخطاء الممارسة في داخل العراق باعتبارها شأننا من الشؤون الداخلية لقطر شقيق برغم انه يعز علينا ان نعرف جميع مبعثيه هذا الشعب من قهر وكبت ، فلاننا نستطيع ان نشير الى سلسلة من الأخطاء الفادحة التي ارتكبها صدام في حق عالمه العربي وامته الاسلامية تحت مظلة العناد والجهل السياسي .

ان صدام بعناده وجهله رفض ان يحل مشكلة الاكرد حلاً عادلاً عام ١٩٧٥ ولجأ الى الطريق الخلفي واقدم على توقيع اتفاقية شط العرب مع الشاه التي تنازل بمقتضاها عن حقوق تاريخية للعراق ، تحت وهم ان ذلك الائتلاف مع ايران سوف يتيح له فرصة القضاء على الاكرد ، وكانت النتيجة ان الاكرد ازدادوا قوة .

ومرة أخرى وبسبب العناد والجهل بقواعد الحساب السياسي تصور صدام حسين ان الوضع في ايران بعد رحيل الشاه ومجيء الخميني يشجع على فرض ارادته على طهران فقام بحركة تمثيلية بتمزيق اتفاقية عام ١٩٧٥ وشن حرباً تصورها ستنتهي بانتصاره خلال ايام قليلة فلأذا بها تمتد ٨ سنوات كاملة على حساب دماء واموال الشعب العراقي ، ثم اضطرر الى النهاية بعد تورطه في غزو الكويت الى العودة للاعتراف باتفاقية ١٩٧٥ .

وماهو اليوم يبدو وكأنه لم يتعظ ، وكأنه يتباهى بتفرد بين زعماء العالم بعناد احمق وجهل فاضح بكل قواعد اللعبة الجديدة في النظام الدولي الجديد !

AL HAYAT 21 SEPT 1990

قادة اكراد يطالبون بادراج القضية الكردية في أي مؤتمر دولي عن الشرق الأوسط

الحكومات الغربية مساعدة عسكرية لكننا نطلب تاييداً سياسياً وتفهماً اكبر لقضية الشعب الكردي فنحن لا نحتاج في هذه المرحلة الى الدعم العسكري، ونفي طالباني ان تكون وكالة الاستخبارات المركزية (سي. آي. إي) الاميركية سلمت الاكرد اسلحة بينها صواريخ «ستينغر» المضادة للطائرات. وقال انها اشاعت لا اساس لها من الصحة. وأضاف: «اننا طلبنا من الحكومة الفرنسية بان تدرج القضية الكردية على جدول أعمال أي مؤتمر دولي حول الشرق الأوسط.

سامي عبدالرحمن الأمين العام للحزب الديمقراطي لشعب كردستان في العراق ومحسن ديزي الممثل الشخصي لرئيس الحزب الديمقراطي لكردستان العراقية مسعود بارزاني والدكتور محمود عثمان رئيس الحزب الاشتراكي لكردستان العراقية وجلال طالباني الأمين العام للاتحاد الوطني لكردستان العراقية. ومن المعلوم ان الأحزاب الأربعة تنضوي تحت راية جبهة كردستان العراقية. وقال طالباني: «لن نطلب من

باريس - «الحياة» - أعلن زعماء الأحزاب الكردية العراقية أنهم طلبوا الى الحكومة الفرنسية تاييد إدراج قضية الشعب الكردي في جدول أعمال أي مؤتمر دولي عن الشرق الأوسط

وجاء ذلك في المؤتمر الصحافي الذي عقده القادة الاكرد الذين يقومون بزيارة رسمية لفرنسا. وحضر المؤتمر الفرنسية الاولى قرينة الرئيس فرنسوا ميتران السيدة دانيال ميتران التي ترأس مؤسسة فرنسا والحريات. وقد تحدث كل من

AL HAYAT 21 SEPT 1990

احد اقرباء الرئيس العراقي وواحد من رفاق دربه الخالص

الكويت تحت سلطة علي حسن المجيد منفذ سياسة الأرض المحروقة في كردستان

اعادة بناء المدينة. وقالت بغداد ان ما بين مليونين وثلاثة ملايين «متطوع»، جاؤوا يساهمون مجاناً في المساعدة في اعادة الاعمار. وتوجت العملية بالنجاح وكلف المجيد بعد ذلك بمدينة الموصل.

واذا كان الجيش العراقي نهب في الكويت العديد من المنشآت الصناعية بما يعطي الانطباع بأنه راحل قريباً فإن سلسلة الإجراءات التي اتخذتها بغداد تدفع أيضاً الى الاعتقاد ان العراق لا يعتزم العودة عن ضم الكويت. وتبدأ هذه الإجراءات باذخار برامج التعليم العراقية في المدارس في الكويت وتنتهي بقرار ربط مدينة الكويت بشبكة السكك الحديدية العراقية مروراً بمساواة العملة العراقية بالعملة الكويتية.

ولم يؤد تعيين المجيد محافظاً للكويت الى ازالة هذا الانتداب. فالرجل الذي تولى مسؤولية أحد أجهزة الاستخبارات العراقية قبل تعيينه في كردستان هو الذي دمر إقليم كردستان العراقي (حيث ازيلت اربعة آلاف قرية عن وجه الأرض وهجر ٣٠٠ الف شخص وفق ما تقول المعارضة الكردية في الخارج) وهو نفسه الذي نجح في إعادة إعمار العراق.

الاوروبي يوماً ان «تصفية» المدنيين الاكراد العراقيين «قريبة من حدود الابادة».

ويقال في بغداد ان سياسة المجيد هذه لقيت اعتراضاً حتى في داخل مجلس قيادة الثورة العراقي وان نائب رئيس المجلس عمزة ابراهيم النوري ابدى اعتراضه على وحشية المقع.

ويبدو ان المجيد ابعد بعد ذلك عن قيادة كردستان. وفي حزيران (يونيو) ١٩٨٩ عاد الى المسرح السياسي ليحل محل عدنان داود سلمان وزير الحكم المحلي المكلف بصفتة هذه اعادة اعمار العراق. وعزل هذا الأخير مع مساعديه الاثني عشر بمرسوم رئاسي لغشلمهم في اكمال اعادة اعمار البصرة سريعاً. وكان الرئيس العراقي طلب إعادة بناء هذه المدينة التي دمر جزء كبير منها في الحرب في غضون ثلاثة اشهر وهي مهمة مستحيلة. واطلق هدام حسين مشروعاً مماثلاً بالنسبة الى الفاو، المدينة التي يبلغ عدد سكانها ثلاثين ألفاً والتي تشكل المصب النفطي الرئيسي للعراق على الخليج. وقد دمرت هذه المدينة كلياً في الحرب.

وقبل المجيد التحدي. وفي ٢٥ حزيران (يونيو) ١٩٨٩ بدأت حملة

كردستان. ونقل السكان والمواشي بالقوة الى مناطق قريبة من الحدود الاردنية والسعودية اي خارج مراكز التجمع التقليدية للشعب الكردي. وقالت صحيفة «واشنطن بوست»، يومها ان ما بين ٨٠ و٣٠٠ قرية ازيلت بالجرافات في خلال ايام معدودة.

المقاومة الكردية

واستمرت سياسة الأرض المحروقة في كردستان لا سيما وان ايران بدأت في حزيران (يونيو) ١٩٨٧ هجومها «نصر / ٤»، الذي لقي مساندة من المقاتلين الاكراد (البيشمركة). ومنذ ذلك الحين اكدت المقاومة الكردية ان القوات العراقية تستخدم الاسلحة الكيماوية الامر الذي نفته بغداد. وفي العام التالي لم يعد هناك مجال للشك. ففي ١٧ و١٨ آذار (مارس) ادى قصف حلبجة (البالغ عدد سكانها ٧٠ الف نسمة) بالاسلحة الكيماوية الى مقتل بضعة آلاف. وقدرت مصادر غربية عدد القتلى بأربعة آلاف والجرحى بأربعة الاف أيضاً.

واستمرت سياسة الأرض المحروقة حتى ايلول (سبتمبر) ١٩٨٨ حين تم القضاء نهائياً على المقاومة الكردية. وفي قرار تم تبنيه بغالبية ساحقة في ستراسبورغ اعتبر البرلمان

المنامة - ا ف ب - علي حسن المجيد هو الرجل الذي خطط سياسة «الأرض المحروقة» في كردستان وهو المسؤول أيضاً عن استخدام الاسلحة الكيماوية في قصف قرية حلبجة الكردية مما أسفر عن مقتل الآلاف، وتعيينه محافظاً للكويت اختار العراق الرجل ذا القبضة الحديدية لفرض القانون والنظام العراقيين على الامارة.

وقال مسؤول كويتي في المنفى ان تسمية المجيد محافظاً تزامنت مع فرار بضعة الاف من الكويتيين الى الخارج منهم ٨ الاف يومي السبت والاحد الماضيين فقط. لكن موجة النزوح هذه خفت وتيرتها اعتباراً من يوم الاثنين. والمجيد في السابعة والاربعين وهو واحد اقرباء الرئيس العراقي صدام حسين وواحد من رفاق دربه الخالص. تولى في البداية الشؤون الادارية، في القيادة الفطرية لحزب البعث في العراق ثم اصبح في آذار (مارس) ١٩٨٧ مسؤول منظمة الحزب في كردستان وفي الوقت نفسه مشرفاً على الشرطة والجيش والمليشيا في هذه المنطقة.

وبعد شهرين من تعيينه في هذا المنصب قام الجيش العراقي بعملية اخلاء واسعة لمناطق عديدة في



AL-QABAS INTERNATIONAL
Register as a newspaper at the post office

وطني الكويت سلمت للمجد

Friday 21 September 1990 6th Year No. 1752

وفد كردي عراقي يجري محادثات في باريس

الهدف لفت الانظار الى الوضع المساوي للاكراد

كرديا، علما ان السيد طلباني كان قد زار باريس اكثر من مرة، الا ان زيارته لم تكن تاخذ الصفة الرسمية.

حيث كان يدعى من قبل جمعيات النفع العام والمسؤولين عن حقوق الانسان، ومنها جمعية دانيال ميتران عقيلة الرئيس الفرنسي فرنسوا ميتران.

ومن اهداف الزيارة، التي قالت المصادر انها تعبر عن تطور جديد في الموقف الفرنسي في القضية الكردية وعامل ضغط على العراق، لفت انظار المسؤولين في فرنسا، وكذلك الرأي العام فيها الى الوضع المساوي للاكراد في العراق، والطلب الى فرنسا اعادة تقييم سياستها في الشرق الاوسط، لا سيما بعد تصريح الوزير دوما بان سياسة بلاده في الازمة الخليجية تسير في اطار القانون الدولي واحترام حقوق الانسان.

يزور فرنسا حاليا وفد كردي يتكون من اربع شخصيات تمثل اربعة ملايين كردي يعيشون في العراق.

وهذه الشخصيات هي: جلال الطلباني، الدكتور محمود عثمان، سامي عبد الرحمن، ومحسن ديزيبي (ممثل مسعود برزاني).

وقد اجري الوفد سلسلة لقاءات رسمية مع كبار المسؤولين الفرنسيين، شملت حتى الآن الوزير الـ فيغ افيغ افيغ الوزير المفوض لدى وزير الخارجية رولان دوما، رئيس البرلمان الفرنسي لوران فاييوس، ووزير الشؤون الانسانية برنارد كوشنير.

ومن المتوقع ان يلتقي الوفد اليوم بالمستشار الدبلوماسي للرئيس الفرنسي لوبيك هينيكان، واقطاب الاحزاب السياسية في فرنسا.

بذكر انها المرة الاولى التي تستقبل فيها فرنسا رسميا وفدا

کیمبر

لندن

بنیانگذار و مدیر مسؤل: دکتر مصطفی مصباح زاده

شماره ۳۱۹ - پنجشنبه ۲۲ شهریور ۱۳۶۹ خورشیدی - ۲۲ صفر ۱۴۱۱ قمری

KAYHAN NEWSPAPER (London House, 271-273 King Street, London W6 9LZ) No. 319 THURSDAY 13th SEPTEMBER 1990

عفت قاضی،

دختر قاضی محمد ترور شد

● حزب دموکرات کردستان، جمهوری اسلامی را مسئول این ترور می داند

روز پنجشنبه ۱۵ شهریور (۶ سپتامبر) يك بمب پاكی که در جعبه نامه‌های جلوی منزل جاسازی شده بود باعث انفجار و قتل خانم عفت قاضی همسر آقای امیر قاضی گردید. امیر قاضی از کردهای فعال مخالف رژیم جمهوری اسلامی است.

عفت قاضی محمد دختر قاضی محمد مصروف و رهبر فرقه دموکرات کردستان ایران بود که به جرم جدایی طلبی ۴۳ سال پیش در ایران اعدام شد. بانوی مزبور شخصا هیچ نوع فعالیت سیاسی نداشت و صرفاً به کارهای فرهنگی پرداخته بود و به نظر می رسد که قربانی فعالیت های سیاسی شوهرش شده باشد.

کیمبر «ستون اوگه کارلسون» اظهار داشت که این قتل صرفاً يك ترور سیاسی است زیرا شوهر خانم قاضی شخصا فعالیت های زیادی برای ایجاد کردستان مستقل داشته است در حالی که خانم عفت قاضی بکلی از کارهای سیاسی دور بوده و نیز بر اساس گفته کیمبر کارلسون بررسی ها نشان می دهد که خانم عفت قاضی در هیچ يك از دسته بندی ها و یا

خانم قاضی، بلافاصله به پلیس اطلاع می دهند و پلیس خانم قاضی را به بیمارستان منتقل می نماید. ولی با تمام کوشش پزشکان خانم قاضی ۳ ساعت بعد از جهان در می گذرد.

کیمبر «ستون اوگه کارلسون» حدس می زند که بمب صبح همان روز در صندوق گذارده شده بود. ولی پلیس هنوز نتوانسته دلائلی به دست آورد که نشان بدهد چه کسی یا چه کسانی و یا چه گروه هایی دست به چنین جنایتی زده اند.

عفت قاضی از سال ها پیش در سوئد زندگی می کرد و همیشه هویت ایرانی خود را حفظ کرده بود. وی از سال ۱۹۸۵ نیز اجازه اقامت دائم در سوئد به دست آورده بود. او سال ها بود که از شوهرش آقای امیر قاضی جدا زندگی می کرد زیرا نمی خواست در فعالیت های سیاسی شرکت داشته باشد. اما مدت کوتاهی بود که مجدداً زندگی مشترک خود را از سر گرفته بودند.

خانم عفت قاضی دو فرزند دارد؛ یکی ده ساله و یکی هفده ساله که از روز پنجشنبه به اتفاق پدرشان به وسیله پلیس به جای نامعلومی انتقال داده شده اند تا احتمالاً از دسترس دور باشند.

عفت قاضی در ایران لیسانس حقوق شده بود و در سوئد به عنوان آموزگار مدارس سوئد به کار اشتغال داشت. امیر قاضی شوهر خانم عفت قاضی خود از یکی از خانواده های سرشناس کرد می باشد. وی در گذشته عضو هیأت اجرایی و سیاسی حزب کردستان دموکرات ایران بود. وی در سال ۱۹۸۲ از عضویت حزب کناره گیری نمود ولی همکاری و ارتباطش را همچنان با دکتر عبدالرحمن

قاسملو حفظ کرده بود. چنانکه می دانیم دکتر عبدالرحمن قاسملو سال پیش در وین پایتخت اتریش در روز ۱۳ ژوئیه به دست تروریست های اسلامی به قتل رسید.

امیر قاضی از نظر سیاسی فعالیت زیادی برای ایجاد کردستان مستقل دارد و به تازگی حزب جدیدی به نام «حزب کردستان مستقل» تشکیل داده است. یکی از دوستان خانم و آقای قاضی حسین کردناز، به خبرنگاران گفته است که حزب کردستان مستقل فعالیت هایش صرفاً جنبه سیاسی دارد و هرگز فعالیت های نظامی نداشته است و در آینده نیز هیچ برنامه ای برای مبارزه مسلحانه ندارد.

این شخص اعلام کرده است که مسلماً این بمب برای قتل و ترور آقای امیر قاضی جاسازی شده بود نه خانم عفت قاضی. وی همچنین گفته است که این ترور را ایرانیان برنامه ریزی کرده اند.

يك سخنگوی حزب دموکرات کردستان ایران روز دوشنبه با محکوم کردن این عمل جنایتکارانه، به کیمبر (لندن) گفت که چنین اقدامی جز از سوی جمهوری اسلامی و عوامل تروریست او از سوی هیچ کس دیگری نمی تواند صورت گرفته باشد. این سخنگو گفت هرچند رابطه امیر قاضی با حزب دموکرات کردستان، مدت ها است قطع شده است. ولی اعضای حزب دموکرات کردستان ایران از این اقدام ناجوانمردانه تروریستی به شدت متأسف هستند و آن را شدیداً محکوم می کنند.

ОТ ПЕРВОГО ЛИЦА



Я, НАДИРЕ КАРИМ, КУРД

В А МОЕМ примере, на моем образе жизни, на моей биографии можно проследить за судьбой всех депортированных народов.

Мы жили в селе Кикач Нахичеванского (в то время Сталинского) района. Отец умер в 1936 году, когда мне было всего четыре года. У матери на руках осталось десять детей. Это было мое первое детское воспоминание. А через год очередная трагедия.

Утром просыпаюсь, а наш дом и наше село окружено солдатами с винтовками. Запомнил еще, что к винтовкам были прикреплены штыки. Они что-то говорят, а взрослые почему-то плачут. Потом я понял все, что говорили солдаты. Мол, соберите самые необходимые вещи и вас куда-то должны увезти. 24 часа в нашем распоряжении. А коровы, дом? Остальное, отвечали нам, вы потом вернетесь и заберете. Старшие братья и сестры быстро начали собирать в кошму, одеяла все, что можно было унести. На другой день погрузили нас в грузовики и привезли на железнодорожную станцию. Подогнали вагоны, предназначенные для грузов и скота, и приказали всем там размещаться.

Ехали месяца полтора — два. Как потом узнал, привезли нас в город Джамбул, что в Казахстане. Там мы пересели на грузовики, которые доставили не-

сколько семей из нашего села в голую степь. Правда, протекала речушка. Спрашивают: есть ли шатры? «Есть», — отвечаем. «Вот поживите пока в них, а потом на ваши деньги построим дома». Причем, как потом оказалось, родственников из одного села расселили по разным местам.

Со временем построили саманные дома. Слава Богу, наконец, мы хоть где-то остановились. Так на карте Джамбульской области появились новые села: Им. Буденного, Каскабулак. Казалось, все горести позади. Можно спокойно обживаться. Но нет. Очередная трагедия. Тоже ночью приехали работники НКВД, поднимают всех и спрашивают: «Кто глава семьи?» Старший брат Абдулла, которому только исполнилось 22 года и который только-только женился, сказал, что он. «Пойдемте с нами». И все, до сих пор мы так и не знаем, что с ним случилось. В ту ночь все семьи нашего села потеряли старших в доме.

Мы стали переселенцами. Без права выезда, без права поступления в институты. Короче говоря, тюрьма. Правда, без колючей проволоки.

Где-то через год в нашем се-

лении открыли школу. Среднюю школу, в которую заставляли ходить всех детей. Конечно, нас радовало, что учиться буквально заставляют. А кто же будет преподавать? В то время и среди казахов-то не хватало учителей, а как же быть с курдами-переселенцами? Назначили учителей из курдов, имеющих мало-мальское образование. Помню Алиева Карима, закончившего Ереванский педтехникум. Его назначили директором школы. Моего брата Анвара, чуть-чуть недоучившегося в таком же техникуме, сделали завучем.

Но самое странное — преподавать-то необходимо было на казахском языке, которого, естественно, никто в то время не знал. Конечно, все курды благодарны казахскому народу за то, что в тяжелые минуты он принял нас, помог, чем сумел. Но у нас в селе не было ни одного казаха, тем более учителя казаха. А учебники на казахском языке... Как наши учителя — курды выходили из положения — одному Аллаху известно. Но школу я закончил, и довольно успешно. И казахский знал прилично. Даже писал стихи на этом языке.

После 10-го класса приехал в комендатуру — хочу поступать в институт. Какой там институт, отвечают мне. Скажи спасибо за десятилетку и работай в своем селе.

Тогда я начал писать письмо Сталину — ведь все наши надежды, помыслы были связаны с этим человеком. Написал, что хочу учиться. Конституция же дает такое право.

Через несколько месяцев комендант меня вызывает и говорит: Писал Сталину? Вот ответ: вы можете учиться в высших учебных заведениях, только не в столичных городах. Выбирай какой-нибудь областной город, где есть институт, и мы можем дать тебе туда разрешение на выезд. А в то время во всем Казахстане, — а только в пределах республики я и мог учиться — только в Кызыл-Орде и Чимкенте и были вузы. Кызыл-Орда — это бывшая столица Казахстана. Туда в 1937 году перевели Корейский Дальневосточный пединститут, как раз после депортации корейцев.

МЕЧТАЛ ЖЕ я поступить в медицинский, стать хирургом. А в Кызыл-Ординском пединституте был химико-биологический факультет, который более или менее меня удовлетворял. Год после школы, пока писал письма, я потерял, но в 49-м решил сдавать экзамены. Для этого необходимо было сначала получить вызов из института, а затем разрешение от комендатуры на выезд в Кызыл-Орду. Получив вызов, я так к сроку и не попал на экзамены — разрешение из комендатуры пришло только в конце августа. Спасибо случаю — проректором института оказался такой же переселенец, как я, кореец Ли... Причем экзамены мне необходимо было сдать без «троек», чтобы получить стипендию и тем самым платить за обучение. Сдал успешно и на радостях написал стихотворение на казахском языке «Мечта моя, институт!» и отдал в местную газету. Каково же было мое удивление, когда 1 сентября оно было напечатано.

Тут же меня пригласили в кружок молодых поэтов института, где председательствовал Сералиев Насраддин, а консультировал классик казахской литературы Аскар Токмагамбетов. Так я стал студентом.

Есть еще один казус. Закончилась зимняя сессия, все собирается на каникулы. Прихожу к коменданту и говорю, что также хочу поехать к родным. Нет, нельзя. Оказывается, за три месяца до каникул нужно было писать заявление. Короче, все уехали, а я один живу в общежитии. Меня, естественно, спрашивают, почему я не уехал. А говорить правду как-то стыдно — переселенец-курд — поэтому и находил различные причины для отговорок.

Окончив институт, очень хотел поступить в аспирантуру. Но опять же — запрет на столицы. Пришлось мне уехать учительствовать в поселок Чулактау — сейчас город Кара-Тау. Было это в 53-м. А в 1956 году, отработав, как и положено, три года, снова захотел поступить в аспирантуру. Как раз мое желание совпало с одним из выступлений Хрущева, предложившего снять клеймо «переселенцев» с учителей — «мы доверяем им воспитание подрастающего поколения, можем ли лишать их элементарных прав». Между про-

чим, в нашей школе был учитель грек, учитель каракаевец — и все мы не имели права распорядиться своими путями-дорогами.

В один год мы поменяли паспорта, где стоял проклятый штамп: «Без права выезда». Закончив учебный год, я подался в Москву.

Чуть раньше в какой-то газете я увидел объявление о конкурсе в аспирантуру Московского пединститута им. Ленина. Туда и привез свои документы. С трудностями, но все же поступил — во многом помог мне Болезнин Степан Афанасьевич, по учебникам которого я учился и который впоследствии стал для меня практически отцом. Наверное, он поверил в мою искреннюю любовь к химии.

Я его не подвел — досрочно защитил кандидатскую диссертацию и был направлен заведующим кафедрой химии в Хабаровский пединститут, хотя, конечно же, хотел поехать в Казахстан, в республику, ставшей мне родиной. Но, как говорится, нет худа без добра. Именно Хабаровск дал мне настоящую научную практику. Там же я выполнил докторскую диссертацию, стал профессором — единственным в то время на Дальнем Востоке. В общем, решил там и остаться.

Но мои земляки, узнав, что есть такой курд, доктор химических наук Надиров, уговорили приехать в Казахстан. Проработав семь лет завкафедрой химической технологии переработки нефти и проректором по научной работе Казахского химико-технологического института в Чимкенте, меня пригласили в ЦК, и тогдашний президент Академии наук А. М. Кунаев предложил мне возглавить академический институт в Гурьеве. Избрали академиком, стал лауреатом Госпремии, обладателем званий. Однако я не мог тогда и предположить, что все зработанное мной, можно сказать, потом и кровью, придется вскорости отстаивать в буквальном смысле слова, напрягая все свои моральные и физические силы.

В ПРИРОДЕ, да и в обществе все циклично. Второй цикл репрессий начался в моей жизни через 50 лет, то есть в 1986—1987 годах. Под маркой перестройки — долой всех «застойных» ученых. Так решили высокопоставленные чиновники. Все, как в 1937 году, с той разницей, что теперь я все пони-

мал и мог как-то постоять за себя. Тем не менее в ЦК компартии республики заставили написать заявление об освобождении от должности главного ученого секретаря президиума АН Казахстана по «собственному желанию». Были попытки исключить из партии, сфабриковать уголовное дело снять с производства набранные издательством научные труды, компрометация в прессе. Много сил и времени понадобилось мне, чтобы доказать свою невиновность и отбить все нападки высокопоставленных руководителей ЦК и АН республики.

Хотя по результатам тщательной проверки принято постановление Бюро ЦК Компартии Казахстана, прокуратуры республики о противоправных акциях против меня, но об этом говорить надо даже потому, чтобы исключить из жизни общества расправы и репрессии в любой форме над негодными кому-то людьми.

Не могу не сказать и о положении моих соплеменников — курдов в настоящее время. Поэтому, оно даже хуже, чем в 1937 и 1944 годах, во времена насильственного переселения. В связи с международными конфликтами в Узбекской, Киргизской, Азербайджанской и Армянской республиках курды вынуждены покидать обжитые места и в поисках работы, жилья, прописки скитаться по всей стране. Таких беженцев только по России десятки тысяч. В 1937 году при всех издевательствах гарантировали работу и хоть спец-, но поселение. Конечно, мы не молчим, неоднократно обращались в самые высокие кабинеты, но, к сожалению, проблема не решена до сих пор.

Решения Съезда народных депутатов о полном восстановлении конституционных прав депортированных народов не выполняются. Все ссылаются на сложную ситуацию в стране. Но зачем было эти решения принимать, если была такая обстановка?

30-миллионному народу, который за тысячелетия существования лишь считанное число раз знал свою государственность — имею в виду Красный Курдистан в 20-е годы на территории Азербайджана и Иракский Курдистан в 70-е, одинаково упраздненные, — пришло время хоть где-то найти приют.